

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE THÉMATIQUE

Clôture de la session ordinaire de 1998-1999 ouverte le 1er octobre 1998	30 juin 1999
<i>Congrès du Parlement</i>	<i>18 janvier 1999</i>
<i>Congrès du Parlement</i>	<i>28 juin 1999</i>
Ouverture de la session ordinaire de 1999-2000	1er octobre 1999

NOTA : - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

Les Tables des débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

La **Table nominative** contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité durant l'année au cours des séances publiques du Sénat.

La **Table thématique** contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**.

SOMMAIRE

Avertissement.....	p. 3
Liste des principales abréviations utilisées.....	p. 6

PREMIÈRE PARTIE : INFORMATIONS PARLEMENTAIRES ANNUELLES

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1999.....	p. 7
B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1999.....	p. 10
C. - Renouvellement triennal par tiers du Sénat.....	p. 14
D. - Sénateurs décédés.....	p. 15
E. - Démissions.....	p. 15
F. - Remplacements de sénateurs.....	p. 15
G. - Vacance de siège.....	p. 15
H. - Election partielle.....	p. 15
I. - Contestation d'opération électorale.....	p. 15
J. - Sénateur élu député.....	p. 15
K. - Sénateurs en mission temporaire.....	p. 15
L. - Anciens sénateurs décédés.....	p. 15

II. - BUREAU DU SÉNAT.....

III - SESSIONS.....

IV - COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES.....

V - COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. - Commissions permanentes.....	p. 17
B. - Commissions mixtes paritaires.....	p. 18
C. - Commissions d'enquête.....	p. 22

VI - LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS

POUR AVIS (LOI DE FINANCES)	p. 23
VII - DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES.....	p. 24
VIII - DÉLÉGATION FRANÇAISE A L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE.....	p. 26
IX - DÉLÉGATION DU SÉNAT A L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD.....	p. 26
X - ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.....	p. 27
XI - HAUTE COUR DE JUSTICE - COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	p. 27
XII - COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES.....	p. 28
XIII - MISSIONS D'INFORMATION.....	p. 28
XIV - ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	p. 29
XV - MINISTÈRE : Gouvernement Lionel Jospin.....	p. 36
XVI - TEXTES	
A. - Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1999.....	p. 37
B. - Déposés en 1999, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat	p. 40
C. - Résolutions européennes.....	p. 44
XVII - DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	p. 44
XVIII - PÉTITIONS.....	p. 45
XIX - TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL.....	p. 47
XX - PETIT DICTIONNAIRE DES SIGLES.....	p. 48

DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

(précédée de la liste des thèmes abordés au cours des travaux du Sénat)

ABREVIATIONS

Groupes politiques :

CRC.....	Groupe Communiste Républicain et Citoyen
RDSE.....	Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen
RI.....	Groupe des Républicains et Indépendants
RPR.....	Groupe du Rassemblement pour la République
SOC.....	Groupe socialiste
UC.....	Groupe de l'Union centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A.....	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

Commissions :

AFCL.....	Commission des affaires culturelles
ECO.....	Commission des affaires économiques et du Plan
ETRD.....	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées
SOCI.....	Commission des affaires sociales
FINC.....	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation
LOIS.....	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

NOTA : Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « *JO Débats* » renvoient à celles du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ;
- enfin, les dates précédées de la mention « *JO Lois et Décrets* » renvoient à ce *Journal officiel*.

I. – COMPOSITION DU SÉNAT

A. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1999

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDSE - AFCL.
Nicolas ABOUT, Yvelines - RI-A - LOIS.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Guy ALLOUCHE, Nord - SOC - LOIS.
Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ECON.
Jean-Paul AMOUDRY, Haute-Savoie - UC - LOIS.
Pierre ANDRÉ, Aisne - RPR - ECON.
Bernard ANGELS, Val d'Oise - SOC - ECON.
Philippe ARNAUD, Charente - UC - ECON.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - AFCL.
Henri d'ATTILIO, Bouches-du-Rhône - SOC - SOCI.
Bertrand AUBAN, Haute-Garonne - SOC - ETRD.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.

B

Robert BADINTER, Hauts-de-Seine - SOC - LOIS.
Denis BADRÉ, Hauts-de-Seine - UC - FINC.
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - LOIS.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Janine BARDOU, Lozère - RI - ECON.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - FINC.
Jean-Michel BAYLET, Tarn-et-Garonne - RDSE - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - CRC - FINC.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - CRC - ETRD.
Michel BÉCOT, Deux-Sèvres - UC - ECON.
Jean-Pierre BEL, Ariège - SOC - LOIS.
Jacques BELLANGER, Yvelines - SOC - ECON.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDSE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - SOC - FINC.
Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - FINC.
Jean BESSON, Drôme - SOC - ECON.
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - CRC - ETRD.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDSE - SOCI.
Jean BIZET, Manche - RPR - ECON.
Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Annick BOCANDÉ, Seine-Maritime - UC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - AFCL.
Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.
Didier BOROIRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - ETRD.
Nicole BORVO, Paris - CRC - SOCI.
Joël BOURDIN, Eure - RI - FINC.
André BOYER, Lot - RDSE - ETRD.
Jean BOYER, Isère - RI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.
Yolande BOYER, Finistère - SOC - ECON.
Jean-Guy BRANGER, Charente-Maritime - UC - ETRD.
Gérard BRAUN, Vosges - RPR-A - FINC.
Dominique BRAYE, Yvelines - RPR-A - ECON.
Robert BRET, Bouches-du-Rhône - CRC - LOIS.
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Louis de BROISSIA, Côte-d'Or - RPR - AFCL.

C

Guy CABANEL, Isère - RDSE - LOIS.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMÉJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ETRD.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.
Jean-Claude CARLE, Haute-Savoie - RI - AFCL.
Jean-Louis CARRÈRE, Landes - SOC - AFCL.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Bernard CAZEAU, Dordogne - SOC - SOCI.
Charles CECCALDI-RAYNAUD, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Monique CERISIER-ben GUIGA, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR - ECON.
Gilbert CHABROUX, Rhône - SOC - SOCI.
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - SOC - FINC.
Marcel CHARMANT, Nièvre - SOC - LOIS.
Michel CHARZAT*, Paris - SOC - AFCL.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
Marcel-Pierre CLÉACH, Sarthe - RI-R - ECON.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - FINC.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDSE - FINC.
Gérard COLLOMB, Rhône - SOC - AFCL.
Gérard CORNU, Eure-et-Loir - RPR - ECON.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.
Raymond COURRIÈRE, Aude - SOC - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - SOC - ECON.
Jean-Patrick COURTOIS, Saône-et-Loire - RPR - LOIS.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - ECON.

* Voir I.-J. – Sénateur élu député.

D

Xavier DARCOS, Dordogne - RPR-R - AFCL.
Philippe DARNICHE, Vendée - NI - SOCI.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - SOC - ETRD.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Robert DEL PICCHIA, Français établis hors de France - RPR-R - ETRD.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - SOCI.
Bertrand DELANOË, Paris - SOC - ETRD.
Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
Gérard DELFAU, Hérault - RDSE - ECON.
Jacques-Richard DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - SOC - FINC.
Fernand DEMILLY, Somme - RDSE - AFCL.
Christian DEMUYNCK, Seine-Saint-Denis - RPR-R - SOCI.
Marcel DENEUX, Somme - UC - ECON.
Gérard DÉRIOT, Allier - UC - LOIS.
Dinah DERYCKE, Nord - SOC - LOIS.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DÉsirÉ, Martinique - SOC-A - ECON.
Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - SOC - SOCI.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Claude DOMEIZEL, Alpes de Haute-Provence - SOC - SOCI.
Jacques DOMINATI, Paris - RI - SOCI.
Jacques DONNAY, Nord - NI - AFCL.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - SOC - AFCL.
Paul DUBRULE, Seine-et-Marne - RPR-R.

Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Michel DUFFOUR, Hauts-de-Seine - CRC - LOIS.
Xavier DUGOIN, Essonne - RPR - ECON.
André DULAIT, Deux-Sèvres - UC - ETRD.
Ambroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.
Jean-Léonce DUPONT, Calvados - RI - AFCL.
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI - ETRD.
Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - SOC - ETRD.
Bernard DUSSAUT, Gironde - SOC - ECON.

E

Daniel ECKENSPIELLER, Haut-Rhin - RPR-A - AFCL.
Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.
Jean-Paul ÉMORINE, Saône-et-Loire - RI - ECON.
Michel ESNEU, Ille-et-Vilaine - RPR - SOCI.
Claude ESTIER, Paris - SOC - ETRD.

F

Hubert FALCO, Var - RI - ETRD.
Léon FATOUS, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.
Jean FAURE, Isère - UC - ETRD.
André FERRAND, Français établis hors de France - RI - ECON.
Guy FISCHER, Rhône - CRC - SOCI.
Hilaire FLANDRE, Ardennes - RPR - ECON.
Gaston FLOSSE, Polynésie française - RPR - LOIS.
Thierry FOUCAUD, Seine-Maritime - CRC - FINC.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RDSE - AFCL.
Bernard FOURNIER, Loire - RPR - AFCL.
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.
Serge FRANCHIS, Yonne - UC - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.
Yves FRÉVILLE, Ille-et-Vilaine - UC - LOIS.

G

Yann GAILLARD, Aube - RPR-A - FINC.
René GARREC, Calvados - RI - LOIS.
Jean-Claude GAUDIN, Bouches-du-Rhône - RI - ETRD.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Patrice GÉLARD, Seine-Maritime - RPR - LOIS.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - ECON.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
Charles GINÉSY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Francis GIRAUD, Bouches-du-Rhône - RPR - SOCI.
Paul GIROD, Aisne - RDSE - LOIS.
Serge GODARD, Puy-de-Dôme - SOC - ECON.
Daniel GOULET, Orne - RPR - ETRD.
Alain GOURNAC, Yvelines - RPR - SOCI.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Francis GRIGNON, Bas-Rhin - UC - ECON.
Louis GRILLOT, Côte-d'Or - RI - ECON.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.
Jean-Noël GUÉRINI, Bouches-du-Rhône - SOC - AFCL.

H

Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - FINC.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - ETRD.
Claude HAUT, Vaucluse - SOC - FINC.
Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - AFCL.
Pierre HÉRISSON, Haute-Savoie - UC - ECON.

Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Roger HESLING, Moselle - SOC - AFCL.
Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.
Roland HUGUET, Pas-de-Calais - SOC - SOCI.
Jean-François HUMBERT, Doubs - RI - LOIS.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.
Roger HUSSON, Moselle - RPR - ETRD.
Jean-Jacques HYEST, Seine-et-Marne - UC - LOIS.

J

Pierre JARLIER, Cantal - UC - LOIS.
Pierre JEAMBRUN, Jura - RDSE - AFCL.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.
Bernard JOLY, Haute-Saône - RDSE - ECON.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Alain JOURNET, Gard - SOC - ECON.
Alain JOYANDET, Haute-Saône - RPR - FINC.

K

Roger KAROUTCHI, Hauts-de-Seine - RPR.

L

Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Philippe LABEYRIE, Landes - SOC - SOCI.
Jean-Philippe LACHENAUD, Val-d'Oise - RI - FINC.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDSE - AFCL.
Serge LAGAUCHE, Val-de-Marne - SOC - AFCL.
Roger LAGORSSE, Tarn - SOC - SOCI.
Alain LAMBERT, Orne - UC - FINC.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Dominique LARIFLA, Guadeloupe - SOC-A - SOCI.
Patrick LASSOURD, Ille-et-Vilaine - RPR - ECON.
Robert LAUFOAULU, Iles Wallis-et-Futuna - RPR-R - AFCL.
Edmond LAURET, La Réunion - RPR - ECON.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - SOCI.
Gérard LE CAM, Côte-d'Armor - CRC - ECON.
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - SOCI.
Pierre LEFEBVRE, Nord - CRC - ECON.
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
André LEJEUNE, Creuse - SOC - ECON.
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - ECON.
Serge LEPELTIER, Cher - RPR - AFCL.
Louis LE PENSEC, Finistère - SOC - AFCL.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
Claude LISE, Martinique - SOC-A - FINC.
Paul LORIDANT, Essonne - CRC - FINC.
Jean-Louis LORRAIN, Haut-Rhin - UC - SOCI.
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - LOIS.
Roland du LUART, Sarthe - RI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - CRC - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - SOC - ETRD.
Jacques MAHÉAS, Seine-Saint-Denis - SOC - LOIS.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - ECON.
André MAMAN, Français établis hors de France - UC-R - AFCL.

François MARC, Finistère - SOC - LOIS.
Philippe MARINI, Oise - RPR - FINC.
René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - ETRD.
Pierre MARTIN, Somme - RPR - AFCL.
Marc MASSION, Seine-Maritime - SOC - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - ETRD.
Serge MATHIEU, Rhône - RI - ETRD.
Pierre MAUROY, Nord - SOC - ETRD.
Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - SOC - ETRD.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Michel MERCIER, Rhône - UC - FINC.
Lucette MICHAUX-CHEVRY, Guadeloupe - RPR - ETRD.
Gérard MIQUEL, Lot - SOC - FINC.
Jean-Luc MIRAUX, Eure - RPR - AFCL.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
René MONORY, Vienne - UC - ETRD.
Aymeri de MONTESQUIOU, Gers - RDSE - ETRD.
Michel MOREIGNE, Creuse - SOC - FINC.
Georges MOULY, Corrèze - RDSE - SOCI.
Bernard MURAT, Corrèze - RPR - LOIS.

N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.
Paul NATALI, Haute-Corse - RPR - ECON.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.
Philippe NOGRIX, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.

O

Nelly OLIN, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - FINC.
Georges OTHILY, Guyane - RDSE - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Jean-Marc PASTOR, Tarn - SOC - ECON.
Lilian PAYET, La Réunion - RDSE - SOCI.
Michel PELCHAT, Essonne - RI - ETRD.
Jacques PELLETIER, Aisne - RDSE - FINC.
Guy PENNE, Français établis hors de France - SOC - ETRD.
Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - SOC - ECON.
Jacques PEYRAT, Alpes-Maritimes - RPR - LOIS.
Jean-Claude PEYRONNET, Haute-Vienne - SOC - LOIS.
Jean-François PICHERAL, Bouches-du-Rhône - SOC - AFCL.
Xavier PINTAT, Gironde - RI - ETRD.
Bernard PIRAS, Drôme - SOC - ECON.
Jean-Pierre PLANCADE, Haute-Garonne - SOC - ECON.
Bernard PLASAIT, Paris - RI - ETRD.
Jean-Marie POIRIER, Val-de-Marne - UC - ETRD.
Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.
Christian PONCELET, Vosges - RPR.
Ladislas PONIATOWSKY, Eure - RI - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - SOCI.
Danièle POURTAUD, Paris - SOC - AFCL.
Gisèle PRINTZ, Moselle - SOC - SOCI.
Jean PUECH, Aveyron - RI - ETRD.

R

Jean-Pierre RAFFARIN, Vienne - RI - ECON.
Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - SOCI.
Jack RALITE, Seine-Saint-Denis - CRC - AFCL.
Paul RAOULT, Nord - SOC - ECON.

Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDSE-R - ECON.
Ivan RENAR, Nord - CRC - AFCL.
Victor REUX, Saint-Pierre-et-Miquelon - RPR - AFCL.
Charles REVET, Seine-Maritime - RI - ECON.
Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.
Henri de RICHEMONT, Charente - RPR - LOIS.
Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.
Roger RINCHET, Savoie - SOC - ECON.
Yves RISPAT, Gers - RPR-R - ETRD.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA, Corse-du-Sud - RI - FINC.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - SOC - ETRD.
André ROUVIÈRE, Gard - SOC - ETRD.
Michel RUFIN, Meuse - RPR - AFCL.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - SOC - AFCL.
Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Bernard SEILLIER, Aveyron - NI - SOCI.
Michel SERGENT, Pas-de-Calais - SOC - FINC.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - SOC - AFCL.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.
Michel SOUPLLET, Oise - UC - ECON.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.
Simon SUTOUR, Gard - SOC - LOIS.

T

Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Odette TERRADE, Val-de-Marne - CRC - ECON.
Michel TESTON, Ardèche - SOC - ECON.
Henri TORRE, Ardèche - RI - FINC.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FINC.
Pierre-Yvon TRÉMEL, Côte-d'Armor - SOC - ECON.
François TRUCY, Var - RI - FINC.
Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - AFCL.
André VALLET, Bouches-du-Rhône, RDSE - FINC.
Alain VASSELE, Oise - RPR - SOCI.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
Paul VERGÈS, La Réunion - CRC - SOCI.
André VÉZINHET, Hérault - SOC - SOCI.
Jean-Pierre VIAL, Savoie - RPR - SOCI.
Marcel VIDAL, Hérault - SOC - AFCL.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.
Guy VISSAC, Haute-Loire - RPR - SOCI.

W

Henri WEBER, Seine-Maritime - SOC - ECON.

B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1999

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 – **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Émin.
Jean Pépin.
- 2 – **AISNE** (3 Sénateurs).
Pierre André.
Paul Girod.
Jacques Pelletier.
- 3 – **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Gérard Dériot.
- 4 – **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Claude Domeizel.
- 5 – **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 – **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
José Balarello.
Charles Ginésy.
Pierre Laffitte.
Jacques Peyrat.
- 7 – **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Michel Teston.
Henri Torre.
- 8 – **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Hilaire Flandre.
- 9 – **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Jean-Pierre Bel.
- 10 – **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Yann Gaillard.
- 11 – **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 – **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.
- 90 – **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 – **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Henri d'Attilio.
Robert Bret.
Jean-Claude Gaudin.
Francis Giraud.
Jean-Noël Guérini.
Jean-François Picheral.
André Vallet.
- 14 – **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Ambroise Dupont.
Jean-Léonce Dupont.
René Garrec.
- 15 – **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Pierre Jarlier.
- 16 – **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Philippe Arnaud.
Henri de Richemont.
- 17 – **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
Jean-Guy Branger.
Michel Doublet.
- 18 – **CHER** (2 Sénateurs).
Serge Lepeltier.
Serge Vinçon.
- 19 – **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Georges Mouly.
Bernard Murat.
- 20A – **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Louis-Ferdinand de Rocca Serra.
- 20B – **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
Paul Natali.
- 21 – **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Louis de Broissia.
Louis Grillot.
Henri Revol.
- 22 – **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Gérard Le Cam.
Claude Saunier.
Pierre-Yvon Trémel.
- 23 – **CREUSE** (2 Sénateurs).
André Lejeune.
Michel Moreigne.
- 24 – **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Bernard Cazeau.
Xavier Darcos.
- 25 – **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean-François Humbert.
Louis Souvet.
- 26 – **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Bernard Piras.
- 91 – **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Xavier Dugoin.
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Michel Pelchat.
Jean-Jacques Robert.
- 27 – **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Jean-Luc Miraux.
Ladislas Poniatowsky.
- 28 – **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Gérard Cornu.
Martial Taugourdeau.
- 29 – **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Yolande Boyer.
Alain Gérard.
Louis Le Pensec.
François Marc.
- 30 – **GARD** (3 Sénateurs).
Alain Journet.
André Rouvière.
Simon Sutour.
- 31 – **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Bertrand Auban.
Maryse Bergé-Lavigne.
Jean-Pierre Plancade.
Gérard Roujas.
- 32 – **GERS** (2 Sénateurs).
Aymeri de Montesquiou.
Yves Rispat.
- 33 – **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Gérard César.
Bernard Dussaut.
Philippe Madrelle.
Xavier Pintat.
Jacques Valade.

- 92 – **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
Robert Badinter.
Denis Badré.
Charles Ceccaldi-Raynaud.
Michel Duffour.
Jean-Pierre Fourcade.
Roger Karoutchi.
Jean-Pierre Schosteck.
- 34 – **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vézinhet.
Marcel Vidal.
- 35 – **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Michel Esneu.
Yves Fréville.
Patrick Lassourd.
Philippe Nogrix.
- 36 – **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 – **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
James Bordas.
Jean Delaneau.
Dominique Leclerc.
- 38 – **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 – **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 – **LANDES** (2 Sénateurs).
Jean-Louis Carrère.
Philippe Labeyrie.
- 41 – **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Pierre Fauchon.
- 42 – **LOIRE** (4 Sénateurs).
Bernard Fournier.
Louis Mercier.
Lucien Neuwirth.
Guy Poirieux.
- 43 – **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Adrien Gouteyron.
Guy Vissac.
- 44 – **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Marie-Madeleine Dieulangard.
Guy Lemaire.
- 45 – **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 – **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Gérard Miquel.
- 47 – **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 – **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Janine Bardou.
- 49 – **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Huchon.
Jean-Paul Hugot.
Charles Jolibois.
- 50 – **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean Bizet.
Anne Heinis.
Jean-François Le Grand.
- 51 – **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Bernard.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 – **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques-Richard Delong.
- 53 – **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 – **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Jacques Baudot.
Jean Bernadaux.
Claude Huriet.
Philippe Nachbar.
- 55 – **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 – **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 – **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Roger Hesling.
Roger Husson.
Gisèle Printz.
Jean-Marie Rausch.
- 58 – **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Marcel Charmant.
René-Pierre Signé.
- 59 – **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Dinah Derycke.
André Diligent.
Jacques Donnay.
Alfred Foy.
Pierre Lefebvre.
Jacques Legendre.
Pierre Mauroy.
Paul Raoult.
Ivan Renar.
Alex Türk.
- 60 – **OISE** (3 Sénateurs).
Philippe Marini.
Michel Souplet.
Alain Vasselle.
- 61 – **ORNE** (2 Sénateurs).
Daniel Goulet.
Alain Lambert.
- 75 – **PARIS** (12 Sénateurs).
Nicole Borvo.
Michel Caldaguès.
Michel Charzat *.
Jean Chérioux.
Bertrand Delanoë.
Jacques Dominati.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Christian de La Malène.
Bernard Plasait.
Danièle Pourtaud.
Maurice Ulrich.

* Voir I.-J. – Sénateur élu député.

- 62 – **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Désiré Debavelaere.
Jean-Paul Delevoye.
Léon Fatous.
Roland Huguet.
Daniel Percheron.
Michel Sergent.
- 63 – **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Marcel Bony.
Michel Charasse.
Serge Godard.
- 64 – **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Louis Althapé.
Didier Borotra.
Auguste Cazalet.
- 65 – **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Josette Durrieu.
- 66 – **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Blanc.
René Marquès.
- 67 – **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Francis Grignon.
Daniel Hoeffel.
Joseph Ostermann.
Philippe Richert.
- 68 – **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Daniel Eckenspieller.
Hubert Haenel.
Jean-Louis Lorrain.
- 69 – **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Gilbert Chabroux.
Gérard Collomb.
Guy Fischer.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Michel Mercier.
René Trégouët.
- 70 – **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Bernard Joly.
Alain Joyandet.
- 71 – **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean-Patrick Courtois.
Jean-Paul Émorine.
André Pourmy.
- 72 – **SARTHE** (3 Sénateurs).
Jacques Chaumont.
Marcel-Pierre Cléach.
Roland du Luart.
- 73 – **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Roger Rinchet.
Jean-Pierre Vial.
- 74 – **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Jean-Paul Amoudry.
Jean-Claude Carle.
Pierre Hérisson.
- 76 – **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
Annick Bocandé.
Thierry Foucaud.
Patrice Gélard.
Marc Massion.
Charles Revet.
Henri Weber.
- 77 – **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Paul Dubrule.
Philippe François.
Jean-Jacques Hyest.
Jacques Larché.
- 93 – **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calméjane.
Marcel Debarge.
Christian Demuynck.
Jacques Mahéas.
Jack Ralite.
- 79 – **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Michel Bécot.
André Dulait.
- 80 – **SOMME** (3 Sénateurs).
Fernand Demilly.
Marcel Deneux.
Pierre Martin.
- 81 – **TARN** (2 Sénateurs).
Roger Lagorsse.
Jean-Marc Pastor.
- 82 – **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean-Michel Baylet.
Yvon Collin.
- 94 – **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jean Clouet.
Serge Lagache.
Lucien Lanier.
Hélène Luc.
Jean-Marie Poirier.
Odette Terrade.
- 95 – **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Bernard Angels.
Marie-Claude Beaudeau.
Jean-Philippe Lachenaud.
Nelly Olin.
- 83 – **VAR** (3 Sénateurs).
Hubert Falco.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 – **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Alain Dufaut.
Claude Haut.
- 85 – **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Philippe Darniche.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 – **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Jean-Pierre Raffarin.
- 87 – **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat.
Jean-Claude Peyronnet.
- 88 – **VOSGES** (2 Sénateurs).
Gérard Braun.
Christian Poncelet.
- 89 – **YONNE** (2 Sénateurs).
Serge Franchis.
Henri de Raincourt.
- 78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).
Nicolas About.
Jacques Bellanger.
Dominique Braye.
Alain Gournac.
Gérard Larcher.
- b. **DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
- GUADELOUPE** (2 Sénateurs).
Dominique Larifla.
Lucette Michaux-Chevry.
- GUYANE** (1 Sénateur).
Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).

Rodolphe Désiré.
Claude Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).

Edmond Lauret.
Lylian Payet.
Paul Vergès.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).

Simon Loueckhote.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).

Gaston Flosse.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).

Robert Laufoaulu.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).

Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).

Victor Reux.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).

Pierre Biarnès.
Paulette Brisepierre.
Jean-Pierre Cantegrit.
Monique Cerisier-ben Guiga.
Charles de Cuttoli.
Robert Del Picchia.
Hubert Durand-Chastel.
André Ferrand.
André Maman.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Xavier de Villepin.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements et des territoires d'outre-mer

(Art. L.O. 274 et 276 du code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 2007

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Robert Del Picchia, André Ferrand).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Charles de Cuttoli, André Maman).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 2004

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (*****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *

Au 31 décembre 1999, 321 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (Un siège non pourvu : TAI) (*****).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la série C.

(**) Les douze sièges des sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la série C.

(****) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

(*****) Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. – Sénateurs décédés

M. Jean-Paul Bataille, sénateur du Nord, de 1983 à 1992 puis de 1998 à 1999, le 16 octobre 1999 (*JO Lois et décrets* du 19 octobre 1999).

M. Alain Peyrefitte, sénateur de Seine-et-Marne, de 1995 à 1999, le 27 novembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 30 novembre 1999).

E. – Démissions

De M. Michel Barnier*, sénateur de la Savoie, le 23 septembre 1999 (*JO Lois et décrets* des 25 septembre et 2 octobre 1999).

De M. Franck Sérusclat, sénateur du Rhône, le 1^{er} novembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 3 novembre 1999).

De M. Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, le 15 décembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 16 décembre 1999).

* Voir G. – Vacance de siège et H. – Élection partielle

F. – Remplacements de sénateurs

M. Jacques Donnay remplace M. Jean-Paul Bataille* (Nord) le 17 octobre 1999 (*JO Lois et décrets* du 19 octobre 1999).

M. Gérard Collomb remplace M. Franck Sérusclat** (Rhône) le 1^{er} novembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 3 novembre 1999).

M. Paul Dubrule remplace M. Alain Peyrefitte* (Seine-et-Marne) le 28 novembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 30 novembre 1999).

M. Roger Karoutchi remplace M. Charles Pasqua** (Hauts-de-Seine) le 17 décembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 17 décembre 1999).

* Sénateur décédé

** Sénateur démissionnaire

G. – Vacance de siège

Le siège de M. Michel Barnier (Savoie), démissionnaire, devient vacant (*JO Lois et décrets* des 25 septembre et 2 octobre 1999).

H. – Élection partielle

(art. L.O. 322 du code électoral)

M. Jean-Pierre Vial, proclamé élu sénateur du département de la Savoie, à la suite des opérations électorales du 14 novembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 16 novembre 1999).

I. – Contestation d'opération électorale

Requête au Conseil constitutionnel tendant à l'annulation de l'élection sénatoriale qui s'est déroulée le 14 novembre 1999 dans le département de la Savoie (*JO Lois et décrets* du 27 novembre 1999).

J. – Sénateur élu député

M. Michel Charzat (Paris) a été proclamé député le 5 décembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 8 décembre 1999).

Conformément à l'article L.O. 137 du code électoral, l'élection de M. Michel Charzat a fait l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel le 10 décembre 1999 (*JO Lois et décrets* du 11 décembre 1999). Le 27 janvier 2000, le Conseil constitutionnel a validé l'élection de M. Michel Charzat.

K. – Sénateurs en mission temporaire

Fin de la mission de M. Claude Lise auprès du secrétaire d'Etat à l'outre-mer, le 10 juin 1999.

Mission de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité et du ministre des affaires étrangères, le 18 janvier 1999 (*JO Lois et décrets* du 19 janvier 1999) ; fin de la mission le 18 juillet 1999.

L. – Anciens sénateurs décédés

M. Jean de Lachomette, ancien sénateur de la Haute-Loire de 1948 à 1974, le 12 janvier 1999 (19 janvier 1999) (p. 4).

M. Henri Rochereau, ancien sénateur de la Vendée de 1946 à 1959, le 25 janvier 1999 (27 janvier 1999) (p. 308).

M. Roger Rigaudière, ancien sénateur du Cantal de 1989 à 1998, le 17 février 1999 (18 février 1999) (p. 1131).

M. Shérif Sid-Cara, ancien sénateur d'Oran de 1949 à 1953, le 6 mars 1999 (9 mars 1999) (p. 1339).

M. Robert Bruyneel, ancien sénateur du Loir-et-Cher de 1961 à 1974, le 17 mars 1999 (24 mars 1999) (p. 1712).

M. Jean-Éric Bousch, sénateur honoraire, ancien sénateur de la Moselle de 1948 à 1974 puis de 1988 à 1992, le 6 avril 1999 (7 avril 1999) (p. 2216).

M. Émile Poisson, ancien sénateur du Dahomey de 1947 à 1955, le 4 juin 1999 (22 juin 1999) (p. 4163).

M. André Gaspard, ancien sénateur représentant les Français établis hors de France du 20 janvier au 30 septembre 1998, le 21 juin 1999 (22 juin 1999) (p. 4216).

M. Michel Miroudot, sénateur honoraire, ancien sénateur de la Haute-Saône de 1968 à 1995, le 25 juin 1999 (29 juin 1999) (p. 4529).

M. Frédéric Wirth, ancien sénateur représentant les Français établis hors de France de 1977 à 1986, le 13 juillet 1999 (1^{er} octobre 1999) (p. 4741).

M. Maurice Janetti, ancien sénateur du Var de 1978 à 1986, le 22 juillet 1999 (1^{er} octobre 1999) (p. 4741).

M. Albert Voilquin, sénateur honoraire, ancien sénateur des Vosges de 1977 à 1995, le 2 août 1999 (1^{er} octobre 1999) (p. 4741).

M. Louis Martin, sénateur honoraire, ancien sénateur de la Loire de 1959 à 1983, le 16 août 1999 (1^{er} octobre 1999) (p. 4741).

M. Jean Desmarests, ancien sénateur du Nord de 1974 à 1983, le 23 octobre 1999 (2 novembre 1999) (p. 5523).

M. Jacques Braconnier, sénateur honoraire, ancien sénateur de l'Aisne de 1971 à 1998, le 15 décembre 1999 (15 décembre 1999) (p. 7665).

M. Maurice Couve de Murville, ancien sénateur de Paris de 1986 à 1995, le 24 décembre 1999 (18 janvier 2000) (p. 4).

II. – BUREAU DU SÉNAT

Composition au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

Composition au 31 décembre 1999 :

Président : M. Christian Poncelet.

Vice-présidents : MM. Jean Faure, Gérard Larcher, Paul Girod, Jacques Valade, Guy Allouche, Jean-Claude Gaudin.

Questeurs : MM. Serge Mathieu, Claude Huriet, François Autain.

Secrétaires : MM. Gérard César, Yvon Collin, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Doublet, François Gerbaud, Hubert Haenel, Jacques Machet, Gérard Miquel, Philippe Nachbar, Bernard Piras, Ivan Renar, Philippe Richert.

III. – SESSIONS

Session ordinaire de 1998-1999 : clôture (30 juin 1999) (p. 4730).

Congrès du Parlement : convocation du Parlement en Congrès le 18 janvier 1999 (*JO Lois et décrets* du 31 décembre 1998) (p. 20049) ; constitution du Parlement en Congrès (18 janvier 1999) (p. 3) ; clôture de la session du Congrès (18 janvier 1999) (p. 19).

Congrès du Parlement : convocation du Parlement en Congrès le 28 juin 1999 (*JO Lois et décrets* du 24 juin 1999) (p. 9246) ; constitution du Parlement en Congrès (28 juin 1999) (p. 5) ; clôture de la session du Congrès (28 juin 1999) (p. 47).

Session ordinaire de 1999-2000 : ouverture (1^{er} octobre 1999) (p. 4741).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Composition des différents groupes au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

Groupe communiste républicain et citoyen (CRC) (16 sénateurs)

Aucune modification n'est intervenue en cours d'année.

Composition au 31 décembre 1999 (16 membres) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Michel Duffour, Guy Fischer, Thierry Foucaud, Gérard Le Cam, Pierre Lefebvre, Paul Loridant, Mme Hélène Luc, MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Mme Odette Terrade, M. Paul Vergès.

Présidente du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE) (23 sénateurs)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 12 mai 1999, M. Gérard Delfau adhère au groupe (JO Lois et décrets du 13 mai 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 (22 membres) :

MM. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Georges Berchet, Jacques Bimbenet, André Boyer, Guy Cabanel, Yvon Collin, Gérard Delfau, Fernand Demilly, Jean-Pierre Fourcade, Jean François-Poncet, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Bernard Joly, Pierre Laffitte, Aymeri de Montesquiou, Georges Mouly, Georges Othily, Lilian Payet, Jacques Pelletier, Raymond Soucarret, André Vallet.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Jean-Marie Rausch.

Président du groupe : M. Guy Cabanel.

Groupe de l'Union centriste (UC) (52 sénateurs)

Aucune modification n'est intervenue en cours d'année.

Composition au 31 décembre 1999 (49 membres) :

MM. Jean-Paul Amoudry, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Denis Badré, René Ballayer, Bernard Barraux, Jacques Baudot, Michel Bécot, Jean Bernadaux, Daniel Bernardet, Maurice Blin, Mme Annick Bocandé, MM. André Bohl, Didier Borotra, Jean-Guy Branger, Marcel Deneux, Gérard Dériot, André Diligent, André Dulait, Pierre Fauchon, Jean Faure, Serge Franchis, Yves Fréville, Francis Grignon, Marcel Henry, Pierre Hérisson, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyest, Pierre Jarlier, Alain Lambert, Henri Le Breton, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Kléber Malécot, René Marquès, Louis Mercier, Michel Mercier, Louis Moinard, René Monory, Philippe Nogrix, Jean-Marie Poirier, Philippe Richert, Michel Souplet, Albert Vecten, Xavier de Villepin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (3 membres) : MM. Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, André Maman.

Président du groupe : M. Jean Arthuis.

Groupe des Républicains et indépendants (RI) (46 sénateurs)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 16 octobre 1999, décès de M. Jean-Paul Bataille (JO Lois et décrets du 19 octobre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 (43 membres) :

M. José Balarello, Mme Janine Bardou, MM. Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, Jean Boyer, Louis Boyer, Jean-Claude Carle, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean Delaneau, Jacques Dominati, Ambroise Dupont, Jean-Léonce Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Paul Émorine, Hubert Falco, André Ferrand, René Garrec, Jean-Claude Gaudin, Louis Grillot, Mme Anne Heinis,

MM. Jean-François Humbert, Charles Jolibois, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Larché, Roland du Luart, Serge Mathieu, Philippe Nachbar, Michel Pelchat, Jean Pépin, Xavier Pintat, Bernard Plasait, Guy Poirieux, Ladislav Poniatowski, Jean Puech, Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Charles Revet, Henri Revol, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Henri Torre, François Trucy.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Nicolas About.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres) : MM. Marcel-Pierre Cléach, André Pourny.

Président du groupe : M. Henri de Raincourt.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR) (99 sénateurs)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 23 septembre 1999, M. Michel Barnier, démissionnaire de son mandat de sénateur, cesse d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets des 25 septembre et 2 octobre 1999) ;

– Le 27 novembre 1999, décès de M. Alain Peyrefitte (JO Lois et décrets du 30 novembre 1999) ;

– Le 17 novembre 1999, M. Jean-Pierre Vial adhère au groupe (JO Lois et décrets du 18 novembre 1999) ;

– Le 9 décembre 1999, M. Paul Dubrulle est rattaché administrativement au groupe (JO Lois et décrets du 10 décembre 1999) ;

– Le 16 décembre 1999, M. Charles Pasqua démissionnaire de son mandat de sénateur, cesse d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets du 17 décembre 1999) ;

– Le 21 décembre 1999, M. Roger Karoutchi adhère au groupe (JO Lois et décrets du 22 décembre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 (88 membres) :

MM. Louis Althapé, Pierre André, Jean Bernard, Roger Besse, Jean Bizet, Paul Blanc, Mme Paulette Brisepierre, MM. Louis de Broissia, Michel Caldaguès, Robert Calméjane, Auguste Cazalet, Charles Ceccaldi-Raynaud, Gérard César, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Jacques-Richard Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Alain Dufaut, Xavier Dugoin, Michel Esneu, Hilaire Flandre, Gaston Flosse, Bernard Fournier, Philippe François, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginésy, Francis Giraud, Daniel Goulet, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, Georges Gruillot, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, André Jourdain, Alain Joyandet, Roger Karoutchi, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Edmond Laurent, René-Georges Laurin, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Guy Lemaire, Serge Lepeltier, Simon Loueckhote, Philippe Marini, Pierre Martin, Paul Masson, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Jean-Luc Miraux, Bernard Murat, Paul Natali, Lucien Neuwirth, Mme Nelly Olin, MM. Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jacques Peyrat, Christian Poncellet, Victor Reux, Henri de Richemont, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Maurice Ulrich, Jacques Valade, Alain Vasselle, Jean-Pierre Vial, Serge Vinçon, Guy Visac.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (5 membres) : MM. Gérard Braun, Dominique Braye, Désiré Debavelaere, Daniel Eckenspieller, Yann Gaillard.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (6 membres) : MM. Xavier Darcos, Robert Del Picchia, Christian Demuynck, Paul Dubrulle, Robert Laufoaulu, Yves Rispat.

Président du groupe : M. Josselin de Rohan.

Groupe socialiste (SOC) (78 sénateurs)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 2 novembre 1999, M. Gérard Collomb adhère au groupe, en remplacement de Franck Sérusclat, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 3 novembre 1999).

Composition au 31 décembre 1999 (75 membres) :

MM. Guy Allouche, Bernard Angels, Henri d'Attilio, Bertrand

Auban, François Autain, Robert Badinter, Jean-Pierre Bel, Jacques Bellanger, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean Besson, Pierre Biarnès, Marcel Bony, Mme Yolande Boyer, MM. Jean-Louis Carrère, Bernard Cazeau, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Marcel Charmant, Michel Charzat*, Gérard Collomb, Raymond Courrière, Roland Courteau, Marcel Debarge, Bertrand Delanoë, Jean-Pierre Demerliat, Mmes Dinah Derycke, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Claude Estier, Léon Fatous, Serge Godard, Jean-Noël Guérini, Claude Haut, Roger Hesling, Roland Huguet, Alain Journet, Philippe Labeyrie, Serge Lagache, Roger Lagorsse, Louis Le Pen, André Lejeune, Philippe Madrelle, Jacques Mahéas, François Marc, Marc Massion, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Jean-Marc Pastor, Guy Penne, Daniel Percheron, Jean-Claude Peyronnet, Jean-François Picheral, Bernard Piras, Jean-Pierre Plancade, Mmes Danièle Pourtaud, Gisèle Printz, MM. Paul Raoult, Roger Rinchet, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Michel Sergent, René-Pierre Signé, Simon Sutour, Michel Teston, Pierre-Yvon Trémel, André Vézinet, Marcel Vidal, Henri Weber.

* Voir I. J. – Sénateur élu député

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (3 membres) :
MM. Rodolphe Désiré, Dominique Larifla, Claude Lise.

Président du groupe : M. Claude Estier.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI) (7 sénateurs)

Liste des membres non-inscrits en cours d'année :

- M. Gérard Delfau, jusqu'au 12 mai 1999 ;
- M. Jacques Donnay, à partir du 19 octobre 1999 ;
- M. Jean-Pierre Vial du 16 novembre au 18 novembre 1999 ;
- M. Paul Dubrule du 30 novembre au 9 décembre 1999 ;
- M. Roger Karoutchi du 17 décembre au 21 décembre 1999 ;

Liste des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1999 : MM. Philippe Adnot, Philippe Darniche, Jacques Donnay, Hubert Durand-Chastel, Alfred Foy, Bernard Seillier, Alex Türk.

Délégué : M. Philippe Adnot

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

Composition des différentes commissions au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

- Le 4 novembre 1999, nomination de M. Gérard Collomb, en remplacement de M. Franck Sérusclat, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 5 novembre 1999) ;
- Le 9 novembre 1999, nomination de M. Jacques Donnay, à la place laissée vacante par M. Jean-Paul Bataille, décédé (JO Lois et décrets du 10 novembre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 : MM. François Abadie, Jean Arthuis, Jean Bernadaux, Jean Bernard, André Bohl, James BORDAS, Louis de Broissia, Jean-Claude Carle, Jean-Louis Carrère, Michel Charzat*, Gérard Collomb, Xavier Darcos, Fernand Demilly, André Diligent, Jacques Donnay, Michel Dreyfus-Schmidt, Alain Dufaut, Ambroise Dupont, Jean-Léonce Dupont, Daniel Eckenspieller, Jean-Pierre Fourcade, Bernard Fournier, Adrien Gouteyron, Jean-Noël Guérini, Marcel Henry, Roger Hesling, Jean-Paul Hugot, Pierre Jeambrun, Pierre Laffitte, Serge Lagache, Robert Lafoaule, Louis Le Pen, Jacques Legendre, Serge Lepeltier, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Pierre Martin, Jean-Luc Miraux, Philippe Nachbar, Jean-François Picheral, Guy Poirieux, Mme Danièle Pourtaud,

MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Victor Reux, Philippe Richert, Michel Rufin, Claude Saunier, René-Pierre Signé, Jacques Valade, Albert Vecten, Marcel Vidal.

* Voir I. J. – Sénateur élu député

Bureau : **Président** : M. Adrien Gouteyron ; **Vice-Présidents** : MM. Jean Bernadaux, James BORDAS, Jean-Louis Carrère, Jean-Paul Hugot, Pierre Laffitte, Yvan Renar ; **Secrétaires** : MM. Alain Dufaut, Ambroise Dupont, André Maman, Mme Danièle Pourtaud.

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

- Le 12 octobre 1999, nomination de M. Charles de Cuttoli, en remplacement de M. Bernard Murat, démissionnaire (JO Lois et décrets du 13 octobre 1999) ;
- Le 15 décembre 1999, M. Jean-Paul Émorine, démissionnaire de son poste de secrétaire, a été nommé vice-président, en remplacement de M. Jean-Pierre Raffarin, et ce dernier, démissionnaire de son poste de vice-président, a été nommé secrétaire en remplacement de M. Jean-Paul Émorine (JO Lois et décrets du 16 décembre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 : MM. Louis Althapé, Pierre André, Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barreau, Michel Bécot, Jacques Bellanger, Georges Berchet, Jean Besson, Jean Bizet, Marcel Bony, Jean Boyer, Mme Yolande Boyer, MM. Dominique Braye, Gérard César, Marcel-Pierre Cléach, Gérard Cornu, Roland Courteau, Charles de Cuttoli, Désiré Debavelaere, Gérard Delfau, Marcel Deneux, Rodolphe Désiré, Michel Doublet, Xavier Dugoin, Bernard Dussaut, Jean-Paul Émin, Jean-Paul Émorine, Léon Fatous, André Ferrand, Hilaire Flandre, Philippe François, Jean François-Poncet, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginésy, Serge Godard, Francis Grignon, Louis Moinard, Georges Gruillot, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Rémi Herment, Jean Huchon, Bernard Joly, Alain Journet, Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Edmond Lauret, Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand, Pierre Lefebvre, André Lejeune, Guy Lemaire, Klébert Malécot, Louis Mercier, Louis Moinard, Paul Natali, Jean-Marc Pastor, Jean Pépin, Daniel Percheron, Bernard Piras, Jean-Pierre Plancade, Ladislav Poniatowski, Jean-Pierre Raffarin, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Charles Revet, Henri Revol, Roger Rinchet, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Mme Odette Terrade, MM. Michel Teston, Pierre-Yvon Trémel, Henri Weber.

Bureau : **Président** : M. Jean François-Poncet ; **Vice-présidents** : MM. Jean-Paul Émorine, Philippe François, Jean Huchon, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, Jean-Marc Pastor ; **Secrétaires** : MM. Georges Berchet, Léon Fatous, Louis Moinard, Jean-Pierre Raffarin.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Modification intervenue en cours d'année :

- Le 5 octobre 1999, nomination de Mme Lucette Michaux-Chevry, en remplacement de M. Michel Barnier, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 6 octobre 1999) ;
- Le 27 novembre 1999, décès de M. Alain Peyrefitte (JO Lois et décrets du 30 novembre 1999) ;
- Le 16 décembre 1999, M. Charles Pasqua démissionne de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 17 décembre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 : MM. Bertrand Auban, Jean-Michel Baylet, Jean-Luc Bécart, Daniel Bernardet, Pierre Biarnès, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Didier Borotra, André Boyer, Jean-Guy Branger, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Calméjane, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Charles-Henri de Cossé-Brissac, Marcel Debarge, Robert Del Picchia, Bertrand Delanoë, André Dulait, Hubert Durand-Chastel, Mme Josette Durrieu, MM. Claude Estier, Hubert Falco, Jean Faure, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Daniel Goulet, Emmanuel Hamel, Roger Husson, Christian de La Malène, Philippe Madrelle, René Marquès, Paul Masson, Serge Mathieu, Pierre Mauroy, Jean-Luc Mélenchon, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. René Monory, Aymeri de

Montesquiou, Paul d'Ornano, Michel Pelchat, Guy Penne, Xavier Pintat, Bernard Plasait, Jean-Marie Poirier, Jean Puech, Yves Rispat, Gérard Roujas, André Rouvière, Xavier de Villepin, Serge Vinçon, N., N...

Bureau : *Président :* M. Xavier de Villepin ; *Vice-présidents :* MM. Serge Vinçon, Guy Penne, André Dulait, Charles-Henri de Cossé-Brissac, André Boyer, Mme Danielle Bidard-Reydet ; *Secrétaires :* MM. Michel Caldaguès, Daniel Goulet, Bertrand Delanoë, Pierre Biarnès.

4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 21 janvier 1999, nomination de M. Henri de Richemont, en remplacement de M. Simon Loueckhote, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 22 janvier 1999) ;

– Le 17 février 1999, nomination de M. Simon Loueckhote, en remplacement de M. Henri de Richemont, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 18 février 1999) ;

– Le 17 novembre 1999, nomination de M. Jean-Pierre Vial, à la place laissée vacante par M. Simon Loueckhote, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 18 novembre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 : MM. Henri d'Attilio, François Autain, Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Mmes Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, Jean-Pierre Cantegrit, Bernard Cazeau, Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Philippe Darniche, Jean Delaneau, Christian Demuynck, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Jacques Dominati, Michel Esneu, Guy Fischer, Alfred Foy, Serge Franchis, Francis Giraud, Alain Gournac, Roland Huguët, Claude Huriet, André Jourdain, Philippe Labeyrie, Roger Lagorssé, Dominique Larifla, Henri Le Breton, Dominique Leclerc, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Georges Mouly, Lucien Neuwirth, Philippe Nogrix, Mme Nelly Olin, MM. Lylia Payet, André Pourny, Mme Gisèle Printz, MM. Henri de Raincourt, Bernard Seillier, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, Alain Vasselle, Paul Vergès, André Vezinhet, Jean-Pierre Vial, Guy Vissac, N...

Bureau : *Président :* M. Jean Delaneau ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Bimbenet, Louis Boyer, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Louis Lorrain, Louis Souvet ; *Secrétaires :* Mme Annick Bocandé, MM. Charles Descours, Alain Gournac, Roland Huguët.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

Aucune modification n'est intervenue en cours d'année.

Composition au 31 décembre 1999 : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Denis Badré, René Ballayer, Jacques Baudot, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roger Besse, Maurice Blin, Joël Bourdin, Gérard Braun, Auguste Cazalet, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Jean Clouet, Yvon Collin, Jacques-Richard Delong, Jean-Pierre Demerliat, Thierry Foucaud, Yann Gaillard, Hubert Haenel, Claude Haut, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, Claude Lise, Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini, Marc Massion, Michel Mercier, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Michel Sergent, Henri Torre, René Trégouët, François Trucy, André Vallet.

Bureau : *Président :* M. Alain Lambert ; *Vice-présidents :* MM. Jacques Oudin, Claude Belot, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Roland du Luart, Bernard Angels, André Vallet ; *Secrétaires :* MM. Jacques-Richard Delong, Marc Massion, Michel Sergent, François Trucy ; *Rapporteur général :* M. Philippe Marini.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (44 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 21 janvier 1999, nomination de M. Simon Loueckhote, en remplacement de M. Henri de Richemont, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 22 janvier 1999) ;

– Le 17 février 1999, nomination de M. Henri de Richemont, en remplacement de M. Simon Loueckhote, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 18 février 1999) ;

– Le 5 octobre 1999, nomination de M. Simon Loueckhote, en remplacement de Mme Lucette Michaux-Chevry, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 6 octobre 1999) ;

– Le 12 octobre 1999, nomination de M. Bernard Murat, en remplacement de M. Charles de Cuttoli, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 13 octobre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 : MM. Nicolas About, Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Robert Badinter, José Balareello, Jean-Pierre Bel, Christian Bonnet, Robert Bret, Guy Cabanel, Charles Ceccaldi-Raynaud, Marcel Charmant, Raymond Courrière, Jean-Patrick Courtois, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Gérard Dériot, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Duffour, Pierre Fauchon, Gaston Flosse, Yves Fréville, René Garrec, Patrice Gélard, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Jean-François Humbert, Jean-Jacques Hyest, Pierre Jarlier, Charles Jolibois, Lucien Lanier, Jacques Larché, René-Georges Laurin, Simon Loueckhote, Jacques Mahéas, François Marc, Bernard Murat, Georges Othily, Jacques Peyrat, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Richemont, Jean-Pierre Schosteck, Simon Sutour, Alex Türk, Maurice Ulrich.

Bureau : *Président :* M. Jacques Larché ; *Vice-présidents :* M. René-Georges Laurin, Mme Dinah Derycke, MM. Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Georges Othily, Michel Duffour ; *Secrétaires :* MM. Patrice Gélard, Jean-Pierre Schosteck, Jacques Mahéas, Jean-Jacques Hyest.

B. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 2 février 1999 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Alain Néri, Jean-Claude Beauchaud, Christian Estrosi, Edouard Landrain, Patrick Leroy, Aloyse Warhouver.

Suppléants : MM. Henri Nayrou, Jean-Louis Fousseret, Jean-Paul Bacquet, Renaud Muselier, Bernard Accoyer, Denis Jaquat, François Rochebloine.

Sénateurs

Titulaires : MM. Adrien Gouteyron, James Bordas, Jacques Legendre, André Bohl, Fernand Demilly, Serge Lagache, Mme Hélène Luc.

Suppléants : MM. Jean Bernadaux, Jean Bernard, Serge Lepeltier, Jean-Luc Miraux, Jean-François Picheral, Guy Poirieux, Franck Sérusclat.

Dans sa séance du mercredi 3 février 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Adrien Gouteyron. *Vice-président :* M. Jean Le Garrec. *Rapporteurs :* à l'Assemblée nationale : M. Alain Néri ; au Sénat : M. James Bordas.

2. – Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie et du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 4 février 1999 et par le Sénat dans sa séance du même jour, ces commissions sont ainsi composées :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, MM. René Dosière, François Colcombet, Pierre Frogier, Renaud Donnedieu de Vabres, Jacques Brunhes, Mme Huguette Bello.

Suppléants : M. Bernard Grasset, Mme Nicole Feidt, MM. Jacques Floch, François Cuillandre, Mme Claudine Ledoux, MM. Dominique Perben, Dominique Bussereau.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, Simon Loueckhote, Guy Cabanel, Guy Allouche, Michel Duffour.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Bel, Jean-Patrick Courtois, Mme Dinah Derycke, MM. Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Georges Othily, Jean-Pierre Schosteck.

Dans leur séance du lundi 8 février 1999, les commissions mixtes paritaires ont nommé :

Présidente : Mme Catherine Tasca. *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Dosière ; au Sénat : M. Jean-Jacques Hyst.

3. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 11 février 1999 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 10 février 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. François Patriat, Joseph Parrenin, Mme Béatrice Marre, MM. Christian Jacob, François Sauvadet, André Lajoinie, Jacques Rebillard.

Suppléants : MM. Jacques Bascou, Germinal Peiro, Jean-Claude Daniel, Serge Poignant, Alain Marleix, Germain Gengenwin, Philippe Vasseur.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Michel Souplet, Dominique Leclerc, Gérard César, Jean-Paul Émorine, Jean-Marc Pastor, Gérard Le Cam.

Suppléants : Mme Jeanine Bardou, MM. Gérard Cornu, Bernard Joly, Pierre Lefebvre, Bernard Murat, Bernard Piras, Albert Vec-ten.

Dans sa séance du jeudi 4 mars 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. André Lajoinie. *Vice-président* : M. Jean François-Poncet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. François Patriat ; au Sénat : M. Michel Souplet.

4. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux polices municipales.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 4 mars 1999 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, MM. Jacky Darne, Gérard Gouzes, Christian Estrosi, Jean-Antoine Leonetti, André Gerin, Alain Tourret.

Suppléants : MM. René Dosière, Bernard Roman, Christophe Caresche, Bruno Le Roux, Jean-Pierre Blazy, Robert Poujade, Dominique Bussereau.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Jean-Paul Delevoye, Jacques Peyrat, Daniel Hoeffel, Paul Girod, Marcel Charmant, Michel Duffour.

Suppléants : MM. Jean-Paul Amoudry, José Balarello, Luc Dejoie, Mme Dinah Derycke, MM. Georges Othily, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du mardi 16 mars 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché. *Vice-présidente* : Mme Catherine Tasca. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jacky Darne ; au Sénat : M. Jean-Paul Delevoye.

5. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 6 avril 1999 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Patrick Rimbert, Philippe Duron, Jean-Pierre Bal- ligand, Patrick Ollier, Yves Coussain, Félix Leyzour, Jean- Michel Marchand.

Suppléants : Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont, MM. Jean- Claude Daniel, Jean-Jacques Filleul, Serge Poignant, Michel Bouvard, Léonce Deprez, Jean-Claude Lenoir.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Gérard Larcher, Claude Belot, Charles Revet, François Gerbaud, Jacques Bellanger, Gérard Le Cam.

Suppléants : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Berchet, Jean-Paul Delevoye, Jean Huchon, Bernard Piras, Jean-Pierre Raffarin, Alain Vasselle.

Dans sa séance du mardi 6 avril 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean François-Poncet. *Vice-président* : M. Patrick Rimbert. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Philippe Duron ; au Sénat : M. Gérard Larcher.

6. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants de réseau de transport public de voyageurs.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 8 avril 1999 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 1^{er} avril 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, MM. René Dosière, Jean-Pierre Baeumler, Jean-Claude Lemoine, Alain Ferry, Gilbert Biessy, Roger Franzoni.

Suppléants : MM. Daniel Marcovitch, René Mangin, Armand Jung, Jacques Fleury, Jacques Floch, Michel Bouvard, Dominique Bussereau.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Lucien Lanier, Patrice Gélard, Daniel Hoeffel, Paul Girod, Jacques Mahéas, Robert Bret.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Guy Cabanel, Jean-Patrick Courtois, Pierre Jarlier, Charles Jolibois, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du jeudi 6 mai 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Présidente : Mme Catherine Tasca. *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Dosière ; au Sénat : M. Lucien Lanier.

7. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à limiter les licenciements des salariés de plus de cinquante ans.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 12 mai 1999 et par le Sénat dans sa séance du mardi 11 mai 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Gaëtan Gorce, Mme Hélène Mignon, MM. Bruno Bourg-Broc, Germain Gengenwin, Maxime Gremetz, Gérard Charasse.

Suppléants : M. Alfred Recour, Mme Paulette Guinchard-Kunstler, M. Jean Delobel, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Bernard Accoyer, Christian Kert, Gilbert Gantier.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Delaneau, Louis Souvet, Serge Franchis, André Jourdain, Jacques Machet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Guy Fischer.

Suppléants : MM. François Autain, Jacques Bimbenet, Mme Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, Alain Gournac, Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain.

Dans sa séance du mercredi 12 mai 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Delaneau. *Vice-président* : M. Jean Le Garrec. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gaëtan Gorce ; au Sénat : M. Louis Souvet.

8. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 12 mai 1999 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, MM. Patrick Bloche, Jérôme Lambert, Patrick Devedjian, Henri Plagnol, Bernard Birsinger, Jean-Pierre Michel.

Suppléants : MM. Jacques Floch, René Dosière, Mmes Véronique Neiertz, Christine Lazerges, MM. Vincent Peillon, Thierry Mariani, Dominique Dord.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Patrice Gélard, Philippe Marini, Jean-Jacques Hyest, Paul Girod, Mme Dinah Derycke, M. Robert Bret.

Suppléants : MM. Nicolas About, Robert Badinter, Jean-Pierre Bel, Luc Dejoie, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, Georges Othily.

Dans sa séance du mardi 18 mai 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Présidente : Mme Catherine Tasca. *Vice-président* : M. Jacques Larché. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Michel ; au Sénat : M. Patrice Gélard.

9. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 18 mai 1999 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 12 mai 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Augustin Bonrepaux, Dominique Baert, Raymond Douyère, Christian Cabal, Daniel Feurtet, Jean-Jacques Jégou, Michel Suchod.

Suppléants : MM. Jean-Pierre Balligand, Tony Dreyfus, Alain Rodet, Yves Deniaud, Michel Inchauspé, Francis Delattre, Marc Laffineur.

Sénateurs

Titulaires : MM. Alain Lambert, Philippe Marini, Joël Bourdin, André Vallet, Yann Gaillard, Bernard Angels, Paul Loridant.

Suppléants : MM. Denis Badré, Roland du Luart, Marc Massion, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Michel Sergent.

Dans sa séance du mercredi 26 mai 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Augustin Bonrepaux. *Vice-président* : M. Alain Lambert. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : MM. Raymond Douyère, Dominique Baert ; au Sénat : M. Philippe Marini.

10. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 19 mai 1999 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 12 mai 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, MM. Gérard Gouzes, Didier Chouat, Dominique Perben, Marc-Philippe Daubresse, Michel Vaxes, Bernard Charles.

Suppléants : MM. Jacky Darne, Bernard Roman, Mme Christine Lazerges, MM. Jacques Floch, Jérôme Lambert, Gilles Carrez, Francis Delattre.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Daniel Hoeffel, Michel Mercier, Jean-Patrick Courtois, Paul Girod, Jean-Claude Peyronnet, Robert Bret.

Suppléants : MM. Nicolas About, Guy Allouche, Jean-Paul Delevoye, Patrice Gélard, François Marc, Georges Othily, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du jeudi 3 juin 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché. *Vice-présidente* : Mme Catherine Tasca. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Gouzes ; au Sénat : M. Daniel Hoeffel.

11. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 26 mai 1999 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Paul Durieux, Gérard Terrier, Jean-Pierre Dufau, Jean-Michel Couve, Léonce Deprez, Patrick Malavieille, Pierre Carassus.

Suppléants : M. André Capet, Mme Catherine Genisson, MM. Alfred Recours, Michel Bouvard, Renaud Muselier, Jean-Pierre Foucher, Denis Jacquat.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Delaneau, Paul Blanc, Alain Gournac, Serge Franchis, Jean-Louis Lorrain, Claude Domeizel, Guy Fischer.

Suppléants : M. Jacques Bimbenet, Mme Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Huriet, Dominique Leclerc.

Dans sa séance du jeudi 27 mai 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Paul Durieux. *Vice-président* : M. Jean Delaneau. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gérard Terrier ; au Sénat : M. Paul Blanc.

12. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 3 juin 1999 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Jean-Claude Boulard, Alfred Recours, Bernard Accoyer, Yves Bur, Mme Muguette Jacquaint, M. Jean Pontier.

Suppléants : Mme Odette Grzegorzulka, MM. Marcel Rogemont, Dominique Gillot, Mmes Roselyne Bachelot-Narquin, Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Jacques Barrot, Denis Jacquat.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Delaneau, Charles Descours, Claude Huriet, Jacques Oudin, Jean-Louis Lorrain, François Autain, Mme Nicole Borvo.

Suppléants : M. Jacques Bimbenet, Mmes Annick Bocandé, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Serge Franchis, Alain Gournac, Alain Vasselle.

Dans sa séance du mardi 8 juin 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Delaneau. *Vice-président* : M. Jean Le Garrec.
Rapporteurs : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Claude Boulard ; au Sénat : M. Charles Descours.

13. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 28 octobre 1999 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 21 octobre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. André Lajoinie, Christian Bataille, Alain Cacheux, Pierre Ducout, Franck Borotra, Claude Birraux, Jacques Desallangre.

Suppléants : Mme Monique Denise, MM. Daniel Marcovitch, Yvon Montane, Robert Galley, Thierry Lazaro, Claude Gaillard, François Goulard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Henri Revol, Philippe François, Gérard Cornu, Pierre Hérisson, Henri Weber, Pierre Lefebvre.

Suppléants : MM. Georges Berchet, Jean Besson, Dominique Braye, Jean Huchon, Gérard Larcher, Gérard Le Cam, Ladislas Poniatowski.

Dans sa séance du jeudi 18 novembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. André Lajoinie. *Vice-président* : M. Jean François-Poncet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Bataille ; au Sénat : M. Henri Revol.

14. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réduction du temps de travail.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 8 novembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 10 novembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Gaëtan Gorce, Gérard Terrier, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, M. Hervé Morin, Mme Muguette Jacquaint, M. Pierre Carassus.

Suppléants : M. Yves Rome, Mme Catherine Génisson, MM. Jean-Louis Fousseret, Thierry Mariani, Bernard Accoyer, Mme Marie-Thérèse Boisseau, M. François Goulard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Delaneau, Louis Souvet, Jacques Bimbenet, Philippe Nogrix, Jacques Machet, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Nicole Borvo.

Suppléants : MM. Jean Chérioux, Claude Domeizel, Guy Fischer, Serge Franchis, Alain Gournac, Jean-Louis Lorrain, Mme Nelly Olin.

Dans sa séance du lundi 15 novembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Delaneau. *Vice-président* : M. Jean Le Garrec. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Gaëtan Gorce ; au Sénat : M. Louis Souvet.

15. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 4 novembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 17 novembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Jean-Claude Beauchaud, Henry Nayrou, Christian Estrosi, Edouard Landrain, Patrick Leroy, Bernard Charles.

Suppléants : Mme Catherine Picard, MM. Jean-Louis Fousseret, Alain Néri, Pierre Morange, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. François Rochebloine, Denis Jacquat.

Sénateurs

Titulaires : MM. Adrien Gouteyron, James Bordas, Jean Bernard, André Bohl, Pierre Jeambrun, Serge Lagache, Mme Hélène Luc.

Suppléants : MM. Jean Bernadaux, Jean-Claude Carle, Jacques Donnay, Alain Dufaut, Roger Hesling, Jean-Luc Miraux, Jean-François Picheral.

Dans sa séance du mercredi 1^{er} décembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Le Garrec. *Vice-président* : M. Adrien Gouteyron. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Claude Beauchaud ; au Sénat : M. James Bordas.

16. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 19 novembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 18 novembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean Le Garrec, Alfred Recours, Claude Evin, Jean Bardet, Jean-Luc Prél, Mme Jacqueline Fraysse, M. Gérard Charasse.

Suppléants : Mme Marie-Françoise Clergeau, MM. Jérôme Cahuzac, Gérard Terrier, Bernard Accoyer, Mme Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Yves Bur, Denis Jacquat.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean Delaneau, Charles Descours, Jacques Machet, Alain Vasselle, Jacques Oudin, François Autain, Mme Nicole Borvo.

Suppléants : M. Jacques Bimbenet, Mme Annick Bocandé, MM. Gilbert Chabroux, Guy Fischer, Francis Giraud, Dominique Leclerc, Philippe Nogrix.

Dans sa séance du lundi 22 novembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean Le Garrec. *Vice-président* : M. Jean Delaneau. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alfred Recours ; au Sénat : M. Charles Descours.

17. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions électives et à leurs conditions d'exercice.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 17 novembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du lundi 29 novembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, M. Bernard Roman, Mme Frédérique Bredin, MM. Georges Tron, Pierre Albertini, Jacques Brunhes, Guy Lengagne.

Suppléants : MM. René Dosière, Christian Paul, Jacky Darne, Bernard Derosier, Gérard Gouzes, Eric Doligé, François Goulard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Patrice Gélard, Jean-Pierre Schosteck, Daniel Hoeffel, Paul Girod, Guy Allouche, Michel Duffour.

Suppléants : MM. Guy Cabanel, Luc Dejoie, Mme Dinah Derycke, MM. Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, Jean-Claude Peyronnet, Henri de Richemont.

Dans sa séance du jeudi 9 décembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Présidente : Mme Catherine Tasca. *Vice-président* : M. Michel Duffour. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Bernard Roman ; au Sénat : M. Jacques Larché.

18. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'État aux collectivités locales.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 13 décembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du vendredi 10 décembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, MM. René Dosière, Jean-Yves Caultet, Gilles Carrez, Jean-Antoine Leonetti, Alain Clary, Jean-Pierre Michel.

Suppléants : MM. André Vallini, Bernard Roman, Raymond Forni, Jérôme Lambert, Jacques Floch, Jean-Luc Warsmann, Franck Dhersin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Alain Lambert, Michel Mercier, Paul Girod, Roland du Luart, Jacques Oudin, Gérard Miquel, Thierry Foucaud.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Claude Belot, Joël Bourdin, Gérard Braun, Claude Haut, Michel Moreigne, Jacques Pelletier.

Dans sa séance du mardi 14 décembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Alain Lambert. *Vice-présidente* : Mme Catherine Tasca. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. René Dosière ; au Sénat : M. Michel Mercier.

19. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2000.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 15 décembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du mardi 14 décembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Christian Cuvilliez, Jean-Louis Idiart, Pierre Méhaignerie, Didier Migaud, Michel Suchod.

Suppléants : MM. Dominique Baert, Gérard Bapt, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Gilbert Gantier, Jean-Jacques Jégou, Yves Tavernier.

Sénateurs

Titulaires : M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lambert, Roland du Luart, Philippe Marini, Jacques Oudin, André Vallet.

Suppléants : MM. Denis Badré, Michel Charasse, Yann Gaillard, Jean-Philippe Lachenaud, Joseph Ostermann, Jacques Pelletier, Michel Sergent.

Dans sa séance du mercredi 15 décembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Augustin Bonrepaux. *Vice-président* : M. Alain Lambert. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Philippe Marini.

20. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 15 décembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 16 décembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Emile Blessig, Patrice Carvalho, François Col-

combet, Mmes Claudine Ledoux, Catherine Tasca, MM. Alain Tourret, Georges Tron.

Suppléants : M. Franck Dhersin, Mme Nicole Feidt, MM. Jacques Floch, Jérôme Lambert, Mme Christine Lazerges, MM. Bruno Le Roux, Jean-Luc Warsmann.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Paul Amoudry, Robert Bret, Patrice Gélard, Paul Girod, Jacques Larché, Jacques Mahéas, Jean-Pierre Schosteck.

Suppléants : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Guy Cabanel, René Garrec, Daniel Hoeffel, Lucien Lanier, Jacques Peyrat.

Dans sa séance du mardi 19 janvier 2000, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jacques Larché. *Vice-présidente* : Mme Catherine Tasca. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : Mme Claudine Ledoux ; au Sénat : M. Jean-Claude Amoudry.

21. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1999.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 8 décembre 1999 et par le Sénat dans sa séance du lundi 20 décembre 1999, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Augustin Bonrepaux, Didier Migaud, Philippe Auberger, Christian Cuvilliez, Jean-Louis Idiart, Jean-Jacques Jégou, Gérard Saumade.

Suppléants : MM. Dominique Baert, Gérard Bapt, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Charles de Courson, Gilbert Gantier, Gilbert Miterrand.

Sénateurs

Titulaires : MM. Alain Lambert, Philippe Marini, Roland du Luart, André Vallet, Jacques Oudin, Bernard Angels, Paul Loriant.

Suppléants : MM. Denis Badré, Michel Charasse, Yann Gaillard, Jean-Philippe Lachenaud, Joseph Ostermann, Jacques Pelletier, Michel Sergent.

Dans sa séance du mercredi 21 décembre 1999, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Alain Lambert. *Vice-président* : M. Augustin Bonrepaux. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Philippe Marini.

C. – COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Commission d'enquête sur la situation et la gestion des personnels des écoles et établissements d'enseignement du second degré ainsi que de ceux des services centraux et extérieurs des ministères de l'éducation nationale et de l'agriculture, pour l'enseignement agricole

(*Membres et bureau* : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 »).

Rapport de MM. Francis Grignon, Jean-Claude Carle et André Vallet n° 328 (98-99) (29 avril 1999)

Commission d'enquête sur la conduite de la politique de sécurité menée par l'État en Corse

Nomination par le Sénat le 25 mai 1999 (JO Lois et décrets du 26 mai 1999) :

Membres : MM. Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Jean-Pierre Bel, Jean-Guy Branger, Robert Bret, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Michel Charasse, Jean-Patrick Courtois, Marcel Debarge, René Garrec, Jean-François Humbert, Jean-Jacques Hyst, Gérard Larcher, René-Georges Laurin, Paul Masson, Jean-Luc Mélenchon, Joseph Ostermann, Bernard Plasait, Henri de Richemont, André Vallet.

Nomination du bureau le 26 mai 1999 (JO Lois et décrets du 27 mai 1999) :

Bureau : *Président* : M. Jean-Patrick Courtois ; *Vice-Présidents* : MM. Jean-Paul Amoudry, Marcel Debarge ; *Rapporteur* : M. René Garrec ; *Secrétaire* : M. André Vallet.

Élargissement du bureau le 9 juin 1999 (JO Lois et décrets du 11 juin 1999) : M. Robert Bret est nommé secrétaire.

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

**Rapporteur général de la commission des finances :
M. Philippe Marini**

A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Affaires étrangères et coopération :

- Affaires étrangères Jacques Chaumont
- Coopération Michel Charasse

Affaires européennes Denis Badré

Agriculture et pêche Joël Bourdin

Aménagement du territoire et environnement :

I. – Aménagement du territoire Roger Besse

II. – Environnement Philippe Adnot

Anciens combattants Jacques Baudot

Charges communes Louis-Ferdinand de Rocca Serra

Culture et communication :

- Culture Yann Gaillard
- Communication audiovisuelle Claude Belot
- Presse Claude Belot

Economie, finances et industrie :

I. – Economie, finances et industrie Bernard Angels

II. – Industrie Jean Clouet

III. – Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat René Ballayer

- Commerce extérieur Marc Massion

Education nationale, recherche et technologie :

I. – Enseignement scolaire Jacques-Richard Delong

II. – Enseignement supérieur Jean-Philippe Lachenaud

III. – Recherche et technologie René Trégouët

Emploi et solidarité :

I. – Emploi Joseph Ostermann

II. – Santé et solidarité Jacques Oudin

III. – Ville Alain Joyandet

Equipement, transports et logement :

I. – Services communs Jacques Pelletier

II. – Urbanisme et logement Jacques Pelletier

III. – Transports :

- Transports terrestres Auguste Cazalet
- Routes et sécurité routière Gérard Miquel
- Transport aérien et météorologie Yvon Collin

IV. – Mer :

- Marine marchande Claude Lise
- Ports maritimes Marc Massion

V. – Tourisme Marie-Claude Beauveau

Fonction publique et réforme de l'Etat Gérard Braun

Intérieur et décentralisation :

- Sécurité André Vallet
- Décentralisation Michel Mercier

Jeunesse et sports Michel Sergent

Justice Hubert Haenel

Outre-mer Henri Torre

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux Roland du Luart

II. – Secrétariat général de la défense nationale ... Michel Moreigne

III. – Conseil économique et social Claude Lise

IV. – Plan Claude Haut

B. – Budgets annexes.

Aviation civile Yvon Collin

Journaux officiels Thierry Foucaud

Légion d'honneur - Ordre de la Libération Jean-Pierre Demerliat

Monnaies et Médailles Maryse Bergé-Lavigne

Prestations sociales agricoles Joël Bourdin

II. – DÉFENSE

– Exposé d'ensemble et dépenses en capital Maurice Blin

– Dépenses ordinaires François Trucy

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor Paul Loridant

B. – Rapporteurs pour avis

1. – Commission des Affaires culturelles

Culture Philippe Nachbar

Cinéma - Théâtre dramatique Marcel Vidal

Environnement Ambroise Dupont

Enseignement scolaire Jean Bernadaux

Enseignement supérieur Jacques Valade

Enseignement technique Hélène Luc

Enseignement agricole Albert Vecten

Recherche scientifique et technique Pierre Laffitte

Jeunesse et sports James Bordas

Communication audiovisuelle Jean-Paul Hugot

Presse écrite Louis de Broissia

Relations culturelles, scientifiques et techniques Danièle Pourtaud

Francophonie Jacques Legendre

2. – Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture Gérard César

Pêche Alain Gérard

Développement rural Henri Revol

Industries agricoles et alimentaires Bernard Dussaut

Industrie Francis Grignon

Energie Jean Besson

Recherche Jean-Marie Rausch

PME - Commerce et artisanat Jean-Jacques Robert

Consommation et concurrence Odette Terrade

Commerce extérieur Michel Souplet

Aménagement du territoire Jean Pépin

Plan Janine Bardou

Routes et voies navigables	Georges Gruillot	4. – Commission des Affaires sociales	
Logement	Jean-Pierre Plancade	Solidarité	Jean Chérioux
Urbanisme	Jacques Bellanger	Santé	Louis Boyer
Tourisme	Charles Ginésy	Ville	Paul Blanc
Environnement	Jean Bizet	Travail, emploi et formation professionnelle	Louis Souvet et Annick Bocandé
Transports terrestres	Georges Berchet	Budget annexe des prestations sociales agricoles ..	Louis Boyer
Aviation civile	Jean-François Le Grand	Anciens combattants	Marcel Lesbros
Mer	Anne Heinis	Outre-mer	
Technologies de l'information et Poste	Pierre Hérisson	(aspects sociaux)	Jean-Louis Lorrain
Outre-mer	Rodolphe Désiré	Logement social	Jacques Bimbenet
Ville	Gérard Larcher		
3. – Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées		5. – Commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale	
Affaires étrangères	André Dulait	Intérieur - Décentralisation	Daniel Hoeffel
Relations culturelles extérieures et francophonie	Guy Penne	Intérieur - Police et sécurité	Jean-Patrick Courtois
Aide au développement	Paulette Brisepierre	Intérieur - Sécurité civile	René-Georges Laurin
Défense - Nucléaire, espace et services communs ..	Jean Faure	Justice - Services généraux	Dinah Derycke
Défense - Gendarmerie	Paul Masson	Justice - Administration pénitentiaire	Georges Othily
Défense - Forces terrestres	Serge Vinçon	Justice - Protection judiciaire de la jeunesse	Patrice Gélard
Défense - Air	Jean-Claude Gaudin	Départements d'outre-mer	José Balarello
Défense - Marine	André Boyer	Territoires d'outre-mer	Jean-Jacques Hyst

VII. – DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES

Composition des délégations et offices au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

Délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne

(Lois n° 90-385 du 10 mai 1990 et n° 94-476 du 10 juin 1994 modifiant l'article 6 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 5 octobre 1999, nomination de M. Robert Del Picchia, en remplacement de M. Michel Barnier, démissionnaire de son mandat de sénateur (*JO* Lois et décrets du 6 octobre 1999) ;

Le 20 octobre 1999, nomination de M. Louis Le Pensec, en remplacement de M. André Rouvière, démissionnaire (*JO* Lois et décrets du 21 octobre 1999) ;

Election du président le 6 octobre 1999 (JO Lois et décrets du 7 octobre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 :

Bureau : Président : M. Hubert Haenel ; Vice-présidents : Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. James Bordas, Claude Estier, Pierre Fauchon, Lucien Lanier, Aymeri de Montesquiou ; Secrétaires : MM. Nicolas About, Hubert Durand-Chastel, Emmanuel Hamel.

Membres : MM. Bernard Angels, Robert Badinter, Denis Badré, José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Bizet, Maurice Blin, Robert Del Picchia, Marcel Deneux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Paul Émin, André Ferrand, Jean-Pierre Fourcade, Philippe François, Yann Gaillard, Daniel Hoeffel, Serge Lagauche, Louis Le Pensec, Simon Loueckhote, Paul Masson, Jacques Oudin, Mme Danièle Pourtaud, MM. Simon Sutour, René Trégouët, Xavier de Villepin, Henri Weber.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

Représentants du Sénat : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Mme Annick Bocandé, MM. Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Serge Franchis, Francis Giraud, Paul Vergès.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Aucune modification n'est intervenue en cours d'année.

Composition au 31 décembre 1999 :

Bureau : Président : M. Joël Bourdin ; Vice-présidents : MM. Serge Lepeltier, Marcel Lesbros, Georges Mouly, Jean-Pierre Placade ; Secrétaires : Mme Odette Terrade, M. Roger Husson.

Membres du Sénat : M. Pierre André, Mme Janine Bardou, MM. Michel Charzat, Patrick Lassourd, Henri Le Breton, Daniel Percheron, Roger Rinchet, Alain Vasselle .*

* Voir I. J. – Sénateur élu député

Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire

(Article 6 *sexies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, introduit par la loi n° 99-533 du 25 juin 1999)

Nomination des membres par le Sénat le 13 octobre 1999 (JO Lois et décrets du 14 octobre 1999) ;

Nomination du bureau provisoire le 27 octobre 1999 (JO Lois et décrets du 28 octobre 1999) : Président : M. Jean-Pierre Raffarin ; Vice-présidents : MM. Jean François-Poncet, Claude Belot, Gérard Larcher, Jacques Bellanger ; Secrétaire : M. Gérard Le Cam.

Nomination du bureau définitif le 16 novembre 1999 (JO Lois et décrets du 17 novembre 1999) : Président : M. Jean-Pierre Raffarin ; Vice-présidents : MM. Jean François-Poncet, Claude Belot, Gérard Larcher, Jacques Bellanger ; Secrétaire : M. Gérard Le Cam.

Composition au 31 décembre 1999 :

Membres du Sénat : Mme Janine Bardou, M. Roger Besse, Mme Yolande Boyer, MM. François Gerbaud, Jean Huchon, Jacques Oudin, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Piras, Alain Vasselle.

Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

(Article 6 *septies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, introduit par la loi n° 99-585 du 12 juillet 1999)

Modification intervenue en cours d'année :

Le 3 novembre 1999, nomination de M. Yann Gaillard, en remplacement de Mme Lucette Michaud-Chevry, démissionnaire (JO Lois et décrets du 4 novembre 1999) ;

Nomination des membres par le Sénat le 13 octobre 1999 (JO Lois et décrets du 14 octobre 1999) ;

Nomination du bureau provisoire le 4 novembre 1999 (JO Lois et décrets du 5 novembre 1999) : Présidente : Mme Dinah Derycke ; Membres : Mme Paulette Briseperre, M. Jean-Louis Lorrain, Mme Janine Bardou, M. Guy Cabanel, Mme Odette Terrade.

Nomination du bureau définitif le 30 novembre 1999 (JO Lois et décrets du 2 décembre 1999) : Présidente : Mme Dinah Derycke ; Vice-présidents : Mme Paulette Briseperre, M. Jean-Louis Lorrain, Mme Janine Bardou, M. Guy Cabanel, Mmes Danièle Pourtaud, Odette Terrade ; Secrétaires : MM. Lucien Neuwirth, Jean-Guy Branger, André Ferrand.

Composition au 31 décembre 1999 :

Membres du Sénat : Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Jean Bernadaux, Mme Annick Bocandé, MM. André Boyer, Marcel-Pierre Cléach, Gérard Cornu, Xavier Darcos, Claude Domeizel, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Josette Durrieu, MM. Yann Gaillard, Patrice Gélard, Francis Giraud, Alain Gournac, Mme Anne Heinis, MM. Alain Joyandet, Serge Lagauche, Serge Lepeltier, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Philippe Nachbar, Mme Nelly Olin, M. Jean-François Picheral, Mme Gisèle Printz, MM. Philippe Richert, Alex Türk.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Article 6 *ter* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, introduit par la loi n° 83-609 du 8 juillet 1983 et modifié par la loi n° 96-62 du 29 janvier 1996)

Modification intervenue en cours d'année :

Le 1^{er} décembre 1999, M. Bernard Piras est nommé membre titulaire en remplacement de M. Franck Sérusclat, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 2 décembre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 :

Membres nommés par le Sénat :

Titulaires : MM. Marcel Deneux, Charles Descours, Pierre Laffitte, Gérard Miquel, Henri Revol, Bernard Piras, René Trégouët, Jacques Valade.

Suppléants : MM. Claude Huriet, Jean Bizet, Jean-Marie Rausch, Ivan Renar, Louis Boyer, Claude Saunier, Paul Blanc, Guy Lemaire.

Membres nommés par l'Assemblée nationale :

Titulaires : MM. Christian Bataille, Claude Birraux, Bernard Birsinger, Yves Cochet, Robert Galley, Claude Gagnon, Jean-Yves Le Déaut, Serge Poignant.

Suppléants : Mme Michèle Rivasi, MM. Christian Kert, Christian Cuvilliez, Noël Mamère, Christian Cabal, Jean-Claude Lenoir, Alain Claeys, Jean-Marie Demange.

Bureau : Président : M. Henri Revol, sénateur ; Vice-président : M. Jean-Yves Le Déaut, député ; Secrétaires : MM. Yves Cochet, député, Pierre Laffitte, sénateur, Gérard Miquel, sénateur, Serge Poignant, député ; Délégué chargé des relations avec les organismes européens d'évaluation : M. René Trégouët, sénateur.

Office parlementaire d'évaluation de la législation

(Article 6 *quater* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, introduit par la loi n° 96-516 du 14 juin 1996)

Composition au 31 décembre 1999 :

Membres nommés par le Sénat :

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Jacques Larché, Jacques Valade, Dominique Braye, Daniel Goulet, Mme Annick Bocandé, MM. Jacques Pelletier, Patrice Gélard.

Membres désignés par les groupes : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Duffour, Jean-Jacques Hyest, Charles Jolibois, Dominique Leclerc, Jacques Mahéas.

Membres nommés par l'Assemblée nationale :

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : Mmes Catherine Tasca, Martine David, Michèle Alliot-Marie, MM. René Galy-Dejean, Patrick Devedjian, Christophe Caresche, Jacques Fleury.

Membres désignés par les groupes : MM. Pierre Albertini, Jacques Brunhes, Marc Dolez, Roger Franzoni, Dominique Perben, Henri Plagnol, François Sauvadet, André Vallini.

Modification du bureau le 6 mai 1999 (JO Lois et décrets du 12 mai 1999) :

Mme Dinah Derycke et M. Patrice Gélard sont nommés vice-présidents et M. Michel Duffour est nommé secrétaire.

Composition du bureau au 31 décembre 1999 :

Présidente : Mme Catherine Tasca ; *Premier vice-président :* M. Jacques Larché, sénateur ; *Vice-présidents :* Mme Michèle Alliot-Marie, M. Christophe Caresche, députés, Mme Dinah Derycke et M. Patrice Gélard, sénateurs ; *Secrétaires :* MM. Michel Duffour, sénateur et François Sauvadet, député.

Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques

(Article 6 *quinquies* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, introduit par la loi n° 96-517 du 14 juin 1996)

Composition au 31 décembre 1999 :

Membres nommés par le Sénat :

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Alain Lambert, Philippe Marini, Guy Poirieux, André Ferrand, Serge Vinçon, Charles Descours, Jacques Oudin, Pierre Fauchon.

Membres désignés par les groupes : Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Bimbenet, Michel Charasse, Michel Charzat*, Marcel Debarge, Bernard Fournier, Yves Fréville, Paul Loridant.

* Voir I. J. – Sénateur élu député

Membres nommés par l'Assemblée nationale

Membres de droit, représentants des commissions permanentes : MM. Augustin Bonrepaux, Didier Migaud, Mme Martine David, MM. Patrick Delnatte, Arthur Paecht, Alain Barrau, Didier Quentin, Michel Grégoire.

Membres désignés par les groupes : Mme Marie-Hélène Aubert, MM. Gérard Bapt, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Laurent Dominati, Edmond Hervé, Pierre Méhaignerie, Jean Vila.

Bureau : Président : M. Alain Lambert, sénateur (président de droit) ; *Premier vice-président :* M. Augustin Bonrepaux, député, (vice-président de droit) ; *Vice-présidents :* MM. Guy Poirieux, N..., sénateurs, MM. Laurent Dominati, Didier Migaud, députés ; *Secrétaires :* M. Gérard Bapt, député ; MM. Pierre Fauchon, Serge Vinçon, sénateurs ; M. Michel Grégoire, député.

VIII. – DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

Composition au 31 décembre 1999 :

Membres : MM. Denis Badré, James Bordas, Guy Cabanel, Claude Estier, Christian de La Malène, sénateurs ; MM. Didier Boulaud, Hervé de Charette, Jacques Floch, Jean-Pierre Kucheida, Jean-Claude Lefort, Jacques Myard, Jean-Bernard Raimond, Michel Voisin, députés.

Bureau : Président : M. Michel Voisin, député ; *Vice-présidents :* MM. Hervé de Charette, Jean-Claude Lefort, députés ; MM. Claude Estier, Christian de La Malène, sénateurs.

IX. – DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD

Composition pour la période 1998-2001 :*

Titulaires : M. Jean-Guy Branger, Mme Paulette Briseperrière, MM. Jacques Chaumont, Jean-Pierre Demerliat, Roland du Luart, André Rouvière, André Vallet.

* La composition de cette délégation n'est pas publiée au J.O. Lois et décrets.

Suppléants : MM. Jean-Luc Bécart, André Boyer, Michel Caldaguès, Daniel Goulet, Jacques Legendre, Philippe Madrelle, Michel Pelchat, Jean-Marie Poirier, Gérard Roujas, Xavier de Villepin.

Présidente : Mme Paulette Brisepierre.

X. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Composition de la délégation française au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

Représentants du Sénat :

Délégués titulaires : MM. Daniel Hoeffel, Lucien Neuwirth, Jean-François Le Grand, Nicolas About, Marcel Debarge, Mme Josette Durrieu.

Délégués suppléants : MM. Daniel Goulet, James Bordas, Jean-Guy Branger, Jacques Legendre, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Danièle Pourtaud.

Représentants de l'Assemblée nationale :

Délégués titulaires : MM. Jacques Baumel, Jean Briane, Claude Evin, Armand Jung, Guy Lengagne, Jean-François Mattei, Gilbert Mitterrand, Mme Yvette Roudy, MM. Jean-Claude Sandrier, Bernard Schreiner, Jean Valleix.

Délégués suppléants : MM. Claude Birraux, Jean-Marie Bockel, Paul Dhaille, Mme Laurence Dumont, MM. Charles Ehrmann, Maxime Gremetz, Michel Hunault, Jean-Marie Le Guen, Georges Lemoine, Jean-Pierre Michel, Jean-Claude Mignon, Philippe Séguin.

Bureau : *Présidente* : Mme Josette Durrieu, sénateur ; *Premier Vice-président* : M. Bernard Schreiner, député ; *Vice-Présidents* : MM. Georges Lemoine, Claude Evin, députés, Marcel Debarge, Michel Dreyfus-Schmidt, sénateurs, Jean-François Mattei, député ; *Secrétaire général* : M. Daniel Hoeffel, sénateur ; *Secrétaire général adjoint* : Mme Yvette Roudy, député.

XI. – HAUTE COUR DE JUSTICE (Titre IX de la Constitution)

Composition au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

Membres élus par le Sénat :

Juges titulaires : MM. Patrice Gélard, Pierre Jeambrun, Hubert Haenel, José Balarello, Charles de Cuttoli, André Diligent, Jean-Louis Carrière, Jean-Marie Poirier, Jacques Larché, Michel Duffour, Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Masson.

Juges suppléants : MM. Jean Faure, Roland Courteau, Jean-Marc Pastor, Lucien Lanier, Luc Dejoie, Hubert Falco.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : M. Jean-Paul Bacquet, Mme Nicole Catala, MM. Bernard Cazeneuve, François Colcombet, Gérard Gouzes, Georges Hage, Henry Jean-Baptiste, Mme Christine Lazerges, MM. Jacques Limouzy, Patrick Ollier, José Rossi, Alain Tourret.

Juges suppléants : MM. Christian Bergelin, Jean-Claude Decagny, Xavier Deniau, André Gérin, Jean Michel, André Vallini.

COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE (Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)

Composition au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 25 mars 1999, M. François Autain démissionne de ses fonctions de juge titulaire (25 mars 1999) (p. 1860).

Le 1^{er} décembre 1999, M. Marcel Charmant est élu juge suppléant, en remplacement de M. Claude Saunier, devenu juge titulaire (*JO* Lois et décrets du 2 décembre 1999) ;

Composition au 31 décembre 1999 :

Membres élus par le Sénat :

Juges titulaires : MM. Claude Saunier, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Jacques Hyst, Hubert Falco, Luc Dejoie, Paul Masson.

Juges suppléants (1) : M. Marcel Charmant, Mme Josette Durrieu, MM. Jean-Marie Poirier, José Balarello, Patrice Gélard, René-Georges Laurin.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : MM. Jean-Paul Bacquet, Bernard Cazeneuve, François Colcombet, Xavier Deniau, Philippe Houillon, Patrick Ollier.

Juges suppléants (1) : M. Alain Barrau, Mme Laurence Dumont, MM. Alain Vidalies, Christian Cabal, Charles de Courson, Thierry Lazaro.

Bureau : *Président* : N... Magistrat du siège à la Cour de Cassation.

(1) Le nom de chaque juge suppléant figure au même rang que le nom du juge titulaire qu'il est chargé éventuellement de suppléer.

XII. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES (nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat)

Composition au 1^{er} janvier 1999 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1998 ».

Nomination des membres par le Sénat le 13 octobre 1999 (JO Lois et décrets du 14 octobre 1999) :

Membres : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Berchet, Michel Charasse, Luc Dejoie, Yves Fréville, Yann Gaillard, Rémi Hément, Marc Massion, Jacques Oudin, François Trucy.

Nomination du bureau le 13 octobre 1999 (JO Lois et décrets du 14 octobre 1999).

Bureau : *Président* : M. Jacques Oudin ; *Vice-président* : M. François Trucy ; *Secrétaire-rapporteur* : M. Marc Massion.

XIII. – MISSIONS D'INFORMATION (autorisées par le Sénat)

a) Commission des affaires culturelles

1 – Demande de *M. Adrien Gouteyron*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Liban**, en **Syrie** et en **Jordanie** sur les relations culturelles et techniques entre la France et ces trois pays (17 juin 1999) (p. 4069). Octroi de l'autorisation demandée (23 juin 1999) (p. 4301).

2 – Demande de *M. Adrien Gouteyron*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information sur le fonctionnement de la **Bibliothèque nationale de France** (13 décembre 1999) (p. 7532). Octroi de l'autorisation demandée (15 décembre 1999) (p. 7644).

b) Commission des affaires économiques et du Plan

1 – Demande de *M. Jean François-Poncet*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Brésil** et en **Argentine** afin d'y étudier la situation économique et la présence française dans ces deux pays (17 juin 1999) (p. 4070). Octroi de l'autorisation demandée (23 juin 1999) (p. 4301).

2 – Demande de *M. Jean François-Poncet*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Italie** sur l'évolution de la poste italienne et ses stratégies d'avenir (13 décembre 1999) (p. 7532). Octroi de l'autorisation demandée (15 décembre 1999) (p. 7644).

c) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 – Rapport d'information de *MM. Xavier de Villepin, Serge Vinçon, André Dulait, André Boyer, Jean Puech, Jean-Luc Bécart, André Rouvière et Hubert Durand-Chastel*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée au **Mexique** du 20 au 28 février 1999 [n° 309 (98-99)] (8 avril 1999) (p. 2366).

2 – Rapport d'information de *MM. André Dulait, André Boyer et André Rouvière*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **Moldavie** du 4 au 8 octobre 1999 [n° 102 (1999-2000)] (29 novembre 1999) (p. 6456).

3 – Rapport d'information de *M. Xavier de Villepin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Pelchat et Gérard Roujas*, fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée au **Maroc** du 30 septembre au 3 octobre 1999 [n° 123 (1999-2000)] (8 décembre 1999) (p. 7192).

4 – Demande de *M. Xavier de Villepin*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Iran** afin de recueillir des informations sur l'évolution de la situation politique et économique de ce pays et sur les relations bilatérales entre la France et ce pays (13 décembre 1999) (p. 7532). Octroi de l'autorisation demandée (15 décembre 1999) (p. 7644).

d) Commission des affaires sociales

1 – Demande de *M. Jean Delaneau*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Guyane** afin d'y étudier la situation sanitaire et sociale et une mission d'information en **Espagne** afin d'examiner l'organisation des systèmes de soins et l'évolution des dépenses de santé dans ce pays (17 juin 1999) (p. 4070). Octroi de l'autorisation demandée (23 juin 1999) (p. 4301).

e) Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation

1 – Rapport d'information de *M. Jacques Chaumont* fait au nom de la commission, à la suite de la mission d'information effectuée en **Inde** du 9 au 21 janvier 1999 [n° 476 (98-99)] (30 juin 1999) (p. 4730).

f) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 – Demande de *M. Jacques Larché*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Martinique**, en **Guadeloupe** et en **Guyane** pour préparer l'examen du futur projet de loi d'orientation (17 juin 1999) (p. 4070). Octroi de l'autorisation demandée (23 juin 1999) (p. 4301).

2 – Demande de *M. Jacques Larché*, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information pour poursuivre la préparation de l'examen du volet institutionnel du projet de loi d'orientation relatif aux **départements d'outre-mer** et étudier les problèmes posés par l'élaboration d'un nouveau statut pour la **collectivité territoriale de Mayotte** (13 décembre 1999) (p. 7532). Octroi de l'autorisation demandée (15 décembre 1999) (p. 7644).

XIV. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
AFFAIRES ÉTRANGÈRES		
Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	Mme Paulette Brisepierre M. Xavier de Villepin	
Comité directeur du fonds d'aide et de coopération	M. Michel Charasse	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	MM. Xavier Darcos Daniel Goulet	
AGRICULTURE		
Section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles	MM. Joël Bourdin	Roger Lagorsse
Comité de contrôle du fonds forestier national	M. Jacques-Richard Delong	
Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers	MM. Philippe François	Jean-Paul Émin
Conseil national de la montagne	MM. Jean-Pierre Bel André Jourdain Jean Faure Mme Janine Bardou	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE		
Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	MM. Jean François-Poncet Gérard Larcher Claude Belot René Garrec	
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE		
Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre	M. Marcel Lesbros	
Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord	MM. Jacques Baudot Auguste Cazalet Marcel-Pierre Cléach Marcel Lesbros Roger Lagorsse	
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension	MM. Auguste Cazalet Marcel-Pierre Cléach Marcel Lesbros Bernard Joly Roger Husson Mmes Nicole Borvo Gisèle Printz	Emmanuel Hamel Jean-Pierre Fourcade Rémi Herment Jacques Bimbenet Guy Fischer Gérard Roujas Robert Del Picchia
COLLECTIVITÉS LOCALES		
Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) dans les communes rurales	MM. Joël Bourdin Louis Moïnard	
Comité des finances locales	MM. Jacques Oudin Christian Bonnet	Michel Mercier Yves Fréville

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil national des services publics départementaux et communaux	MM. Jean-François Humbert Jean-Claude Peyronnet René-Georges Laurin André Bohl	
COMMUNICATION		
France 2	M. Philippe Nachbar	
France 3	M. André Diligent	
Institut national de l'audiovisuel	M. Daniel Eckenspieller	
Radio-France	M. Michel Dreyfus- Schmidt	
Radio-France internationale	M. Jean-Paul Hugot	
Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre- mer	M. Philippe Richert	
Conseil d'administration de la société Télévision du savoir	M. Pierre Laffitte	
Comité d'orientation des programmes de la société Télévision du savoir	MM. René Trégoüet Jean-Léonce Dupont	
CULTURE ET ÉDUCATION		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de la culture Georges-Pompidou	MM. Ambroise Dupont Yann Gaillard Marcel Vidal	
Conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette	Mme Lucette Michaux- Chevry	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	MM. Jacques Valade	Jean-Philippe Lachenaud
Conseil national des fondations	M. Fernand Demilly	
Conseil national de l'enseignement supérieur privé	MM. Jean-Philippe Lachenaud	Jacques Legendre
Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur	MM. Pierre Martin	Jean Bernadaux Mme Hélène Luc
Conseil d'administration de la Fondation du patrimoine	M. Jean-Paul Hugot	
DÉFENSE		
Comité des prix de revient des fabrications d'armement	M. François Trucy	
Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale	M. Denis Badré	
Commission consultative du secret de la défense nationale	M. Paul Masson	
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Mme Marie-Claude Beaudeau M. Daniel Goulet	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
Comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM)	MM. Roland du Luart Simon Loueckhote	Jacques Bimbenet Michel Charasse
Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM)	MM. Edmond Lauret Roland du Luart Rodolphe Désiré	
Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM)	MM. Edmond Lauret Georges Othily Mme Lucette Michaux-Chevry	
ÉCONOMIE ET FINANCES		
Conseil national des assurances	M. Joseph Ostermann	
Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations	M. Alain Lambert	
Conférence économique annuelle (ancienne commission des comptes et budgets économiques de la nation)	MM. Philippe Marini Alain Lambert	
Conseil supérieur de la coopération	MM. Jean-Paul Émorine Roger Lagorsse	
Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics	MM. Gérard Braun Jacques Oudin	Alain Joyandet Mme Maryse Bergé-Lavigne
Conseil national du crédit	MM. Jean-Philippe Lachenaud Paul Loridant	
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	MM. Alain Gérard Josselin de Rohan Mme Anne Heinis	
Commission centrale de classement des débts de tabac	M. Auguste Cazalet	
Comité national de l' euro	MM. Philippe Marini Alain Lambert	
Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie	MM. Yann Gaillard	Jacques Chaumont
Conseil national de l' information statistique	MM. Hilaire Flandre	Bernard Joly
Haut Conseil du secteur public	MM. Alain Gournac Maurice Blin Yves Fréville Philippe Adnot	
Agence française de développement	MM. Jacques Chaumont	Michel Charasse

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil d'administration de l'établissement public de financement et de restructuration	M. Jean-Philippe Lachenaud	
Conseil d'administration de l'établissement public de réalisation de défaisance	M. Henri Torre	
ÉNERGIE		
Commission consultative pour la production de carburants de substitution	MM. Philippe François Rémi Herment	
Conseil supérieur de l'électricité et du gaz	MM. Dominique Braye Henri Revol	
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Michel Souplet	
Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures	M. Henri Revol	
Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire	M. Henri Revol	
Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure	MM. Georges Berchet Rémi Herment	
ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME		
Conseil national du bruit	M. Paul Blanc	
Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	MM. Raymond Courrière Ambroise Dupont	Jean-Paul Amoudry Marcel Vidal
Conseil d'administration de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	M. Jean-Jacques Robert	
Conseil national de l'habitat	MM. Louis Moinard	Marcel-Pierre Cléach
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	MM. Jean Bizet Jean-Léonce Dupont Bernard Joly Jean-François Picheral	
Commission nationale du débat public	M. Jean-François Le Grand	
INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES		
Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)	M. Jean-Paul Amoudry	Mme Gisèle Printz
Commission consultative des droits de l'homme	M. Jean Delaneau	
Commission nationale consultative des gens du voyage	MM. Jean-Paul Delevoye José Balarello	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission nationale de l' informatique et des libertés	MM. Alex Türk Jean-Marie Poirier	
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité	M. Pierre Fauchon	
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux	M. André Vallet	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	MM. Daniel Eckenspieller Roger Hesling	Ivan Renar Guy Poirieux
JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE		
Haut comité du loisir social , de l'éducation populaire et des activités de pleine nature	M. Adrien Gouteyron	
Comité de l'éthique du loto sportif	MM. Jean Delaneau	James Bordas
Commission nationale du sport de haut niveau	MM. Michel Sergent James Bordas	
Conseil national du tourisme	MM. Charles Ginésy Xavier Pintat Claude Belot Jean Besson Mme Marie-Claude Beaudreau	Marcel Bony Jacques Chaumont Aymeri de Montesquiou Pierre Hérisson Mme Lucette Michaux-Chevry
Fonds national pour le développement de la vie associative	M. André Maman	
JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE		
Conseil supérieur de l' administration pénitentiaire .	MM. Hubert Haenel Charles de Cuttoli Guy Cabanel	
Conseil supérieur de l' adoption	M. Michel Rufin	
Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice	M. Robert Badinter	
Commission supérieure de codification	MM. Patrice Gélard	Henri de Richemont
Conseil d'administration de l'établissement d' hospitalisation de Fresnes	M. Guy Cabanel	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V^e République	M. Jacques Larché	
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Commission supérieure du service public des Postes et Télécommunications	MM. Gérard Delfau Pierre Hérisson René Trégoüet François Trucy Gérard Larcher Pierre Laffitte Jean-Marie Rausch	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
SANTÉ		
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine	Mme Anne Heinis M. Marcel Lesbros	
Comité national de l' organisation sanitaire et sociale	MM. Jean-Pierre Fourcade	Serge Franchis
Conseil d'administration de l'hôpital des Quinze-Vingt	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Conseil d'administration de l'hôpital de Saint-Maurice	M. Lucien Lanier	
Comité consultatif national d' éthique pour les sciences de la vie et de la santé	M. Claude Huriet	
Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis	M. Jean-Louis Lorrain	
Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées (COLITRAH)	M. Pierre André	
Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées	MM. Lucien Neuwirth	Roland Huguet
SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail	M. Guy Fischer	
Commission des comptes de la sécurité sociale	MM. Louis Boyer Charles Descours Jacques Oudin Michel Mercier	
Conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés	MM. Louis Boyer Jacques Oudin François Autain	
Conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	MM. Alain Vasselle Michel Mercier Jacques Bimbenet	
Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales	MM. Claude Huriet Jean Chérioux Mme Marie-Madeleine Dieulangard	
Conseil de surveillance de l' Agence centrale des organismes de sécurité sociale	MM. Charles Descours François Trucy Paul Loridant	
Conseil supérieur de la mutualité	M. André Jourdain	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	MM. Louis Boyer Joël Bourdin	Roger Lagorsse Jacques Machet
Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale	MM. Charles Descours Jacques Oudin	
Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Comité national des retraités et des personnes âgées	M. Alain Vasselle	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	MM. Bernard Seillier	Louis Souvet

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	MM. Paul Blanc Roland Huguet	
Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse	MM. Alain Vasselle Charles Descours	
Conseil supérieur de la participation	M. Jean Chérioux Mme Annick Bocandé	
Commission nationale des comptes de la formation professionnelle	Mmes Marie-Madeleine Dieulangard Annick Bocandé	
Conseil pour la transparence des statistiques de l' assurance maladie (décret n° 99-866 du 7 octobre 1999)	M. Jean Delaneau	
TRANSPORTS		
Conseil d'administration de l'établissement public « Autoroutes de France »	M. Roland du Luart	
Conseil supérieur de l' aviation marchande	MM. François Gerbaud	Léon Fatous
Conseil national des transports	MM. Bernard Joly François Gerbaud	Léon Fatous Georges Gruillot
Comité de gestion du Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables	MM. Jean François-Poncet Philippe Marini	
Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : dessertes aériennes (ancien comité de gestion du Fonds de péréquation des transports aériens) (décret n° 99-811 du 10 septembre 1999)	MM. François Gerbaud Yvon Collin	
Comité de gestion (plates-formes aéroportuaires) du fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) (articles 51 et 75 de la loi de finances pour 1999)	MM. Yvon Collin Jean François-Poncet	
Conseil supérieur du service public ferroviaire (art. 1 du décret n° 99-221 du 19 mars 1999)	MM. Jacques Bellanger François Gerbaud Hubert Haenel	

XV. – MINISTÈRE

Gouvernement Lionel JOSPIN

(Nommé le 4 juin 1997)

(J.O. des 5 juin 1997, 25 novembre 1997, 17 février 1998, 31 mars 1998, 21 octobre 1998, 18 novembre 1998, 24 mars 1999, 8 juillet 1999, 29 juillet 1999 et 3 novembre 1999)

1. – Composition au 1^{er} janvier 1999 :

Premier ministre	Lionel Jospin
Ministre de l'emploi et de la solidarité	Martine Aubry
Garde des sceaux, ministre de la justice	Elisabeth Guigou
Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie	Claude Allègre
Ministre de l'intérieur	Jean-Pierre Chevènement
Ministre des affaires étrangères	Hubert Védrine
Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Dominique Strauss-Kahn
Ministre de la défense	Alain Richard
Ministre de l'équipement, des transports et du logement	Jean-Claude Gaysot
Ministre de la culture et de la communication	Catherine Trautmann
Ministre de l'agriculture et de la pêche	Jean Glavany
Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement	Dominique Voynet
Ministre des relations avec le Parlement	Daniel Vaillant
Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation	Emile Zuccarelli
Ministre de la jeunesse et des sports	Marie-George Buffet
Ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	Pierre Moscovici
Ministre déléguée, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargée de l'enseignement scolaire	Ségolène Royal
Ministre délégué à la coopération et à la francophonie, auprès du ministre des affaires étrangères	Charles Josselin
Ministre délégué à la ville, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité	Claude Bartolone
Secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur	Jean-Jack Queyranne
Secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité	Bernard Kouchner
Secrétaire d'Etat aux droits de la femme et à la formation professionnelle, auprès de la ministre de l'emploi et de la solidarité	Nicole Pery
Secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement	Louis Besson
Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Jacques Dondoux
Secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Christian Sautter
Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Marylise Lebranchu
Secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Christian Pierret
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense	Jean-Pierre Masseret
Secrétaire d'Etat au tourisme, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement	Michelle Demessine

2. – Modifications intervenues entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1999 :

- *Décret du 23 mars 1999 (JO Lois et décrets du 24 mars 1999)*
M. Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, est nommé secrétaire d'Etat à la défense, chargé des anciens combattants.
- *Décret du 7 juillet 1999 (JO Lois et décrets du 8 juillet 1999)*
Il est mis fin à sa demande, aux fonctions de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale.
- *Décret du 28 juillet 1999 (JO Lois et décrets du 29 juillet 1999)*
Mme Dominique Gillot est nommée secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale.
M. François Huwart est nommé secrétaire d'Etat au commerce extérieur, en remplacement de M. Jacques Dondoux.
- *Décret du 2 novembre 1999 (JO Lois et décrets du 3 novembre 1999)*
Il est mis fin sur sa demande, aux fonctions de M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.
M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, est nommé ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

3. – Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 1^{er} janvier 1999 :

- *Décret n° 99-668 du 2 août 1999* relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale (JO Lois et décrets du 3 août 1999).

XVI. – TEXTES

A. – Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1999

(avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de première inscription à l'ordre du jour)

Session parlementaire ordinaire unique

26 janvier 1999. – Projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes. – **Femmes.**

27 janvier 1999. – Projet de loi portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance. – **Banques et établissements financiers.**

28 janvier 1999. – Proposition de loi relative à l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes de démence sénile et, en particulier, de la maladie d'Alzheimer. – **Santé.**

– Proposition de loi relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière. – **Mines et carrières.**

2 février 1999. – Projet de loi d'orientation agricole. – **Agriculture.**

4 février 1999. – Projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

– Projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

9 février 1999. – Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles (1^{ère} lecture 29 avril 1998). – **Culture.**

– Proposition de loi tendant à limiter les licenciements et à améliorer la situation au regard de la retraite des salariés de plus de cinquante ans. – **Travail.**

10 février 1999. – Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière (1^{ère} lecture 7 avril 1998). – **Transports routiers.**

11 février 1999. – Proposition de loi tendant à assurer un service minimum en cas de grève dans les services et entreprises publics. – **Service public.**

16 février 1999. – Projet de loi portant création de l'autorité de contrôle technique de l'environnement sonore aéroportuaire. – **Environnement.**

– Projet de loi relatif aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile. – **Transports aériens.**

17 février 1999. – Projet de loi relatif aux polices municipales (1^{ère} lecture 2 juin 1998). – **Police.**

18 février 1999. – Projet de loi sur l'innovation et la recherche. – **Recherche scientifique et technique.**

2 mars 1999. – Projet de loi portant réforme du code de justice militaire. – **Justice.**

– Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 82-283 du 26 mars 1982 portant création des chèques-vacances. – **Tourisme et loisirs.**

– Message de M. le Président de la République au Parlement. – **Président de la République.**

3 mars 1999. – Projet de loi créant le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération ». – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la charte sociale européenne (révisée) (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre les États Parties au Traité de l'Atlantique-Nord et les autres États participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées approuvée par l'assemblée générale des Nations unies le 21 novembre 1947. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagements du titre Ier de la convention du voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et la sûreté de la gestion des déchets radioactifs. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (ensemble sept appendices). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la création de l'Université franco-allemande. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud pour la prévention, la recherche, la constatation et la répression des infractions douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. – **Traités et conventions.**

9 mars 1999. – Projet de loi relatif à la protection de la santé des sportifs et à la lutte contre le dopage (2^e lecture le 22 décembre 1998). – **Sports.**

– Proposition de loi visant à interdire l'achat par les établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans des pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés. – **Enfant (protection).**

10 mars 1999. – Projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. – **Administration (relations avec le public).**

11 mars 1999. – Proposition de loi relative au multisalariat en temps partagé. – **Travail.**

– Proposition de loi visant à modifier l'article L. 255 du code électoral. – **Élections.**

16 mars 1999. – Projet de loi autorisant la ratification du traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes. – **Union européenne.**

17 mars 1999. – Proposition de loi relative au pacte civil de solidarité. – **Droit civil.**

23 mars 1999. – Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. – **Aménagement du territoire.**

26 mars 1999. – Déclaration du Gouvernement sur la situation au Kosovo. – **Gouvernement (déclarations).**

1^{er} avril 1999. – Projet de loi autorisant la ratification du Protocole établissant, sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne et de l'article 41, paragraphe 3, de la convention Europol, les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale. – **Coopération intercommunale.**

7 avril 1999. – Proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et de l'accompagnement. – **Santé.**

29 avril 1999. – Projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale. – **Droit pénal.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, faite à Paris le 17 décembre 1997. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, faite à Bruxelles le 26 juillet 1995. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Dublin le 27 septembre 1996. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 29 novembre 1996. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3, paragraphe 2, point c, du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 26 mai 1997. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du deuxième protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, fait à Bruxelles le 19 juin 1997. – **Traités et conventions.**

12 mai 1999. – Projet de loi relatif à l'épargne et la sécurité financière. – **Banques et établissements financiers.**

18 mai 1999. – Proposition de loi relative à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux. – **Sports.**

19 mai 1999. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la conduite de la politique de l'État en Corse. – **Corse.**

20 mai 1999. – Projet de loi portant organisation de la réserve militaire et du service de défense. – **Défense nationale.**

– Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. – **Femmes.**

27 mai 1999. – Proposition de résolution tendant à modifier l'article 73 bis du Règlement du Sénat. – **Union européenne.**

– Proposition de loi tendant à favoriser le développement des soins palliatifs et l'accompagnement des malades en fin de vie. – **Santé.**

1^{er} juin 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Honduras sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la sécurité du personnel des Nations unies et du personnel associé. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et la République italienne relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle. – **Assurance maladie maternité.**

8 juin 1999. – Projet de loi relatif au référé devant les juridictions administratives. – **Juridictions administratives.**

– Déclaration du Gouvernement sur la situation au Kosovo. – **Gouvernement (déclarations).**

9 juin 1999. – Projet de loi portant approbation d'un avenant à la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986. – **Transports.**

10 juin 1999. – Projet de loi portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques. – **Vente aux enchères.**

15 juin 1999. – Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 modifiée, relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. – **Parlement.**

– Proposition de loi relative à la famille. – **Famille.**

22 juin 1999. – Projet de loi portant règlement définitif du budget 1997. – **Lois de règlement.**

– Proposition de loi portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse. – **Chasse.**

– Déclaration du Gouvernement d'orientation budgétaire. – **Gouvernement (déclarations).**

24 juin 1999. – Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs. – **Élections sénatoriales.**

25 juin 1999. – Projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes. – **Justice.**

30 juin 1999. – Proposition de loi organique relative au statut de la magistrature. – **Justice.**

5 octobre 1999. – Proposition de loi relative à la substitution de l'expression « aux opérations effectuées en Afrique du Nord » par l'expression « guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord ». – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

7 octobre 1999. – Projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité. – **Énergie.**

12 octobre 1999. – Projet de loi constitutionnelle relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie. – **Territoires d'outre-mer (TOM).**

– Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. – **Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM).**

13 octobre 1999. – Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes. – **Codification.**

– Projet de loi relatif aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national. – **Service national.**

– Proposition de loi visant à améliorer la protection sociale des salariés et créant des fonds de retraite. – **Retraites.**

– Proposition de loi visant à instituer des plans d'épargne retraite. – **Retraites.**

19 octobre 1999. – Projet de loi organique limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives (1^{ère} lecture le 28 mai 1998). – **Mandats électoraux.**

– Projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives (1^{ère} lecture le 27 octobre 1998). – **Mandats électoraux.**

26 octobre 1999. – Projet de loi portant réforme du code de justice militaire. – **Justice.**

– Projet de loi relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale. – **Code de procédure pénale.**

27 octobre 1999. – Proposition de loi portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives. – **Sports.**

4 novembre 1999. – Projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail. – **Travail.**

9 novembre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouver-

nement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes). – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi instituant un Médiateur des enfants. – **Enfants.**

– Proposition de loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants. – **Enfants.**

10 novembre 1999. – Proposition de loi modifiant la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé. – **Professions libérales.**

– Projet de loi modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption. – **Code pénal.**

16 novembre 1999. – Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique et par la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de Justice. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole, établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relatif à l'interprétation, par la Cour de justice des Communautés européennes, de la convention concernant la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Ligue des États arabes relatif à l'établissement, à Paris, d'un Bureau de la Ligue des États arabes et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention internationale contre la prise d'otages. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole visant à amender le paragraphe 2 de l'article X de la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan en vue d'éviter les doubles impositions

et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 10 mars 1964 entre la France et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000. – **Sécurité sociale.**

23 novembre 1999. – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur la communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen relative à l'approche de l'Union européenne en vue du cycle du millénaire de l'Organisation Mondiale du Commerce (n° E-1285). – **Union européenne.**

– Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime électoral applicable à la formation de l'Assemblée de la Polynésie française. – **Élections.**

– Proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité des candidats aux élections cantonales et aux déclarations de candidatures au deuxième tour des élections cantonales et législatives. – **Élections.**

– Proposition de loi tendant à interdire les candidatures multiples aux élections cantonales. – **Élections cantonales.**

– Proposition de loi relative à l'élection des députés et à l'élection des conseillers généraux. – **Élections.**

– Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux élections municipales, cantonales et législatives. – **Élections.**

– Proposition de loi visant à généraliser l'interdiction des candidatures multiples aux élections. – **Élections.**

– Proposition de loi permettant au juge des tutelles d'autoriser un majeur sous tutelle à être inscrit sur une liste électorale. – **Élections.**

– Proposition de loi organique relative à l'inéligibilité des majeurs sous tutelle. – **Élections.**

– Déclaration du Gouvernement sur la Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle. – **Gouvernement (déclarations).**

24 novembre 1999. – Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-973 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. – **Départements et Territoires d'outre-mer (DOM-TOM).**

– Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation

du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. – **Départements et Territoires d'outre-mer (DOM-TOM).**

– Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. – **Départements et Territoires d'outre-mer (DOM-TOM).**

– Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. – **Départements et Territoires d'outre-mer (DOM-TOM).**

– Proposition de loi relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricole et forestière. – **Assurance Maladie.**

25 novembre 1999. – Projet de loi de finances pour 2000. – **Lois de finances.**

10 décembre 1999. – Projet de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'État aux collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

16 décembre 1999. – Proposition de loi visant à permettre aux communes d'exiger des intéressés le remboursement des frais de secours qu'elles ont engagés à l'occasion d'accidents consécutifs à la pratique d'une activité sportive ou de loisirs. – **Communes.**

– Proposition de loi modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française. – **État civil.**

– Proposition de loi tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements à caractère sectaire qui constituent, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine ou la sûreté de l'État. – **Ordre public.**

– Proposition de loi tendant à favoriser le développement de l'actionnariat salarié. – **Sociétés.**

20 décembre 1999. – Projet de loi de finances rectificative pour 1999. – **Lois de finances rectificatives.**

21 décembre 1999. – Proposition de loi portant création de la Chaîne Parlementaire. – **Audiovisuel.**

B. – Textes déposés en 1999, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de dépôt).

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal
de la séance du 18 février 1999)

23 février 1999. – Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires et portant création de comités parlementaires d'évaluation de la politique nationale de renseignement à l'Assemblée nationale et au Sénat. – **Parlement.**

– Proposition de loi visant à modifier le titre 1er du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915. – **Droits de l'homme.**

25 février 1999. – Proposition de loi tendant à faciliter et à améliorer l'indemnisation des victimes de violences urbaines. – **Solidarité.**

– Proposition de loi tendant à créer un fonds national de prêts d'honneur aux étudiants. – **Enseignement supérieur.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal
de la séance du 15 avril 1999)

22 avril 1999. – Proposition de loi relative à l'audiovisuel. – **Audiovisuel.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal
de la séance du 30 juin 1999)

6 juillet 1999. – Proposition de loi modifiant l'article L. 404 du code de la santé publique relatif à la composition du Conseil national de l'ordre des médecins. – **Santé publique.**

4 août 1999. – Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports. – **Transports.**

17 août 1999. – Proposition de loi relative à la prise en charge par les collectivités locales des dommages subis par les élus locaux du fait d'actes criminels ou délictueux. – **Justice.**

1^{er} septembre 1999. – Projet de loi portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relatif à la signature électronique. – **Droit civil.**

3 septembre 1999. – Proposition de loi relative à l'amélioration du recouvrement des créances des salariés en cas de défaillance de leur entreprise. – **Entreprises.**

9 septembre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière (ensemble une déclaration). – **Traités et conventions.**

13 septembre 1999. – Proposition de loi relative aux licenciements pour motif économique. – **Entreprises.**

15 septembre 1999. – Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Délégation parlementaire du renseignement. – **Parlement.**

– Proposition de loi tendant à instituer une mesure fiscale en faveur de la prévention contre les incendies en milieu forestier. – **Impôts et taxes.**

20 septembre 1999. – Proposition de loi visant à demander une étude préalable par les préfetures pour les projets de permis de construire déposés par certaines associations. – **Urbanisme.**

21 septembre 1999. – Proposition de loi relative aux enquêtes publiques et modifiant la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement. – **Environnement.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 octobre 1999)

29 octobre 1999. – Proposition de loi visant à introduire les cinq gestes de premiers secours dans la formation sanctionnant le permis de conduire. – **Permis de conduire.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 4 novembre 1999).

5 novembre 1999. – Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la communication de la Commission européenne au Conseil du Parlement européen relative à l'approche de l'Union européenne en vue du cycle du millénaire de l'Organisation mondiale du commerce (n° E-1285). – **Union européenne.**

Retrait de propositions de lois

26 janvier 1999. – Proposition de loi relative au droit de mourir dans la dignité (déposée le 13 février 1997). – **Euthanasie.**

11 mars 1999. – Proposition de loi portant diverses mesures d'amélioration du dispositif de prévention et de réparation des risques professionnels (déposée le 4 février 1999). – **Risques professionnels.**

31 mars 1999. – Proposition de loi portant création d'établissements publics à caractère culturel (déposée le 15 avril 1997). – **Etablissements publics.**

1^{er} avril 1999. – Proposition de loi tendant à faire du 21 mars, une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie (déposée le 6 août 1997). – **Etrangers.**

22 juin 1999. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque nationale de France (déposée le 20 mai 1999). – **Bibliothèques.**

1^{er} octobre 1999. – Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Délégation parlementaire du renseignement (déposée le 30 septembre 1997). – **Parlement.**

7 décembre 1999. – Proposition de loi tendant à généraliser dans l'administration l'usage d'internet et de logiciels libres (déposée le 20 septembre 1999). – **Informatique.**

Session parlementaire ordinaire 1998-1999

20 janvier 1999. – Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 portant sur l'élimination des déchets et la récupération des matériaux. – **Environnement.**

26 janvier 1999. – Proposition de loi relative au droit de mourir dans la dignité. – **Euthanasie.**

28 janvier 1999. – Proposition de loi tendant à modifier les articles L. 145-3 et L. 145-7 du code de l'urbanisme. – **Urbanisme.**

4 février 1999. – Proposition de loi pour la protection et l'information des riverains d'aéroports. – **Environnement.**

– Proposition de loi visant à améliorer le système de prévention et de réparation des risques professionnels. – **Risques professionnels.**

9 février 1999. – Proposition de loi relative aux actions propres à enrayer l'extension de l'algue tropicale *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée. – **Environnement.**

16 février 1999. – Proposition de loi visant à l'établissement d'un permis de pêche sous-marine. – **Pêche.**

18 février 1999. – Proposition de loi modifiant le mode d'élection des sénateurs. – **Elections sénatoriales.**

– Proposition de loi organique abaissant l'âge d'éligibilité au Sénat. – **Elections sénatoriales.**

– Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité. – **Droits de l'homme.**

3 mars 1999. – Proposition de loi visant à valider l'évolution jurisprudentielle en matière de preuve par écrit. – **Droit civil.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps du service national dans le calcul de la retraite. – **Retraites.**

– Proposition de loi visant à reconnaître la valeur probatoire d'un message électronique et de sa signature. – **Droit civil.**

9 mars 1999. – Proposition de loi tendant à favoriser la création et le développement des entreprises sur le territoire. – **Aménagement du territoire.**

10 mars 1999. – Proposition de loi relative aux circonscriptions électorales pour l'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger. – **Français de l'étranger.**

16 mars 1999. – Proposition de loi visant à filmer et enregistrer les gardes à vue. – **Procédure pénale.**

– Proposition de loi visant à remplacer la procédure de divorce pour faute par une procédure de divorce pour cause objective. – **Divorce ou séparation de corps.**

23 mars 1999. – Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées. – **Traités et conventions.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée de procéder à un examen approfondi du phénomène de la délinquance des mineurs et de proposer des mesures de nature à y remédier. – **Crimes, délits et contraventions.**

31 mars 1999. – Proposition de loi portant création d'établissements publics à caractère culturel. – **Etablissements publics.**

1^{er} avril 1999. – Proposition de loi tendant à faire du 21 mars, une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. – **Etrangers.**

28 avril 1999. – Proposition de loi tendant à permettre la dévolution directe de tous les biens vacants et sans maître à la commune en lieu et place de l'Etat. – **Collectivités territoriales.**

29 avril 1999. – Proposition de loi relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon. – **Collectivités territoriales.**

6 mai 1999. – Proposition de loi relative à la vente d'une partie des avoirs en or de l'Etat détenus et gérés par la Banque de France. – **Banque de France.**

11 mai 1999. – Proposition de loi relative à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc. – **Afrique du Nord.**

12 mai 1999. – Proposition de loi tendant à maintenir le bénéfice des allocations familiales pour le dernier enfant à charge des familles nombreuses. – **Allocations familiales.**

18 mai 1999. – Proposition de loi relative au financement du schéma directeur national des autoroutes. – **Aménagement du territoire.**

– Proposition de loi tendant à éviter la double imposition des bailleurs pour l'exercice 1999. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi créant une incompatibilité entre le mandat de maire d'une commune et la qualité de membre d'une association subventionnée par cette dernière. – **Elus locaux**

20 mai 1999. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la Bibliothèque nationale de France. – **Bibliothèques.**

– Proposition de loi relative à l'organisation de l'archéologie. – **Patrimoine.**

27 mai 1999. – Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant la répartition des capacités d'infrastructures ferroviaires et la certification en matière de sécurité (n° E-1163). – **Union européenne.**

1^{er} juin 1999. – Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. – **Audiovisuel.**

– Proposition de loi relative aux prestataires techniques de l'Internet. – **Audiovisuel.**

2 juin 1999. – Proposition de loi portant diverses dispositions relatives au droit de la famille. – **Famille.**

8 juin 1999. – Proposition de loi tendant à la reconnaissance de l'état de guerre en Algérie. – **Afrique du Nord.**

15 juin 1999. – Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'article 2 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à Mayotte afin de prévoir la consultation de la population de cette collectivité territoriale sur le choix de son statut définitif dans la République. – **Collectivités territoriales.**

– Proposition de loi tendant à permettre la création de « Chartes de participation » dans les collectivités territoriales et à déterminer les modalités de l'intéressement des agents de ces collectivités. – **Collectivités territoriales.**

16 juin 1999. – Proposition de loi tendant à appliquer le taux réduit de TVA aux travaux d'entretien, d'amélioration et de réhabilitation de logements et à la restauration traditionnelle. – **Logement.**

22 juin 1999. – Proposition de loi relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane. – **Patrimoine.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la sécurité sanitaire et alimentaire des produits destinés à la consommation animale et humaine en France et dans l'Union européenne. – **Santé.**

23 juin 1999. – Proposition de loi visant à modifier le titre Ier du livre V du code général des collectivités territoriales sur l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon. – **Collectivités territoriales.**

25 juin 1999. – Projet de loi relatif à l'accueil des gens du voyage. – **Gens du voyage.**

29 juin 1999. – Proposition de loi relative aux conditions du report d'incorporation des appelés et modifiant l'article L. 5 bis du code du service national. – **Service national.**

30 juin 1999. – Proposition de loi tendant à la création de fonds d'investissement en art contemporain. – **Arts et spectacles.**

– Proposition de loi tendant à aménager le régime fiscal des achats d'œuvres d'art par les entreprises. – **Arts et spectacles.**

– Proposition de loi portant diverses mesures fiscales tendant au développement du marché de l'art et à la protection du patrimoine national. – **Arts et spectacles.**

– Proposition de résolution, présentée en application de l'article n° 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques du commerce électronique dans le marché intérieur (n° E-1210). – **Union européenne.**

6 octobre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des élèves et étudiants et des participants à la coopération. – **Traités et conventions.**

7 octobre 1999. – Proposition de loi tendant à préciser la définition des délits non intentionnels. – **Procédure pénale.**

13 octobre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation des amendements au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation des amendements au protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi présenté autorisant l'approbation du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (ensemble trois annexes adoptées à Monaco le 24 novembre 1996). – **Traités et conventions.**

14 octobre 1999. – Proposition de loi relative à la création d'un Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC). – **Emploi.**

19 octobre 1999. – Proposition de loi tendant à limiter le cumul de fonctions d'administrateurs dans les entreprises privées. – **Entreprises.**

20 octobre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

26 octobre 1999. – Proposition de loi relative à l'attribution de la nationalité française à l'étranger qui a combattu dans une unité de l'armée française. – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

27 octobre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay. – **Traités et conventions.**

2 novembre 1999. – Proposition de loi relative à la validation des admissions au concours d'entrée en deuxième année du premier cycle d'études médicales de l'Université de Montpellier I. – **Examens, concours et diplômes.**

3 novembre 1999. – Proposition de loi visant à la contribution des compagnies d'assurances à l'investissement et au financement des services départementaux d'incendie et de secours. – **Assurances.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité de l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la convention

sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen des transports dans la convention. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole, établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes. – **Traités et conventions.**

4 novembre 1999. – Proposition de loi constitutionnelle limitant le recours aux dispositions fiscales rétroactives. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi organique limitant le recours aux dispositions fiscales rétroactives. – **Impôts et taxes.**

9 novembre 1999. – Proposition de loi organique tendant à modifier la loi organique n° 93-1252 du 23 novembre 1993 sur la Cour de Justice de la République. – **Justice.**

10 novembre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention du 15 juillet 1982 portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) telle qu'elle résulte des amendements adoptés à Cardiff le 20 mai 1999. – **Traités et conventions.**

16 novembre 1999. – Proposition de loi relative à l'attribution de la nationalité française à tout étranger engagé dans les armées françaises qui a été blessé en mission, au cours ou à l'occasion d'un engagement opérationnel et qui en fait la demande. – **Anciens combattants et prisonniers de guerre.**

17 novembre 1999. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

18 novembre 1999. – Proposition de loi relative à la création d'une Agence nationale de l'eau. – **Eau.**

– Proposition de la loi tendant à réformer les conditions d'exercice des compétences locales et les procédures applicables devant les chambres régionales des comptes. – **Juridictions administratives.**

24 novembre 1999. – Proposition de loi relative au développement du partenariat social. – **Actionnaires et actionnariat.**

25 novembre 1999. – Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part. – **Traités et conventions.**

29 novembre 1999. – Proposition de loi constitutionnelle visant à rendre incompatible la fonction de membre du Gouvernement avec l'exercice de tout mandat électoral. – **Constitution.**

– Proposition de loi organique visant à instaurer un système de remplaçants provisoires en cas de vacance de siège d'un député ou d'un sénateur, ainsi qu'une parité hommes-femmes entre les candidats et leurs remplaçants. – **Parlement.**

– Proposition de loi visant à instaurer un système de remplaçants provisoires en cas de vacance de siège d'un conseiller régional, général ou d'un maire, ainsi qu'une parité hommes-femmes entre les candidats et leurs remplaçants. – **Elus locaux.**

– Proposition de loi visant à permettre l'inscription des naissances auprès de l'officier de l'état civil du lieu de résidence des parents. – **Etat civil.**

– Proposition de loi visant à garantir un prix de vente correspondant au prix du marché lors des ventes effectuées dans le cadre des saisies immobilières. – **Créances.**

1^{er} décembre 1999. – Projet de loi autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la convention internationale de 1989 sur l'assistance, faite à Londres le 28 avril 1989. – **Traités et conventions.**

2 décembre 1999. – Proposition de loi relative aux élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants et modifiant le code électoral. – **Elections municipales.**

3 décembre 1999. – Proposition de loi portant création de la chaîne parlementaire. – **Audiovisuel.**

– Proposition de loi modifiant le code forestier et portant diverses mesures spécifiques à la forêt de Guyane. – **Forêts.**

6 décembre 1999. – Proposition de loi tendant à améliorer le contrôle de légalité des actes des collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

7 décembre 1999. – Proposition de loi tendant à généraliser dans l'administration l'usage d'internet et de logiciels libres. – **Informatique.**

8 décembre 1999. – Proposition de loi tendant à favoriser l'octroi de la Légion d'Honneur aux résistants. – **Décorations.**

9 décembre 1999. – Proposition de loi visant à améliorer la détection d'enfants maltraités. – **Enfance (protection).**

11 décembre 1999. – Proposition de loi tendant à étendre aux communes comprenant de 2 500 habitants à 3 500 habitants le régime électoral applicable aux communes de 3 500 habitants et plus, en vertu de la loi n° 82-974 du 19 novembre 1982 modifiant le code électoral et le code des communes et relative à l'élection des conseillers municipaux. – **Elections municipales.**

16 décembre 1999. – Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à la convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières (ensemble 11 annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre les administrations douanières (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Proposition de loi tendant à instaurer un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables non stockables en cas de crise conjoncturelle. – **Commerce et artisanat.**

– Proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises. – **Entreprises.**

21 décembre 1999. – Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales. – **Elections.**

C. – Propositions de résolutions européennes devenues résolutions du Sénat en 1999
après leur adoption par la commission compétente
(avec indication de la **rubrique de classement** dans la table thématique
et de la **date** à laquelle elles sont devenues résolutions du Sénat).

16 mars 1999. – Résolution adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur l'établissement de nouvelles perspectives financières pour la période 2000-2006 (E-1049) et sur le document de travail de la Commission; accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (E-1128) (26 janvier 1999)*. – **Union européenne.**

23 mars 1999. – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement (CE) du Conseil portant organisation commune du marché vitivinicole (n° E-1134) (3 février 1999)*. – **Union européenne.**

7 avril 1999. – Résolution adoptée par la commission des lois, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le projet de statut des députés au Parlement européen (n° E-1209) (4 mars 1999)*. – **Union européenne.**

20 avril 1999. – Résolution adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur les propositions de directives du Parlement européen et du Conseil :

- concernant l'accès à l'activité des institutions de monnaie électronique et son exercice, ainsi que la surveillance prudentielle de ces institutions ;

- modifiant la directive 77/780/CEE visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (n° E-1158) (3 février 1999)*. – **Union européenne.**

28 avril 1999. – Résolution adoptée par la commission des lois, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur le projet de décision du Conseil déterminant les bases juridiques pour l'acquis de Schengen qui a été révisé à la suite de la réunion du groupe « Acquis de Schengen » des 14 et 15 mai (n° E-1219) (10 mars 1999)*. – **Union européenne.**

26 mai 1999. – Résolution adoptée par la commission des affaires culturelles, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (n° E-1011) (2 juillet 1999)*. – **Union européenne.**

– Résolution adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne le taux normal, la directive 77/388/CEE relative au système commun de la taxe sur la valeur ajoutée (n° E-1193) (18 février 1999)*. – **Union européenne.**

27 mai 1999. – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur :

- la proposition de règlement (CE) du Conseil définissant les modalités et conditions des actions structurelles dans le secteur de la pêche (n° E-1203) ;

- la proposition de règlement (CE) du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture (n° E-1230) (28 avril 1999)*. – **Union européenne.**

15 juin 1999. – Résolution adoptée par la commission des finances, sur la proposition de directive du Conseil visant à garantir un minimum d'imposition effective des revenus de l'épargne sous forme d'intérêts à l'intérieur de la Communauté (E-1105) (17 mars 1999)*. – **Union européenne.**

6 juillet 1999. – Résolution adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur la proposition de treizième directive du Parlement européen et du Conseil en matière de droit des sociétés concernant les offres publiques d'acquisition (n° E-598) (8 juin 1999)*. – **Union européenne.**

27 novembre 1999. – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques en application de l'article 73 bis, alinéa 8 du Règlement, sur la proposition de règlement du Conseil relatif à certaines procédures de mise en œuvre de l'accord de commerce, de développement et de coopération entre la Communauté et la République d'Afrique du Sud (E-1303) (27 octobre 1999)*. – **Union européenne.**

* Date de dépôt de la proposition de résolution.

XVII. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

1 – Décision n° 98-408 DC du 22 janvier 1999 (*JO* Lois et décrets du 24 janvier 1999) selon laquelle l'autorisation de ratifier le **traité portant statut de la Cour pénale internationale** exige une révision de la Constitution – Saisine du Président de la République et du Premier ministre, le 24 décembre 1998, conformément à l'article 54 de la Constitution.

2 – Décision n° 99-409 DC du 15 mars 1999 (*JO* Lois et décrets du 21 mars 1999) qui déclare l'article 10 de la **loi relative à la Nouvelle-Calédonie** contraire à la Constitution en tant qu'il insère un article L. 121-39-4 dans le code des communes de la Nouvelle-Calédonie – Saisine du Premier ministre, le 6 février 1999, conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution.

3 – Décision n° 99-410 DC du 15 mars 1999 (*JO* Lois et décrets du 21 mars 1999) qui déclare contraires à la Constitution le 5° du I de l'article 195 et le quatrième alinéa de l'article 217 de la **loi organique relative à la Nouvelle-Calédonie** et sous les réserves d'interprétation, conformes à la Constitution, les autres dispositions de cette loi, tant celles qui ont le caractère de loi organique que celles qui ont le caractère de loi – Saisine du Premier ministre, le 16 février 1999, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1, de la Constitution.

4 – Décision n° 99-411 DC du 16 juin 1999 (*JO* Lois et décrets du 19 juin 1999) qui déclare les articles 6, 7 et 8 de la **loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière et aux infractions sur les agents des exploitants du réseau de transport public de voyageurs** conformes à la Constitution – Lettre de saisine de députés le 19 mai 1999.

5 – Décision n° 99-412 DC du 15 juin 1999 (*JO* Lois et décrets du 18 juin 1999) selon laquelle la **Charte européenne des langues régionales ou minoritaires** comporte des clauses contraires à la Constitution – Saisine du Président de la République, le 20 mai 1999, conformément à l'article 54 de la Constitution.

6 – Décision n° 99-413 DC du 24 juin 1999 (*JO* Lois et décrets du 27 juin 1999) qui déclare sous la réserve mentionnée dans les motifs de la décision, les dispositions du **règlement du Sénat**, telles qu'elles résultent de la **résolution** du 27 mai 1999, conformes à la Constitution – Saisine du Président du Sénat le 27 mai 1999, conformément aux dispositions de l'article 61, premier alinéa, de la Constitution.

7 – Décision n° 99-414 DC du 8 juillet 1999 (*JO* Lois et décrets du 10 juillet 1999) qui déclare les articles 58, 65 et 95 de la **loi d'orientation agricole** contraires à la Constitution – Lettre de saisine de députés le 9 juin 1999.

8 – Décision n° 99-415 DC du 28 juin 1999 (*JO* Lois et décrets du 29 juin 1999) qui déclare la **résolution du Congrès modifiant son règlement** conforme à la Constitution – Saisine du président de l'Assemblée nationale, président du Congrès du Parlement le 28 juin 1999, conformément aux dispositions de l'article 61 de la Constitution.

9 – Décision n° 99-416 DC du 23 juillet 1999 (*JO* Lois et décrets du 28 juillet 1999) qui déclare l'article 42 de la **loi portant création d'une couverture maladie universelle** contraire à la Constitution et sous les réserves énoncées dans la décision, les

articles 3, 14, 18, 20, 23, 27, 36 et 41 conformes à la Constitution – Lettre de saisine de députés le 1^{er} juillet 1999.

- 10 – Décision n° 99-417 DC du 8 juillet 1999 (*JO* Lois et décrets du 11 juillet 1999) qui déclare la **résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale** conforme à la Constitution – Saisine du président de l'Assemblée nationale le 1^{er} juillet 1999 conformément aux dispositions de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.
- 11 – Décision n° 99-418 DC du 8 juillet 1999 (*JO* Lois et décrets du 13 juillet 1999) qui déclare les dispositions de la **loi organique relative au statut de la magistrature** conformes à la Constitution – Saisine du Premier ministre le 2 juillet 1999, conformément aux dispositions des articles 46 et 61 de la Constitution.
- 12 – Décision n° 99-419 DC du 9 novembre 1999 (*JO* Lois et décrets du 16 novembre 1999) qui déclare irrecevable le mémoire de M. Claude Goasguen, député, et conformes à la Constitution, sous les réserves et compte tenu des précisions énoncées dans la décision, les articles 1^{er} à 7 et 13 à 15 de la **loi relative au pacte civil de solidarité** – Lettres de saisine de députés le 13 octobre 1999 et de sénateurs le 14 octobre 1999.
- 13 – Décision n° 99-420 DC du 16 décembre 1999 (*JO* Lois et décrets du 22 décembre 1999) qui déclare la **loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants** non conforme à la Constitution – Saisine du Premier ministre le 16 novembre 1999, conformément aux dispositions des articles 46 et 61 de la Constitution.
- 14 – Décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999 (*JO* Lois et décrets du 22 décembre 1999) qui déclare conforme à la Constitution la **loi portant habilitation du Gouvernement, à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes** – Lettres de saisine de députés les 24 et 30 novembre 1999.
- 15 – Décision n° 99-422 DC du 21 décembre 1999 (*JO* Lois et décrets du 30 décembre 1999) qui déclare contraires à la Constitution l'article 15, le quatrième alinéa de l'article 31, ainsi que le paragraphe IX de l'article 33 de la **loi de financement de la sécurité sociale pour 2000** – Lettre de saisine de députés le 3 décembre 1999.
- 16 – Décision n° 99-423 DC du 13 janvier 2000 (*JO* Lois et décrets du 20 janvier 2000) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi relative à la réduction négociée du temps de travail** :
 - 1) Le IV de l'article 1^{er} :
 - 2) Au I de l'article L. 212-5 du code du travail, dans sa rédaction issue du II de l'article 5 :
 - Les mots : « effectuées dans les entreprises où la durée collective de travail est inférieure ou égale à la durée légale fixée par l'article L. 212-1, ou à la durée considérée comme équivalente. » figurant au premier alinéa;
 - Les deuxième, quatrième, cinquième et sixième alinéas;
 - 3) Le III de l'article 5;
 - 4) Au V de l'article 5 :
 - Au deuxième alinéa, les mots : « - dans les entreprises où la durée collective de travail est inférieure ou égale à la durée légale fixée par l'article L. 212-1 du code du travail ou à la durée considérée comme équivalente. »;
 - Le troisième alinéa;
 - 5) Au V de l'article 8 les mots : « et, en tout état de cause, une durée annuelle de 1 600 heures »;
 - 6) Au sixième alinéa du I de l'article 17, les mots : « pour une durée maximum de trois ans, sous réserve du respect de l'obligation légale d'adaptation mise à la charge de l'employeur et de l'initiative du salarié ou de son accord écrit. Au terme de cette période, elles doivent être mises en conformité avec les dispositions de l'accord national interprofessionnel étendu. A défaut, un nouveau cadre sera fixé par la loi »;
 - 7) Le troisième alinéa de l'article 25;

8) Au II de l'article 28, les mots : « , et au plus tard pendant une durée d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi »;

9) Au troisième alinéa du II de l'article 32, les mots : « , sauf si les salariés à temps partiel ont choisi de maintenir ou d'accroître leur durée du travail »;

10) Au I de l'article 992-2 du code rural, dans sa rédaction issue du V de l'article 33 :

– Au premier alinéa, les mots : « effectuées dans les entreprises ou exploitations où la durée collective de travail est inférieure ou égale à la durée légale fixée par l'article 992, ou à la durée considérée comme équivalente, »;

– Les deuxième, quatrième, cinquième et sixième alinéas.

17 – Décision n° 99-424 DC du 29 décembre 1999 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1999) qui déclare les articles 96 et 113 de la **loi de finances pour 2000** contraires à la Constitution – Lettres de saisine de députés le 21 décembre 1999 et de sénateurs le 22 décembre 1999.

18 – Décision n° 99-425 DC du 29 décembre 1999 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1999) qui déclare conformes à la Constitution les articles 25 et 48 de la **loi de finances rectificative pour 1999** – Lettres de saisine de sénateurs le 23 décembre 1999 et de députés le 24 décembre 1999.

XVIII. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 bis du Règlement)

N° 70-152 du 2 janvier 1999 – Mme Paule Dejean et autres pétitionnaires demandent que soient entreprises toutes les actions possibles en vue de la libération de centaines de Sahraouis (feuilleton n° 51 du 2 février 1999).

N° 70-153 du 31 décembre 1998 – Mme Elisabeth Girard et autres pétitionnaires demandent à tous les députés et tous les sénateurs de rejeter le projet de modification de la Constitution visant à introduire la parité hommes/femmes en politique (feuilleton n° 51 du 2 février 1999).

N° 70-154 du 2 février 1999 – M. Pierre Faucon et autres pétitionnaires demandent à tous les députés et à tous les sénateurs de voter contre le projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité routière (feuilleton n° 52 du 3 février 1999).

N° 70-155 du 16 mars 1999 – M. Philippe Boudard demande à tous les sénateurs de rejeter la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (feuilleton n° 68 du 18 mars 1999).

N° 70-156 du 16 mars 1999 – M. Jean Cognon et autres pétitionnaires demandent l'application des propositions d'économies contenues dans le rapport de la Cour des Comptes et la prise de sanctions dissuasives à l'encontre des fonctionnaires responsables des « gaspillages » (feuilleton n° 68 du 18 mars 1999).

N° 70-157 du 18 mars 1999 – M. Dival, président d'Agir ensemble contre le chômage, et autres pétitionnaires expriment leur désaccord sur les réductions d'aides aux parents isolés et chômeurs précaires (feuilleton n° 69 du 23 mars 1999).

N° 70-158 du 19 mai 1999 – M. Alain Guilbert et autres pétitionnaires se prononcent contre le projet de loi relatif à la délivrance des grades dans les disciplines relevant des arts martiaux (feuilleton n° 90 du 20 mai 1999).

N° 70-159 du 19 mai 1999 – M. Jacques Trouvé, président de la Fédération française de Tir, et autres pétitionnaires expriment leur volonté de conserver sa cohésion à la Fédération française de Tir et défendent l'ensemble de ses pratiques sportives actuelles (feuilleton n° 90 du 20 mai 1999).

N° 70-160 du 3 juin 1999 – M. et Mme Bernier protestent contre la réforme du droit au bail, adoptée par le Parlement dans le cadre de la loi de finances pour 1998 (feuilleton n° 97 du 8 juin 1999).

N° 70-161 du 3 juin 1999 – M. Christian Bahy et autres pétitionnaires, membres de l'Association des infirmiers de blocs opératoires,

toires, protestent contre l'emploi des aides opératoires non infirmiers dans les blocs opératoires (feuilleton n° 97 du 8 juin 1999).

N° 70-162 du 22 juin 1999 – M. et Mme Didier Cerbelle et autres pétitionnaires protestent contre la suspension provisoire des procédures d'adoption entre la France et le Vietnam (feuilleton n° 105 du 24 juin 1999).

N° 70-163 du 19 juillet 1999 – M. Gilbert Marec et autres pétitionnaires protestent contre le non-respect des accords prévoyant l'indemnisation des porteurs d'emprunts russes (feuilleton n° 1 du 1^{er} octobre 1999).

N° 70-164 du 19 juillet 1999 – Mme Françoise Laurent et autres pétitionnaires demandent que le pouvoir exécutif renonce à son intention de faire la déclaration de l'article 124 du statut de la Cour pénale internationale (feuilleton n° 1 du 1^{er} octobre 1999).

N° 70-165 du 13 octobre 1999 – M. Pierre Antoine et autres pétitionnaires demandent, au nom de l'égalité de traitement entre tous les contribuables, la suppression de la contribution additionnelle du droit au bail selon les mêmes modalités que celles définies dans le projet de loi de finances pour le droit au bail (feuilleton n° 7 du 14 octobre 1999).

N° 70-166 du 26 octobre 1999 – M. Jean-Gabriel Dubut de Malfilatre et autres pétitionnaires demandent que cessent la peur, les agressions et les vols dans le quartier Saint-Michel - Férétra - Empalot à Toulouse (feuilleton n° 12 du 27 octobre 1999).

N° 70-167 du 8 novembre 1999 – M. Guy Lalande, traiteur, et autres pétitionnaires demandent l'abaissement de la T.V.A. à 5,5 % sur les prestations « Traiteur de réception » (feuilleton n° 17 du 10 novembre 1999).

N° 70-168 du 2 décembre 1999 – Mme Liliane Labuthie et autres pétitionnaires demandent l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi sur l'esclavage et son abolition dans les colonies françaises (feuilleton n° 28 du 3 décembre 1999).

N° 70-169 du 6 décembre 1999 – M. Thierry Demorand demande l'inscription à l'ordre du jour d'un projet de loi pour lutter contre le harcèlement moral sur le lieu de travail (feuilleton n° 31 du 7 décembre 1999).

N° 70-170 du 20 décembre 1999 – Mme Nicole Kern et autres pétitionnaires demandent au Gouvernement de dégager les moyens qualitatifs et quantitatifs indispensables à l'amélioration du Service public de l'Education (feuilleton n° 42 du 21 décembre 1999).

XIX. – TABLEAUX DE CONCORDANCE

A. – De la date des séances avec la date de la publication, la pagination, les numéros des JO Débats et des microfiches. (Compte rendu)

ANNÉE 1999

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
19 janvier.....	20 janvier.....	1 à 68	1	10 juin.....	11 juin.....	3825 à 3904	55
20 janvier.....	21 janvier.....	69 à 124	2	15 juin.....	16 juin.....	3905 à 3994	56
21 janvier.....	22 janvier.....	125 à 238	3	16 juin.....	17 juin.....	3995 à 4064	57
26 janvier.....	27 janvier.....	239 à 302	4	17 juin.....	18 juin.....	4065 à 4158	58
27 janvier.....	28 janvier.....	303 à 410	5	22 juin.....	23 juin.....	4159 à 4298	59
28 janvier.....	29 janvier.....	411 à 486	6	23 juin.....	24 juin.....	4299 à 4336	60
2 février.....	3 février.....	487 à 630	7	24 juin.....	25 juin.....	4337 à 4426	61
3 février.....	4 février.....	631 à 720	8	25 juin.....	26 juin.....	4427 à 4522	62
4 février.....	5 février.....	721 à 800	9	29 juin.....	30 juin.....	4523 à 4660	63
9 février.....	10 février.....	801 à 844	10	30 juin.....	1 ^{er} juillet.....	4661 à 4738	64
10 février.....	11 février.....	845 à 882	11	1 ^{er} octobre.....	2 octobre.....	4739 à 4768	65
11 février.....	12 février.....	883 à 936	12	5 octobre.....	6 octobre.....	4769 à 4852	66
16 février.....	17 février.....	937 à 1062	13	6 octobre.....	7 octobre.....	4853 à 4924	67
17 février.....	18 février.....	1063 à 1100	14	7 octobre.....	8 octobre.....	4925 à 5028	68
18 février.....	19 février.....	1101 à 1182	15	12 octobre.....	13 octobre.....	5029 à 5082	69
2 mars.....	3 mars.....	1183 à 1244	16	13 octobre.....	14 octobre.....	5083 à 5166	70
3 mars.....	4 mars.....	1245 à 1278	17	14 octobre.....	15 octobre.....	5167 à 5222	71
4 mars.....	5 mars.....	1279 à 1334	18	19 octobre.....	20 octobre.....	5223 à 5296	72
9 mars.....	10 mars.....	1335 à 1380	19	20 octobre.....	21 octobre.....	5297 à 5326	73
10 mars.....	11 mars.....	1381 à 1430	20	21 octobre.....	22 octobre.....	5327 à 5400	74
11 mars.....	12 mars.....	1431 à 1450	21	26 octobre.....	27 octobre.....	5401 à 5484	75
16 mars.....	17 mars.....	1451 à 1508	22	27 octobre.....	28 octobre.....	5485 à 5520	76
17 mars.....	18 mars.....	1509 à 1548	23	2 novembre.....	3 novembre.....	5521 à 5592	77
18 mars.....	19 mars.....	1549 à 1640	24	3 novembre.....	4 novembre.....	5593 à 5664	78
23 mars.....	24 mars.....	1641 à 1708	25	4 novembre.....	5 novembre.....	5665 à 5790	79
24 mars.....	25 mars.....	1709 à 1778	26	9 novembre.....	10 novembre.....	5791 à 5850	80
25 mars.....	26 mars.....	1779 à 1862	27	10 novembre.....	11 novembre.....	5851 à 5890	81
26 mars.....	27 mars.....	1863 à 1884	28	16 novembre.....	17 novembre.....	5891 à 5964	82
30 mars.....	31 mars.....	1885 à 1970	29	17 novembre.....	18 novembre.....	5965 à 6044	83
31 mars.....	1 ^{er} avril.....	1971 à 2050	30	18 novembre.....	19 novembre.....	6045 à 6144	84
1 ^{er} avril.....	2 avril.....	2051 à 2106	31	23 novembre.....	24 novembre.....	6145 à 6214	85
6 avril.....	7 avril.....	2107 à 2188	32	24 novembre.....	25 novembre.....	6215 à 6264	86
7 avril.....	8 avril.....	2189 à 2278	33	25 novembre.....	26 novembre.....	6265 à 6344	87
9 avril.....	10 avril.....	2279 à 2370	34	29 novembre.....	30 novembre.....	6345 à 6459	88
15 avril.....	16 avril.....	2371 à 2394	35	30 novembre.....	1 ^{er} décembre.....	6460 à 6576	89
27 avril.....	28 avril.....	2395 à 2478	36	1 ^{er} décembre.....	2 décembre.....	6577 à 6714	90
28 avril.....	29 avril.....	2479 à 2522	37	2 décembre.....	3 décembre.....	6715 à 6776	91
29 avril.....	30 avril.....	2523 à 2592	38	3 décembre.....	4 décembre.....	6777 à 6876	92
4 mai.....	5 mai.....	2593 à 2690	39	4 décembre.....	5 décembre.....	6877 à 6924	93
5 mai.....	6 mai.....	2691 à 2774	40	6 décembre.....	7 décembre.....	6925 à 7022	94
6 mai.....	7 mai.....	2775 à 2858	41	7 décembre.....	8 décembre.....	7023 à 7106	95
11 mai.....	12 mai.....	2859 à 2944	42	8 décembre.....	9 décembre.....	7107 à 7194	96
12 mai.....	13 mai.....	2945 à 3048	43	9 décembre.....	10 décembre.....	7195 à 7314	97
18 mai.....	19 mai.....	3049 à 3160	44	10 décembre.....	11 décembre.....	7315 à 7390	98
19 mai.....	20 mai.....	3161 à 3190	45	11 décembre.....	12 décembre.....	7391 à 7464	99
20 mai.....	21 mai.....	3191 à 3260	46	12 décembre.....	13 décembre.....	7465 à 7500	100
25 mai.....	26 mai.....	3261 à 3326	47	13 décembre.....	14 décembre.....	7501 à 7602	101
26 mai.....	27 mai.....	3327 à 3368	48	14 décembre.....	15 décembre.....	7603 à 7640	102
27 mai.....	28 mai.....	3369 à 3422	49	15 décembre.....	16 décembre.....	7641 à 7668	103
1 ^{er} juin.....	2 juin.....	3423 à 3506	50	16 décembre.....	17 décembre.....	7669 à 7756	104
2 juin.....	3 juin.....	3507 à 3620	51	20 décembre.....	21 décembre.....	7757 à 7894	105
3 juin.....	4 juin.....	3621 à 3690	52	21 décembre.....	22 décembre.....	7895 à 7934	106
8 juin.....	9 juin.....	3691 à 3764	53	22 décembre.....	23 décembre.....	7935 à 7950	107
9 juin.....	10 juin.....	3765 à 3824	54				

**B. – De la date de la publication avec la pagination,
les numéros des JO Questions et des microfiches.
(Questions)**

ANNÉE 1999

DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
7 janvier	1 à 70	1	8 juillet	2255 à 2352	27
14 janvier	71 à 136	2	15 juillet	2353 à 2442	28
21 janvier	137 à 218	3	22 juillet	2443 à 2516	29
28 janvier	219 à 310	4	29 juillet	2517 à 2602	30
4 février	311 à 406	5	5 août	2603 à 2700	31
11 février	407 à 470	6	19 août	2701 à 2834	32
18 février	471 à 544	7	26 août	2835 à 2892	33
25 février	545 à 630	8	2 septembre	2893 à 2962	34
4 mars	631 à 714	9	9 septembre	2963 à 3020	35
11 mars	715 à 804	10	16 septembre	3021 à 3102	36
18 mars	805 à 902	11	23 septembre	3103 à 3170	37
25 mars	903 à 996	12	30 septembre	3171 à 3248	38
1 ^{er} avril	997 à 1092	13	7 octobre	3249 à 3332	39
8 avril	1093 à 1200	14	14 octobre	3333 à 3416	40
15 avril	1201 à 1272	15	21 octobre	3417 à 3500	41
22 avril	1273 à 1346	16	28 octobre	3501 à 3574	42
29 avril	1347 à 1430	17	4 novembre	3575 à 3656	43
6 mai	1431 à 1540	18	11 novembre	3657 à 3744	44
13 mai	1541 à 1622	19	18 novembre	3745 à 3808	45
20 mai	1623 à 1704	20	25 novembre	3809 à 3886	46
27 mai	1705 à 1806	21	2 décembre	3887 à 3994	47
3 juin	1807 à 1886	22	9 décembre	3995 à 4086	48
10 juin	1887 à 1986	23	16 décembre	4087 à 4170	49
17 juin	1987 à 2080	24	23 décembre	4171 à 4236	50
24 juin	2081 à 2170	25	30 décembre	4237 à 4322	51
1 ^{er} juillet	2171 à 2254	26			

XX. – PETIT DICTIONNAIRE DES SIGLES

A

ACOFA	Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole.	AFEI	Association française pour l'étiquetage d'informations.
ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules polymétalliques.
ACTA	Association de coordination technique agricole.	AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
ACTIA	Association de coordination technique des industries agricoles et alimentaires.	AFNOR	Association française de normalisation.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	AFP	Agence France-Presse.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
ADASEA	Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.	AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.
ADEP	Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente.	AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
ADI	Agence pour le développement de l'informatique.	AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	AMF	Accords multifibres.
AELE	Association européenne de libre échange.	AMG	Assistance médicale gratuite.
AFA	Association foncière agricole.	AMI	Accord multilatéral sur l'investissement.
AFAT	Association française d'action touristique.	ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
		ANAES	Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé.
		ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
		ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises.

ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
ANDEM	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale.
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.
ANEFE	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
ANIL	Association nationale d'information logement.
ANIT	Agence nationale de l'information touristique.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.
AP	Assistance publique.
APCM	Assemblée permanente des chambres de métiers.
APE	Allocation parentale d'éducation.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.
APL	Aide personnalisée au logement.
APRODI	Association pour la promotion et le développement industriel.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs routiers de la région parisienne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.
ARIM	Association de restauration immobilière.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.
ARRCO	Association des régimes de retraite complémentaire.
ART	Autorité de régulation des télécommunications.
ARVEJ	Aménagement du rythme de vie de l'enfant et du jeune.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.
ASE	Agence spatiale européenne.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.
ATC	Assistants techniques au commerce.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.
ATOS	Personnel administratif, technicien, ouvrier et de service.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.

B

BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.
BCA	Bureau central d'alerte.
BCC	Banque centrale de compensation.
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale.
BEI	Banque européenne d'investissement.
BEP	Brevet d'études professionnelles.
BÉPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement des pays de l'Est.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.
BIT	Bureau international du travail.

BNM	Bureau national de métrologie.
BPA	Brevet professionnel agricole.
BPI	Bibliothèque publique d'information (Centre Pompidou).
BPS	Banque de programmes et de services (télévision).
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.
BTP	Bâtiment et travaux publics.
BTS	Brevet de technicien supérieur.
BUMIDOM	Bureau des migrations pour les départements d'outre-mer.

C

CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.
CADA	Commission d'accès aux documents administratifs.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier. Certificat d'aptitude à la profession d'avocat.
CAPES	Certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire.
CAPET	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique.
CAR	Contrat d'animation rurale.
CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.
CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.
CAT	Centre d'aide par le travail.
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
CCI	Centre de création industrielle (Centre Pompidou). Chambre de commerce et d'industrie.
CDC	Caisse des dépôts et consignations.
CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.
CDF	Charbonnages de France.
CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
CECOS	Centres d'études et de conservation du sperme.
CEE	Communauté économique européenne.
CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).
CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et des consultants.
CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
CEO	Centre d'études d'opinion.
CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
CEPME	Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises.
CERAH	Centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés.
CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
CES	Contrat d'emploi solidarité. Collège d'enseignement secondaire.
CESP	Centre d'étude des supports de publicité.
CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
CET	Collège d'enseignement technique.
CFA	Centre de formation d'apprentis.
CFCE	Centre français du commerce extérieur.
CFDT	Confédération française démocratique du travail.
CFE-CGC	Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres.

CFP	Compagnie française des pétroles.	CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale.
CFPC	Centre de formation des personnels communaux.	CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture.
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.	CNIJ	Centre national d'informatique juridique.
CGCT	Compagnie générale de construction téléphonique.	CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.
CGE	Compagnie générale d'électricité.	CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.
CGI	Code général des impôts.	CNME	Caisse nationale des marchés de l'État.
CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.	CNOSF	Comité national olympique du sport français.
CGT	Confédération générale du travail.	CNPF	Conseil national du patronat français (voir MEDEF).
CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.	CNR	Compagnie nationale du Rhône.
CHEAR	Centre des hautes études de l'armement.	CNRACL	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
CHR	Centre hospitalier régional.	CNRS	Centre national de la recherche scientifique.
CHRS	Centre d'hébergement et de réadaptation sociale.	CNTA	Comptoir national technique agricole.
CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.	CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
CHU	Centre hospitalier universitaire.	CNV	Conseil national des villes.
CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.	CNVA	Conseil national de la vie associative.
CIDAR	Comité interministériel de développement et d'aménagement rural.	COB	Commission des opérations de bourse.
CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.	CODEFI	Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises.
CIE	Contrat initiative emploi.	CODER	Commission de développement économique régional.
CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.	CODERPA	Comité départemental des retraités et personnes âgées.
CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche.	CODEVI	Comptes pour le développement industriel.
CII	Compagnie internationale pour l'informatique.	CODIS	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.
CIJ	Cour internationale de justice.	.....	Centre opérationnel d'intervention et de secours.
CIL	Comités interprofessionnels du logement.	CODISC	Centre opérationnel de la direction de la défense et de la Sécurité civile.
CIO	Comité international olympique.	COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.
CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.	COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires.
CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.	COLITRAH	Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées.
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.	COMES	Commissariat à l'énergie solaire.
CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.	COMT	Commission des marchés à terme de marchandises.
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.	CORDET	Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.
CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle.	CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.	CORRI	Comité régional de restructuration industrielle.
CIV	Comité interministériel des villes.	COS	Coefficient d'occupation des sols.
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes.	COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
CLES	Contrats locaux éducatifs et sociaux.	CPAG	Centres de préparation à l'administration générale.
CMU	Couverture maladie universelle.	CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.	CPP	Code de procédure pénale.
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales.	CRDS	Contribution au remboursement de la dette sociale.
CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.	CREDOC	Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.	CREPS	Centre régional d'éducation physique et sportive.
CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.	CRIDEL	Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local.
CNAP	Conseil national d'accession à la propriété. Centre national d'arts plastiques.	CRITT	Centre régional d'innovation et de transfert technologique.
CNAPS	Conseil national des activités physiques et sportives.	CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.	CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.	CRPF	Centre régional de la propriété forestière.
CNC	Centre national de la cinématographie.	CRS	Compagnies républicaines de sécurité.
CNCA	Caisse nationale de crédit agricole.	CRTL	Comité régional du tourisme et des loisirs.
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.	CSA	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
CNED	Centre national d'enseignement à distance.	CSCE	Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.	CSERC	Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts.
CNES	Centre national d'études spatiales.	CSFE	Conseil supérieur des Français de l'étranger.
CNESER	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.	CSG	Contribution sociale généralisée.
CNESSS	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	CSMF	Confédération des syndicats médicaux français.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.	CSN	Coopérant du service national.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.	CSNE	Coopérant du service national en entreprise.

CSSS ou C3S	.....	Contribution sociale de solidarité des sociétés.
CSTB	.....	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CTIFL	.....	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CTIR	.....	Centres de traitement informatique régionaux.
CUCES	.....	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CUMA	.....	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CVR	.....	Combattant volontaire de la Résistance.

D

DAGIC	.....	Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
DAP	.....	Délégation aux arts plastiques.
DATAR	.....	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
DCRF	.....	Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
DCRI	.....	Direction de la coopération et des relations internationales.
DDAF	.....	Direction départementale de l'agriculture et de la forêt.
DDASS	.....	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
DDE	.....	Direction départementale de l'équipement.
DEFI	.....	Développement-Exportation-Formation-Image.
DEPE	.....	Délégués des entreprises pour l'emploi.
DEUG	.....	Diplôme d'études universitaires générales.
DGA	.....	Délégation générale pour l'armement.
DGCCRF	.....	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.
DGCL	.....	Direction générale des collectivités locales.
DGD	.....	Dotation générale de décentralisation.
DGE	.....	Dotation globale d'équipement.
DGF	.....	Dotation globale de fonctionnement.
DGRCST	.....	Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques.
DGRST	.....	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
DGSE	.....	Direction générale de la sécurité extérieure.
DGT	.....	Direction générale des télécommunications.
DICCILEC	.....	Direction centrale du contrôle de l'immigration et de lutte contre l'emploi des clandestins (voir PAF).
DIHP	.....	Délégation de l'information historique pour la paix.
DIJA	.....	Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
DIV	.....	Délégation interministérielle à la ville.
DJA	.....	Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
DMF	.....	Direction des musées de France.
DOM	.....	Département d'outre-mer.
DOT	.....	Défense opérationnelle du territoire.
DREE	.....	Direction des relations économiques extérieures.
DSIN	.....	Direction de la sûreté des installations nucléaires.
DST	.....	Direction de la surveillance du territoire.
DSU	.....	Dotation de solidarité urbaine.

E

EARL	.....	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.
ECU	.....	European currency unit.
	.....	Unité de compte européenne.
EDF	.....	Électricité de France
EID	.....	Entente interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen.
ENA	.....	École nationale d'administration.
ENIM	.....	Établissement national des invalides de la marine.
ENM	.....	École nationale de la magistrature.
ENS	.....	École normale supérieure.
EPA	.....	Établissements publics à caractère administratif.
EPAD	.....	Établissement public pour l'aménagement de la Défense.
EPARECA	.....	Établissement public d'aménagement et de reconstruction des espaces commerciaux et artisanaux.
EPIC	.....	Établissements publics industriels et commerciaux.

EPMOTC	.....	Établissement public chargé de la maîtrise d'ouvrage de travaux culturels.
EPS	.....	Éducation physique et sportive.
ERAP	.....	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.
EUMETSAT	.....	European meteorology satellite organisation.
	.....	Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.
EUREKA	.....	European research coordination agency.
	.....	Agence de coordination pour la recherche européenne.
EURL	.....	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.
EUTELSAT	.....	European telecommunications satellite organisation.
	.....	Organisation européenne de télécommunications par satellite.

F

FAAS	.....	Fonds additionnel d'action sociale.
FACE	.....	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
FACT	.....	Fonds d'amélioration des conditions de travail.
FADIL	.....	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.
FAO	.....	Food and agriculture organisation.
	.....	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FAR	.....	Force d'action rapide.
FARI	.....	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.
FARIF	.....	Fonds d'aménagement de la région Ile-de-France.
FAS	.....	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.
FASASA	.....	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.
FASS	.....	Fonds d'action sanitaire et sociale.
FATAC	.....	Force aérienne tactique.
FAU	.....	Fonds d'aménagement urbain.
FBCF	.....	Formation brute de capital fixe.
FCTVA	.....	Fonds de compensation pour la TVA.
FDES	.....	Fonds de développement économique et social.
FECL	.....	Fonds d'égalisation des charges.
FED	.....	Fonds d'équipement des collectivités locales.
FED	.....	Fonds européen de développement.
FEDER	.....	Fonds européen de développement régional.
FEDOM	.....	Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer.
FEOGA	.....	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
FIANE	.....	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.
FIAC	.....	Foire internationale d'art contemporain.
FIAM	.....	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.
FIAT	.....	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.
FIATA	.....	Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien.
FIC	.....	Fonds d'intervention culturelle.
FICA	.....	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.
FIDA	.....	Fonds international pour le développement avicole.
FIDAR	.....	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
FIDES	.....	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.
FIDIL	.....	Fonds pour l'intervention et le développement des initiatives locales.
FIDOM	.....	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.
FIM	.....	Fonds industriel de modernisation.
FIMHO	.....	Fonds d'investissement pour la modernisation des hôpitaux.
FINUL	.....	Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
FIOM	.....	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
FIQV	.....	Fonds interministériel pour la qualité de la vie.
FIR	.....	Fonds d'investissement routier.
FIRS	.....	Fonds d'intervention et de régularisation des marchés du sucre.

FISAC	Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce.
FLNC	Front de libération nationale de la Corse.
FLNKS	Front de libération nationale kanak socialiste.
FMF	Fédération des médecins de France.
FMI	Fonds monétaire international.
FMO	Force multinationale et d'observateurs.
FNAC	Fédération nationale d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain.
FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
FNAH	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
FNAL	Fonds national d'aide au logement.
FNAT	Fonds national d'aménagement du territoire.
FNDA	Fonds national de développement agricole.
FNDA (ou FNDVA)	Fonds national pour le développement de la vie associative.
FNDAE	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
FNDAT	Fonds national de développement et d'aménagement du territoire.
FNDS	Fonds national pour le développement du sport.
FNE	Fonds national de l'emploi.
FNI	Forces nucléaires intermédiaires.
FNS	Fonds national de solidarité.
FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques.
FNULAD	Fonds des Nations Unies pour la lutte antidrogue.
FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FOST	Force océanique stratégique.
FPA	Formation professionnelle des adultes.
FPTA	Fonds de péréquation des transports aériens.
FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.
FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FR2	France 2.
FR3	France 3.
FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FSGT	Fonds spécial de grands travaux.
FSIR	Fonds spécial d'intervention routière.

G

GAEC	Groupe agricole d'exploitation en commun.
GANIL	Grand accélérateur national d'ions lourds.
GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
GATT	General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
GDF	Gaz de France.
GEIE	Groupe européen d'intérêt économique.
GEIP	Groupe européen indépendant de programmes.
GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.
GERDAT	Groupe d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
GFA	Groupe foncier agricole.
GIAT	Groupe des industries d'armement terrestre.
GIDEL	Groupe interministériel sur le développement économique local.
GIE	Groupe d'intérêt économique.
GIP	Groupe d'intérêt public (recherche et développement technologique).
GIRZOM	Groupe interministériel pour la restructuration des zones minières.
GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.
GPU	Grands projets urbains.
GRF	Génie rural des eaux et forêts.
GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.

H

HLM	Habitations à loyer modéré.
-----	-----------------------------

I

IAD	Indemnité annuelle de départ.
IATA	International air transport association (Association internationale des transports aériens).
IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.
ICC	Institut du commerce et de la consommation.
IDES	Institut de développement économique et social.
IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.
IDI	Institut de développement industriel.
IDIA	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.
IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.
IDS	Initiative de défense stratégique.
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer.
IEP	Institut d'études politiques.
IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.
IFP	Institut français du pétrole.
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.
IGAS	Inspection générale des affaires sociales.
IGN	Institut géographique national.
IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.
IHEDN	Institut des hautes études de la défense nationale.
IHESI	Institut des hautes études de sécurité intérieure.
ILM	Immeuble à loyer moyen.
ILN	Immeuble à loyer normal.
INA	Institut national de l'audiovisuel.
INAO	Institut national des appellations d'origine des vins et eaux de vie.
INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.
INC	Institut national de la consommation.
INED	Institut national d'études démographiques.
INEP	Institut national d'éducation populaire.
INMARSAT	International maritime satellite organisation. Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.
INPNPP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
INSA	Institut national des sciences appliquées.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium. Organisation internationale de télécommunications par satellite.
IRA	Instituts régionaux d'administration.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.
IRCANTEC	Institut de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités locales.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.
IUT	Institut universitaire de technologie.

IVD Indemnité viagère de départ.
IVG Interruption volontaire de grossesse.

J

JAM Juges des affaires matrimoniales.
JAP Juges de l'application des peines.
JO Journal officiel.

L

LBU Ligne budgétaire unique (DOM).
LEP Lycées d'enseignement professionnel.
LICRA Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.
LKS Mouvement de libération kanak.
LNE Laboratoire national d'essais.
LTS Logement très social.

M

MARISAT Maritime satellite organisation (Système de télécommunications maritimes par satellites).
MATIF Marché à terme d'instruments financiers.
MCM Montants compensatoires monétaires.
MEDEF Mouvement des entreprises de France (ex. CNPF).
MFR Maisons familiales rurales.
MIDEM Marché international du disque, de l'édition musicale et de la vidéo-musique.
MIDIST Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
MILT Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.
MIN Marché d'intérêt national (Rungis).
MJC Maisons des jeunes et de la culture.
MNAM Musée national d'art moderne (Centre Pompidou).
MOUS Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.
MSA Mutualité sociale agricole.
MSF Médecins sans frontières.

N

NBC Nuclear bacteriological and chemical protection (Protection nucléaire bactériologique, chimique).

O

OACI Organisation de l'aviation civile internationale.
OCDE Organisation de coopération et de développement économiques.
OCORA Office de coopération radiophonique.
ODEADOM Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.
OECE Organisation européenne de coopération économique.
OFAJ Office franco-allemand pour la jeunesse.
OFIVAL Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
OFPRA Office français de protection des réfugiés et apatrides.
OFQJ Office franco-québécois pour la jeunesse.
OGAF Opération groupée d'aménagement foncier.
OIT Organisation internationale du travail.
OLP Organisation de la libération de la Palestine.
OMCI Organisation maritime consultative intergouvernementale.
OMI Organisation maritime internationale.
Office des migrations internationales.
OMS Organisation mondiale de la santé.
ONAC Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
ONDAM Objectif national des dépenses d'assurance maladie.

ONERA Office national d'études et de recherches aérospatiales.

ONF Office national des forêts.
ONG Organisations non gouvernementales.
ONI Office national de l'immigration.
ONIC Office national interprofessionnel des céréales.
ONIFLHOR Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.

ONILAIT Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.

ONIPPAM Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

ONISEP Office national d'information sur les enseignements et les professions.

ONIVINS Office national interprofessionnel des vins.

ONSER Organisation nationale pour la sécurité routière.

ONU Organisation des Nations Unies.

ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

OPA Offres publiques d'achat.

OPAH Opération programmée d'amélioration de l'habitat.

OPCVM Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.

OPEP Organisation des pays exportateurs de pétrole.

OPPBT Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

ORGANIC (Caisse de compensation de l') Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.

ORSEC Organisation des secours.

ORSECRAD Plan ORSEC radiations.

ORSECTOX Plan ORSEC matières toxiques.

ORSTOM Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.

ORT Obligations renouvelables du Trésor.

OSCE Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

OTAN Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.

OTASE Organisation du traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est.

OUA Organisation de l'unité africaine.

P

PAC Politique agricole commune.

PACS Pacte civil de solidarité.

PAF Police aux frontières.

PAH Prime à l'amélioration de l'habitat.

PAIO Permanences d'accueil, d'information et d'orientation.

PALULOS Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.

PAP Prêt d'accession à la propriété.
Programme d'action prioritaire.

PAPIR Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.

PAR Plans d'aménagement ruraux.

PEA Plans d'épargne en actions.

PEGC Professeur d'enseignement général de collège.

PEL Plans d'épargne logement.

PEP Plans d'épargne populaire.

PER Plans d'exposition aux risques.
Plan d'épargne retraite.

PIB Production intérieure brute ou produit intérieur brut.

PIG Projets d'intérêt général.

PIL Programme d'insertion locale.

PIM Programmes intégrés méditerranéens.

PLA Prêt locatif aidé.

PLAJ Projets locaux d'animation jeunesse.

PLAS Projets locaux d'animation sportive.

PLD Plafond légal de densité.

PLR Programmes de logements à loyer réduit.

PMA Pays moins avancés.

PME Petites et moyennes entreprises.

PMI Petites et moyennes industries.
Protection maternelle et infantile

PMS Préparation militaire supérieure.

PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information.
PMU	Pari mutuel urbain.
PNB	Produit national brut.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement.
POA	Prime d'orientation agricole.
POLMAR	Plan ORSEC pollution marine.
POS	Plan d'occupation des sols.
POSEIDOM	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outre-mer.
PPE	Programmes prioritaires d'exécution. Programmes prioritaires d'équipement.
PPI	Plan particulier d'intervention.
PPS	Prêts participatifs simplifiés.
PSD	Prestation spécifique dépendance.
PRDE	Plan régional de développement économique.
PSR	Programmes sociaux de logement.
PTE	Postes, télécommunications et espace.
PTT	Postes, télégraphe et télécommunications.
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer.
PVD	Pays en voie de développement.

Q

QHS	Quartiers de haute sécurité.
-----	------------------------------

R

RATP	Régie autonome des transports parisiens.
RBE	Résultats brut d'exploitation.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.
RDS	Remboursement de la dette sociale.
RER	Réseau express régional.
RES	Rachat d'une entreprise par ses salariés.
RFI	Radio France internationale.
RFO	Société nationale de radiotélévision française d'outre-mer.
RFP	Régie française de publicité.
RMI	Revenu minimum d'insertion.
RMN	Résonance magnétique nucléaire. Réunion des musées nationaux.
RNIS	Réseau numérique à intégration de services.
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.

S

SA	Société anonyme.
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.
SALT (accords)	Strategic arms limitation treaty. Traité de limitation des armes stratégiques.
SAMU	Service d'aide médicale urgente.
SARL	Société à responsabilité limitée.
SALTESE	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.
SCA	Sociétés coopératives agricoles. Syndicats communautaires d'aménagement.
SCI	Sociétés civiles immobilières.
SCIC	Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts.
SCOP	Sociétés coopératives ouvrières de production.
SCPI	Société civile de placement immobilier.
SCPRI	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
SDDS	Schéma directeur départemental des structures.
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
SDF	Sans domicile fixe.
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours.

SDR	Société de développement régional.
SEATER	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
SEATM	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
SEFA	Société d'épargne foncière agricole.
SEFRANE	Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
SEITA	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
SEPT	Société européenne de programmes de télévision.
SESAME	Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
SFP	Société française de production et création audiovisuelle.
SFR	Société de financement régional.
SGDN	Secrétariat général de la défense nationale.
SICA	Société d'intérêt collectif agricole.
SICAV	Société d'investissement à capital variable.
SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
SIDA	Syndrome immunodéficitaire acquis.
SIDO	Société interprofessionnelle des oléagineux.
SIFE	Stage d'insertion et de formation à l'emploi.
SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.
SIVOM	Syndicat intercommunal à vocations multiples.
SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
SMA	Service militaire adapté.
SMDSM	Système mondial de défense et de sauvetage en mer.
SME	Système monétaire européen.
SMI	Surface minimum d'installation (agriculture). Système monétaire international.
SMIC	Salairé minimum interprofessionnel de croissance.
SMUR	Service médical d'urgence et de réanimation.
SMVM	Schéma de mise en valeur de la mer.
SNCF	Société nationale des chemins de fer français.
SNCM	Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
SNECMA	Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation.
SNEP	Société nationale des entreprises de presse.
SNI	Syndicat national des instituteurs.
SNIAS	Société nationale industrielle aérospatiale.
SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
SNSM	Société nationale de sauvetage en mer.
SOFARIS	Société française pour l'assurance du capital risque des PME.
SOFERGIE	Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.
SOFICA	Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.
SOFINOVA	Société financière d'innovation.
SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
SOFIREM	Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
SOFRATEV	Société française d'études et de réalisations d'équipement de radiodiffusion et de télévision.
SOMIVAC	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.
SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.
SOPEXA	Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.
SOREFI	Sociétés régionales de financement.
SPA	Société protectrice des animaux.
SS	Sécurité sociale.
STAR	Système téléphonique d'alerte aux risques.
STO	Service du travail obligatoire.

T

TAAF	Terres australes et antarctiques françaises.
TDF	Télédiffusion de France.
TEF	Techniciens d'études et de fabrication.
TEP	Transatlantic economic partnership.
TFI	Télévision française 1.
TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes.
TGI	Tribunaux de grande instance.

TGV	Train à grande vitesse.
TIG	Travaux d'intérêt général.
TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
TLE	Taxe locale d'équipement.
TOM	Territoire d'outre-mer.
TPFA	Tribunaux permanents des forces armées.
TPG	Trésoriers-payeurs généraux.
TPS	Taxe sur les prestations de services.
TRACE	(Programme du) Trajet d'accès à l'emploi.
TRACFIN	Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins.
TUC	Travaux d'utilité collective.
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.
TVHD	Télévision haute définition.

U

UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale.
UEO	Union de l'Europe occidentale.
UER	Unité d'enseignement et de recherche.
UFAC	Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.
UGAP	Union des groupements d'achats publics.
UGB	Unité de gros bétail.
UGC	Union générale cinématographique.
ULM	Ultra-légers motorisés.
UNAF	Union nationale des associations familiales.
UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

UNESCO	United Nations educational scientific and cultural organisation (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture).
UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement.
UNSS	Union nationale du sport scolaire.
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
UTA	Union des transports aériens.
UTN	Unité touristique nouvelle.

V

VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
VSNA	Volontaires du service national actif.

Z

ZAC	Zone d'aménagement concerté.
ZAD	Zone d'aménagement différé.
ZAN	Zones d'agglomération nouvelle.
ZEE	Zone économique exclusive.
ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
	Zone d'environnement protégé.
ZIF	Zone d'intervention foncière.
ZFU	Zone franche urbaine.
ZRU	Zone de redynamisation urbaine.
ZUP	Zone à urbaniser en priorité.

DEUXIÈME PARTIE
TABLE THÉMATIQUE

ANNÉE 1999

DEBATS DU SENAT - TABLE THEMATIQUE

Accidents du travail et maladies professionnelles.....	1	Code civil	34
Accidents de la route	1	Code de commerce.....	34
Actionnaires et actionnariat.....	1	Code de justice administrative.....	34
Administration	2	Code de justice militaire.....	34
Adoption	4	Code de l'action sociale.....	34
Aérodromes.....	4	Code de l'aviation civile.....	34
Afrique du Sud (république).....	4	Code de l'éducation.....	34
Agriculture.....	4	Code de l'environnement.....	34
Agroalimentaire (industrie).....	13	Code de l'urbanisme.....	34
Algérie.....	13	Code de la mutualité.....	34
Allemagne.....	13	Code de la route.....	34
Allocutions et communications.....	13	Code de la santé publique.....	35
Alsace-Moselle.....	14	Code de la sécurité sociale	35
Aménagement du territoire.....	14	Code de la voirie routière.....	35
Anciens combattants et victimes de guerre.....	20	Code de procédure pénale	35
Appellations d'origine contrôlée et labels.....	21	Code des juridictions financières.....	35
Armée.....	21	Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre	35
Armement.....	21	Code du service national	35
Arménie.....	21	Code du travail	35
Assemblées parlementaires.....	21	Code électoral	35
Assurance maladie maternité.....	21	Code général des collectivités territoriales.....	35
Assurance vieillesse.....	26	Code général des impôts	35
Assurances.....	26	Code monétaire et financier	35
Audiovisuel.....	26	Code pénal.....	35
Australie.....	27	Code rural.....	37
Automobiles et cycles.....	27	Codification.....	37
Autriche.....	27	Collectivités territoriales.....	37
Azerbaïdjan.....	27	Colombie.....	46
Banques et établissements financiers.....	28	Comités d'entreprise.....	46
Belgique.....	33	Commerce et artisanat	46
Brevets d'invention.....	33	Commerce extérieur.....	46
Bruit.....	33	Commerce international.....	46
Budget de l'Etat.....	33	Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)46	
Budgets annexes.....	33	Commission des opérations de bourse (COB).....	46
Cadres et agents de maîtrise.....	34	Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).....	46
Caisses d'épargne.....	34	Commissions parlementaires d'enquête.....	46
Calamités et catastrophes.....	34	Communautés d'agglomération.....	46
Cautionnement.....	34	Communautés européennes.....	46
Charges communes.....	34	Communautés urbaines.....	46
Charges sociales.....	34	Communes.....	47
Chasse.....	34	Communication.....	47
Chine.....	34		

DEBATS DU SENAT - TABLE THEMATIQUE

Communications du Gouvernement.....	47	Elections et référendums.....	66
Comptabilité.....	47	Elections partielles.....	71
Comptes spéciaux du Trésor.....	47	Electricité.....	71
Concubinage.....	47	Eloges funebres.....	71
Concurrence.....	47	Emploi.....	71
Confédération helvétique.....	47	Emploi des jeunes.....	71
Conflits armés.....	47	Energie.....	71
Congrès du Parlement.....	47	Enfants.....	73
Conseils d'administration.....	47	Enseignement agricole.....	74
Consommation.....	47	Enseignement primaire et secondaire.....	74
Constitution.....	47	Enseignement supérieur.....	75
Coopération.....	47	Enseignement technique et professionnel.....	75
Coopération européenne.....	47	Entreprises (aides aux).....	75
Coopération intercommunale.....	47	Environnement.....	75
Coopération judiciaire.....	47	Epargne.....	76
Corse.....	48	Equipements sportifs.....	76
Cotisations sociales.....	48	Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure.....	76
Cour de cassation.....	48	Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI).....	76
Cour de justice de la République.....	48	Etat civil.....	76
Cour des comptes.....	48	Etats arabes.....	77
Cour européenne des droits de l'homme.....	48	Ethique et déontologie médicales.....	77
Cour pénale internationale.....	48	Etrangers.....	77
Cours et tribunaux.....	48	Europe.....	77
Cuba.....	48	Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire).....	77
Culture.....	48	Faits personnels.....	78
Débats (organisation).....	49	Famille.....	78
Décentralisation.....	49	Fédérations sportives.....	79
Déchets.....	49	Femmes.....	79
Déclarations du Gouvernement.....	49	Finances locales.....	80
Défense.....	49	Finances publiques.....	80
Déficit budgétaire.....	51	Finlande.....	80
Délégations parlementaires.....	51	Fiscalité.....	80
Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM).....	51	Fonctionnaires et agents publics.....	80
Discussion commune (procédure parlementaire).....	62	Forêts.....	80
Discussion immédiate (procédure parlementaire).....	63	Formation professionnelle.....	80
Dopage.....	63	Gabon (République du).....	81
Dotation globale de fonctionnement (DGF).....	63	Gendarmerie nationale.....	81
Douanes.....	63	Géorgie.....	81
Droit administratif.....	63	Grèce.....	81
Droit civil.....	63	Grève (droit de).....	81
Droit pénal.....	64	Guatemala.....	81
Ecosse.....	66		

DEBATS DU SENAT - TABLE THEMATIQUE

Guyane.....	81	Ordonnances.....	114
Honduras.....	81	Ordre du jour du Sénat.....	114
Hongrie.....	81	Ordre public.....	114
Impôts et taxes	81	Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).....	114
Industrie.....	81	Organisation des Nations Unies (ONU).....	114
Infractions.....	81	Organisation internationale du travail (OIT).....	114
Italie.....	81	Organisations internationales.....	114
Jeunesse et sports	82	Organisations non Gouvernementales (ONG)	114
Jordanie	82	Otages (terrorisme).....	114
Juges d'instruction.....	82	Ouzbékistan.....	114
Juridictions administratives.....	82	Pakistan.....	115
Justice	83	Parlement	115
Kazakhstan	89	Participation des salariés.....	115
Kosovo.....	89	Partis et groupements politiques.....	115
Langue française.....	90	Patrimoine.....	115
Lettonie.....	90	Pêche.....	115
Licenciements	90	Permis de conduire	115
Logement	90	Personnes âgées	115
Lois de finances.....	90	Pharmacie.....	115
Lois de finances rectificatives.....	107	Police.....	115
Lois de règlement.....	110	Politique industrielle.....	117
Macédoine.....	111	Pollutions et nuisances.....	117
Magistrature.....	111	Polynésie française.....	117
Maladies	111	Poste et télécommunications	117
Mandats électoraux	111	Préfets.....	117
Mariage.....	111	Presse	117
Maroc.....	111	Prestations familiales	117
Mayotte.....	111	Procédure parlementaire	117
Médecine sportive	111	Procédure pénale.....	117
Médiateur.....	111	Professions judiciaires et juridiques.....	117
Mer et littoral.....	111	Professions libérales.....	117
Mexique.....	111	Professions médicales	117
Mines et carrières.....	111	Question préalable (procédure parlementaire)	118
Mineurs (d'âge)	112	Rappels au règlement.....	119
Monaco (principauté)	112	Rapports au Parlement.....	120
Montagne.....	112	Rapports d'information.....	120
Mutualité sociale agricole (MSA)	112	Rapports du Gouvernement.....	122
Namibie	113	Recherche.....	123
Nationalité	113	République tchèque.....	125
Négociation collective	113	République slovaque	125
Nicaragua.....	113	Réseau routier et autoroutier	125
Nouvelle-Calédonie.....	113		

DEBATS DU SENAT - TABLE THEMATIQUE

Résistants.....	125	Transports aériens.....	149
Retraites.....	125	Transports en commun.....	150
Revenu minimum d'insertion (RMI).....	126	Travail.....	150
Revenus.....	126	Travail (aménagement du temps).....	154
Russie.....	126	Tunisie.....	154
Sang.....	127	Turquie.....	154
Saint-Pierre-et-Miquelon.....	127	Ukraine.....	155
Salariés.....	127	Union européenne.....	155
Santé.....	127	Universités.....	155
Sapeurs pompiers.....	128	Urbanisme.....	155
Scrutins.....	129	Vacances.....	156
Secrétariat général de la défense nationale (SGDN).....	129	Vanuatu.....	156
Sectes.....	129	Vente aux enchères.....	156
Sécurité civile.....	129	Vétérinaires.....	158
Sécurité publique.....	129	Vie, médecine et biologie.....	158
Sécurité routière.....	129	Viêt-nam.....	158
Sécurité sociale.....	130	Wallis et Futuna.....	158
Sénat.....	133	Yougoslavie.....	158
Service national.....	133		
Service public.....	134		
Services publics locaux.....	134		
Sessions parlementaires ordinaires.....	134		
Slovaquie.....	134		
Slovénie.....	134		
Sociétés commerciales.....	134		
Solidarité.....	134		
Soudan.....	134		
Spectacles.....	134		
Sports.....	134		
Suède.....	136		
Suffrage universel.....	136		
Syndicats de communes.....	136		
Taïwan.....	137		
Taxe professionnelle.....	137		
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	137		
Technologies nouvelles.....	137		
Télécommunications.....	137		
Terres australes et antarctiques françaises (TAAF).....	137		
Thaïlande.....	137		
Tourisme et loisirs.....	137		
Traités et conventions.....	138		
Transports.....	149		

A

Accidents du travail et maladies professionnelles

Voir *Sécurité sociale*, 1

Accidents de la route

Voir *Sécurité routière*, 1

Actionnaires et actionariat

I. - Proposition de loi tendant à favoriser le développement de l'actionariat salarié, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean CHERIOUX, sénateur et plusieurs de ses collègues (4 novembre 1999) [n° 52 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport commun de M. Jean CHERIOUX avec celui de la proposition de loi n° 87 (1999-2000) du 24 novembre 1999 - Actionnaires et actionariat - (7 décembre 1999) [n° 118 (1999-2000)] - Discussion (16 décembre 1999) - Adoption (16 décembre 1999) [n° 53].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1999) [n° 2036 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1999) (p. 7710, 7743).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 87 (1999-2000) - Actionnaires et actionariat.

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7710, 7727) : *MM. Jean Arthuis, François Autain, Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Guy Fischer, Philippe François, Francis Grignon, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; M. René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des finances.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7727, 7741) : *MM. Jean Arthuis, François Autain, Mme Annick Bocandé, MM. Jean Chérioux, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Guy Fischer, Alain Gournac, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, MM. Lucien Neuwirth, René Trégouët, rapporteur pour avis de la commission des finances.*

TITRE I^{er}**ACTIONNARIAT SALARIE**

Art. 1^{er} (réservation aux salariés de 5 % des actions émises à l'occasion de toute augmentation de capital) (p. 7727) - Adopté (p. 7729).

Art. 2 (modulation dérogatoire de l'aide de l'entreprise en cas d'augmentation de capital réservée aux adhérents au plan d'épargne d'entreprise, PEE) (p. 7729) - Adopté.

Art. 3 (actualisation du plafond d'abondement de l'entreprise dans le cadre du PEE) (p. 7729) - Adopté.

Art. 4 (introduction d'une possibilité de décote sur le prix de souscription des actions d'une société non cotée lors

d'une augmentation de capital réservée aux adhérents au PEE) (p. 7729) - Adopté.

Art. 5 (actionariat salarié issu de l'attribution d'options sur actions) (p. 7729) - Adopté après modification (p. 7731).

Art. 6 (rétablissement du régime du rachat d'une entreprise par ses salariés) (p. 7731) - Adopté (p. 7732).

Art. 7 (création des plans d'épargne interentreprises) (p. 7732) - Adopté.

Art. 8 (extension du champ des entreprises soumises à la négociation sur la mise en place d'un dispositif d'épargne salariale) (p. 7732) - Adopté.

Art. 9 (assimilation des actions de son entreprise détenues par un salarié à un bien professionnel) (p. 7732) - Adopté.

Art. 10 (actualisation des "plans d'actionariat") (p. 7732) - Adopté (p. 7733).

Après l'art. 10 (p. 7733).

Art. additionnel (dérogation à l'enregistrement des cessions d'actions de sociétés non cotées dans le cadre de l'actionariat salarié) (p. 7733) - Adopté.

TITRE II**PARTICIPATION DES SALARIES ACTIONNAIRES**

Art. 11 (amélioration de la possibilité de représentation des salariés actionnaires au conseil d'administration ou au conseil de surveillance de la société) (p. 7733) - Adopté (p. 7734).

Art. 12 (rapport sur l'application des dispositions législatives favorisant la représentation des salariés actionnaires dans les conseils d'administration ou les conseils de surveillance des sociétés) (p. 7734) - Adopté.

Art. 13 (composition des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise, FCPE) (p. 7734) - Adopté.

Art. 14 (consultation des salariés actionnaires) (p. 7734) - Adopté.

Art. 15 (exercice des droits de vote par le conseil de surveillance du FCPE) (p. 7734) - Adopté.

Art. 16 (formation des représentants des salariés actionnaires des conseils de surveillance des FCPE) (p. 7734) - Adopté.

Après l'art. 16 (p. 7734).

Art. additionnel (possibilité pour les salariés mandataires ayant reçu un nombre significatif de pouvoirs de bénéficiaire d'un crédit d'heures pour se rendre et participer aux assemblées générales) (p. 7734) - Adopté (p. 7735).

TITRE III**DISPOSITIONS DIVERSES**

Art. 17 (mission du conseil supérieur de la participation) (p. 7735) - Adopté.

Art. 18 (rapport sur l'état de la participation des salariés au capital) (p. 7735) - Adopté.

Art. 19 (possibilité de transfert des sommes placées sur un PEE) (p. 7735) - Adopté.

Art. 20 (rémunération des comptes courants bloqués) (p. 7735) - Adopté après modification (p. 7736).

Après l'art. 20 (p. 7736).

Art. additionnel (extension, en l'absence d'accord de participation, du dispositif de révision annuelle du taux de rémunération minimum des comptes courants bloqués) (p. 7736) - Adopté.

Art. 21 (possibilité de transfert des sommes placées sur un plan d'épargne d'entreprise vers un plan de retraite) (p. 7736) - Adopté.

Après l'art. 21 (p. 7736).

Division additionnelle (Titre IV - régulation et développement des plans d'options sur actions) - Adopté (p. 7740).

Art. additionnel (suppression de la possibilité de consentir des rabais sur les prix de souscription des titres et précision sur les périodes sensibles de la vie de l'entreprise durant lesquelles l'attribution d'options est interdite) (p. 7736) - Adopté (p. 7737).

Art. additionnel (coordination) (p. 7737) - Adopté.

Art. additionnel (suppression du II de l'article 80 bis du code général des impôts) (p. 7737) - Adopté.

Art. additionnel (obligation prévue par la loi de communiquer à l'assemblée générale ordinaire, l'information sur les attributions nominatives d'options consenties aux dirigeants, gérants et administrateurs de la société ainsi qu'aux dix salariés les plus avantageés) (p. 7737) - Adopté (p. 7739).

Art. additionnel (réduction de cinq ans à trois ans du délai d'indisponibilité fiscale entre l'attribution et la cession des actions) (p. 7739) - Adopté (p. 7740).

Art. additionnel (instauration à l'intérieur de ce délai d'indisponibilité fiscale d'un délai de portage d'un an) (p. 7739) - Adopté (p. 7740).

Art. additionnel (exonération de cotisations des plus-values d'acquisition sur options de souscription ou d'achat d'actions) (p. 7740) - Adopté.

Art. 22 (gage financier) (p. 7741) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi tendant à favoriser le partenariat social par le développement de l'actionnariat salarié) (p. 7741) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7741, 7743) : MM. Jean Arthuis, François Autain, Mme Annick Bocandé, MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales ; Emmanuel Hamel, Lucien Neuwirth.

Scrutin public n° 26 (p. 7743).

Adoption (16 décembre 1999) (p. 7743).

2. - Proposition de loi relative au développement du partenariat social, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean ARTHUIS, sénateur et les membres du groupe de l'Union centriste (24 novembre 1999) [n° 87 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport commun de M. Jean CHERIOUX avec celui de la proposition de loi n° 52 (1999-2000) du 4 novembre 1999 - Actionnaires et actionnariat - (7 décembre 1999) [n° 118 (1999-2000)] - Avis de M. René TREGOUËT (13 décembre 1999) n° 129 (1999-2000) - Discussion (16 décembre 1999) - Adoption (16 décembre 1999) [n° 53].

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1999) (p. 7710, 7743).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 52 (1999-2000) - Actionnaires et actionnariat.

Administration

1. - Projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, PRÉSENTÉE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Emile ZUCCARELLI, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (14 janvier 1999) [n° 153 (98-99)] - Renvoi à la

commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul AMOUDRY (3 mars 1999) [n° 248 (98-99)] - Discussion (10 mars 1999) - Adoption (10 mars 1999) [n° 94].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 mars 1999) [n° 1461 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Claudine LEDOUX (19 mai 1999) [n° 1613 (98-99)] - Discussion (27 mai 1999) - Adoption (27 mai 1999) [n° 326].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1er juin 1999) [n° 391 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul AMOUDRY (6 octobre 1999) [n° 1 (1999-2000)] - Discussion (13 octobre 1999) - Adoption (13 octobre 1999) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 octobre 1999) [n° 1868 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Claudine LEDOUX (17 novembre 1999) [n° 1936 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999) [n° 397].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (25 novembre 1999) [n° 96 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(10 mars 1999) (p. 1385, 1427).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1385, 1397) : MM. Jean-Paul Amoudry, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Jean-Jacques Hyest, Jacques Mahéas, Jacques Pelletier, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1397, 1424) : MM. Jean-Paul Amoudry, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Yves Fréville, Pierre Hérisson, Jacques Machet, Jacques Mahéas, Jacques Pelletier, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCES AUX REGLES DE DROIT ET A LA TRANSPARENCE

Chapitre 1^{er}

Dispositions relative à l'accès aux règles de droit et à la transparence

Art. 1^{er} (définition des autorités administratives) (p. 1397) - Supprimé (p. 1414 ; précédemment réservé p. 1397).

Art. 2 (obligation d'organiser un accès simple aux règles de droit) (p. 1397) - Supprimé (p. 1398).

Art. 3 et annexe (codification des textes législatifs) (p. 1398) - Supprimés (p. 1400).

Chapitre 2

Dispositions relatives à la transparence administrative

Art. 4 (personnalisation des relations entre les agents des services publics et le public) (p. 1401) - Adopté après modification.

Art. 5 (consultation du public par le maître de l'ouvrage préalablement à une opération d'aménagement ou d'infrastructure) (p. 1401) - Supprimé (p. 1402).

Après l'art. 5 (p. 1402).

Art. additionnel (obligation pour une association de sauvegarde de l'environnement de consigner une somme fixée par le juge lors du dépôt d'un recours pour excès de pouvoir contre une autorisation d'urbanisme) (p. 1403) - Adopté après modification (p. 1404).

Art. 6 (*modifications de la loi "informatique et libertés". Accès des tiers aux données dites "nominatives"*) (p. 1404) - Adopté après modification (p. 1406).

Art. 7 (*peines applicables à la conservation et au traitement irréguliers des informations nominatives*) (p. 1406) - Adopté après modification.

Art. 8 (*définition de la notion de document administratif et régime applicable à la communication de ces documents, attributions de la commission d'accès aux documents administratifs, CADA*) (p. 1406) - Adopté après modification (p. 1410).

Art. 9 (*tri des informations nominatives collectées dans le cadre de traitements automatisés en vue de leur conservation ou de leur destruction*) (p. 1410) - Adopté.

Chapitre 3

Dispositions relatives à la transparence financière

Art. 10 (*consultation par le public des comptes des autorités administratives et organismes aidés ou subventionnés*) (p. 1410) - Adopté après modification (p. 1411).

Art. 11 (*contrôle de la Cour des comptes sur les organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, ou à percevoir des versements libératoires d'une obligation légale de faire*) (p. 1411) - Adopté après modification (p. 1412).

Art. 12 (*échanges d'informations entre les juridictions judiciaires et financières*) (p. 1412) - Adopté après modification (p. 1413).

Art. 13 (*extension de certaines dispositions aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1413) - Adopté après modification (p. 1414).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RELATIONS DES CITOYENS AVEC LES ADMINISTRATIONS

Avant le chapitre 1^{er} du titre II (p. 1415).

Art. additionnel (*définition des autorités administratives*) (p. 1415) - Adopté.

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives à l'amélioration des procédures administratives

Art. 14 (*modalités de transmission d'une demande de l'administration*) (p. 1415) - Adopté après modification (p. 1416).

Art. 15 (*délais d'ordonnancement des condamnations pécuniaires et applicabilité de la procédure d'ordonnancement au référé-provision*) (p. 1416) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions relatives au régime des décisions prises par les autorités administratives

Avant l'art. 16 (p. 1416).

Art. additionnel (*identification de l'auteur d'une décision*) (p. 1416) - Adopté.

Art. 16 (*définition de la "demande" au sens du présent chapitre*) (p. 1416) - Adopté après modification (p. 1417).

Art. 17 (*accusé de réception*) (p. 1417) - Adopté après modification.

Art. 18 (*transmission de la demande à l'autorité compétente*) (p. 1418) - Adopté.

Art. 19 (*décisions implicites de rejet*) (p. 1418) - Adopté.

Art. 20 (*décisions implicites d'acceptation*) (p. 1418) - Adopté.

Art. 21 (*retrait pour illégalité*) (p. 1418) - Adopté après modification (p. 1419).

Art. 22 (*observations de l'intéressé préalables à la décision*) (p. 1419) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Art. 23 (*délégués du médiateur et compétences du médiateur de la République*) (p. 1419) - Adopté après modification (p. 1420).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MAISONS DES SERVICES PUBLICS

Art. 24 (*maisons des services publics*) (p. 1420) - Adopté après modification (p. 1422).

Art. 25 (*groupements d'intérêt public*) (p. 1422) - Adopté après modification.

Art. 26 (*conventions conclues par une personne morale chargée d'une mission de service public*) (p. 1422) - Adopté après modification (p. 1423).

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 27 (*application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1423) - Adopté après modification (p. 1424).

Art. 28 (*entrée en vigueur différée de certaines dispositions*) (p. 1424) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1424, 1427) : *MM. Jean-Paul Amoudry, Robert Bret, Alain Gérard, Jacques Machet, Jacques Mahéas, Jacques Pelletier, François Trucy, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

Adoption (10 mars 1999) (p. 1427).

Discussion (deuxième lecture)

(13 octobre 1999) (p. 5096, 5131).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5097, 5105) : *MM. Jean-Paul Amoudry, rapporteur de la commission des lois; Pierre Biarnès, Robert Bret, Gérard Delfau, Jacques Mahéas, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

Art. 1^{er} (*définition des autorités administratives*) (p. 5105) - Adopté.

Art. 2 (*obligation d'organiser un accès simple aux règles de droit*) (p. 5105) - Supprimé (p. 5106).

Art. 3 (*codification des textes législatifs*) (p. 5106) - Adopté après modification (p. 5107).

Art. 4 (*personnalisation des relations entre les agents des services publics et les citoyens*) (p. 5107) - Adopté après modification (p. 5108).

Art. 5 bis (*consignation d'une somme d'argent par les associations de sauvegarde de l'environnement déposant un recours devant la juridiction administrative*) (p. 5110) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction (p. 5111).

Art. 6 (*modifications de la loi "informatique et libertés". Accès des tiers aux données dites nominatives*) (p. 5111) - Adopté.

Art. 8 (*définition de la notion de document administratif, régime applicable à la communication de ces documents, attributions de la commission d'accès aux documents administratifs*) (p. 5111) - Adopté après modification (p. 5114).

Art. 8 bis (rapports de vérification et avis des comités départementaux et régionaux d'examen des comptes des organismes de sécurité sociale) (p. 5114) - Adopté après modification (p. 5115).

Art. 9 (tri des informations nominatives collectées dans le cadre de traitements automatisés en vue de leur conservation ou de leur destruction) (p. 5115) - Adopté.

Art. 10 (consultation par le public des comptes des autorités administratives et organismes aidés ou subventionnés) (p. 5115) - Adopté après modification (p. 5116).

Art. 11 (contrôle par la Cour des comptes des organismes habilités à recevoir des taxes parafiscales, ou à percevoir des versements libératoires d'une obligation légale de faire) (p. 5116) - Adopté.

Art. 13 bis (exercice par le contribuable des actions appartenant au département et à la région) (p. 5116) - Adopté après modification (p. 5117).

Art. 13 ter (exercice par le contribuable des actions appartenant à la région) (p. 5117) - Adopté après modification.

Art. 14 A (définition des autorités administratives) (p. 5117) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 14 (modalités de transmission d'une demande à l'administration) (p. 5117) - Adopté après modification (p. 5118).

Art. 16 A (identification de l'auteur d'une décision) (p. 5118) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat dans une nouvelle rédaction.

Art. 17 (accusé de réception) (p. 5118) - Adopté (p. 5119).

Art. 20 (décisions implicites d'acceptation) (p. 5119) - Adopté après modification.

Art. 21 (retrait pour illégalité d'une décision implicite d'acceptation) (p. 5119) - Adopté après modification.

Art. 22 (observations de l'intéressé préalables à la décision) (p. 5120) - Adopté après modification.

Art. 22 bis (procédure contradictoire en cas de reversement de prestations sociales indûment perçues) (p. 5120) - Adopté après modification.

Art. 24 (maisons des services publics) (p. 5120) - Adopté après modification (p. 5123).

Art. 25 (maison des services publics constituée en groupement d'intérêt public) (p. 5123) - Adopté après modification.

Art. 26 (conventions conclues par une personne morale chargée d'une mission de service public) (p. 5123) - Adopté après modification (p. 5124).

Art. 26 bis (changement de dénomination des secrétaires généraux des communes) (p. 5124) - Adopté.

Art. 26 ter (amélioration de la situation des bénéficiaires de pensions de retraite pour invalidité) (p. 5124) - Adopté.

Art. 26 quater (conséquences de la jurisprudence "Berkani" du Tribunal des conflits pour les agents non-titulaires de l'Etat) (p. 5124) - Supprimé (p. 5127).

Art. 26 quinquies (conséquences de la jurisprudence "Berkani" du Tribunal des conflits pour les agents non-titulaires des collectivités territoriales) (p. 5127) - Supprimé (p. 5128).

Art. 26 sexies (validation législative de décrets et décisions individuelles concernant l'Office national de la chasse et le Conseil supérieur de la pêche) (p. 5129) - Adopté.

Art. 26 septies (validation législative d'une liste d'aptitude de concours) (p. 5129) - Adopté.

Art. 27 A (situation des médecins exerçant des missions de médecine professionnelle et préventive sans détenir la qualification requise) (p. 5129) - Adopté.

Art. 27 (application de certaines dispositions en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) (p. 5129) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5130, 5131) : MM. Jean-Paul Amoudry, Pierre Biarnès, Robert Bret, Gérard Delfau, Emmanuel Hamel, Jacques Mahéas, Guy Penne, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

Adoption (13 octobre 1999) (p. 5131).

Adoption

Voir *Droit civil*, 1

Aérodromes

Voir *Environnement*, 1

Afrique du Sud (république)

Voir *Traités et conventions*, 12

Agriculture

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 8
Rappels au règlement

1. - Projet de loi d'orientation agricole, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Louis LE PENSEC, ministre de l'agriculture et de la pêche (10 juin 1998) [n° 977 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François PATRIAT (9 juillet 1998) [n° 1058 (97-98)] - Urgence - Discussion (5,6,7,8,12 et 13 octobre 1998) - Adoption (13 octobre 1998) [n° 191].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1998) [n° 18 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Michel SOUPEL (16 décembre 1998) [n° 129 (98-99)] - Avis de M. Albert VECTEN (16 décembre 1998) [n° 132 (98-99)] - Avis de M. Dominique LECLERC (12 janvier 1999) [n° 151 (98-99)] - Discussion (19, 20, 21, 27 janvier et 2 février 1999) - Adoption (2 février 1999) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 février 1999) [n° 1360 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. François PATRIAT (24 mars 1999) [n° 1433 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Michel SOUPEL (4 mars 1999) [n° 252 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (3 février 1999) [n° 1360 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François PATRIAT (24 mars 1999) [n° 1481 (98-99)] - Discussion (7 et 8 avril 1999) - Adoption (8 avril 1999) [n° 279].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (9 avril 1999) [n° 311 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Michel SOUPLLET (5 mai 1999) [n° 334 (98-99)] - Discussion (18 mai 1999) - Adoption (18 mai 1999) [n° 122].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (19 mai 1999) [n° 1611 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. François PATRIAT (20 mai 1999) [n° 1614 (98-99)] - Discussion (26 mai 1999) - Adoption (26 mai 1999) [n° 321].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-414 DC du 8 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 10 juillet 1999) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 10 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(19 janvier 1999) (p. 29, 59) ; (20 janvier 1999) (p. 71, 82 ; 85, 117) ; (21 janvier 1999) (p. 130, 163 ; 174, 233) ; (27 janvier 1999) (p. 315, 404) ; (2 février 1999) (p. 493, 532 ; 536, 614).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 29, 59 ; 71, 82 ; 85, 105) : *Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barraux, Jean Bizet, Mme Yolande Boyer, MM. Gérard César, Yvon Collin, Gérard Cornu, Marcel Deneux, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emorine, Philippe François, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Paul Girod, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Jean Huchon, Bernard Joly, Mme Christiane Lambert, rapporteur de la section de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil économique et social; MM. Gérard Le Cam, Dominique Leclerc, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; André Lejeune, Louis Moinard, Georges Mouly, Jean-Marc Pastor, Bernard Piras, Paul Raoult, Henri de Richemont, René-Pierre Signé, Michel Souplet, rapporteur de la commission des affaires économiques; Pierre-Yvon Trémel, Alain Vasselle, Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Marcel Vidal.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 105, 117 ; 130, 163 ; 174, 233 ; 315, 404 ; 493, 532 ; 536, 604) : *MM. Philippe Adnot, Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Mmes Janine Bardou, Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Bizet, Marcel Bony, Mme Yolande Boyer, MM. Dominique Braye, Gérard César, Michel Charasse, Gérard Cornu, Roland Courteau, Jean-Patrick Courtois, Xavier Darcos, Désiré Debavelaere, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Marcel Deneux, Claude Domeizel, Michel Doublet, André Dulait, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emorine, Hilaire Flandre, Philippe François, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Alain Gérard, François Gerbaud, Paul Girod, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Serge Godard, Adrien Gouteyron, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Rémi Herment, Jean Huchon, Jean-François Humbert, Claude Huriet, Gérard Larcher, Patrick Lassourd, Gérard Le Cam, Dominique Leclerc, rapporteur pour avis; Jean-François Le Grand, André Lejeune, Roland du Luart, Serge Mathieu, Louis Moinard, Aymeri de Montesquiou, Bernard Murat, Jean-Marc Pastor, Jacques Pelletier, Bernard Piras, Jean-Pierre Plancade, Jean-Pierre Raffarin, Paul Raoult, Charles Revet, Henri de Richemont, Philippe Richert, Yves Rispat, Michel Souplet, rapporteur de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade, MM. François Trucy, Alain Vasselle, Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Serge Vinçon, Guy Vissac.*

Art. 1^{er} (objectifs de la politique agricole) (p. 105) - Adopté après modification (p. 112).

Art. 1^{er} bis (représentation des syndicats agricoles dans différents organismes) (p. 112) - Adopté après modification (p. 115).

Art. 1^{er} ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles) (p. 130) - Adopté après modification (p. 135).

TITRE I^{er}

LES CONTRATS TERRITORIAUX D'EXPLOITATION

Art. 2 (création du contrat territorial d'exploitation - art. L. 331-3 du code rural) (p. 135) - Adopté après modification (p. 150).

Art. 3 (création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation - art. L. 311-4 du code rural) (p. 150) - Adopté après modification (p. 157).

Art. 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation - art. L. 341-1 du code rural) (p. 157) - Adopté après modification (p. 163 ; 174, 178).

Après l'art. 4 (p. 185).

Art. additionnel (taxation des plus-values réalisées lors de la transmission à titre gratuit de l'exploitation à un héritier ou à un successible) (p. 189) - Adopté (p. 190 ; précédemment réservé p. 178).

Art. additionnel (extension de la déduction pour investissements, DPI, aux investissements collectifs des agriculteurs) (p. 190) - Adopté (p. 191 ; précédemment réservé p. 178).

Art. additionnel (taxation des plus-values réalisées lors de la transmission de l'exploitation à un jeune agriculteur) (p. 192) - Adopté (p. 193 ; précédemment réservé p. 178).

Art. 5 (reconnaissance d'un pouvoir d'avis aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture - art. L. 313-1 du code rural) (p. 183) - Adopté après modification (p. 185).

Avant l'art. 6 (p. 185).

Art. additionnel (maintien de la déduction fiscale en cas de transmission de l'exploitation à un jeune agriculteur) (p. 185) - Adopté (p. 188 ; précédemment réservé p. 178).

TITRE II

EXPLOITATIONS ET PERSONNES

Nouvel intitulé (Entreprises et personnes) (p. 375) - Adopté après modification (p. 377 ; précédemment réservé le 21 janvier 1999 p. 185).

Chapitre 1^{er}

L'exploitation agricole

Nouvel intitulé (L'entreprise agricole) (p. 377) - Adopté (précédemment réservé le 1er janvier 1999 p. 185).

Art. 6 (définition des activités agricoles - art. L. 311-1 du code rural) (p. 197) - Supprimé (p. 201).

Art. 7 (registre de l'agriculture - art. L. 311-2 du code rural) (p. 201) - Adopté après modification (p. 203).

Art. 7 bis (définition de l'exploitant agricole - art. L. 311-5 du code rural) (p. 204) - Adopté après modification.

Après l'art. 7 bis (p. 205).

Art. additionnel (dénéigement des routes par une personne physique ou morale exerçant une activité agricole) (p. 205) - Adopté (p. 537 (2 février 1999)).

Art. additionnel (possibilité de cession d'une exploitation agricole dans son entier et établissement d'un contrat unique) (p. 210) - Adopté (p. 211).

Art. 8 (champ d'application du statut du fermage - art. L. 411-1 du code rural) (p. 211) - Adopté.

Art. 9 (protection du preneur appliquant des méthodes culturales favorables à l'environnement - art. L. 411-27 du code rural) (p. 212) - Adopté (p. 214).

Art. 10 (résiliation du bail et contrôle des structures - art. L. 411-33 du code rural) (p. 214) - Adopté.

Art. 10 bis (mise à disposition de biens loués au profit d'une société - art. L. 411-37 du code rural) (p. 215) - Adopté.

Art. 10 ter (reprise d'une parcelle par le bailleur pour la construction d'une maison d'habitation - art. L. 411-57 du code rural) (p. 215) - Adopté après modification (p. 216).

Après l'art. 10 ter (p. 216).

Art. additionnel (octroi au preneur ayant atteint l'âge de la retraite du bénéfice d'un renouvellement du bail de deux périodes triennales s'il a des enfants à charge) (p. 216) - Adopté (p. 217).

Art. 11 (travaux de mise aux normes des exploitations en fermage) (p. 217) - Adopté.

Art. 11 bis (application des articles 8 à 11 aux baux en cours) (p. 218) - Adopté.

Art. 12 (rapport sur l'assurance-récolte) (p. 219) - Adopté après modification (p. 220).

Art. 12 bis (insaisissabilité partielle des revenus provenant de l'activité agricole) (p. 220) - Supprimé (p. 221).

Art. 12 ter (insaisissabilité du logement d'un agriculteur) (p. 221) - Supprimé.

Chapitre 2

L'orientation des structures des exploitations agricoles

Section 1

Les éléments de référence et la politique d'installation

Art. 13 (création de l'unité de référence) (p. 222) - Adopté (p. 226).

Art. 14 (dispositions relatives à la politique de l'installation - art. L. 330-1 du code rural) (p. 226) - Adopté après modification (p. 229).

Art. 15 (notification préalable des départs à la retraite - art. L. 330-2 du code rural) (p. 229) - Adopté après modification (p. 231).

Après l'art. 15 (p. 232).

Art. additionnel (création d'une allocation de préretraite en cas de transmission à un jeune agriculteur) (p. 232) - Adopté (p. 233).

Section 2

Le contrôle des structures des exploitations agricoles

Art. 16 (réforme du contrôle des structures) (p. 315) - Adopté après modification (p. 332).

Art. 17 (révision du schéma directeur départemental des structures) (p. 333) - Adopté (p. 334).

Art. 17 bis (contrôle des regroupements de références laitières) (p. 334) - Adopté.

Chapitre 3

Statut des conjoints travaillant dans les exploitations ou les entreprises et des retraités agricoles non salariés

Art. 18 (création du statut de conjoint collaborateur - art. L. 321-5 du code rural) (p. 336) - Adopté après modification (p. 337).

Art. 18 bis (statut du conjoint du copropriétaire embarqué et du conjoint du chef d'exploitation de cultures marines - art. 16 de la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997

d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines) (p. 337) - Adopté.

Art. 19 (suppression progressive de la qualité de conjoint participant aux travaux - art. 1122-1 du code rural) (p. 337) - Adopté.

Art. 20 (la retraite proportionnelle des conjoints collaborateurs) (p. 337) - Adopté.

Art. 21 (paiement par le chef d'entreprise de la cotisation d'assurance vieillesse du conjoint collaborateur - art. 1123 du code rural) (p. 337) - Adopté.

Art. 22 (revalorisation des retraites - art. 1121-5 du code rural) (p. 337) - Adopté après modification (p. 338).

Après l'art. 22 (p. 338).

Art. additionnel (fixation d'un minimum pour les pensions de réversion) (p. 338) - Adopté (p. 339).

Art. additionnel (prise en compte du capital successoral à 30 % de sa valeur pour la fixation du seuil de recouvrement du fonds de solidarité vieillesse sur la succession) (p. 341) - Adopté.

Art. 23 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité) (p. 342) - Adopté.

Art. 24 (cotisations des nouveaux salariés - art. 1003-12 du code rural) (p. 344) - Adopté après modification (p. 346).

Après l'art. 24 (p. 346).

Art. additionnel (relèvement du taux d'exonération de cotisations sociales des jeunes agriculteurs bénéficiant des aides à l'installation) (p. 346) - Adopté (p. 347).

Art. 25 (institution d'un salaire différé au profit du conjoint survivant du chef d'exploitation) (p. 348) - Adopté.

Art. 26 (coordination - art. 2101 et 2104 du code rural) (p. 349) - Adopté.

Après l'art. 26 (p. 349).

Art. additionnel (cessibilité dans les mêmes conditions que les salaires des pensions et rentes de retraite d'invalidité des personnes non salariées des professions agricoles) (p. 349) - Adopté.

Chapitre 4

De l'emploi salarié

Nouvel intitulé (L'emploi salarié) (p. 350) - Adopté.

Art. 27 (création des titres emplois simplifiés agricoles, TESA - art. 1000-6 du code rural) (p. 350) - Adopté après modification (p. 352).

Art. 27 bis (limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués par des groupements d'employeurs - art. L. 127-10 du code du travail) (p. 352) - Supprimé (p. 353).

Après l'art. 27 bis (p. 353).

Art. additionnel (accord cadre prévu entre les caisses de retraite pour définir les règles régissant le statut de l'emploi rural) (p. 353) - Adopté (p. 354).

Art. 28 (création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles - art. 1000-7 du code rural) (p. 355) - Adopté après modification (p. 356).

Art. 29 (création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail - art. L. 231-2-1 du code du travail) (p. 356) - Adopté après modification (p. 358).

Art. 29 bis (accès au capital temps-formation - art. L. 932-1 et L. 932-2 du code du travail) (p. 358) - Adopté.

Art. 29 ter (création d'un observatoire de l'emploi salarié en agriculture) (p. 358) - Supprimé (p. 359).

Après l'art. 29 ter (p. 359).

Art. additionnel (exonération de cotisations patronales pour les organismes ou associations relevant de la mutualité sociale agricole, notamment pour les associations d'aide à domicile) (p. 360) - Adopté (p. 361).

Art. additionnel (création d'une commission nationale de concertation et de proposition pour le personnel des chambres d'agriculture) (p. 361) - Adopté (p. 362).

Chapitre 5

Du fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole

Requalification du chapitre 5 en titre II bis (fonctionnement des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 362) - Adopté.

Art. 29 quater (renforcement du contrôle de l'Etat sur les organismes de mutualité sociale agricole et divers organismes - schémas directeurs informatiques des organismes de mutualité sociale agricole) (p. 362) - Adopté après modification (p. 363).

Après l'art. 29 quater (p. 363).

Art. additionnel (création d'un conseil de surveillance auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole) (p. 367) - Adopté (p. 368 ; précédemment réservé p. 364).

Art. 29 quinquies (circonscriptions territoriales des organismes de mutualité sociale agricole, MSA) (p. 364) - Supprimé (p. 365).

Art. 29 sexies (convention d'objectifs et de gestion au sein de la mutualité sociale agricole, MSA - commissaire du Gouvernement - art. 1002-4 et 1011 du code rural) (p. 365) - Adopté après modification (p. 367).

Art. 29 septies (art. 1023 du code rural) (p. 368) - Adopté.

Après l'art. 29 septies (p. 368).

Art. additionnel (rattachement au régime des non-salariés agricoles des personnes exerçant en qualité de non-salarié une activité unique ou accessoire de mandataire d'une caisse locale d'assurance mutuelle agricole) (p. 368) - Adopté (p. 369).

Art. 29 octies (art. 1237 du code rural) (p. 369) - Adopté.

Après l'art. 29 octies (p. 369).

Art. additionnel (rattachement des personnes au régime de leur activité principale) (p. 369) - Adopté après modification (p. 370).

Art. additionnel (harmonisation) (p. 370) - Adopté.

Art. additionnel (composition des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole dont la circonscription s'étend sur deux ou plusieurs départements) (p. 373) - Adopté (p. 374).

Art. additionnel (recouvrement direct par les caisses de mutualité sociale agricole des indemnités forfaitaires mises à la charge des tiers responsables d'un accident du travail) (p. 374) - Adopté (p. 375).

Art. additionnel (présidence du comité d'entreprise d'un organisme de la MSA assurée par le directeur de l'organisme) (p. 375) - Adopté.

TITRE III

ORGANISATION ECONOMIQUE

Chapitre 1^{er}

Coopération agricole

Nouvel intitulé (Coopération agricole et organisation de la production) (p. 377) - Adopté.

Art. 30 A (organisations des producteurs reconnues - art. L. 551-1 du code rural) (p. 377) - Adopté après modification (p. 378).

Art. 30 (associés coopérateurs des zones frontalières - art. L. 522-1 et L. 522-2 du code rural) (p. 378) - Adopté.

Art. 30 bis (acquisition de parts sociales et déduction pour investissement) (p. 378) - Adopté après modification (p. 379).

Art. 31 (comptes consolidés des sociétés coopératives - art. L. 524-6 du code rural) (p. 379) - Adopté (p. 380).

Après l'art. 31 (p. 380).

Art. additionnel (mise en place d'un contrôle systématique des coopératives agricoles ayant perdu toute activité économique afin qu'il soit procédé à leur dissolution) (p. 380) - Adopté.

Art. 32 (conseil supérieur d'orientation de la coopération - art. L. 528-1 du code rural) (p. 381) - Adopté après modification (p. 382).

Chapitre 1^{er} bis

Offices d'intervention

Art. 32 bis (actualisation des missions des offices d'intervention - art. L. 621-1 et L. 621-3 du code rural) (p. 382) - Adopté après modification (p. 383).

Chapitre 2

Organisation interprofessionnelle

Avant l'art. 33 (p. 383).

Art. additionnel (transformation du comité des fruits à cidre, CFC, et des productions cidricoles en centre technique industriel, CTI) (p. 383) - Adopté (p. 384).

Art. 33 (statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles) (p. 384).

Art. L.632-1 du code rural (statut des organisations interprofessionnelles) (p. 385) - Adopté après modification (p. 390).

Art. L. 362-2 du code rural (prérogatives des organisations interprofessionnelles) (p. 390) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 33 modifié (p. 390).

Art. 34 (extension des accords interprofessionnels - art. L. 632-4 du code rural) (p. 390) - Adopté après modification (p. 392).

Art. 35 (assiette des cotisations interprofessionnelles - art. L. 632-6 du code rural) (p. 392) - Adopté.

Art. 36 (rapport d'activité et comptes des interprofessions. Bilan d'application des accords étendus) (p. 392) - Adopté.

Art. 37 (contrats de lutte contre les crises conjoncturelles) (p. 392) - Adopté (p. 395).

Chapitre 3

Composition du Conseil supérieur d'orientation

Art. 38 (modification de la composition du Conseil supérieur d'orientation, CSO, de l'économie agricole et alimentaire) (p. 395) - Adopté après modification (p. 396).

Chapitre 4

Création d'un Conseil supérieur des exportations alimentaires

Art. 38 bis (création d'un conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires) (p. 396) - Adopté après modification (p. 397).

Art. 38 ter (missions du conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires) (p. 397) - Adopté après modification (p. 398).

Après l'art. 38 ter (p. 398).

Art. additionnel (*dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur l'encadrement des phénomènes de l'intégration et le renforcement des pouvoirs économiques des producteurs*) (p. 398) - Adopté après modification (p. 399).

TITRE IV

QUALITE ET IDENTIFICATION DES PRODUITS

Nouvel intitulé (*Qualité, identification et sécurité des produits*) (p. 399) - Adopté.

Art. 39 A (*politique de la qualité et de l'origine des produits agricoles ou alimentaires*) (p. 399) - Adopté.

Art. 39 (*signes d'identification et emploi des termes "montagne" et "produits pays"*) (p. 399) - Adopté après modification (p. 404).

Art. 40 A (*Commission nationale des labels et des certifications de produits agricoles et alimentaires - art. L. 646-1 du code rural*) (p. 493) - Adopté.

Après l'art. 40 A (p. 494).

Art. additionnel (*reconnaissance d'une appellation d'origine contrôlée, AOC - art. L. 641-2 du code rural*) (p. 494) - Adopté.

Avant l'art. 40 (p. 494) - Adopté.

Art. additionnel (*définition de l'appellation d'origine contrôlée, AOC - art. L. 641-3 et L. 641-4 du code rural*) (p. 494) - Adopté (p. 495).

Art. 40 (*organisation de l'Institut national des appellations d'origine, INAO*) (p. 495) - Adopté après modification (p. 500).

Après l'art. 40 (p. 500).

Art. additionnel (*extension de la procédure simplifiée de contrôle aux commerces indépendants de l'alimentation*) (p. 500) - Adopté.

Art. 40 bis (*étiquetage des produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée - art. L. 112-1 du code de la consommation*) (p. 502) - Supprimé.

Art. 40 ter (*création d'un logo "appellation d'origine contrôlée"*) (p. 502) - Adopté après modification (p. 504).

Art. 40 quater (*statut des syndicats de producteurs de produits d'appellation d'origine contrôlée*) (p. 504) - Adopté après modification.

Art. 41 (*présentation trompeuse d'une appellation d'origine contrôlée et poursuite des infractions - art. L. 115-16 et L. 115-8 du code de la consommation et art. L. 642-3 du code rural*) (p. 504) - Adopté (p. 505).

Art. 41 bis (*utilisation de l'indication de provenance dans les dénominations de vente - art. L. 642-4 du code rural*) (p. 505) - Adopté après modification (p. 507).

Art. 42 (*appellation montagne - art. L. 644-2, L. 644-3 et L. 644-4 du code rural*) (p. 507) - Adopté après modification (p. 508).

Art. 42 bis (*création d'un fonds de valorisation et de communication destiné à promouvoir les produits agricoles et alimentaires*) (p. 508) - Adopté après modification (p. 509).

Art. 43 (*cotisations à l'INAO et aux organismes de contrôle agréés pour les produits autres que le vin*) (p. 509) - Adopté.

Art. 43 bis (*mise en bouteille et conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine*) (p. 509) - Supprimé (p. 510).

Art. 43 ter (*mise en place d'un système de biovigilance*) (p. 510) - Adopté après modification (p. 517).

Après l'art. 43 ter (p. 517).

Art. additionnel (*inspections et contrôles des produits phytosanitaires*) (p. 517) - Adopté après modification (p. 520).

Art. additionnel (*organisation du contrôle de produits antiparasitaires à usage agricole*) (p. 520) - Adopté (p. 523).

Art. additionnel (*organisation du contrôle de matières fertilisables et de supports de cultures*) (p. 523) - Adopté.

Art. 44 (*identification des équidés - art. 276-4 du code rural*) (p. 523) - Adopté après modification (p. 526).

Art. 44 bis (*mesures relatives au contrôle des élevages, au suivi sanitaire dans les abattoirs et aux pouvoirs des agents habilités - art. 253, 253-1 et 253-2 du code rural*) (p. 526) - Adopté après modification (p. 530).

Art. 44 ter (*mesures relatives aux anabolisants - art. 254 du code rural*) (p. 530) - Adopté après modification (p. 532).

Après l'art. 44 ter (p. 537).

Art. additionnel (*transposition en droit national de la directive européenne relative aux médicaments homéopathiques vétérinaires*) (p. 537) - Adopté (p. 538).

Avant l'art. 44 quater (p. 538).

Art. additionnel (*obligation d'une procédure de traçabilité pour les denrées alimentaires ou produits visés dans le code rural*) (p. 538) - Adopté.

Art. 44 quater (*mesures diverses relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine et animale*) (p. 538).

Paragraphe 1 (*renforcement des dispositifs d'inspection*) (p. 540) - Adopté (p. 541).

Paragraphe 2 (*nouvelles missions confiées aux vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire de l'État*) (p. 540) - Adopté après modification (p. 541).

Paragraphe 3 (*insertion de six nouveaux articles dans le code rural*) (p. 541).

Art. 258-1 du code rural (*prévention des risques d'origine alimentaire*) (p. 541) - Adopté.

Art. 285-2 du code rural (*traçabilité des produits d'alimentation humaine et animale*) (p. 541) - Adopté après modification (p. 542).

Art. 259-1 du code rural (*reconnaissance aux agents habilités du pouvoir d'ordonner la consignation et le rappel de lots*) (p. 542) - Adopté après modification.

Art. 259-2 du code rural (*reconnaissance aux agents habilités de pouvoirs d'injonction aux industriels*) (p. 542) - Adopté après modification (p. 543).

Art. 262-1 du code rural (*coordination*) (p. 543) - Adopté.

Art. 272 du code rural (*normes précises pour l'assainissement des établissements qui traitent des produits animaux*) (p. 543) - Adopté.

Adoption du paragraphe 3 modifié (p. 543).

Après le paragraphe 3 (p. 543).

Paragraphe additionnel (*possibilité pour les vétérinaires inspecteurs à temps partiel d'effectuer des contrôles - art. 215-1 du code rural*) (p. 543) - Adopté.

Paragraphe additionnel (*possibilité pour les vétérinaires inspecteurs à temps partiel d'effectuer des contrôles - art. 283-1 du code rural*) (p. 543) - Adopté.

Paragraphe 4 (*modification des articles 215-2 et 283-2 du code rural*) (p. 543) - Adopté après modification (p. 544).

Paragraphe 5 (*modification de l'article 259 du code rural*) (p. 544) - Adopté après modification.

Paragraphe 6 à 8 (*modification de l'article 215-1 du code de la consommation et des articles 444-3 et 444-4 du code pénal*) (p. 544) - Adoptés.

Paragraphe 9 (*modification de l'article 275-1 du code rural*) (p. 544) - Adopté après modification (p. 545).

Paragraphe 10 (*modification de l'article 275-2 du code rural*) (p. 544) - Adopté après modification (p. 545).

Paragraphe 11 (*modification de l'article 275-4 du code rural*) (p. 545) - Adopté après modification (p. 546).

Paragraphe 12 (*modification de l'article 275-5 du code rural*) (p. 546) - Adopté après modification (p. 547).

Après le paragraphe 12 (p. 547).

Paragraphe additionnel (*amendement de cohérence*) (p. 547) - Adopté.

Paragraphe additionnel (*amendement de cohérence*) (p. 547) - Adopté.

Paragraphe 13 (*modification du deuxième alinéa de l'article 35 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986*) (p. 547) - Adopté.

Paragraphe 14 (*modification des deux premiers articles de la loi du 3 juillet 1934 relatifs à la fabrication des pâtes alimentaires*) (p. 547) - Adopté après modification.

Après le paragraphe 14 (p. 547).

Paragraphe additionnel (*amendement rédactionnel*) (p. 547) - Adopté.

Adoption de l'article 44 quater modifié (p. 548).

Après l'art. 44 quater (p. 548).

Art. additionnel (*réhabilitation à la vente pour les bovins atteints de rhino-trachéite infectieuse, IBR, et pour les ovins atteints de brucellose*) (p. 548) - Adopté (p. 549).

Art. additionnel (*contrôle de conformité des réactifs destinés aux analyses vétérinaires dans le domaine de la santé animale, de l'élevage et de la salubrité des aliments*) (p. 549) - Adopté (p. 550).

TITRE V

GESTION DE L'ESPACE AGRICOLE ET FORESTIER

Art. 45 (*prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier - art. L. 111-1 et L. 111-2 du code rural*) (p. 550) - Adopté après modification (p. 551).

Avant l'art. 45 bis (p. 551).

Art. additionnel (*réciprocité dans les règles d'éloignement entre les bâtiments agricoles et les locaux d'habitation ou professionnels*) (p. 551) - Adopté (p. 552).

Art. additionnel (*fixation par décret en Conseil d'Etat des règles générales et des prescriptions techniques applicables aux installations classées soumises à autorisation*) (p. 552) - Adopté (p. 553).

Art. 45 bis (*petites carrières de marne - art. 16-1 de la loi n° 76-663*) (p. 553) - Adopté après modification (p. 556).

Art. 46 (*document départemental de gestion de l'espace agricole et forestier - section 1 du chapitre II du titre Ier du Livre Ier (nouveau) du code rural - art. L. 112-1 du code rural*) (p. 556) - Adopté après modification (p. 557).

Art. 47 (*zones agricoles protégées - art. L. 112-2 du code rural*) (p. 557) - Adopté après modification (p. 559).

Après l'art. 47 (p. 559).

Art. additionnel (*possibilité d'autorisation de constructions agricoles ou forestières à l'écart des*

habitations pour les communes littorales) (p. 559) - Adopté (p. 560).

Art. 47 bis (*association des représentants des organisations professionnelles agricoles à la délimitation des zones de préemption - art. L. 142-3 du code de l'urbanisme*) (p. 560) - Adopté après modification (p. 561).

Art. 48 (*réduction des espaces agricoles et forestiers - art. L. 112-3 du code rural*) (p. 561) - Adopté après modification (p. 562).

Art. 49 (*droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER - art. L. 143-2 du code rural*) (p. 562) - Adopté (p. 563).

Après l'art. 49 (p. 563).

Art. additionnel (*délai de stockage des terres acquises par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER*) (p. 563) - Adopté (p. 564).

Art. 49 bis (*missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER - art. L. 141-1 du code rural*) (p. 564) - Adopté après modification (p. 566).

Art. 50 (*attribution de droits reconnus à la partie civile aux chambres d'agriculture et centres régionaux de la propriété forestière - art. L. 253-1 du code rural*) (p. 566) - Adopté.

Après l'art. 50 (p. 566).

Art. additionnel (*association des organisations agricoles et forestières représentatives à l'action des pouvoirs publics en matière de protection de l'environnement ou de gestion de l'espace rural*) (p. 566) - Adopté (p. 567).

Art. 50 bis (*renforcement du dispositif relatif aux associations foncières pastorales et agricoles - art. L. 135-3-1, L. 136-7-1, L. 135-4 et L. 136-8 du code rural*) (p. 567) - Adopté après modification (p. 569).

Art. 50 ter (*attribution des biens de section - art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales*) (p. 569) - Adopté.

Après l'art. 50 ter (p. 569).

Art. additionnel (*possibilité de constatation de la procédure de prescription acquisitive ou usucapion par le président de la commission départementale d'aménagement foncier par acte de notoriété*) (p. 569) - Adopté (p. 570).

Art. additionnel (*intervention du président de la commission départementale d'aménagement foncier dans le cadre d'une procédure d'élaboration ou de révision d'un document d'urbanisme*) (p. 570) - Adopté.

Art. additionnel (*dépôt d'un rapport par le Gouvernement sur les modalités d'organisation de la profession d'experts agricoles et fonciers et d'experts forestiers, en ordre professionnel*) (p. 571) - Adopté (p. 572).

TITRE VI

FORMATION DES PERSONNES, DEVELOPPEMENT AGRICOLE, RECHERCHE AGRONOMIQUE ET VETERINAIRE

Art. 51 (*Principes et unions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics - art. L. 811-1 du code rural*) (p. 572) - Adopté après modification (p. 574).

Art. 52 (*architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics - art. L. 811-2 du code rural*) (p. 574) - Adopté après modification (p. 575).

Après l'art. 52 (p. 575).

Art. additionnel (*homologation de droit des diplômes technologiques*) (p. 575) - Adopté (p. 576).

Art. 53 (création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles) (p. 576) - Adopté après modification (p. 579).

Art. 54 (qualité d'autorité académique reconnue au directeur régional de l'agriculture et de la forêt) (p. 579) - Adopté après modification.

Après l'art. 54 (p. 579).

Art. additionnel (amendement de coordination) (p. 579) - Adopté (p. 580).

Art. 55 (principes, missions et architecture générale de l'enseignement supérieur agricole public - art. L. 812-1 du code rural) (p. 580) - Adopté après modification.

Art. 56 (administration des établissements d'enseignement supérieur agricole public - art. L. 812-3 du code rural) (p. 580) - Adopté après modification (p. 581).

Art. 57 (création de groupements d'intérêt public par les établissements publics d'enseignement supérieur agricole - art. L. 812-5 du code rural) (p. 581) - Adopté après modification (p. 582).

Art. 58 (principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles privés) (p. 582) - Adopté après modification (p. 583).

Art. 59 (architecture générale de l'enseignement technique agricole privé - art. L. 813-2 du code rural) (p. 583) - Adopté après modification (p. 585).

Après l'art. 59 (p. 585).

Art. additionnel (modification de la composition du Conseil national de l'enseignement agricole) (p. 585) - Adopté (p. 586).

Art. 60 (schéma prévisionnel national des formations de l'enseignement agricole) (p. 586) - Adopté après modification.

Art. 61 (coordination) (p. 586) - Adopté après modification.

Art. 62 (abrogation du premier alinéa de l'article L. 815-2 du code rural) (p. 586) - Adopté.

Art. 62 bis (création de l'inspection de l'enseignement agricole) (p. 586) - Adopté après modification (p. 587).

Art. 63 (développement agricole) (p. 587).

Art. L. 820-1 du code rural (principe et missions du développement agricole) (p. 588) - Adopté après modification.

Art. L. 820-2 du code rural (financement de la politique de développement agricole) (p. 588) - Adopté après modification.

Art. L. 820-3 du code rural (gestion du Fonds national de développement agricole) (p. 588) - Adopté après modification (p. 589).

Art. L. 820-4 du code rural (énumération des acteurs du développement agricole) (p. 589) - Adopté après modification.

Art. L. 820-5 du code rural (liaison entre développement et recherche agricoles) (p. 589) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 63 modifié (p. 589).

Art. 64 (principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire - art. L. 830-1 du code rural) (p. 589) - Adopté après modification (p. 591).

Après l'art. 64 (p. 591).

Art. additionnel (conditions d'exercice de la profession vétérinaire - art. 309 du code rural) (p. 591) - Adopté (p. 592).

Art. additionnel (liste des diplômes autorisés pour l'exercice en France des activités de vétérinaire) (p. 592) - Adopté après modification (p. 593).

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 65 (présentation d'un rapport sur l'adaptation de la fiscalité agricole) (p. 596) - Adopté après modification (p. 602).

Après l'art. 65 (p. 602).

Art. additionnel (limite d'âge pour l'élection du président d'un centre régional de la propriété forestière) (p. 602) - Adopté.

Art. additionnel (condition de transfert des droits de la société interprofessionnelle des oléagineux, protéagineux et cultures textiles, SIDO, à l'Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) (p. 603) - Adopté (p. 604).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 604, 614) : MM. Gérard César, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Marcel Deneux, Jean-Paul Emorine, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Jean-Marc Pastor, Jacques Pelletier, Albert Vecten.

Scrutin public n° 71 (p. 614).

Adoption (2 février 1999) (p. 614).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 mai 1999) (p. 3084, 3159).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3084, 3099) : MM. Gérard César, Marcel Deneux, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emorine, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam, Dominique Leclerc, Jean-Marc Pastor, Michel Souplet, rapporteur de la commission des affaires économiques; Albert Vecten.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3099, 3158) : MM. Jean Bizet, Gérard César, Marcel Deneux, Claude Domeizel, Ambroise Dupont, Bernard Dussaut, Hilaire Flandre, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche; Marcel Henry, Gérard Le Cam, Dominique Leclerc, Jacques Machet, Joseph Ostermann, Jean-Marc Pastor, Michel Souplet, rapporteur de la commission des affaires économiques; Pierre-Yvon Trémel.

Art. 1^{er} (objectifs de la politique agricole) (p. 3099) - Adopté (p. 3100).

Art. 1^{er} bis (représentation des syndicats agricoles dans différents organismes) (p. 3100) - Adopté (p. 3101).

Art. 1^{er} ter (rapport sur la revalorisation des retraites agricoles) (p. 3102) - Adopté après modification.

TITRE I^{er}

LES CONTRATS TERRITORIAUX D'EXPLOITATION

Art. 2 (création du contrat territorial d'exploitation - art. L. 331-3 du code rural) (p. 3103) - Adopté après modification (p. 3104).

Après l'art. 3 (p. 3104).

Art. additionnel (financement des opérations groupées d'aménagement foncier, OGAF, en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte par le fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation, FFCTE) (p. 3104) - Adopté (p. 3105).

Art. 4 (articulation des aides publiques avec les contrats territoriaux d'exploitation - art. L. 341-1 du code rural) (p. 3106) - Adopté après modification.

Art. 5 (*composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, CDOA*) (p. 3106) - Adopté après modification (p. 3108).

TITRE II

EXPLOITATIONS ET PERSONNES

Chapitre 1^{er}

L'exploitation agricole

Art. 6 A (*charges déductibles du bénéfice imposable en cas de transmission à un jeune agriculteur*) (p. 3109) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 6 B (*exonération des plus-values en cas de transmission à titre gratuit d'exploitations agricoles*) (p. 3109) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3110).

Art. 6 C (*régime fiscal des stocks et de la déduction pour investissement des exploitations soumises à l'impôt sur les sociétés*) (p. 3110) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3111).

Art. 6 D (*exonération des plus-values réalisées en cas de transmission d'exploitation à un jeune agriculteur*) (p. 3111) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Avant l'art. 6 (p. 3111).

Art. additionnel (*opposabilité de la définition de l'activité agricole aux contrats entre particuliers*) (p. 3111) - Adopté.

Art. 7 bis (*définition de l'exploitant agricole - art. L. 311-5 du code rural*) (p. 3111) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3112).

Art. 7 ter (*définition de l'exploitation agricole - art. L. 311-6 du code rural*) (p. 3112) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 10 quater (*renouvellement du bail pour le preneur ayant des enfants à charge - art. L. 411-64 du code rural*) (p. 3113) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 12 (*rapport sur l'assurance récolte*) (p. 3113) - Adopté.

Chapitre 2

L'orientation des structures des exploitations agricoles

Section 1

Les éléments de référence et la politique d'installation

Art. 14 (*dispositions relatives à la politique de l'installation - art. L. 330-1 du code rural*) (p. 3114) - Adopté après modification (p. 3115).

Art. 15 (*notification préalable des départs à la retraite - art. L. 330-2 du code rural*) (p. 3115) - Adopté.

Art. 15 bis (*cessation d'activité - prorogation de la préretraite et aide à la transmission des exploitations*) (p. 3124) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; suppression maintenue (précédemment réservé p. 3115).

Section 2

Le contrôle des structures des exploitations agricoles

Art. 16 (*contrôle des structures des exploitations agricoles*) (p. 3115) - Adopté après modification (p. 3124).

Chapitre 3

Statut des conjoints travaillant dans les exploitations ou les entreprises et des retraités agricoles non salariés

Art. 18 (*création du statut de conjoint collaborateur - art. L. 321-5 du code rural*) (p. 3125) - Adopté après modification.

Art. 24 (*cotisations des nouveaux salariés - art. 1003-12 du code rural*) (p. 3125) - Adopté après modification (p. 3126).

Après l'art. 24 (p. 3126).

Art. additionnel (*plafonnement des déductions des cotisations vieillesse des exploitations agricoles - art. 154 bis-OA du code général des impôts*) (p. 3126) - Adopté.

Art. 24 bis (*exonération de cotisations sociales pour les jeunes agriculteurs*) (p. 3127) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Chapitre 4

L'emploi salarié

Art. 27 bis (*limitation des déplacements des salariés agricoles dans le cadre de travaux effectués par des groupements d'employeurs - art. L. 127-10 du code du travail*) (p. 3127) - Adopté.

Art. 27 ter (*rapport sur le développement de l'emploi en commun entre collectivités locales et employeurs du secteur privé*) (p. 3127) - Adopté.

Art. 28 (*création au niveau des départements de comités d'oeuvres sociales et culturelles - art. 1000-7 du code rural*) (p. 3127) - Adopté.

Art. 29 (*création au niveau des départements de commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail - art. L. 231-2-1 du code du travail*) (p. 3128) - Adopté après modification (p. 3129).

Art. 29 ter (*création d'un observatoire de l'emploi salarié en agriculture*) (p. 3129) - Supprimé.

TITRE II BIS

FONCTIONNEMENT DES ORGANISMES DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Art. 29 quinquies A (*mise en place d'un conseil de surveillance auprès de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole*) (p. 3129) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 3130).

Art. 29 quinquies (*circonscription territoriale des organismes de MSA*) (p. 3130) - Supprimé.

Art. 29 sexies (*convention d'objectifs et de gestion au sein de la mutualité sociale agricole - commissaire du Gouvernement - art. 1002-4 et 1011 du code rural*) (p. 3130) - Adopté après modification (p. 3131).

Après l'art. 29 quaterdecies (p. 3131).

Art. additionnel (*organisation d'un système d'assurance maladie complémentaire obligatoire spécifique aux départements d'Alsace-Moselle*) (p. 3131) - Adopté (p. 3132).

TITRE III

ORGANISATION ECONOMIQUE

Chapitre 1^{er}

Coopération agricole et organisation de la production

Art. 31 bis (*retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles - art. L. 525-1 du code rural*) (p. 3132) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 32 (*conseil supérieur d'orientation de la coopération - art. L. 528-1 du code rural*) (p. 3132) - Adopté après modification (p. 3133).

Chapitre 1^{er} bis

Offices d'intervention

Art. 32 ter (*extension des compétences de l'OFIMER à la pêche professionnelle en eau douce - art. L. 621-1-1 du code rural*) (p. 3133) - Adopté.

Chapitre 2**Organisation interprofessionnelle**

Art. 33 (*statut et prérogatives des organisations interprofessionnelles - art. L. 632-1 et L. 632-2 du code rural*) (p. 3133) - Adopté (p. 3134).

Chapitre 3**Composition du Conseil supérieur d'orientation****Chapitre 4****Création d'un Conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires**

Art. 38 quater (*rapport sur l'intégration et le renforcement du pouvoir économique des producteurs*) (p. 3134) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE IV**QUALITE, IDENTIFICATION ET SECURITE DES PRODUITS**

Art. 39 (*signes d'identification et emploi des termes "fermier", "montagne" et "produits pays"*) (p. 3135) - Adopté.

Art. 40 B (*reconnaissance d'une AOC*) (p. 3135) - Adopté.

Art. 40 C (*définition de l'AOC et dispositions transitoires - art. L. 641-3 et L. 641-4 du code rural*) (p. 3135) - Adopté.

Art. 40 (*organisation de l'INAO et réaménagement du régime des AOC - art. L. 641-5 à L. 641-7, L. 641-14 à L. 641-17, L. 641-21, L. 641-22 et L. 641-24 du code rural*) (p. 3135) - Adopté (p. 3136).

Art. 40 bis A (*ventes directes sur le marché local*) (p. 3136) - Adopté.

Art. 40 bis (*étiquetage des produits bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée - art. L. 112-1 du code de la consommation*) (p. 3136) - Adopté après modification (p. 3137).

Art. 40 ter (*création d'un logo "appellation d'origine contrôlée"*) (p. 3137) - Adopté.

Art. 40 quater (*statut des syndicats de producteurs de produits d'appellation de produits d'origine contrôlée - section 6 du chapitre I du titre IV du livre VI du code rural*) (p. 3137) - Adopté.

Art. 41 bis (*utilisation de l'indication de provenance dans les dénominations de vente - art. L. 642-4, L. 643-4 et L. 643-5 du code rural*) (p. 3137) - Adopté (p. 3138).

Art. 42 (*appellation montagne - art. L. 644-2, L. 644-3 et L. 644-4 du code rural*) (p. 3138) - Adopté.

Art. 42 bis (*création d'un fonds de valorisation et de communication destiné à promouvoir les produits agricoles et alimentaires*) (p. 3138) - Adopté.

Art. 43 bis (*mise en bouteille et conditionnement des vins bénéficiant d'une appellation d'origine*) (p. 3138) - Adopté.

Art. 43 ter (*mise en place d'un système de biovigilance*) (p. 3138) - Adopté après modification (p. 3140).

Art. 43 quater (*surveillance et contrôle phytosanitaire*) (p. 3140) - Adopté après modification (p. 3141).

Art. 43 septies (*personnes habilitées à utiliser le procédé de l'identification par radiofréquence des animaux - art. 340 du code rural*) (p. 3141) - Adopté.

Art. 44 (*identification des équidés - art. 276-6 et 340-1 du code rural*) (p. 3141) - Adopté après modification (p. 3143).

Art. 44 bis (*contrôle des élevages - suivi des sanitaires des abattoirs - pouvoirs des agents de l'administration - art. 215, 235, 253-1, 253-2, L. 653-15 du code rural*) (p. 3143) - Adopté.

Art. 44 ter (*mesures relatives aux anabolisants - art. 254, 255-1, 256 et 338 du code rural*) (p. 3143) - Adopté (p. 3144).

Art. 44 quater A (*mesures relatives aux médicaments homéopathiques vétérinaires - art. L. 607, L. 617-3-1 et L. 617-18 du code de la santé publique*) (p. 3144) - Adopté.

Art. 44 quater B (*procédure de traçabilité - art. L. 214-1 du code de la consommation*) (p. 3144) - Adopté (p. 3145).

Art. 44 quater (*mesures relatives au renforcement de la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale*) (p. 3145) - Adopté après modification (p. 3147).

Art. 44 sexies (*réactifs vétérinaires*) (p. 3147) - Adopté.

TITRE V**GESTION DE L'ESPACE AGRICOLE ET FORESTIER**

Art. 45 (*prise en compte des fonctions économique, environnementale et sociale de l'espace agricole et forestier - art. L. 111-1 et 111-2 du code rural*) (p. 3147) - Adopté après modification.

Art. 45 bis B (*règles applicables aux installations classées soumises à autorisation - art. 7 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976*) (p. 3147) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 45 bis (*petites carrières de marne - art. 16-1 de la loi n° 76-663*) (p. 3147) - Adopté.

Art. 47 (*zones agricoles protégées, ZAP - art. L. 112-2 du code rural*) (p. 3147) - Adopté après modification (p. 3148).

Art. 47 bis A (*dérogation en faveur des constructions et installations agricoles ou forestières implantées à l'écart des zones habitées du littoral - art. L. 146-4 du code de l'urbanisme*) (p. 3148) - Adopté (p. 3149).

Art. 48 (*réduction des espaces agricoles et forestiers - art. L. 112-3 du code rural*) (p. 3149) - Adopté.

Art. 49 bis A (*suspension et prolongation du délai de détention des biens acquis par les SAFER*) (p. 3149) - Adopté.

Art. 49 bis (*missions des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, SAFER - art. L. 141-1 du code rural*) (p. 3149) - Adopté (p. 3150).

Art. 50 bis A (*action des personnes publiques et des organisations professionnelles représentatives en matière de protection de la nature - art. L. 253-1-1 du code rural*) (p. 3150) - Adopté (p. 3151).

Art. 50 bis (*renforcement du dispositif relatif aux associations foncières, pastorales et agricoles - art. L. 135-3-1, L. 136-7-1, L. 135-4 et L. 136-8 du code rural*) (p. 3151) - Adopté après modification.

Art. 50 quater (*constatation de notoriété en cas d'usucapion pour des petites parcelles - art. L. 121-25 et L. 121-26 du code rural*) (p. 3151) - Adopté.

Art. 50 sexies (*rapport sur l'organisation de la profession d'expert agricole et foncier et d'expert forestier*) (p. 3151) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3152).

TITRE VI

FORMATION DES PERSONNES, DEVELOPPEMENT
AGRICOLE, RECHERCHE AGRONOMIQUE ET
VETERINAIRE

Art. 51 (*principes et missions de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles publics - art. L. 811-1 du code rural*) (p. 3152) - Adopté après modification.

Art. 52 (*architecture générale de l'enseignement et de la formation professionnelle agricole publics - art. L. 811-2 du code rural*) (p. 3152) - Adopté (p. 3153).

Art. 53 (*création des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles - art. L. 811-8 du code rural*) (p. 3153) - Adopté après modification (p. 3154).

Art. 57 (*création de groupements d'intérêt public par les établissements publics d'enseignement supérieur agricole - art. L. 812-5 du code rural*) (p. 3154) - Adopté après modification.

Art. 59 (*architecture générale de l'enseignement technique agricole privé - art. L. 813-2 du code rural*) (p. 3154) - Adopté après modification (p. 3155).

Art. 61 (*coordination - art. L. 813-2 du code rural*) (p. 3156) - Adopté.

Art. 64 (*principes et missions de la recherche agronomique et vétérinaire - art. L. 830-1 du code rural*) (p. 3156) - Adopté.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 65 (*présentation d'un rapport sur différentes questions agricoles*) (p. 3156) - Adopté après modification (p. 3157).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43 alinéa 4 du règlement du Sénat (p. 3157).

Art. 5 (p. 3157) - Adopté après modification (p. 3158).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3158, 3159) : *MM. Gérard César, Gérard Le Cam, Jean-Marc Pastor.*

Adoption (18 mai 1999) (p. 3159).

Agroalimentaire (industrie)

Voir *Rappels au règlement*

Algérie

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre, 2*

Allemagne

Voir *Traités et conventions, 11; 35*

Allocutions et communications

Allocution de M. Christian Poncelet (19 janvier 1999) (p. 26) : vœux pour 1999

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Géorgie (28 janvier 1999) (p. 449) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Hommage à Maurice Schumann (9 février 1999) (p. 804) - *Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle ; M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Maroc (10 février 1999) (p. 856) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance*

Lecture d'un message de M. le Président de la République (2 mars 1999) (p. 1211) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Réception solennelle de M. Vaclav Havel, président de la République tchèque, devant le Sénat (3 mars 1999) (supplément au Journal officiel, débats parlementaires n° 17) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue au lord-maire de Glasgow (10 mars 1999) (p. 1385) - *M. Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires australiens (16 mars 1999) (p. 1475) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires d'Arménie (1er avril 1999) (p. 2068) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à M. le secrétaire aux affaires étrangères du Pakistan (7 avril 1999) (p. 2216) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de la République du Gabon (7 avril 1999) (p. 2221) - *M. Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Azerbaïdjan (4 mai 1999) (p. 2617) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Slovénie (11 mai 1999) (p. 2889) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Kazakhstan (18 mai 1999) (p. 3063) - *M. Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Soudan (20 mai 1999) (p. 3224) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Cuba (3 juin 1999) (p. 3628) - *M. Guy Allouche, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Thaïlande (8 juin 1999) (p. 3733) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Viêt-nam (22 juin 1999) (p. 4220) - *M. Guy Allouche, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation de membres de commissions des pouvoirs locaux de Russie, d'Ukraine et d'Azerbaïdjan (23 juin 1999) (p. 4304) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Convocation du Parlement en Congrès (23 juin 1999) (p. 4333) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires de Russie (24 juin 1999) (p. 4367) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires de Hongrie (24 juin 1999) (p. 4377) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat (29 juin 1999) (p. 4551, 4556) - *MM. Christian Poncelet, président du Sénat ; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Jordanie (29 juin 1999) (p. 4561) - *M. Christian Poncelet, président du sénat*

Ouverture de la session ordinaire de 1999-2000 (1er octobre 1999) (p. 4741) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat (1er octobre 1999) (p. 4741)

Hommage aux victimes de séismes ayant frappé la Turquie, la Grèce et Taïwan (1er octobre 1999) (p. 4742) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Démission de M. Michel Barnier de son mandat de sénateur à la suite de sa nomination à la Commission européenne (1er octobre 1999) (p. 4742) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Vacance d'un siège de sénateur à la suite de la démission de M. Michel Barnier de son mandat de sénateur de la Savoie (1er octobre 1999) (p. 4742) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation d'étudiants chinois (26 octobre 1999) (p. 5433) - *M. Guy Allouche, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Ouzbékistan (27 octobre 1999) (p. 5489) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance*

Hommage aux victimes d'un acte terroriste au Parlement d'Arménie (2 novembre 1999) (p. 5534, 5535) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Vanuatu (3 novembre 1999) (p. 5596) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance*

Convocation du Parlement en Congrès (3 novembre 1999) (p. 5596) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire slovaque (4 novembre 1999) (p. 5713) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Lettonie (9 novembre 1999) (p. 5819) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à M. John Moore, ministre de la défense australien (16 novembre 1999) (p. 5895) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance*

Hommage aux victimes des inondations (16 novembre 1999) (p. 5915) - *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité ; M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Mexique (25 novembre 1999) (p. 6277) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à une délégation hongroise (2 décembre 1999) (p. 6718) - *M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire chinoise (7 décembre 1999) (p. 7054) - *M. Jacques Valade, vice-président du Sénat, président de séance*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Mexique (9 décembre 1999) (p. 7225, 7226) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Souhaits de bienvenue à des délégations parlementaires d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie (14 décembre 1999) (p. 7606) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat*

Alsace-Moselle

Voir *Assurance maladie maternité, 2*

Aménagement du territoire

Voir *Lois de finances*
Rapports du Gouvernement

1. - Projet de loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Dominique VOYNET, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (29 juillet 1998) [n° 1071 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Philippe DURON (22 décembre 1998) [n° 1288 (98-99)] - Discussion (19, 20, 21, 26, 27 janvier 2, 3 et 9 février 1999) - Adoption (9 février 1999) [n° 244].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 février 1999) [n° 203 (98-99)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Gérard LARCHER, Claude BELOT et Charles REVET (18 mars 1998) [n° 272 (98-99)] - Discussion (23, 24, 25, 30, 31 mars et 6 avril 1999) - Adoption (6 avril 1999) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 avril 1999) [n° 1527 rect (98-99)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe DURON (7 avril 1999) [n° 1528 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Gérard LARCHER (7 avril 1999) [n° 298 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (6 avril 1999) [n° 1527 rect (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Philippe DURON (28 avril 1999) [n° 1562 (98-99)] - Discussion (5, 6 et 11 mai 1999) - Adoption (11 mai 1999) [n° 289].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (12 mai 1999) [n° 347 (98-99)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Gérard LARCHER, Claude BELOT et Charles REVET (20 mai 1999) [n° 373 (98-99)] - Discussion (25 et 26 mai 1999) - Adoption (26 mai 1999) [n° 129].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (27 mai 1999) [n° 1640 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Philippe DURON (1er juin 1999) [n° 1648 (98-99)] - Discussion (15 et 16 juin 1999) - Adoption (16 juin 1999) [n° 343].

PROMULGATION : loi n° 99-533 du 25 juin 1999 (J.O. Lois et décrets du 29 juin 1999).

Discussion (première lecture)

(23 mars 1999) (p. 1654, 1703) ; (24 mars 1999) (p. 1714, 1773) ; (25 mars 1999) (p. 1782, 1860) ; (30 mars 1999) (p. 1909, 1970) ; (31 mars 1999) (p. 1974, 2048) ; (6 avril 1999) (p. 2110, 2143).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1654, 1703 ; 1714, 1729) : *Mmes Janine Bardou, Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bellanger, Claude Belot, rapporteur de la commission spéciale; Roger Besse, André Boyer, Mme Yolande Boyer, MM. Bernard Cazeau, Gérard Delfau, Léon Fatous, Bernard Fournier, Serge Franchis, Jean François-Poncet, président de la commission spéciale; Paul Girod, Georges Gruillot, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Alain Joyandet, Pierre Laffitte, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale; Gérard Le Cam, Jacques Legendre, Gérard Miquel, Aymeri de Montesquiou, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Christian Poncelet, président du Sénat, Jean Puech, Jean-Pierre Raffarin, Charles Revet, rapporteur de la commission spéciale; Philippe Richert, Pierre-Yvon Trémel, André Vallet, Alain Vasselle, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1730, 1773 ; 1782, 1860 ; 1909, 1970 ; 1974, 2048 ; 2110, 2143) : *M. Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, M. Michel Barnier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Bellanger, Claude Belot, rapporteur de la commission spéciale; Jean Boyer, Mme Yolande Boyer, MM. Dominique Braye, Bernard Cazeau, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Gérard Delfau, Rodolphe Désiré, Claude Domeizel, Jean-Paul Emorine, Guy Fischer, Bernard Fournier, Philippe François, Jean François-Poncet, président de la commission spéciale; François Gerbaud, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, Georges Gruillot, Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Pierre Jarlier, Bernard Joly, Alain Joyandet, Serge Lagache, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale; Patrick Lassourd, Gérard Le Cam, Pierre Lefebvre, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Louis Mercier, Michel Mercier, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Louis Moinard, Michel Moreigne, Georges Othily, Jacques Oudin, Jean-Marc Pastor, Lylia Payet, Michel Pelchat, Jean Pépin, Jean-Pierre Plancade, Jean-Pierre Raffarin, Charles Revet, rapporteur de la commission spéciale; Josselin de Rohan, Michel Souplet, Mme Odette Terrade, MM. Michel Teston, René Trégouët, Pierre-Yvon Trémel, Alain Vasselle, Guy Vissac, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

Art. 1^{er} (définition de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire) (p. 1730) - Adopté après modification (p. 1743).

Art. 2 (définition des choix stratégiques qui inspirent la politique d'aménagement et de développement durable du territoire) (p. 1743) - Adopté après modification (p. 1757).

Art. 3 (coordination) (p. 1762) - Adopté après modification (p. 1763).

Art. 4 (conseil national de l'aménagement et du développement du territoire, CNADT) (p. 1763) - Adopté après modification (p. 1769).

Art. 5 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire, SRADT) (p. 1769) - Adopté après modification (p. 1785).

Art. 5 bis (mise en oeuvre de schémas interrégionaux) (p. 1785) - Adopté après modification (p. 1788).

Art. 6 (conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire, CRADT) (p. 1791) - Adopté après modification (p. 1796).

Art. 7 (plan de la région) (p. 1796) - Adopté.

Art. 8 (suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire) (p. 1796) - Adopté.

Art. 8 bis (création de délégations parlementaires à l'aménagement et au développement durable du territoire - art. 6 sexies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958) (p. 1796) - Adopté après modification (p. 1800).

Art. 9 (remplacement des schémas sectoriels par les schémas de services collectifs - art. 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1757) - Adopté après modification (le 24 mars 1999 p. 1762 ; priorité ordonnée p. 1703).

Art. 10 (schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche - art. 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1801) - Adopté après modification (p. 1810).

Art. 11 (articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche - art. 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1810) - Adopté après modification.

Art. 12 (schéma de services collectifs culturels - art. 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1812) - Adopté après modification (p. 1818).

Après l'art. 12 (p. 1810).

Art. additionnel (création d'un schéma directeur d'équipements et de services sportifs) (p. 1810) - Adopté (p. 1812 ; priorité ordonnée p. 1810).

Art. 13 (coordination des politiques culturelles et mise en oeuvre du schéma de services collectifs culturels) (p. 1818) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 14 (schéma de services collectifs sanitaires - art. 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1818) - Adopté après modification (p. 1824).

Art. 15 (schéma de services collectifs de l'information et de la communication - art. 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1824) - Adopté après modification (p. 1834).

Après l'art. 15 (p. 1834).

Art. additionnel (mise à la disposition des opérateurs de télécommunication et des exploitants de réseaux indépendants, par les collectivités territoriales, de leurs infrastructures de télécommunication) (p. 1834) - Adopté (p. 1837).

Art. additionnel (prorogation de deux ans des dispositions de la loi n° 96-299 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et des services de l'information) (p. 1837) - Adopté (p. 1838).

Art. 15 bis (service universel postal et transposition de la directive 97/67/CE du 15 décembre 1997 sur les services postaux - art. L. 1er et L. 2 du code des postes et télécommunications) (p. 1838) - Adopté après modification (p. 1841).

Art. 16 (des schémas multimodaux de services collectifs de transports) (p. 2015) - Supprimé (le 31 mars 1999 p. 2017 ; précédemment réservé p. 1703).

Après l'art. 16 (p. 2018).

Art. additionnel (période transitoire de deux ans destinée à préparer l'adaptation de la loi définissant les modalités des transports collectifs d'intérêt régional et les conditions de leur attribution aux régions) (p. 2018) - Adopté (le 31 mars 1999 p. 2020 ; précédemment réservé p. 1791).

Art. 17 (élaboration des schémas de services collectifs de l'énergie) (p. 1841) - Adopté après modification (p. 1843).

Art. 18 (schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux - art. 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1843) - Adopté après modification (p. 1848).

Art. 19 (reconnaissance des pays et chartes de pays - art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1848) - Adopté après modification (p. 1917).

Art. 20 (agglomérations - art. 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1917) - Adopté après modification (le 31 mars 1999 p. 1981).

Art. 20 bis (conclusion de contrats de villes) (p. 1933) - Adopté après modification (p. 1934).

Art. 20 ter (coopération transfrontalière des collectivités territoriales et groupements) (p. 1934) - Adopté après modification (p. 1936).

Après l'art. 20 ter (p. 1936).

Art. additionnel (élargissement des possibilités de participation des collectivités territoriales étrangères aux sociétés d'économie mixte locales ayant un intérêt commun) (p. 1936) - Adopté (p. 1937).

Art. 21 (parcs naturels régionaux - art. 24 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1937) - Adopté après modification (p. 1938).

Art. 22 (maintien des services publics sur le territoire et création des maisons des services publics - art. 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1938) - Adopté après modification (p. 1956).

Après l'art. 22 (p. 1956).

Art. additionnel (définition, rôle et désignation des collectivités chefs de file) (p. 1956) - Adopté (p. 1960).

Art. 22 bis (information du comité de massif sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 1960) - Adopté.

Art. 22 ter (information du conseil national de l'aménagement et du développement du territoire sur l'attribution des crédits du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 1960) - Supprimé.

Art. 22 quater (information des élus concernés sur l'attribution des crédits inscrits à la section locale du fonds national d'aménagement et de développement du territoire) (p. 1960) - Adopté après modification (p. 1961).

Art. 23 (fonds de gestion des milieux naturels - art. 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1961) - Adopté après modification (p. 1965).

Art. 24 (articulation entre le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région Ile-de-France afin d'assurer le développement de cette région - art. 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1966) - Adopté après modification (p. 1970).

Art. 25 (zones prioritaires ultrapériphériques - art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1977) - Adopté après modification (p. 1979).

Art. 26 (zones de revitalisation rurale - art. 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1979) - Adopté après modification (p. 1981).

Après l'art. 26 (p. 1982).

Art. additionnel (extension du bénéfice des mesures d'exemption de taxe professionnelle à l'implantation d'activités liées aux nouvelles technologies de la communication dans les zones de revitalisation rurale) (p. 1983) - Adopté (p. 1984).

Art. 27 (suppression de l'obligation de déclaration de location de résidences de tourisme - art. 86 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995) (p. 1984) - Adopté.

Art. 28 (définition du rôle du système de transports) (p. 1984) - Adopté après modification.

Art. 29 (définition de la politique globale des transports de personnes et de marchandises) (p. 1984) - Supprimé (p. 1987).

Art. 30 (prise en compte des schémas de services collectifs de transports dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique globale de transports) (p. 1987) - Supprimé (p. 1992).

Art. 31 (prise en compte des schémas de services collectifs dans les critères de choix et d'évaluation relatifs aux infrastructures, équipements et matériels de transport donnant lieu à financement public) (p. 1993) - Supprimé (p. 1994).

Art. 32 (régime juridique des schémas multimodaux de services collectifs de transports) (p. 1994) - Supprimé (p. 2002).

Après l'art. 32 (p. 2002).

Art. additionnel (insertion d'une division : "section 5 - des schémas directeurs d'équipements et de services de transports") (p. 2002) - Adopté.

Art. additionnel (régime juridique des schémas directeurs d'équipements et de services de transports) (p. 2002) - Adopté (p. 2008).

Art. additionnel (régime applicable à chacun des schémas directeurs d'équipements et de services de transports) (p. 2008) - Adopté (p. 2015).

Art. additionnel (coordination) (p. 2017) - Adopté.

Art. 33 (coordination) (p. 2017) - Supprimé (p. 2018).

Après l'art. 33 (p. 2020).

Art. additionnel (principe de la concession et de la mise à péage des nouvelles autoroutes de liaison) (p. 2020) - Adopté (p. 2024).

Art. additionnel (application des règles européennes relatives aux concessions de travaux) (p. 2024) - Adopté (p. 2025).

Art. additionnel (prolongation de la durée d'une concession) (p. 2025) - Adopté (p. 2026).

Art. additionnel (soumission des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes, SEMCA, au régime fiscal de droit commun notamment en matière de TVA) (p. 2026) - Adopté (p. 2027).

Art. additionnel (soumission des SEMCA au régime ordinaire des sociétés anonymes notamment en matière de règles financières et comptables) (p. 2027) - Adopté (p. 2028).

Art. additionnel (ouverture progressive du capital des SEMCA) (p. 2028) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité de mise à péage de certaines sections construites sur ressources budgétaires et nécessitant des travaux sous réserve d'un accord des collectivités locales traversées) (p. 2030) - Adopté (p. 2031).

Art. additionnel (convention entre l'Etat, Autoroutes de France et les SEMCA précisant les modalités de mise en oeuvre des schémas directeurs d'équipements et de services routiers) (p. 2031) - Adopté (p. 2032).

Art. additionnel (convention entre les départements traversés et les sociétés d'autoroutes permettant un soutien financier aux départements afin de réaliser des dessertes et des aménagements) (p. 2032) - Adopté (p. 2033).

Art. 34 (directives territoriales d'aménagement - art. L. 111-1-1 du code de l'urbanisme) (p. 2033) - Adopté.

Art. 34 bis (agences d'urbanisme - art. L. 121-3 du code de l'urbanisme) (p. 2034) - Adopté.

Après l'art. 34 bis (p. 2034).

Art. additionnel (reconnaissance du rôle des comités d'expansion et des agences de développement économique) (p. 2034) - Adopté (p. 2036).

Art. 35 (schéma directeur de la région Ile-de-France - art. L. 141-1 du code de l'urbanisme) (p. 1974) - Adopté après modification (le 31 mars 1999 p. 1977 ; priorité ordonné p. 1703).

Après l'art. 35 (p. 2036).

Art. additionnel (modification de l'intitulé de la section 2 du chapitre 1er du titre IV du livre premier du code de l'urbanisme) (p. 2036) - Adopté.

Art. additionnel (prise en compte des espaces à vocation agricole dans les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols des communes auxquelles le schéma directeur de la région d'Ile-de-France est applicable) (p. 2036) - Adopté (p. 2037).

Art. 36 (abrogation des dispositions relatives au financement du Canal Rhin-Rhône) (p. 2037) - Rejeté (p. 2040).

Art. 37 (affectation et aliénation des chemins ruraux - art. L. 161-2 et L. 161-10-1 du code rural) (p. 2040) - Supprimé (p. 2042).

Art. 38 (création d'un système national de référence de coordonnées géographiques, planimétriques et altimétriques) (p. 2043) - Adopté après modification.

Après l'art. 38 (p. 2043).

Art. additionnel (modification de l'intitulé du titre IV du livre II du code rural) (p. 2043) - Adopté (p. 2044).

Art. additionnel (insertion dans le code rural d'un nouveau chapitre consacré aux terroirs urbains et paysagers, TUP) (p. 2043) - Adopté (p. 2045).

Art. additionnel (possibilité de réviser le plan d'occupation des sols, au cours des dix premières années, pour les seules communes dotées d'un schéma directeur) (p. 2045) - Adopté (p. 2047).

Art. additionnel (extension du champ de compétence des départements au titre de la protection des espaces naturels sensibles) (p. 2047) - Adopté (p. 2048).

Art. additionnel (mesure facilitant l'achat amiable par le département de terrains situés dans les zones naturelles des plans d'occupation des sols en les exonérant de l'obligation d'ouverture au public lorsque ces terrains sont donnés à bail à un agriculteur) (p. 2048) - Adopté.

Art. additionnel (création des fonds communs de placement de proximité destinés à développer les fonds propres des entreprises dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 2110) - Adopté (p. 2115).

Art. additionnel (insertion parmi les missions du fonds national de développement des entreprises, FNDE, du soutien aux entreprises organisées en réseau) (p. 2115) - Adopté (p. 2116).

Art. additionnel (prorogation jusqu'au 31 décembre 2006 des exonérations fiscales pour les entreprises nouvellement implantées dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 2117) - Adopté (p. 2118).

Art. additionnel (mesures d'incitation fiscale pour la transmission anticipée d'entreprise dans les zones prioritaires d'aménagement du territoire) (p. 2118) - Adopté (p. 2120).

Art. additionnel (possibilité d'utiliser le produit de la taxe départementale des espaces naturels sensibles pour acquérir des biens situés dans les zones naturelles mentionnées au plan d'occupation des sols) (p. 2120) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour les collectivités locales de constituer des "incubateurs territoriaux" destinés à promouvoir l'éclosion de projets de création d'entreprise) (p. 2121) - Adopté (p. 2125).

Art. additionnel (autorisation au moyen des contrats de plan Etat-régions d'accorder un label de "pôle d'incubation territorial") (p. 2121) - Adopté (p. 2125).

Art. additionnel (autorisation pour les collectivités territoriales d'accorder aux anciens salariés créateurs

d'entreprises, au sein des "incubateurs territoriaux", une allocation calculée en fonction de leur situation financière antérieure) (p. 2125) - Adopté (p. 2126).

Art. additionnel (possibilité pour les collectivités territoriales d'exonérer de taxe professionnelle pendant trois ans les entreprises dont la création résultera de l'action des "pôles d'incubation territoriaux") (p. 2126) - Adopté.

Art. additionnel (participation directe ou indirecte des collectivités territoriales aux fonds d'investissement dits "d'amorçage" intervenant avant le capital risque au tout début de la création) (p. 2126) - Adopté (p. 2128).

Art. additionnel (soutien des collectivités locales aux organismes d'aide à la création d'entreprise distribuant des prêts d'honneur) (p. 2128) - Adopté (p. 2129).

Art. additionnel (délivrance de l'agrément fiscal aux plates-formes d'initiative locale se consacrant non seulement à la création mais également à la reprise d'entreprise) (p. 2129) - Adopté.

Art. additionnel (élargissement de la possibilité de créer des groupements d'intérêt public à tous les secteurs de l'environnement) (p. 2129) - Adopté (p. 2130).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2134, 2143) : MM. Philippe Arnaud, Jacques Bellanger, Jean François-Poncet, président de la commission spéciale; François Gerbaud, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale; Gérard Le Cam, Christian Poncelet, président du Sénat, Jean-Pierre Raffarin, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Scrutin public n° 88 (p. 2143).

Adoption (6 avril 1999) (p. 2143).

Discussion (nouvelle lecture)

(25 mai 1999) (p. 3264, 3322) ; (26 mai 1999) (p. 3330, 3364).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3264, 3280) : MM. Jacques Bellanger, Daniel Hoeffel, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale; Gérard Le Cam, Aymeri de Montesquiou, Bernard Piras, Jean-Pierre Raffarin, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3280, 3322 ; 3330, 3359) : MM. Jacques Bellanger, Charles Descours, Rodolphe Désiré, Guy Fischer, Jean François-Poncet, président de la commission spéciale; Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Bernard Joly, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale; Gérard Le Cam, André Lejeune, Jean-Pierre Raffarin, Pierre-Yvon Trénel, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Art. 1^{er} (définition de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire) (p. 3380) - Adopté après modification (p. 3381).

Art. 2 (définition des choix stratégiques qui inspirent la politique d'aménagement et de développement durable du territoire) (p. 3281) - Adopté après modification (p. 3283).

Art. 3 (coordination) (p. 3283) - Adopté après modification.

Art. 4 (conseil national de l'aménagement et du développement du territoire, CNADT) (p. 3283) - Adopté après modification (p. 3285).

Art. 5 (schéma régional d'aménagement et de développement du territoire, SRADT) (p. 3285) - Adopté après modification (p. 3287).

Art. 5 bis (schémas interrégionaux d'aménagement et de développement du territoire) (p. 3287) - Adopté après modification (p. 3288).

Art. 6 (*conférence régionale de l'aménagement et du développement du territoire, CRADT*) (p. 3288) - Adopté après modification (p. 3289).

Art. 8 bis (*création de délégations parlementaires à l'aménagement et au développement durable du territoire - art. 6 sexies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958*) (p. 3289) - Adopté après modification (p. 3293).

Art. 9 (*remplacement des schémas sectoriels par les schémas de services collectifs - art. 10 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3293) - Adopté après modification.

Art. 10 (*schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche - art. 11 et 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3293) - Adopté après modification (p. 3295).

Art. 11 (*articulation de la carte des formations supérieures et de la recherche et du schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche - art. 12 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3295) - Adopté après modification.

Art. 12 (*schéma de services collectifs culturels - art. 16 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3295) - Adopté après modification (p. 3296).

Art. 12 bis (*schéma directeur d'équipements et de services sportifs - art. 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3296) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3298).

Art. 14 (*schéma de services collectifs sanitaires - art. 17 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3298) - Adopté après modification (p. 3299).

Art. 15 (*schéma de services collectifs de l'information et de la communication - art. 20 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3299) - Adopté après modification (p. 3300).

Art. 15 bis A (*réseaux inactifs de télécommunications créés par les collectivités locales - titre III du livre V de la première partie du code général des collectivités territoriales*) (p. 3300) - Adopté après modification (p. 3304).

Art. 15 bis B (*prorogation de deux ans des dispositions de la loi n° 96-299 du 10 avril 1996 relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information*) (p. 3304) - Adopté.

Art. 15 bis (*service universel postal et transposition de la directive 97/67/CE du 15 décembre 1997 sur les services postaux - art. L. 1er et L. 2 du code des postes et télécommunications*) (p. 3304) - Adopté après modification (p. 3306).

Art. 16 (*schémas multimodaux de services collectifs de transport*) (p. 3306) - Supprimé.

Art. 17 (*élaboration du schéma de services collectifs de l'énergie*) (p. 3306) - Adopté après modification (p. 3307).

Art. 18 (*schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux - art. 21 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3307) - Adopté après modification (p. 3308).

Art. 18 bis (*schéma de services collectifs du sport - art. 21-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3308) - Supprimé (p. 3309).

Art. 19 (*reconnaissance des pays et chartes de pays - art. 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3309) - Adopté après modification (p. 3312).

Art. 20 (*agglomérations - art. 23 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3312) - Adopté après modification (p. 3313).

Art. 20 bis (*conclusion des contrats de ville*) (p. 3313) - Adopté après modification (p. 3314).

Art. 20 quater (*coopération transfrontalière des collectivités et groupements dans le sens étranger-France - art. L. 1522-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 3314) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3315).

Art. 22 (*maintien des services publics sur le territoire et création des maisons de services publics - art. 29 et 29-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3315) - Adopté après modification (p. 3318).

Art. 22 bis A (*collectivité chef de file*) (p. 3318) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3319).

Art. 23 (*fonds de gestion des milieux naturels - art. 38-1 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3319) - Adopté après modification.

Art. 23 bis (*rapport relatif à la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi et le développement*) (p. 3319) - Supprimé (p. 3320).

Art. 24 (*articulation entre le schéma national d'aménagement et de développement du territoire et le schéma directeur de la région Île-de-France - art. 39 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3320) - Adopté après modification (p. 3321).

Art. 25 (*zones prioritaires ultrapériphériques - art. 42 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3321) - Adopté après modification (p. 3322).

Art. 26 (*zones de revitalisation rurale - art. 61 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3330) - Adopté après modification (p. 3332).

Art. 26 bis (*exonérations fiscales en faveur du télétravail - art. 1465 du code général des impôts*) (p. 3332) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3333).

Art. 28 (*définition du rôle du système de transports*) (p. 3333) - Adopté après modification.

Art. 28 bis (*harmonisation des conditions de travail et d'emploi du secteur des transports - art. 9 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982*) (p. 3333) - Supprimé (p. 3334).

Art. 29 (*définition de la politique globale des transports de personnes et de marchandises*) (p. 3334) - Supprimé.

Art. 30 (*prise en compte des schémas collectifs de transport dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique globale de transports*) (p. 3334) - Supprimé (p. 3335).

Art. 31 (*prise en compte des schémas de services collectifs dans les critères de choix et d'évaluation relatifs aux infrastructures, équipements et matériels de transport donnant lieu à un financement public*) (p. 3335) - Supprimé.

Art. 32 (*régime juridique des schémas multimodaux de services collectifs de transport*) (p. 3335) - Supprimé (p. 3337).

Art. 32 bis (*insertion d'une nouvelle division et d'un nouvel intitulé après l'article 18 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995*) (p. 3337) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 32 ter (*régime des schémas directeurs d'équipements et de services des transports*) (p. 3337) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 32 quater (*définition de chacun des schémas directeurs d'équipements et de services de transports*) (p. 3338) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3339).

Art. 32 quinquies (*coordination*) (p. 3339) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 32 sexies (*coordination*) (p. 3339) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 33 (*coordination*) (p. 3339) - Supprimé.

Après l'art. 33 (p. 3339).

Art. additionnel (*prolongation du délai nécessaire à l'approbation des plans de déplacement urbain*) (p. 3339) - Adopté (p. 3340).

Art. 33 bis (*définition des autoroutes de liaison - art. L. 122-4 du code de la voirie routière*) (p. 3340) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3341).

Art. 33 ter (*publicité de la procédure de passation des conventions de concession d'autoroutes - art. L. 122-4-1 du code de la voirie routière*) (p. 3341) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 33 quater (*prorogation des concessions autoroutières - art. L. 122-4-2 du code de la voirie routière*) (p. 3341) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3342).

Art. 33 quinquies (*soumission des sociétés d'autoroute au régime fiscal de droit commun*) (p. 3342) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 33 sexies (*soumission des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes au régime des sociétés anonymes*) (p. 3342) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 33 septies (*ouverture du capital des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes*) (p. 3342) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 33 octies (*possibilité de concéder et de mettre à péage des sections d'autoroutes de liaison réalisées sur fonds budgétaires*) (p. 3342) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3343).

Art. 33 nonies (*conclusion de conventions précisant les modalités de mise en oeuvre du schéma directeur d'équipements et de services routiers*) (p. 3343) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 33 decies (*conclusion de conventions entre les sociétés d'économie mixte concessionnaires d'autoroutes et les collectivités locales*) (p. 3343) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3344).

Art. 34 ter (*comités d'expansion et agences de développement économique - art. L. 1511-2-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 3344) - Adopté.

Art. 35 (*schéma directeur de la région Ile-de-France - art. L. 141-1 du code de l'urbanisme*) (p. 3344) - Adopté après modification (p. 3345).

Art. 35 bis (*modification de l'intitulé de la section 2 du chapitre I du titre IV du livre Ier du code de l'urbanisme*) (p. 3345) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 35 ter (*prise en compte des espaces à vocation agricole dans les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols des communes auxquelles le schéma directeur de la région Ile-de-France est applicable*) (p. 3345) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3346).

Art. 36 (*abrogation des dispositions relatives au financement du canal Rhin-Rhône*) (p. 3346) - Supprimé (p. 3348).

Art. 37 (*affectation et aliénation des chemins ruraux - art. L. 161-2 et L. 161-10-1 du code rural*) (p. 3348) - Supprimé.

Art. 39 (*modification de l'intitulé du titre IV du livre II du code rural*) (p. 3349) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 40 (*statut des terroirs urbains et paysagers*) (p. 3349) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 41 (*modalités de révision des plans d'occupation des sols dans les communes dotées d'un schéma directeur*) (p. 3349) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 42 (*extension des compétences des départements au titre de la protection des espaces naturels sensibles*) (p. 3351) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 43 (*exemption de la condition d'ouverture au public de terrains agricoles acquis par les départements*) (p. 3351) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 44 (*fonds communs de placement de proximité - art. 22-2 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988*) (p. 3351) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3354).

Art. 45 (*mise en réseau des entreprises au sein d'un territoire*) (p. 3354) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3355).

Art. 46 (*prorogation des exonérations fiscales pour les entreprises qui s'implantent dans les zones privilégiées d'aménagement du territoire*) (p. 3355) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 47 (*transmission des entreprises dans les zones d'aménagement du territoire*) (p. 3355) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3356).

Art. 48 (*utilisation éventuelle de la taxe départementale sur les espaces naturels sensibles pour l'achat de biens situés dans les zones naturelles des plans d'occupation des sols*) (p. 3356) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 49 (*incubateurs territoriaux*) (p. 3356) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3357).

Art. 50 (*label de "pôle d'incubation territorial"*) (p. 3357) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 51 (*allocation octroyée aux créateurs d'entreprise faisant partie d'un pôle labellisé*) (p. 3357) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3358).

Art. 52 (*exonération de taxe professionnelle accordée aux jeunes entreprises faisant partie d'un pôle labellisé*) (p. 3358) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 53 (*fonds d'amorçage locaux*) (p. 3358) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 3359).

Art. 54 (*soutien des collectivités locales aux organismes distribuant des prêts d'honneur*) (p. 3359) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 55 (*déduction fiscale des dons faits à des organismes participant à la reprise d'entreprise*) (p. 3359) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 56 (*groupements d'intérêt public dans le domaine de la protection de l'environnement*) (p. 3359) - Premier paragraphe adopté, deuxième paragraphe supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3359, 3364) : *MM. Jacques Bellanger, Jean François-Poncet, président de la commission spéciale; François Gerbaud, Daniel Hoeffel, Gérard Larcher, rapporteur de la commission spéciale; Gérard Le Cam, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

Adoption (26 mai 1999) (p. 3364).

Anciens combattants et victimes de guerre

voir *Lois de finances*

1. - Projet de loi créant le Conseil national des communes "Compagnon de la Libération", PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Alain RICHARD, ministre de la défense (19 juin 1997) [n° 11 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Marie-Françoise CLERGEAU (15 décembre 1998) [n° 1270 (98-99)] - Discussion (17 décembre 1998) - Adoption (17 décembre 1998) [n° 228].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 décembre 1998) [n° 142 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Lucien NEUWIRTH (19 janvier 1999) [n° 154 (98-99)] - Discussion (3 mars 1999) - Adoption (3 mars 1999) [n° 77].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 mars 1999) [n° 1422 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Marie-Françoise CLERGEAU (24 mars 1999) [n° 1485 (98-99)] - Discussion (12 mai 1999) - Adoption (12 mai 1999) [n° 292].

PROMULGATION : loi n° 99-418 du 26 mai 1999 (J.O. Lois et décrets du 28 mai 1999).

Discussion (première lecture)

(3 mars 1999) (p. 1248, 1258).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1248, 1255) : *MM. Guy Fischer, René-Georges Laurin, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Lucien Neuwirth, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Gisèle Printz.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1255, 1257) : *MM. Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Lucien Neuwirth, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Art. 1^{er} (création du Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") (p. 1255) - Adopté.

Art. 2 (missions du Conseil national des communes "Compagnon de la Libération") (p. 1255) - Adopté après modification (p. 1256).

Art. 3 (composition du conseil d'administration du Conseil national) (p. 1256) - Adopté.

Art. 4 (présidence du Conseil national) (p. 1256) - Adopté après modification.

Art. 5 (fonctions du conseil d'administration du Conseil national) (p. 1256) - Adopté.

Art. 6 (fonctions du délégué national - statut du personnel) (p. 1256) - Adopté.

Art. 7 (service de la médaille de la Résistance française) (p. 1256) - Adopté après modification.

Art. 8 (ressources du Conseil national) (p. 1256) - Adopté.

Art. 9 (contrôle du Conseil national) (p. 1256) - Adopté.

Art. 10 (conditions d'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 1256) - Adopté après modification (p. 1257).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1257, 1258) : *MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, président de séance, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense.*

Adoption (3 mars 1999) (p. 1258).

2. - Proposition de loi relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectuées en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord", PRESENTEE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jacques FLOCH (22 décembre 1998) [n° 1293 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alain NERI (2 juin 1999) [n° 1672 (98-99)] - Discussion (10 juin 1999) - Adoption (10 juin 1999) [n° 334].

NOUVEL INTITULE : NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la substitution de l'expression "aux opérations effectuées en Afrique du Nord" par l'expression "à la guerre d'Algérie et aux combats en Tunisie et au Maroc".

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 juin 1999) [n° 418 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport commun de M. Marcel LESBROS avec ceux des propositions de loi n° 344 (98-99) du 11 mai 1999 et n° 403 (98-99) du 8 juin 1999 - Afrique du Nord - (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 30 juin 1999 - 29 septembre 1999) [n° 499 (98-99)] - Discussion (5 octobre 1999) - Adoption (5 octobre 1999) [n° 1].

PROMULGATION : loi n° 99-882 du 18 octobre 1999 (J.O. Lois et décrets du 20 octobre 1999).

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1999) (p. 4772, 4791).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4772, 4789) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gilbert Chabroux, Marcel-Pierre Cléach, Jean Faure, Guy Fischer, Bernard Joly, Marcel Lesbros, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Jean-Luc Mélenchon, Aymeri de Montesquiou, Mme Nelly Olin, MM. Joseph Ostermann, Jean-Marc Pastor, Mme Gisèle Printz.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4789, 4790) : *M. Michel Dreyfus-Schmidt.*

TITRE I^{er}

MODIFICATION DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

Art. 1^{er} (reconnaissance de la qualité de combattant aux personnes ayant participé à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 - art. L. 1^{er} bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) (p. 4789) - Adopté.

Art. 2 (droit à pension des anciens membres des forces supplétives françaises ayant participé à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc, et de leurs ayants cause - art. L. 243 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) (p. 4789) - Adopté.

Art. 3 (détermination des conditions d'attribution de la qualité de combattant et de la qualité du combattant au titre de la guerre d'Algérie ou des combats en Tunisie et au Maroc - art. L. 253 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) (p. 4789) - Adopté.

Art. 4 (*accès aux emplois réservés pour les anciens membres des forces supplétives françaises au titre de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc - art. L. 401 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre*) (p. 4790) - Adopté.

TITRE II

MODIFICATION AU CODE DE LA MUTUALITE

Art. 5 (*droit à la rente mutualiste au titre de la guerre d'Algérie ou des combats en Tunisie ou au Maroc - art. L. 321-9 du code de la mutualité*) (p. 4790) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4790) : *MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Claude Estier.*

Scrutin public n° 1 (p. 4791).

Adoption (5 octobre 1999) (p. 4791).

Appellations d'origine contrôlée et labels

Voir *Agriculture*, 1

Armée

Voir *Défense*, 1
Etat civil, 1
Justice, 1

Armement

Voir *Traités et conventions*, 37

Arménie

Voir *Allocutions et communications*

Assemblées parlementaires

Voir *Femmes*, 2

Assurance maladie maternité

Voir *Sécurité sociale*, 1

1. - Projet de loi portant création d'une couverture maladie universelle, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (3 mars 1999) [n° 1419 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD (31 mars 1999) [n° 1518 (98-99)] - Urgence - Discussion (27, 28, 29 avril, 4 mai 1999) - Adoption (4 mai 1999) [n° 288].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 mai 1999) [n° 338 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport de MM. Charles DESCOURS et Claude HURIET (26 mai 1999) [n° 376 (98-99)] - Avis de M. Jacques OUDIN (26 mai 1999) [n° 382 (98-99)] - Discussion (1er, 2, 3 juin 1999) - Adoption (3 juin 1999) [n° 148].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (3 juin 1999) [n° 1677 (98-99)] Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD (8 juin 1999) [n° 1680 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Charles DESCOURS (8 juin 1999) [n° 407 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (3 juin 1999) [n° 1677 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD (9 juin 1999) [n° 1684 (98-99)] - Discussion (15, 16 juin 1999) - Adoption (16 juin 1999) [n° 344].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (17 juin 1999) [n° 440 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de MM. Charles DESCOURS et Claude HURIET (23 juin 1999) [n° 448 (98-99)] - Discussion (29 juin 1999) - Adoption (29 juin 1999) [n° 164].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (30 juin 1999) [n° 1747 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD (30 juin 1999) [n° 1748 (98-99)] - Discussion (30 juin 1999) - Adoption (30 juin 1999) [n° 358].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-416 DC du 23 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 28 juillet 1999) qui déclare l'article 42 contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 28 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(1er juin 1999) (p. 3449, 3498) ; (2 juin 1999) (p. 3512, 3618) ; (3 juin 1999) (p. 3625, 3681).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3449, 3498) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. François Autain, Jacques Bimbenet, Mme Nicole Borvo, MM. Bernard Cazeau, Gilbert Chabroux, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Hubert Durand-Chastel, Michel Esneu, Serge Franchis, Paul Girod, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, Michel Mercier, Georges Othily, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bernard Plasait, Philippe Richert, Bernard Seillier, Alain Vasselle.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3512, 3618 ; 3625, 3674) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Bernard Cazeau, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Gérard César, Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Jean Chérioux, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Roland Courteau, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Domeizel, Michel Doublet, Hubert Durand-Chastel, Daniel Eckenspieller, Claude Estier, Guy Fischer, Bernard Fournier, Serge Franchis, Yves Fréville, Yann Gaillard, Francis Giraud, Alain Gournac, Jean Huchon, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Michel Mercier, Bernard Murat, Lucien Neuwirth, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Mme Gisèle Printz, MM. Henri de Raincourt, Victor Reux, Alain Vasselle.*

TITRE PRELIMINAIRE

DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

Art. 1^{er} (*création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis*) (p. 3587) - Adopté après modification (p. 3590 ; précédemment réservé, le 1er juin 1999, p. 3478).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX REGIMES DEROGATOIRES

Chapitre 1^{er}

Dispositions générales

Art. 2 (*principe de l'affiliation et du rattachement aux nouveaux régimes obligatoires et suppression du régime de l'assurance personnelle*) (p. 3512) - Adopté après modification (p. 3515).

Art. 3 (*nouveaux critères d'affiliation au nouveau régime et cotisation*) (p. 3512) - Adopté après modification (p. 3515).

Art. 4 (*immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins*) (p. 3512) - Adopté après modification (p. 3516).

Art. 5 (*continuité du droit à l'accès aux soins*) (p. 3517) - Adopté.

Art. 6 (*accès aux soins sans restriction financière*) (p. 3517) - Adopté après modification (p. 3518).

Art. 7 (*régime applicable aux ayants droit des personnes affiliées au régime général*) (p. 3518) - Adopté après modification.

Art. 8 (*dispositions applicables aux personnes qui, bien que résidant ou séjournant en France, ne sont pas concernées par le régime*) (p. 3518) - Adopté.

Après l'art. 8 (p. 3518).

Art. additionnel (*prise en charge par le régime général de sécurité sociale du forfait hospitalier dû par les assurés sociaux victimes de pathologies graves*) (p. 3518) - Adopté (p. 3519).

Chapitre 2

Dispositions financières

Section 1

Transferts financiers

Art. 9 (*incidences financières sur le fonds de solidarité vieillesse*) (p. 3519) - Adopté après modification (p. 3521).

Art. 10 (*incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille*) (p. 3521) - Adopté après modification.

Art. 11 (*énumération des ressources complémentaires des régimes obligatoires de base*) (p. 3521) - Adopté après modification (p. 3522).

Art. 12 (*modification de l'affectation de la cotisation due par les personnes assurant des véhicules terrestres à moteur*) (p. 3522) - Adopté après modification.

Art. 13 (*transferts financiers entre l'Etat et les départements*) (p. 3522) - Adopté après modification (p. 3532).

Après l'art. 13 (p. 3532).

Art. additionnel (*présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur les contingents communaux d'aide sociale avec simulation d'un abattement pour les communes défavorisées par la répartition des contingents*) (p. 3532) - Adopté (p. 3534).

Section 2

Recouvrement des cotisations

Art. 14 (*exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non-salariés non agricoles et les agriculteurs*) (p. 3534) - Adopté après modification (p. 3541).

Chapitre 3

Dispositions diverses

Art. 15 (*durée de maintien des droits selon qu'il s'agit des prestations en nature ou des prestations en espèces*) (p. 3541) - Adopté (p. 3542).

Art. 16 (*maintien des régimes actuellement applicables aux étudiants et aux ministres des cultes*) (p. 3542) - Adopté après modification.

Art. 17 (*régime applicable aux pupilles de l'Etat*) (p. 3542) - Adopté.

Art. 18 (*résiliation de certains contrats d'assurance privée*) (p. 3542) - Adopté.

Art. 19 (*possibilité de maintien de certaines personnes dans le régime général à titre temporaire et dans le régime agricole à titre définitif*) (p. 3545) - Adopté après modification.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION COMPLEMENTAIRE EN MATIERE DE SANTE

Chapitre 1^{er}

Dispositions générales

Art. 20 (*définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle, CMU*) (p. 3545) - Adopté après modification (p. 3567).

Art. 20 bis (*obligation de négociation annuelle des modalités d'établissement d'un régime de prévoyance maladie pour les salariés non couverts*) (p. 3567) - Supprimé (p. 3569).

Art. 20 ter (*modalités d'extension des conventions de branche et régime de prévoyance maladie*) (p. 3569) - Supprimé.

Après l'art. 20 ter (p. 3569).

Art. additionnel (*réduction de 8 % à 6 % du taux de la taxe sur les contrats de prévoyance*) (p. 3569) - Adopté.

Art. 21 (*prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire*) (p. 3569) - Adopté après modification (p. 3573).

Art. 22 (*tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU*) (p. 3573) - Supprimé.

Art. 23 (*accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel*) (p. 3573) - Supprimé (p. 3574).

Art. 24 (*tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU*) (p. 3574) - Supprimé.

Chapitre 2

Dispositions financières

Art. 25 (*création du fonds de financement de la protection complémentaire*) (p. 3574) - Adopté après modification (p. 3582).

Chapitre 3

Dispositions transitoires

Art. 26 (*régime transitoire pour les titulaires actuels de l'aide médicale*) (p. 3582) - Adopté.

Art. 27 (*habilitation des caisses d'assurance maladie à la mise en place d'un fichier informatisé de données nominatives*) (p. 3582) - Adopté.

Chapitre 4

Dispositions diverses

Art. 28 (*dispositions réglementaires pour l'application du titre II*) (p. 3582) - Adopté.

Art. 29 (*abrogation de certaines dispositions relatives à l'aide sociale*) (p. 3582) - Adopté.

TITRE III

REFORME DE L'AIDE MEDICALE

Art. 30 (*transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale*) (p. 3582) - Adopté après modification (p. 3584).

Art. 31 (*dispositions de coordination*) (p. 3584) - Adopté.

Après l'art. 31 (p. 3584).

Division additionnelle (*Titre III bis - Contrôle et évaluation de la loi*) (p. 3584) - Adoptée.

Art. additionnel (*rapport d'application de la loi avec identification des recettes et des dépenses relatives à la couverture maladie universelle dans le régime général*) (p. 3584) - Adopté (p. 3587).

TITRE IV

MODERNISATION SANITAIRE ET SOCIALE

Avant l'art. 32 (p. 3590).

Art. additionnel (*en matière de soins palliatifs, autorisation de projets de structures d'hospitalisation à domicile en échange d'une réduction des capacités d'hospitalisation*) (p. 3590) - Adopté (p. 3592).

Art. 32 (*réforme des consultations de dépistage anonyme et gratuit du VIH*) (p. 3592) - Adopté.

Art. 33 (*définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie*) (p. 3592) - Adopté après modification (p. 3601).

Art. 34 (*statut des infirmiers de secteur psychiatrique*) (p. 3601) - Adopté (p. 3604).

Art. 34 bis (*certification des compétences des aides-opérateurs*) (p. 3604) - Adopté après modification (p. 3607).

Art. 35 (*convention entre les pharmaciens d'officine et l'assurance maladie*) (p. 3607) - Adopté (p. 3608).

Art. 36 (*validation des conventions médicales nationales annulées par le Conseil d'Etat*) (p. 3608) - Adopté (p. 3609).

Après l'art. 36 (p. 3609).

Art. additionnel (*transfert aux tribunaux des affaires de sécurité sociale du contentieux des mises hors convention des praticiens et auxiliaires médicaux*) (p. 3608) - Adopté.

Art. 37 (*traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soin et de prévention*) (p. 3609) - Adopté après modification (p. 3614).

Après l'art. 37 (p. 3614).

Art. additionnel (*inscription de la maladie d'Alzheimer parmi les priorités de la formation médicale continue*) (p. 3614) - Adopté (p. 3615).

Art. 37 bis (*groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier*) (p. 3615) - Adopté après modification.

Art. 37 ter (*objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire*) (p. 3616) - Adopté après modification (p. 3617).

Art. 37 quater (*prise en compte des bassins de santé dans les zones sanitaires*) (p. 3617) - Supprimé.

Art. 37 quinquies (*dérogation à la carte sanitaire en faveur d'activités ou équipements matériels lourds*) (p. 3617) - Supprimé.

Art. 37 sexies (*conditions d'autorisation du changement d'implantation d'un établissement sanitaire existant*) (p. 3617) - Supprimé (p. 3618).

Art. 37 septies (*régime du renouvellement des autorisations de fonctionnement des établissements de soins*) (p. 3618) - Supprimé.

Art. 37 octies (*dérogation en matière de renouvellement d'autorisation*) (p. 3618) - Supprimé.

Art. 37 nonies (*régime juridique des syndicats interhospitaliers et groupements de coopération sanitaire*) (p. 3618) - Adopté.

Art. 37 decies (*adhésion des établissements sociaux ou médico-sociaux aux syndicats interhospitaliers*) (p. 3625) - Adopté après modification (p. 3626).

Art. 37 undecies (*extension des missions des syndicats interhospitaliers*) (p. 3626) - Adopté.

Art. 37 duodecies (*coopération interhospitalière en matière d'installations d'équipements lourds et d'activités de soins*) (p. 3626) - Adopté.

Art. 37 terdecies (*création des fédérations médicales interhospitalières*) (p. 3626) - Adopté (p. 3627).

Après l'art. 37 terdecies (p. 3627).

Art. additionnel (*possibilité pour les pharmacies hospitalières de bénéficier des dispositions de l'article 37 terdecies précité*) (p. 3627) - Adopté.

Art. additionnel (*validation de certains appels de cotisations dus au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles ainsi que des cotisations complémentaires d'assurances sociales agricoles effectuées dans plusieurs départements*) (p. 3627) - Adopté (p. 3628).

Art. 37 quaterdecies (*création des établissements publics de santé interhospitaliers*) (p. 3628) - Supprimé (p. 3629).

Art. 37 quindecies (*honoraires des praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital*) (p. 3629) - Adopté après modification (p. 3632).

Art. 37 sexdecies (*expérience en matière de tarification par pathologie dans les établissements de santé*) (p. 3632) - Adopté après modification (p. 3634).

Art. 37 septdecies (*extension du dispositif conventionnel en matière de formation professionnelle*) (p. 3634) - Supprimé (p. 3635).

Art. 37 octodécies (*fonctions hospitalières exercées par les étudiants en chirurgie dentaire*) (p. 3635) - Adopté après modification (p. 3636).

Art. 37 novodécies (*régulation des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux financés par l'aide sociale des départements*) (p. 3636) - Adopté.

Art. 37 vicies (*action sociale au bénéfice de la fonction publique hospitalière*) (p. 3636) - Adopté.

Art. 37 unvicies (*médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne*) (p. 3636) - Adopté après modification (p. 3642).

Art. 37 duovicies (pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne) (p. 3643) - Adopté après modification (p. 3644).

Art. 37 terVICIES (interdiction de prendre en compte des résultats des études génétiques pour la décision d'attribuer une protection complémentaire) (p. 3644) - Adopté après modification (p. 3647).

Après l'art. 37 terVICIES (p. 3647).

Art. additionnel (possibilité pour les administrateurs de plus de 65 ans de continuer à exercer leur fonction au sein d'un collège de retraités) (p. 3648) - Adopté.

Art. additionnel (substitution à l'assemblée des administrateurs des caisses régionales du vote des seuls membres élus de la section professionnelle de la caisse nationale) (p. 3648) - Adopté (p. 3649).

Art. additionnel (remplacement du système de création ou de transfert d'officines de pharmacie par un nouveau régime - quota pour les communes de 5 000 habitants et plus) (p. 3649) - Adopté après modification (p. 3656).

Art. additionnel (dérogation à la législation sur les pharmacies des établissements de santé pour les seuls essais multicentriques) (p. 3667) - Adopté.

Art. additionnel (stérilisation des matériels entre établissements de santé) (p. 3667) - Adopté (p. 3668).

Art. additionnel (compétences du directeur général de l'agence française de sécurité sanitaire des aliments) (p. 3668) - Adopté (p. 3669).

Art. additionnel (désignation par le directeur général de l'agence française de sécurité alimentaire des membres des comités d'experts) (p. 3669) - Adopté (p. 3670).

Art. additionnel (dispositif visant à combler un vide juridique susceptible d'engendrer la responsabilité des médecins pour blessures) (p. 3670) - Adopté (p. 3671).

Art. additionnel (rapport du Gouvernement au Parlement sur les comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale) (p. 3671) - Adopté (p. 3672).

Art. additionnel (aménagement du régime de sécurité sociale des cultes) (p. 3672) - Adopté (p. 3673).

TITRE V

ENTREE EN VIGUEUR

Art. 38 (entrée en vigueur de la loi) (p. 3673) - Adopté après modification (p. 3674).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3674, 3681) : Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. James Bordas, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Alain Vasselle.

Scrutin public n° 101 (p. 3681).

Adoption (3 juin 1999) (p. 3681).

Discussion (nouvelle lecture)

(29 juin 1999) (p. 4557, 4659).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4557, 4571) : Mme Nicole Borvo, M. Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean Huchon, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité;

Dominique Leclerc, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4571, 4657) : MM. Philippe Adnot, François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, Jean-Guy Branger, Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Gérard Delfau, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Hubert Durand-Chastel, Guy Fischer, Yves Fréville, Paul Girod, Serge Godard, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Francis Grignon, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Alain Lambert, président de la commission des finances; Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Michel Mercier, Louis Moinard, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Mme Gisèle Printz, MM. Alain Vasselle, Albert Vecten.

TITRE PRELIMINAIRE

DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE

Art. 1^{er} (création d'une couverture maladie universelle et d'une protection complémentaire avec dispense d'avance de frais pour les plus démunis) (p. 4571) - Adopté après modification (p. 4572).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AUX REGIMES OBLIGATOIRES

Chapitre 1^{er}

Dispositions générales

Art. 3 (nouveaux critères d'affiliation au nouveau régime et cotisation) (p. 4572) - Adopté après modification (p. 4573).

Art. 4 (immédiateté et automaticité du droit à l'accès aux soins) (p. 4573) - Adopté après modification (p. 4574).

Art. 6 (accès aux soins sans restriction financière) (p. 4574) - Adopté après modification.

Art. 8 bis (gratuité des soins hospitaliers pour les malades en état végétatif) (p. 4574) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4575).

Chapitre 2

Dispositions financières

Section 1

Transferts financiers

Art. 9 (incidences financières sur le fonds de solidarité vieillesse) (p. 4575) - Adopté après modification.

Art. 10 (incidences financières de la mise en place de la couverture obligatoire sur la branche famille) (p. 4575) - Adopté après modification (p. 4576).

Art. 11 (énumération des ressources complémentaires des régimes obligatoires de base) (p. 4576) - Adopté après modification.

Art. 13 (transferts financiers entre l'Etat et les départements) (p. 4576) - Adopté après modification (p. 4597).

Art. 13 bis (rapport sur les conséquences de la couverture maladie universelle sur les contingents communaux d'aide sociale) (p. 4597) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Section 2

Recouvrement des cotisations

Art. 14 (*exécution des recouvrements forcés de cotisations dues par les non-salariés non agricoles et les agriculteurs*) (p. 4597) - Adopté après modification (p. 4598).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION COMPLEMENTAIRE EN MATIERE DE SANTE

Chapitre 1^{er}

Dispositions générales

Art. 20 (*définition de la couverture complémentaire en matière de santé attribuée aux bénéficiaires de la couverture maladie universelle, CMU*) (p. 4598).

Art. L. 861-1 du code de la sécurité sociale (*droit à la protection complémentaire*) (p. 4600) - Adopté après modification (p. 4601).

Art. L. 861-2 du code de la sécurité sociale (*modalités de la protection complémentaire*) (p. 4601) - Adopté après modification.

Art. L. 861-3 du code de la sécurité sociale (*dispense d'avance de frais*) (p. 4601) - Adopté après modification (p. 4605).

Art. L. 861-4 du code de la sécurité sociale (*prestations*) (p. 4605) - Adopté après modification.

Art. L. 861-5 du code de la sécurité sociale (*attribution de la protection complémentaire*) (p. 4605) - Adopté après modification (p. 4608).

Art. L. 861-5-1 du code de la sécurité sociale (*exonération*) (p. 4608) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. L. 861-6 du code de la sécurité sociale (*sanctions*) (p. 4608) - Adopté après modification.

Art. L. 861-7 du code de la sécurité sociale (*déclaration des organismes participant à la protection complémentaire*) (p. 4608) - Adopté après modification (p. 4609).

Art. L. 861-8 du code de la sécurité sociale (*mutuelle et prévoyance*) (p. 4609) - Adopté après modification.

Art. L. 861-9 du code de la sécurité sociale (*contrôle*) (p. 4609) - Adopté après modification (p. 4610).

Art. L. 861-9-1 du code de la sécurité sociale (*fraude ou fausse déclaration intentionnelle*) (p. 4610) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 20 modifié (p. 4610).

Art. 20 bis (*obligation de négociation annuelle des modalités d'établissement d'un régime de prévoyance maladie pour les salariés non couverts*) (p. 4610) - Supprimé (p. 4611).

Art. 20 ter (*modalités d'extension des conventions de branche et régime de prévoyance maladie*) (p. 4611) - Supprimé.

Art. 20 quater (*réduction du taux de la taxe sur les employeurs au profit du fonds de solidarité vieillesse*) (p. 4611) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4612).

Art. 21 (*prolongation de la couverture des bénéficiaires de la CMU couverts par un organisme complémentaire*) (p. 4612) - Adopté après modification (p. 4613).

Art. 22 (*tarifs pratiqués par les médecins conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU*) (p. 4613) - Supprimé (p. 4614).

Art. 23 (*accords entre les organismes d'assurance maladie, les organismes complémentaires et les distributeurs de dispositifs médicaux à usage individuel*) (p. 4614) - Supprimé.

Art. 24 (*tarifs pratiqués par les chirurgiens-dentistes conventionnés en faveur des bénéficiaires de la CMU*) (p. 4614) - Supprimé (p. 4616).

Chapitre 2

Dispositions financières

Art. 25 (*création du fonds de financement de la protection complémentaire*) (p. 4618) - Adopté après modification (p. 4621).

TITRE III

REFORME DE L'AIDE MEDICALE

Art. 30 (*transfert de compétences des départements à l'Etat en matière d'aide médicale*) (p. 4621) - Adopté après modification (p. 4624).

TITRE III bis

CONTROLE ET EVALUATION DE LA LOI

Art. 31 bis (*contrôle et évaluation de la loi*) (p. 4624) - Adopté après modification (p. 4626).

TITRE IV

MODERNISATION SANITAIRE ET SOCIALE

Art. 32 A (*développement des structures d'hospitalisation à domicile en soins palliatifs*) (p. 4626) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4627).

Art. 33 (*définition du volet de santé de la carte d'assurance maladie*) (p. 4627) - Adopté après modification (p. 4629).

Art. 34 bis (*certification des compétences des aides-opérateurs*) (p. 4629) - Adopté après modification (p. 4632).

Art. 36 bis (*contentieux du déconventionnement des médecins*) (p. 4632) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4633).

Art. 37 (*traitement des données personnelles de santé à des fins d'évaluation ou d'analyse des activités de soins ou de prévention*) (p. 4633) - Adopté après modification (p. 4635).

Art. 37 bis A A (*mention des composants alimentaires allergènes*) (p. 4635) - Adopté.

Art. 37 bis A (*formation continue des médecins sur la maladie d'Alzheimer*) (p. 4635) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

37 bis (*contentieux du déconventionnement des médecins*) (p. 4635) - Adopté (p. 4636).

Art. 37 ter (*objectifs respectifs des schémas d'organisation sanitaire et de la carte sanitaire*) (p. 4636) - Adopté après modification.

Art. 37 quater (*prise en compte des bassins de santé dans les zones sanitaires*) (p. 4636) - Supprimé (p. 4637).

Art. 37 sexies (*conditions d'autorisation du changement d'implantation d'un établissement sanitaire existant*) (p. 4637) - Supprimé.

Art. 37 decies (*adhésion des établissements sociaux ou médico-sociaux aux syndicats interhospitaliers*) (p. 4637) - Adopté après modification.

Art. 37 quaterdecies A (*participation des pharmacies hospitalières aux fédérations médicales interhospitalières*) (p. 4637) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 4638).

Art. 37 quaterdecies (*création des établissements publics de santé interhospitaliers*) (p. 4638) - Supprimé.

Art. 37 quindecies (*honoraires des praticiens exerçant une activité libérale à l'hôpital*) (p. 4638) - Adopté après modification (p. 4639).

Art. 37 sexdecies (*expérience en matière de tarification par pathologie dans les établissements de santé*) (p. 4639) - Adopté après modification.

Art. 37 septdecies (*extension du dispositif conventionnel en matière de formation professionnelle*) (p. 4639) - Supprimé (p. 4640).

Art. 37 unvicies (*médecins titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne*) (p. 4640) - Adopté après modification (p. 4644).

Art. 37 duovicies (*pharmaciens titulaires de diplômes extra-européens ou de nationalité extra-européenne*) (p. 4644) - Adopté après modification.

Art. 37 tervicies (*interdiction de prendre en compte des résultats des études génétiques pour la décision d'attribuer une protection complémentaire*) (p. 4644) - Adopté après modification (p. 4645).

Art. 37 sexvicies (*création, transfert et regroupement d'officines de pharmacie*) (p. 4645) - Adopté après modification (p. 4656).

Art. 37 tricies (*création de comités d'experts au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments*) (p. 4656) - Adopté après modification.

Art. 37 duotricies (*rapport au Parlement sur les comités consultatifs de protection des personnes dans la recherche biomédicale*) (p. 4656) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

TITRE V

ENTREE EN VIGUEUR

Art. 38 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 4656) - Adopté après modification (p. 4657).

Intitulé du projet de loi (*Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre sanitaire et social*) (p. 4657) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4657, 4658) : M. François Autain, Mme Nicole Borvo, MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Adoption (29 juin 1999) (p. 4659).

2. - Proposition de loi relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières [n° 494 (1998-1999)], PRESENTÉE AU SENAT, par M. Joseph OSTERMANN, (17 septembre 1999) [n° 494 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport commun de M. Jean-Louis LORRAIN avec celui de la proposition de loi n° 36 (1999-2000) du 29 octobre 1999 - Assurance maladie maternité - (16 novembre 1999) [n° 73 (1999-2000)] - Discussion (24 novembre 1999) - Adoption (24 novembre 1999) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) - (24 novembre 1999) [n° 1964 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Gérard TERRIER (8 décembre 1999) [n° 2006 (1999-2000)] - Discussion (15 décembre 1999) - Adoption (15 décembre 1999) [n° 415].

PROMULGATION : loi n° 99-1125 du 28 décembre 1999 (Lois et décrets du 29 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(24 novembre 1999) (p. 6257, 6262).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 36 (1999-2000) - Assurance maladie maternité.

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6257, 6260) : MM. Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Joseph Ostermann, Mme Gisèle Printz,

M. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6260, 6262) : M. Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} (*création d'une instance de gestion spécifique au régime agricole*) (p. 6260) - Adopté (p. 6261).

Art. 2 (*abrogation de dispositions de l'article 1257 du code rural et de l'article 5 de la loi n° 98-278 du 14 avril 1998*) (p. 6261) - Adopté.

Art. 3 (*date d'entrée en vigueur*) (p. 6261) - Adopté (p. 6262).

Adoption (24 novembre 1999) (p. 6262).

3. - Proposition de loi relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières, PRESENTÉE AU SENAT par Mme Gisèle PRINTZ et M. Roger HESLING (29 octobre 1999) [n° 36 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport commun de M. Jean-Louis LORRAIN avec celui de la proposition de loi n° 494 (98-99) du 17 septembre 1999 - Assurance maladie maternité - (16 novembre 1999) [n° 73 (1999-2000)] - Discussion (24 novembre 1999) - Adoption (24 novembre 1999) [n° 43].

Discussion (première lecture)

(24 novembre 1999) (p. 6257, 6262).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 494 (98-99) - Assurance maladie maternité.

Assurance vieillesse

Voir *Rapports au Parlement*
Sécurité sociale, I

Assurances

Voir *rapports au parlement*

Audiovisuel

1. - Proposition de loi portant création de La Chaîne Parlementaire, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent FABIUS, député (2 décembre 1999) [n° 1996 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Didier MATHUS (8 décembre 1999) [n° 2007 (1999-2000)] - Discussion (16 décembre 1999) - Adoption (16 décembre 1999) [n° 417].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1999) [n° 142 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jacques VALADE (20 décembre 1999) [n° 147 (1999-2000)] - Discussion (21 décembre 1999) - Adoption (21 décembre 1999) [n° 57].

PROMULGATION : loi n° 99-1174 du 30 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(21 décembre 1999) (p. 7922, 7932).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7922, 7929) : MM. Claude Estier, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Jacques Valade, rapporteur; André Maman, Michel Pelchat, Christian Poncelet, Ivan Renar, René Trégouët, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7929, 7931) : MM. Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Jacques Valade, rapporteur; Christian Poncelet.

Art. 1^{er} (compétence des assemblées parlementaires pour produire et faire diffuser une chaîne parlementaire) (p. 7929) - Adopté.

Art. 2 (création et organisation de La Chaîne Parlementaire) (p. 7930) - Adopté.

Art. 3 (conditions de diffusion de La Chaîne Parlementaire) (p. 7930) - Adopté.

Art. 4 (régime juridique des sociétés de programme "La Chaîne Parlementaire - Assemblée nationale" et "La Chaîne Parlementaire - Sénat") (p. 7930) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7931, 7932) : MM. Jean Arthuis, Gérard Larcher, Christian Poncelet, Ivan Renar.

Adoption (21 décembre 1999) (p. 7932).

Australie

Voir *Allocutions et communications*

Automobiles et cycles

Voir *Sécurité routière, 1*

Autriche

Voir *Traités et conventions, 38; 39*

Azerbaïdjan

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, 28

B

Banques et établissements financiers

Voir *Rapports au Parlement*
Rapports du Gouvernement

1. - Projet de loi portant prorogation des mandats des membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (2 décembre 1998) [n° 1243 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain RODET (9 décembre 1998) [n° 1254 (98-99)] - Discussion (16 décembre 1998) - Adoption (16 décembre 1998) [n° 225].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 décembre 1998) [n° 133 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (20 janvier 1999) [n° 157 (98-99)] - Discussion (27 janvier 1999) - Adoption (27 janvier 1999) [n° 59].

PROMULGATION : loi n° 99-67 du 3 février 1999 (J.O. Lois et décrets du 4 février 1999).

Discussion (première lecture)

(27 janvier 1999)(p. 308, 314).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 308, 311) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Joseph Ostermann, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 312, 314) : *MM. Joël Bourdin, Jean-Louis Carrère, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Gérard Miquel, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

Adoption (p. 314).

2. - Projet de loi relatif à l'épargne et à la sécurité financière, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (2 décembre 1998) [n° 1244 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Raymond DOUYERE [n° 1420 (98-99)] - Urgence - Discussion (9, 10, 11, 17 mars 1999) - Adoption (17 mars 1999) [n° 265].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 mars 1999) [n° 273 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (7 avril 1999) [n° 300 (98-99)] - Discussion (5, 6, 12 mai 1999) - Adoption (12 mai 1999) [n° 120].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 mai 1999) [n° 1600 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Dominique BAERT (26 mai 1999) [n° 1621 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (26 mai 1999) [n° 375 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (14 mai 1999) [n° 1600 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Raymond DOUYERE (27 mai 1999) [n° 1638 (98-99)] -

Discussion (1er juin 1999) - Adoption (1er juin 1999) [n° 327].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (2 juin 1999) [n° 399 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (3 juin 1999) [n° 401 (98-99)] - Discussion (9 juin 1999) - Adoption (9 juin 1999) [n° 151].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (10 juin 1999) [n° 1689 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Raymond DOUYERE (17 juin 1999) [n° 1719 (98-99)] - Discussion (17 juin 1999) - Adoption (17 juin 1999) [n° 345].

PROMULGATION : loi n° 99-532 du 25 juin 1999 (J.O. Lois et décrets du 29 juin 1999).

Discussion (première lecture)

(5 mai 1999) (p. 2694, 2768) ; (6 mai 1999) (p. 2779, 2804 ; 2816, 2849) ; (12 mai 1999) (2950, 3039).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2694, 2735) : *MM. Denis Badré, Joël Bourdin, Robert Calmèjane, Jean-Louis Carrère, Gérard Delfau, Marcel Deneux, Pierre Laffitte, Alain Lambert, président de la commission des finances; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Joseph Ostermann, Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2735, 2768 ; 2779, 2804 ; 2816, 2849 ; 2950, 3037) : *MM. Bernard Angels, Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Jean-Louis Carrère, Gérard Delfau, Marcel Deneux, Guy Fischer, Yves Fréville, Yann Gaillard, Roger Hesling, Alain Lambert, président de la commission des finances; Claude Lise, Paul Loridant, Simon Loueckhote, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Marc Massion, Joseph Ostermann, Mme Gisèle Printz, MM. Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Alain Vasselle.*

PREMIERE PARTIE.

DE LA REFORME DES CAISSES D'EPARGNE.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS PERMANENTES

Chapitre 1^{er}

Le réseau des caisses d'épargne

Art. 1^{er} (*les missions des caisses d'épargne*) (p. 2742) - Adopté après modification (p. 2747).

Art. 2 (*la définition du réseau des caisses d'épargne*) (p. 2747) - Adopté après modification (p. 2749).

Chapitre 2

Les caisses d'épargne et de prévoyance

Art. 3 (*le statut des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2749) - Adopté (p. 2753).

Art. 4 (*les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2753) - Adopté après modification (p. 2755).

Art. 5 (*les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2755) - Adopté après modification (p. 2757).

Art. 6 (*l'affectation des résultats*) (p. 2757) - Adopté après modification (p. 2761).

Art. 7 (*l'obligation de centralisation des fonds collectés sur le livret A*) (p. 2761) - Adopté (p. 2763).

Après l'art. 7 (p. 2763).

Art. additionnel (*fixation des taux administrés*) (p. 2763) (p. 2768).

Chapitre 3

Les groupements locaux d'épargne

Suppression du chapitre (p. 2768).

Art. 8 (*l'objet et le statut des groupements locaux d'épargne, GLE*) (p. 2779) - Adopté après modification (p. 2781).

Art. 9 (*le sociétariat des groupements locaux d'épargne, GLE*) (p. 2781) - Supprimé (p. 2782).

Chapitre 4

La Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance

Art. 10 (*le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2782) - Adopté après modification (p. 2787).

Art. 11 (*les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2787) - Adopté après modification (p. 2790).

Art. 12 (*le fonds commun de garantie et de solidarité du réseau*) (p. 2790) - Adopté.

Art. 13 (*la désignation et les missions des censeurs*) (p. 2790) - Adopté.

Art. 14 (*les pouvoirs de la Caisse nationale sur les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2790) - Adopté.

Chapitre 5

La Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance

Art. 15 (*la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2791) - Adopté après modification (p. 2792).

Chapitre 6

L'organisation des relations de travail dans le réseau des caisses d'épargne

Art. 16 (*les modalités de négociation des accords collectifs nationaux*) (p. 2792) - Adopté (p. 2793).

Art. 17 (*l'exercice du droit d'opposition*) (p. 2793) - Supprimé (p. 2795).

Chapitre 7

Dispositions diverses

Art. 18 (*la protection des dénominations*) (p. 2795) - Adopté après modification.

Art. 19 (*adaptation de la loi bancaire*) (p. 2795) - Adopté.

Après l'art. 19 (p. 2795).

Art. additionnel (*non-assujettissement à la TVA, sur option des opérations effectuées entre elles par les caisses d'épargne*) (p. 2796) - Adopté.

Art. 20 (*le décret d'application*) (p. 2796) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 21 (*les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2796) - Adopté après modification (p. 2804 ; 2816, 2821).

Art. 22 (*la dévolution des fonds centraux*) (p. 2821) - Adopté après modification (p. 2823).

Art. 23 (*les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses*) (p. 2823) - Adopté après modification (p. 2824).

Art. 24 (*le fonds de mutualisation*) (p. 2824) - Adopté après modification (p. 2831).

Art. 25 (*la mise en place des groupements locaux d'épargne, GLE*) (p. 2831) - Supprimé (p. 2832).

Art. 25 bis (*l'information des souscripteurs de parts sociales*) (p. 2832) - Adopté après modification (p. 2833).

Art. 26 (*la mise en place de la caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2833) - Adopté après modification (p. 2834).

Art. 27 (*la mise en place de la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 2834) - Adopté.

Art. 28 (*les dispositions fiscales*) (p. 2834) - Adopté (p. 2835).

Art. 29 (*les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs*) (p. 2835) - Adopté (p. 2837).

Art. 30 (*les dispositions relatives aux dirigeants*) (p. 2837) - Adopté après modification (p. 2838).

SECONDE PARTIE.

DU RENFORCEMENT DE LA SECURITE FINANCIERE.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT, DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT ET DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET A LA COOPERATION ENTRE AUTORITES DE CONTROLE

Nouvel intitulé (*dispositions relatives à la surveillance des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance et des institutions de prévoyance et à la coopération entre autorités de contrôle*) (p. 2839) - Adopté (p. 2840).

Chapitre 1^{er}

Surveillance des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des entreprises d'assurance

Nouvel intitulé (*surveillance des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance et des institutions de prévoyance*) (p. 2840) - Adopté.

Art. 31 (*limitation de l'agrément à certaines activités*) (p. 2840) - Adopté.

Art. 32 (*renforcement des pouvoirs des organes centraux*) (p. 2840) - Adopté (p. 2841).

Art. 33 (*mesures diverses*) (p. 2841) - Adopté après modification (p. 2842).

Art. 34 (*renforcement des procédures de prévention*) (p. 2842) - Adopté après modification (p. 2843).

Art. 35 (*nomination des commissaires du Gouvernement*) (p. 2843) - Adopté après modification (p. 2844).

Art. 36 (*exigence d'un système de contrôle interne au sein des établissements de crédit*) (p. 2844) - Adopté.

Art. 37 (*mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives*) (p. 2844) - Supprimé par l'Assemblée nationale et rétabli par le Sénat (p. 2846).

Art. 38 (*assujettissement des entreprises de réassurance aux frais de contrôle de l'Etat*) (p. 2846) - Adopté après modification (p. 2847).

Après l'art. 38 (p. 2847).

Art. additionnel (*distribution du rapport de solvabilité à la commission de contrôle des assurances*) (p. 2847) - Adopté.

Art. 39 (*présentation des opérations d'assurance*) (p. 2847) - Adopté (p. 2848).

Après l'art. 39 (p. 2848).

Art. additionnel (*extension aux intermédiaires d'assurance des sanctions pour entrave au contrôle*) (p. 2848) - Adopté (p. 2849).

Art. 40 (*reprise des rémunérations et commission des courtiers*) (p. 2849) - Adopté après modification.

Art. 41 (*établissement d'une liste des courtiers d'assurance*) (p. 2849) - Adopté.

Après l'art. 41 (p. 2950).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - définitions*) (p. 2950) - Adopté (p. 2951).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - agrément des établissements de crédit et des entreprises d'investissement*) (p. 2951) - Adopté (p. 2952).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - échanges d'informations et secret professionnel relatifs aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement*) (p. 2952) - Adopté (p. 2953).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - commissaires aux comptes des établissements de crédit et des entreprises d'investissement*) (p. 2953) - Adopté (p. 2956).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - compagnies financières*) (p. 2957) - Adopté.

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - comptes consolidés et combinés*) (p. 2957) - Adopté.

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - agrément des entreprises d'assurance*) (p. 2957) - Adopté (p. 2958).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - échanges d'informations dans le cadre du code des assurances*) (p. 2958) - Adopté.

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - commissaires aux comptes des entreprises d'assurance*) (p. 2958) - Adopté après modification (p. 2959).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - agrément des institutions de prévoyance*) (p. 2959) - Adopté (p. 2960).

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - échanges d'informations dans le cadre du code de la sécurité sociale*) (p. 2960) - Adopté.

Art. additionnel (*transposition de la directive "post-BCCI" - commissaires aux comptes des institutions de prévoyance*) (p. 2960) - Adopté (p. 2962).

Chapitre 2

Coopération entre autorités de contrôle

Art. 42 (*échange d'informations entre institutions et autorités de contrôle*) (p. 2962) - Adopté après modification (p. 2963).

Art. 43 (*création d'un collège des autorités de contrôle des entreprises du secteur financier*) (p. 2963) - Adopté après modification.

Art. 44 (*relations de la Commission bancaire avec les autorités de contrôle d'Etats étrangers*) (p. 2963) - Adopté (p. 2964).

Art. 45 (*intervention de la Commission bancaire en cas d'atteinte à la concurrence*) (p. 2964) - Adopté.

Après l'art. 45 (p. 2964).

Art. additionnel (*modification de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence*) (p. 2964) - Adopté (p. 2966).

Art. 46 (*relations de la Commission de contrôle des assurances avec les autorités de contrôle des Etats non-membres de l'Espace économique européen*) (p. 2966) - Adopté.

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA GARANTIE DES DEPOSANTS, DES ASSURES, DES INVESTISSEURS ET DES CAUTIONS

Chapitre 1^{er}

Garantie des déposants

Art. 47 (*fonds de garantie des dépôts*) (p. 2966).

Art. 52-1 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*caractère obligatoire et personnalité de droit privé*) (p. 2968) - Adopté.

Art. 52-2 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*fonctionnement du fonds*) (p. 2968) - Adopté après modification (p. 2970).

Art. 52-3 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*droit de subrogation*) (p. 2970) - Adopté.

Art. 52-4 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*action en responsabilité à l'encontre des dirigeants des établissements pour lesquels le fonds de garantie intervient*) (p. 2970) - Adopté.

Art. 52-5 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*financement du fonds de garantie*) (p. 2970) - Adopté après modification.

Art. 52-6 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*sanctions de la Commission bancaire en cas de retard de paiement de la cotisation au fonds de garantie*) (p. 2970) - Adopté.

Art. 52-7 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*gestion du fonds de garantie*) (p. 2970) - Adopté après modification (p. 2971).

Art. 52-8 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*mission et composition du conseil de surveillance*) (p. 2971) - Adopté.

Art. 52-9 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*vote du conseil de surveillance à la majorité simple*) (p. 2971) - Adopté.

Art. 52-10 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*composition du directoire du fonds de garantie*) (p. 2971) - Adopté.

Art. 52-11 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*personne entendue par le conseil de surveillance et le directoire*) (p. 2971) - Adopté.

Art. 52-12 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*règles relatives au secret professionnel*) (p. 2971) - Adopté.

Art. 52-13 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*accès des membres du directoire à l'ensemble des documents comptables et financiers*) (p. 2971) - Adopté.

Art. 52-14 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 (*contenu du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière, CRBF*) (p. 2971) - Adopté après modification (p. 2975).

Adoption de l'article 47 modifié (p. 2975).

Après l'art. 47 (p. 2975).

Art. additionnel (*amendement de conséquence*) (p. 2975) - Adopté.

Art. 48 (*consultation par la Commission bancaire*) (p. 2975) - Adopté (p. 2977).

Chapitre 2

Garanties des assurés

Art. 49 (*fonds de garantie des assurés*) (p. 2977).

Intitulé du chapitre III du titre II du livre IV du code des assurances (p. 2979) - Adopté après modification.

Art. L. 423-1 du code des assurances (*entreprises adhérentes*) (p. 2979) - Adopté.

Art. L. 423-2 du code des assurances (*mode d'intervention*) (p. 2979) - Adopté après modification (p. 2982).

Art. L. 423-3 du code des assurances (*procédure en cas de transfert de portefeuille*) (p. 2982) - Adopté.

Art. L. 423-4 du code des assurances (*statut et organisation du mode de gestion*) (p. 2982) - Adopté après modification.

Art. L. 423-5 du code des assurances (*subrogation du fonds de garantie*) (p. 2982) - Adopté (p. 2983).

Art. L. 423-6 du code des assurances (*secret professionnel des membres du directoire et du conseil de surveillance du fonds de garantie*) (p. 2982) - Adopté (p. 2983).

Art. L. 423-7 du code des assurances (*ressources financières*) (p. 2983) - Adopté après modification.

Art. L. 423-8 du code des assurances (*conditions d'application*) (p. 2983) - Adopté après modification (p. 2986).

Adoption de l'article 49 modifié (p. 2986).

Après l'art. 49 (p. 2986).

Art. additionnel (*rapport sur les modalités de constitution de systèmes de garantie obligatoires pour les mutuelles du code de la mutualité et les institutions de prévoyance*) (p. 2986) - Adopté (p. 2987).

Chapitre 3

Garantie des investisseurs

Art. 50 (*mécanisme de garantie des titres*) (p. 2988).

Art. 62 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 (*institution d'un mécanisme de garantie des titres*) (p. 2989) - Adopté.

Art. 62-1 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 (*mode de fonctionnement*) (p. 2989) - Adopté après modification (p. 2990).

Art. 62-2 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 (*contenu du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière, CRBF*) (p. 2990) - Adopté après modification (p. 2991).

Art. 62-3 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 (*participation de membres représentant les entreprises d'investissement au conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts*) (p. 2991) - Adopté (p. 2992).

Adoption de l'article 50 modifié (p. 2992).

Art. 51 (*coordination*) (p. 2992) - Adopté.

Chapitre 3 bis

Garantie des cautions

Art. 51 bis (*mécanisme de garantie des cautions*) (p. 2992) - Adopté après modification (p. 2996).

Après l'art. 51 bis (p. 2996).

Art. additionnel (*rapport relatif à l'instauration de mécanismes de garantie des cautions et des contrats d'assurance de dommages*) (p. 2996) - Adopté.

Chapitre 4

Mesures diverses et transitoires

Art. 52 (*crédit d'impôt*) (p. 2996) - Adopté après modification (p. 2999).

Art. 53 (*mesures transitoires*) (p. 2999) - Adopté après modification (p. 3000).

Art. 53 bis (*dialogue social au sein de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, AFECEI*) (p. 3000) - Supprimé (p. 3001).

Après l'art. 53 bis (p. 3001).

Art. additionnel (*missions de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, AFECEI*) (p. 3001) - Adopté.

Art. 53 ter (*transposition de la directive sur les virements transfrontaliers*) (p. 3001) - Adopté (p. 3002).

Art. 53 quater (*visa préalable de la Commission des opérations de bourse*) (p. 3002) - Adopté.

Après l'art. 53 quater (p. 3002).

Art. additionnel (*possibilité pour les établissements publics de signer des conventions-cadres de place relatives à des dettes et créances afférentes aux opérations sur instruments financiers*) (p. 3002) - Adopté (p. 3003).

Art. 53 quinquies (*rachat d'actions*) (p. 3003) - Adopté après modification.

Après l'art. 53 quinquies (p. 3003).

Art. additionnel (*compartimentage des fonds communs de créances*) (p. 3004) - Adopté (p. 3005).

Art. additionnel (*application de l'article 58 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 aux personnes morales*) (p. 3005) - Adopté.

Art. additionnel (*application des dispositions de ce chapitre aux chambres de compensation des marchés réglementés et à celles des marchés non réglementés*) (p. 3005) - Adopté (p. 3006).

Art. additionnel (*création d'une procédure allégée pour la souscription et l'acquisition des parts des fonds communs de placement à risques détenus par des investisseurs professionnels*) (p. 3008) - Adopté.

TITRE III

MESURES DISCIPLINAIRES, DE REDRESSEMENT ET DE LIQUIDATION JUDICIAIRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT, DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT ET DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

Chapitre 1^{er}

Surveillance des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des entreprises d'assurance

Art. 54 (*régime des cessions de créances*) (p. 3008) - Adopté après modification (p. 3009).

Art. 55 (*sanctions*) (p. 3009) - Adopté (p. 3010).

Art. 56 (*interventions de la Commission bancaire en cas de difficultés d'établissements de crédit ou d'entreprises d'investissement*) (p. 3010) - Adopté après modification (p. 3011).

Art. 57 (*procédure de garantie de la liquidité et de la solvabilité des établissements de crédit*) (p. 3011) - Adopté.

Art. 58 (*procédure à l'encontre d'un établissement teneur de comptes*) (p. 3011) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions relatives aux entreprises d'assurance

Art. 59 (*mesures diverses relatives aux entreprises d'assurance*) (p. 3011) - Adopté après modification (p. 3013).

Chapitre 3**Mesures transitoires**

Art. 60 (*mesures transitoires*) (p. 3013) - Adopté.

TITRE IV**DISPOSITIONS RELATIVES A LA REFORME DES SOCIETES DE CREDIT FONCIER****Chapitre 1^{er}****Statut des sociétés de crédit foncier**

Art. 61 (*statut et objet des sociétés de crédit foncier*) (p. 3013) - Adopté après modification (p. 3015).

Art. 62 (*actif des sociétés de crédit foncier*) (p. 3015) - Adopté après modification (p. 3021).

Art. 63 (*conditions d'extension du privilège aux instruments financiers à terme utilisés par les sociétés de crédit foncier*) (p. 3021) - Adopté (p. 3022).

Art. 64 (*règles prudentielles applicables aux sociétés de crédit foncier*) (p. 3022) - Adopté après modification.

Après l'art. 64 (p. 3022).

Art. additionnel (*conditions de remboursement anticipé des prêts immobiliers*) (p. 3022) - Adopté (p. 3026).

Art. 65 (*privilège reconnu à certains créanciers des sociétés de crédit foncier*) (p. 3026) - Adopté après modification (p. 3028).

Art. 65 bis (*modalités de gestion des prêts et obligations foncières*) (p. 3028) - Adopté après modification.

Art. 66 (*validité des contrats et des actes relatifs à l'objet des sociétés de crédit foncier*) (p. 3028) - Adopté.

Art. 67 (*pouvoirs de l'administrateur provisoire ou du liquidateur nommé auprès d'une société de crédit foncier*) (p. 3028) - Adopté.

Art. 68 (*non-extension d'une procédure collective à une société de crédit foncier*) (p. 3028) - Adopté.

Art. 69 (*possibilité de résilier les contrats conclus pour la gestion et le recouvrement des prêts et ressources d'une société de crédit foncier*) (p. 3028) - Adopté.

Art. 70 (*modalités des cessions de créances aux sociétés de crédit foncier*) (p. 3028) - Adopté (p. 3029).

Art. 71 (*information des débiteurs*) (p. 3029) - Adopté.

Art. 72 (*surveillance des sociétés de crédit foncier*) (p. 3029) - Adopté après modification (p. 3031).

Art. 73 (*exonération de la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 3031) - Adopté.

Art. 74 (*renvoi au décret en Conseil d'Etat*) (p. 3031) - Adopté.

Chapitre 2**Mesures diverses et transitoires**

Art. 75 (*obligation pour les actuelles sociétés de crédit foncier de transférer à une filiale leurs prêts et leurs ressources destinées au financement de ces prêts*) (p. 3031) - Adopté après modification (p. 3033).

Art. 76 (*abrogations*) (p. 3033) - Adopté.

Art. 77 (*délai pour la mise en conformité des statuts des actuelles sociétés de crédit foncier*) (p. 3033) - Adopté.

Art. 78 (*adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire*) (p. 3033) - Adopté après modification (p. 3035).

Après l'art. 78 (p. 3035).

Art. additionnel (*affectation prioritaire des paiements effectués par un débiteur au règlement principal de la dette*) (p. 3035) - Adopté (p. 3036).

Art. 79 (*modifications des conditions de prêt*) (p. 3036) - Adopté après modification (p. 3037).

Art. 80 (*rapporteurs généraux adjoints du Conseil de la concurrence*) (p. 3037) - Supprimé.

Art. 81 (*conditions d'émission des obligations par une société de crédit foncier*) (p. 3037) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3037, 3039) : MM. Joël Bourdin, Hilaire Flandre, Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel, Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Adoption (12 mai 1999) (p. 3039).

Discussion (nouvelle lecture)

(9 juin 1999) (p. 3775, 3821).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3775, 3786) : M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Jean-Louis Carrère, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3786, 3820) : M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Jean-Louis Carrère, Marcel Deneux, Gaston Flosse, Bernard Fournier, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Art. 1^{er} (*les missions des caisses d'épargne*) (p. 3787) - Adopté après modification (p. 3789).

Art. 2 (*la définition du réseau des caisses d'épargne*) (p. 3789) - Adopté après modification (p. 3790).

Art. 4 (*les sociétaires des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 3790) - Adopté après modification.

Art. 5 (*les organes dirigeants des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 3790) - Adopté après modification (p. 3791).

Art. 6 (*l'affectation des résultats*) (p. 3791) - Adopté.

Art. 7 bis (*la fixation des taux administrés*) (p. 3791) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat (p. 3792).

Chapitre 3**Les sociétés locales d'épargne**

Suppression de ce chapitre (p. 3792).

Art. 8 (*l'objet et le statut des sociétés locales d'épargne*) (p. 3790) - Adopté après modification.

Art. 9 (*le sociétariat des sociétés locales d'épargne*) (p. 3792) - Supprimé (p. 3793).

Art. 10 (*le statut de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 3793) - Adopté après modification.

Art. 11 (*les missions de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 3793) - Adopté après modification (p. 3794).

Art. 15 (*la Fédération nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 3794) - Adopté après modification (p. 3795).

Art. 17 (*l'exercice du droit d'opposition*) (p. 3795) - Supprimé (p. 3796).

Art. 18 (*la protection des dénominations*) (p. 3796) - Adopté après modification.

Art. 21 (*les modalités de constitution du capital social des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 3796) - Adopté après modification (p. 3797).

Art. 21 bis (*proportion minimale du capital de la Caisse nationale détenue par les caisses d'épargne pendant la période de mutualisation*) (p. 3797) - Adopté.

Art. 22 (*la dévolution des fonds centraux*) (p. 3798) - Adopté.

Art. 23 (*les modalités de souscription des parts sociales par les salariés des caisses*) (p. 3798) - Adopté après modification (p. 3799).

Art. 24 (*le fonds de mutualisation*) (p. 3799) - Adopté après modification (p. 3801).

Art. 25 (*la mise en place des sociétés locales d'épargne*) (p. 3801) - Supprimé.

Art. 25 bis (*l'information des souscripteurs de parts sociales*) (p. 3802) - Adopté après modification.

Art. 26 (*la mise en place de la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance*) (p. 3802) - Adopté après modification (p. 3803).

Art. 29 (*les dispositions transitoires relatives à la révision des accords collectifs*) (p. 3803) - Adopté après modification.

Art. 30 (*les dispositions relatives aux dirigeants*) (p. 3804) - Adopté après modification.

Art. 33 (*mesures diverses*) (p. 3804) - Adopté après modification (p. 3805).

Art. 34 (*renforcement des procédures de prévention*) (p. 3805) - Adopté.

Art. 34 bis (*Haut Conseil du secteur financier public et semi-public*) (p. 3805) - Supprimé (p. 3806).

Art. 35 (*nomination des commissaires du Gouvernement*) (p. 3806) - Adopté après modification (p. 3807).

Art. 36 (*exigence d'un système de contrôle interne au sein des établissements de crédit*) (p. 3807) - Adopté.

Art. 37 (*mise en réserve des résultats des banques mutualistes et coopératives*) (p. 3807) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 3809).

Art. 38 (*assujettissement des entreprises de réassurance aux frais de contrôle de l'Etat*) (p. 3809) - Adopté.

Art. 41 decies (*commissaires aux comptes des entreprises d'assurance*) (p. 3809) - Adopté.

Art. 47 (*fonds de garantie des dépôts*) (p. 3809) - Adopté.

Art. 49 (*fonds de garantie des assurés*) (p. 3810) - Adopté après modification (p. 3811).

Art. 49 bis (*rapport au Parlement sur la mise en place d'un mécanisme de garantie pour les mutuelles et les institutions de prévoyance*) (p. 3811) - Adopté.

Art. 50 (*mécanisme de garantie des titres*) (p. 3811) - Adopté.

Art. 51 bis (*mécanisme de garantie des cautions*) (p. 3811) - Adopté après modification (p. 3813).

Art. 51 ter (*rapport du Gouvernement sur un mécanisme de garantie des cautions*) (p. 3813) - Adopté après modification (p. 3814).

Art. 52 (*crédit d'impôt*) (p. 3814) - Adopté après modification.

Art. 53 (*mesures transitoires*) (p. 3814) - Adopté (p. 3815).

Art. 53 bis (*dialogue social au sein de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, AFECEI*) (p. 3815) - Supprimé.

Art. 53 quinquies (*rachat d'actions à dividende prioritaire*) (p. 3815) - Adopté.

Art. 53 septies (*lutte contre l'exclusion bancaire*) (p. 3815) - Adopté.

Art. 53 octies (*chambres de compensation des marchés non réglementés*) (p. 3815) - Adopté.

Art. 61 (*statut et objet des sociétés de crédit foncier*) (p. 3815) - Adopté après modification (p. 3816).

Art. 62 (*actif des sociétés de crédit foncier*) (p. 3816) - Adopté après modification (p. 3817).

Art. 64 bis (*indemnité pour remboursement anticipé*) (p. 3817) - Adopté (p. 3818).

Après l'art. 65 bis (p. 3818).

Art. additionnel (*amendement de conséquence*) (p. 3818) - Adopté.

Art. 72 (*surveillance des sociétés de crédit foncier*) (p. 3818) - Adopté.

Art. 75 (*obligation pour les actuelles sociétés de crédit foncier de transférer à une filiale leurs prêts et leurs ressources destinées au financement de ces prêts*) (p. 3818) - Adopté (p. 3819).

Art. 78 (*adaptation du fonctionnement du marché hypothécaire*) (p. 3819) - Adopté après modification.

Art. 79 (*renégociation de prêts*) (p. 3819) - Adopté après modification (p. 3820).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3820, 3821) : MM. Joël Bourdin, Jean-Louis Carrère, Bernard Fournier.

Adoption (9 juin 1999) (p. 3821).

Belgique

Voir *Traités et conventions*, 49

Brevets d'invention

Voir *Recherche*, 1

Bruit

Voir *Environnement*, 1

Budget de l'Etat

Voir *Lois de règlement*, 1
Rapport du Gouvernement

Budgets annexes

Voir *Lois de finances*

C

Cadres et agents de maîtrise

Voir *Travail*, 3

Caisses d'épargne

Voir *Banques et établissements financiers*, 1; 2

Calamités et catastrophes

Voir *Allocutions et communications*

Cautonnement

Voir *Rapports du Gouvernement*

Charges communes

Voir *Lois de finances*

Charges sociales

Voir *Tourisme et loisirs*, 1

Chasse

1. - Proposition de loi portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Roland du LUART (1er juin 1999) [n° 394 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de Mme Anne HEINIS (9 juin 1999) [n° 408 (98-99)] - Discussion (22 juin 1999) - Adoption (22 juin 1999) [n° 160].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 juin 1999) [n° 1734 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(22 juin 1999) (p. 4264, 4287).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4264, 4284) : MM. Jean Bizet, Jean-Guy Branger, Jean-Louis Carrère, Mme Anne Heinis, rapporteur de la commission des affaires économiques; MM. Pierre Lefebvre, Roland du Luart, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4284, 4287) : M. Jean-Louis Carrère, Mme Anne Heinis, rapporteur de la commission des affaires économiques; M. Xavier Pintat, Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Art. 1^{er} (reconnaissance et encadrement de la chasse de nuit ou à la passée du gibier d'eau) (p. 4284) - Adopté (p. 4286).

Art. 2 (reconnaissance d'un droit d'opposition à la chasse) (p. 4286) - Adopté (p. 4287).

Scrutin public n° 103 (p. 4287).

Adoption (22 juin 1999) (p. 4287).

Chine

Voir *Allocutions et communications*

Code civil

Voir *Droit civil*, 1

Code de commerce

Voir *Codification*, 1

Code de justice administrative

Voir *Codification*, 1

Code de justice militaire

Voir *Justice*, 1

Code de l'action sociale

Voir *Codification*, 1

Code de l'aviation civile

Voir *Environnement*, 1
Transports aériens, 1

Code de l'éducation

Voir *Codification*, 1

Code de l'environnement

Voir *Codification*, 1

Code de l'urbanisme

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Environnement, 1
Juridictions administratives, 1

Code de la mutualité

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 2

Code de la route

Voir *Codification*, 1
Droit pénal, 2

Code de la santé publique

Voir *Codification*, 1
Juridictions administratives, 1
Santé, 2; 3
Sécurité sociale, 1

Code de la sécurité sociale

Voir *Assurance maladie maternité*, 1
Droit civil, 1
Santé, 2; 3
Sécurité sociale, 1

Code de la voirie routière

Voir *Aménagement du territoire*, 1

Code de procédure pénale

Voir *Code pénal*, 2
Droit pénal, 2
Justice, 1

Code des juridictions financières

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 2

Code du service national

Voir *Défense*, 1

Code du travail

Voir *Culture*, 1
Défense, 1
Droit civil, 1
Energie, 1
Santé, 2; 3
Sports, 3

Code électoral

Voir *Elections et référendums*, 2; 3; 4
Juridictions administratives, 1

Code général des collectivités territoriales

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Collectivités territoriales, 1
Energie, 1
Juridictions administratives, 1

Code général des impôts

Voir *Droit civil*, 1
Justice, 1
Vente aux enchères, 1

Code monétaire et financier

Voir *Codification*, 1

Code pénal

1. - Projet de loi relatif à l'action publique en matière pénale et modifiant le code de procédure pénale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (3 juin 1998) [n° 957 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. André VALLINI (16 juin 1999) [n° 1702 (98-99)] - Discussion (22, 23, 29 juin 1999) - Adoption (29 juin 1999) [n° 350].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 juin 1999) [n° 470 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (13 octobre 1999) [n° 11 (1999-2000)] - Discussion (20, 21, 26 octobre 1999) - Adoption (26 octobre 1999) [n° 13].

Discussion (première lecture)

(20 octobre 1999) (p. 5300, 5325); (21 octobre 1999) (p. 5330, 5391); (26 octobre 1999) (p. 5434, 5476).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5300, 5325; 5330, 5338) : MM. Christian Bonnet, Robert Bret, Gérard Delfau, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hiest, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jacques Peyrat.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5339, 5353; 5364, 5391; 5434, 5473) : MM. Christian Bonnet, Robert Bret, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Michel Charasse, Gérard Delfau, Mme Dinah Derycke, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Yann Gaillard, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hiest, Jacques Larché, président de la commission des lois.

Chapitre 1^{er}**Dispositions relatives à l'action publique en matière pénale**

Art. 1^{er} (attributions du ministre de la justice) (p. 5339).

Art. 30 du code de procédure pénale (*définition des orientations générales de la politique pénale - interdiction des instructions dans les affaires individuelles*) (p. 5340) - Adopté après modification.

Art. 30-1 du code de procédure pénale (*droit d'action propre du ministre de la justice*) (p. 5378) - Supprimé (p. 5380).

Art. 30-2 du code de procédure pénale (*publicité des orientations générales de la politique pénale - information du Parlement sur leur mise en oeuvre*) (p. 5380) - Adopté après modification (p. 5381).

Adoption de l'article 1er modifié (p. 5381).

Après l'art. 1^{er} (p. 5381).

Art. additionnel (*création d'un procureur général de la République chargé de veiller à la cohérence de l'exercice de l'action publique, désigné par le président de la République*) (p. 5364) - Adopté (p. 5378; priorité ordonnée p. 5353).

Art. additionnel (*en cas d'injure ou de diffamation envers un membre du Gouvernement, engagement d'une poursuite sur sa demande adressée au ministre de la justice*) (p. 5381) - Adopté (p. 5382).

Art. 1^{er} bis (*droit pour les associations de demander au procureur de faire appel sur l'action publique*) (p. 5382) - Supprimé (p. 5383).

Après l'art. 1^{er} bis (p. 5383).

Art. additionnel (*possibilité pour toute association départementale des maires d'exercer les droits reconnus à la partie civile dans les instances introduites par les élus municipaux, à la suite d'injures, à raison de leurs fonctions*) (p. 5383) - Adopté (p. 5385).

Art. 1^{er} ter (*pourvois dans l'intérêt de la loi*) (p. 5385) - Supprimé (p. 5386).

Art. 2 (*attributions du procureur général près la cour d'appel*) (p. 5387).

Art. 35 du code de procédure pénale (*application de la loi pénale dans le ressort de la cour d'appel*) (p. 5387) - Adopté.

Art. 36 du code de procédure pénale (*coordination de l'application des orientations générales de la politique pénale*) (p. 5387) - Adopté après modification (p. 5438).

Art. 37 du code de procédure pénale (*instructions du procureur général aux procureurs de la République dans les affaires individuelles*) (p. 5437) - Adopté après modification (p. 5439).

Art. 37-1 du code de procédure pénale (*information des magistrats de la cour d'appel sur la mise en oeuvre de la politique pénale*) (p. 5439) - Adopté après modification (p. 5442).

Art. 37-2 du code de procédure pénale (*information du ministre de la justice sur les affaires individuelles et sur la mise en oeuvre de la politique pénale*) (p. 5442) - Adopté après modification (p. 5443).

Adoption de l'article 2 modifié (p. 5443).

Art. 3 (*attributions du procureur de la République*) (p. 5443).

Art. 39-1 du code de procédure pénale (*application de la loi pénale dans le ressort du tribunal de grande instance*) (p. 5443) - Adopté.

Art. 39-2 du code de procédure pénale (*mise en oeuvre des orientations générales de la politique pénale*) (p. 5455) - Adopté.

Art. 39-3 du code de procédure pénale (*conformité des réquisitions écrites aux instructions du procureur général*) (p. 5445) - Adopté après modification (p. 5456 ; précédemment réservé p. 5444).

Art. 39-4 du code de procédure pénale (*information des magistrats du tribunal de grande instance sur la mise en oeuvre de la politique pénale*) (p. 5444) - Adopté après modification.

Art. 39-5 du code de procédure pénale (*information du procureur général sur les affaires individuelles et sur la mise en oeuvre de la politique pénale*) (p. 5444) - Adopté après modification (p. 5445).

Adoption de l'article 3 modifié - (p. 5456 ; précédemment réservé p. 5445).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux classements sans suite

Nouvel intitulé (*Dispositions relatives aux décisions de ne pas poursuivre*) (p. 5456) - Adopté (p. 5456 ; précédemment réservé p. 5445).

Art. 4 (*notification et motivation des classements sans suite*) (p. 5445) - Adopté (p. 5456 ; précédemment réservé p. 5447).

Art. 5 (*recours contre les classements sans suite*) (p. 5447) - Adopté après modification (p. 5455).

Chapitre 3

Dispositions renforçant le contrôle de l'autorité judiciaire sur la police judiciaire

Art. 6 (*prise en compte des directives générales de politique pénale dans l'activité de la police judiciaire*) (p. 5456) - Adopté après modification.

Art. 7 (*renforcement des attributions du procureur de la République en matière de police judiciaire*) (p. 5456) - Adopté après modification (p. 5459).

Art. 8 (*fixation d'un délai en matière d'enquêtes préliminaires - information du procureur en cas d'identification d'un suspect*) (p. 5459) - Adopté.

Art. 9 (*droit de regard du juge d'instruction sur les moyens mis en oeuvre en cas de commission rogatoire*) (p. 5459) - Adopté (p. 5460).

Art. 10 (*application immédiate des décisions prises par la chambre d'accusation en matière disciplinaire*) (p. 5460) - Adopté.

Après l'art. 10 (p. 5460).

Art. additionnel (*participation de l'Inspection générale des services judiciaires aux enquêtes administratives concernant les officiers de police judiciaire - enquête ordonnée par le ministre de la justice et dirigée par un magistrat*) (p. 5460) - Adopté (p. 5462).

Chapitre 4

Dispositions diverses

Art. 11 (*coordinations et dispositions diverses*) (p. 5462) - Adopté après modification (p. 5465).

Art. 12 (*application dans les territoires d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie et dans la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 5470) - Adopté après modification (p. 5473).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5473, 5476) : M. Robert Bret, Mme Dinah Derycke, M. Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice ; M. Jean-Jacques Hyest.

Scrutin public n° 11 (p. 5476).

Adoption (26 octobre 1999) (p. 5476).

2. - Projet de loi modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relatif à la lutte contre la corruption, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (28 janvier 1999) [n° 179 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. José BALARELLO (3 novembre 1999) [n° 42 (1999-2000)] - Discussion (10 novembre 1999) - Adoption (10 novembre 1999) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 1999) [n° 1919 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (8 décembre 1999) [n° 2001 (1999-2000)] - Discussion (14 décembre 1999) - Adoption (14 décembre 1999) [n° 411].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1999) [n° 135 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(10 novembre 1999) (p. 5864, 5883).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5864, 5876) : *MM. José Balarello, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Mmes Dinah Derycke, Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hyest, Christian de La Malène.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5876, 5882) : *MM. José Balarello, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (*incrimination de la corruption d'agents publics étrangers, de fonctionnaires communautaires ou appartenant aux autres Etats membres de l'Union européenne*) (p. 5876).

Art. 435-1 du code pénal (*corruption passive de fonctionnaire communautaire ou de fonctionnaire d'un autre Etat membre de l'Union européenne*) (p. 5877) - Adopté après modification (p. 5878).

Art. 435-2 du code pénal (*corruption active de fonctionnaire communautaire ou de fonctionnaire d'un autre Etat membre de l'Union européenne*) (p. 5878) - Adopté après modification.

Art. 435-3 du code pénal (*corruption active d'agents publics étrangers ou appartenant à des organisations internationales autres que les Communautés européennes*) (p. 5878) - Adopté après modification (p. 5879).

Art. 435-4 du code pénal (*corruption de magistrat dans un Etat étranger ou une organisation internationale publique*) (p. 5879) - Adopté après modification (p. 5880).

Art. 435-5 du code pénal (*peines complémentaires encourues par les personnes physiques*) (p. 5880) - Adopté.

Art. 435-6 du code pénal (*responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 5880) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 5880).

Art. 2 (*non-rétroactivité de la loi pénale plus sévère*) (p. 5880) - Adopté après modification (p. 5881).

Art. 3 (*article 689-8 nouveau du code de procédure pénale - compétence universelle des juridictions françaises*) (p. 5881) - Adopté après modification.

Après l'art. 3 (p. 5881).

Art. additionnel (*compétence du procureur et des juridictions de Paris pour la corruption active d'agents publics étrangers*) (p. 5881) - Adopté (p. 5882).

Art. 4 (*compétence des tribunaux correctionnels en matière économique et financière*) (p. 5882) - Adopté après modification.

Art. 5 (*applicabilité en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 5882) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5882, 5883) : *M. Robert Bret, Mme Dinah Derycke.*

Adoption (10 novembre 1999) (p. 5883).

Code rural

Voir *Aménagement du territoire, 1*
Chasse, 1
Codification, 1

Codification

1. - Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Emile

ZUCCARELLI, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (16 juin 1999) [n° 438 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (6 octobre 1999) [n° 4 (1999-2000)] - Discussion (13 octobre 1999) - Adoption (13 octobre 1999) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 octobre 1999) [n° 1860 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain VIDALIES (10 novembre 1999) [n° 1917 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999) [n° 396].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-421 DC du 16 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1999) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 99-1071 du 16 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(13 octobre 1999) (p. 5087, 5094).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5087, 5091) : *MM. Robert Bret, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyest, Jacques Mahéas, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5091, 5093) : *MM. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

Art. 1^{er} (*champ d'application de l'habilitation et modalités de la codification*) (p. 5091) - Adopté après modification (p. 5092).

Art. 2 (*délais d'habilitation et de ratification*) (p. 5092) - Adopté après modification (p. 5093).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5093, 5094) : *MM. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Emmanuel Hamel, Jean-Jacques Hyest, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

Adoption (13 octobre 1999) (p. 5094).

Collectivités territoriales

Voir *Aménagement du territoire, 1*
Déclarations du Gouvernement, 3
Elections et référendums, 1; 2
Energie, 1
Police, 1
Rapports du Gouvernement

1. - Projet de loi relatif à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (28 octobre 1998) [n° 1155 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Gérard GOUZES (28 janvier 1999) [n° 1356 (98-99)] - Avis de M. Didier CHOUAT (27 janvier 1999) [n° 1355 (98-99)] - Urgence - Discussion (4, 9, 10, 11 février 1999) - Adoption (11 février 1999) [n° 249].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 février 1999) [n° 220 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (24 mars 1999) [n° 281 (98-99)] - Avis de M. Michel MERCIER (24 mars 1999) [n° 283 (98-99)] - Discussion (1er, 6, 7, 8, 27, 29 avril, 4 mai 1999) - Adoption (4 mai 1999) [n° 115].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 mai 1999) [n° 1579 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Gérard GOUZES (22 juin 1999) [n° 1724 (98-99)] - Discussion (29 juin 1999) - Adoption (29 juin 1999) [n° 355].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (22 juin 1999) [n° 445 (98-99)] - Discussion (24 juin 1999) - Adoption (24 juin 1999) [n° 162].

PROMULGATION : loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(1er avril 1999) (p. 2056, 2067 ; 2078, 2100) ; (6 avril 1999) (p. 2144, 2179) ; (7 avril 1999) (p. 2194, 2258) ; (8 avril 1999) (p. 2284, 2365) ; (27 avril 1999) (p. 2416, 2474) ; (29 avril 1999) (p. 2526, 2552) ; (4 mai 1999) (p. 2598, 2679).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2056, 2067 ; 2078, 2100 ; 2144, 2154) : MM. Philippe Arnaud, Joël Bourdin, Dominique Braye, Robert Bret, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Jean-Patrick Courtois, Philippe Darniche, Jean-Paul Delevoye, Gérard Delfau, Thierry Foucaud, Yves Fréville, Yann Gaillard, Paul Girod, Claude Haut, Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jacques Legendre, Pierre Mauroy, Michel Mercier, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Peyrat, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Plancade, Claude Saunier, Louis Souvet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2154, 2179 ; 2194, 2258 ; 2284, 2365 ; 2416, 2474 ; 2526, 2552 ; 2598, 2675) : MM. Nicolas About, Louis Althapé, Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, M. Michel Barnier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Belot, Jean Besson, Jacques Bimbenet, André Bohl, Christian Bonnet, Joël Bourdin, Dominique Braye, Robert Bret, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Gérard Cornu, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Roland Courteau, Jean-Patrick Courtois, Jean-Paul Delevoye, André Diligent, André Dulait, Daniel Eckenspieller, Jean-Paul Emorine, Pierre Fauchon, Hilaire Flandre, Thierry Foucaud, Jean-Pierre Fourcade, Serge Franchis, Philippe François, Yves Fréville, Yann Gaillard, Patrice Gélarud, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Claude Huriet, Jean-Jacques Hyst, Alain Lambert, président de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Patrick Lassourd, Jacques Legendre, André Lejeune, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. François Marc, Philippe Marini, Pierre Mauroy, Michel Mercier, rapporteur pour avis de la commission des finances; Aymeri de Montesquiou, Michel Moreigne, Bernard Murat, Jacques Pelletier, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Plancade, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Paul Raoult, Philippe Richert, Yves Rispat, Josselin de Rohan, Louis Souvet, René Trégouët, Alex Türk, Alain Vasselle.

TITRE I

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Chapitre 1^{er}

Communauté d'agglomération

Art. 1^{er} (régime juridique des communautés d'agglomération) (p. 2154).

Art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales (*définition de la communauté d'agglomération*) (p. 2157) - Adopté après modification (le 7 avril 1999 p. 2228 ; précédemment réservé p. 2167) (p. 2228).

Art. L. 5216-2 du code général des collectivités territoriales (*durée d'existence de la communauté d'agglomération*) (p. 2167) - Adopté.

Art. L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales (*conseil de la communauté d'agglomération*) (p. 2167) - Adopté après modification (p. 2168).

Art. L. 5216-4 du code général des collectivités territoriales (*conditions d'exercice des mandats des membres du conseil de la communauté d'agglomération*) (p. 2168) - Adopté après modification (p. 2169).

Après l'art. L. 5216-4 du code général des collectivités territoriales (p. 2169).

Art. additionnel (*fixation des indemnités votées par le conseil de la communauté par les communautés d'agglomération de 400 000 habitants au moins à 28 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20*) (p. 2169) - Adopté.

Art. additionnel (*possibilité dans les conseils de communauté d'agglomération de plus de 100 000 habitants pour le fonctionnement des groupes de délégués de faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées à cette occasion les décisions relatives au régime indemnitaire des délégués*) (p. 2169) - Adopté.

Art. L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales (*compétences des communautés d'agglomération*) (p. 2169) - Adopté après modification (le 4 mai 1999 p. 2672 ; précédemment réservé p. 2216) (p. 2672).

Art. L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales (*interférence du périmètre de la communauté d'agglomération avec le périmètre de syndicats de communes ou de syndicats mixtes préexistants*) (p. 2218) - Adopté après modification (p. 2219).

Art. L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales (*interférence du périmètre de la communauté d'agglomération avec le périmètre de syndicats de communes ou de syndicats mixtes préexistants*) (p. 2219) - Adopté après modification (p. 2221).

Art. L. 5216-8 du code général des collectivités territoriales (*dispositions financières*) (p. 2221) - Adopté.

Art. L. 5216-9 du code général des collectivités territoriales (*dissolution de la communauté d'agglomération*) (p. 2221) - Adopté après modification (p. 2223).

Adoption de l'article 1er modifié (le 4 mai 1999 p. 2672).

Art. 1^{er} bis (*extension du périmètre des communautés d'agglomération par une procédure dérogatoire*) (p. 2223) - Supprimé (p. 2225).

Art. 2 (*application aux communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle - Dispositions diverses*) (p. 2225) - Adopté après modification.

Art. 2 bis (*création d'un syndicat de communes pour l'administration et la mise en valeur des biens et droits indivis dans les communes des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) (p. 2225) - Adopté après modification (p. 2226).

Chapitre 2

Communauté urbaine

Art. 3 (*modification du seuil de création et des compétences des communautés urbaines*) (p. 2226).

Art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales (*fixation à 500 000 habitants du seuil démographique requis pour la création des communautés urbaines*) (p. 2227) - Adopté après modification (p. 2228).

Art. L. 5215-20 du code général des collectivités territoriales (*modification des compétences des communautés urbaines*) (p. 2228) - Adopté après modification (le 4 mai 1999 p. 2674 ; précédemment réservé p. 2230) (p. 2674).

Adoption de l'article 3 modifié (p. le 4 mai 1999 p. 2674).

Art. 4 (*cas des communautés urbaines existantes*) (p. 2230) - Adopté après modification (p. 2233).

Art. 4 bis (*extension du périmètre des communautés urbaines par une procédure dérogatoire*) (p. 2233) - Supprimé (p. 2234).

Art. 5 (*superposition et interférence entre les établissements publics de coopération intercommunale existants et la communauté urbaine*) (p. 2234).

Art. L. 5215-21 du code général des collectivités territoriales (*identité de périmètre entre la communauté urbaine et le syndicat de communes préexistant - inclusion du périmètre syndical dans celui de la communauté urbaine*) (p. 2235) - Adopté après modification.

Art. L. 5215-22 du code général des collectivités territoriales (*inclusion du périmètre de la communauté urbaine dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte - interférence des périmètres*) (p. 2235) - Adopté après modification (p. 2236).

Art. L. 5215-23 du code général des collectivités territoriales (*cas des communautés urbaines existantes*) (p. 2236) - Adopté après modification.

Adoption de l'art. 5 modifié (p. 2236).

Art. 6 (*dispositions financières*) (p. 2236) - Adopté (p. 2237).

Art. 7 (*nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté urbaine*) (p. 2237) - Adopté après modification.

Art. 8 (*désignation des délégués au sein du conseil de la communauté urbaine*) (p. 2237) - Adopté après modification (p. 2245).

Art. 8 bis (*conditions de majorité requises pour la dissolution d'une communauté urbaine*) (p. 2247) - Supprimé (p. 2248).

Après l'art. 8 bis (p. 2248).

Art. additionnel (*application à tous les cas de retrait des règles de transferts patrimoniaux inspirés des lois de décentralisation*) (p. 2248) - Adopté (p. 2249).

Chapitre 3

Communauté de communes

Art. 9 (*périmètre des communautés de communes*) (p. 2249) - Adopté après modification (p. 2251).

Après l'art. 9 (p. 2251).

Art. additionnel (*extension aux communautés de communes de la possibilité de se transformer en communauté d'agglomération ou communauté urbaine sans avoir à se conformer au premier alinéa de l'article 9 de cette présente loi*) (p. 2251) - Adopté après modification (p. 2252).

Art. 9 bis (*transformation des communautés de communes en communautés d'agglomération dans les départements d'outre-mer*) (p. 2252) - Supprimé.

Art. 10 (*nombre et répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes*) (p. 2252) - Adopté après modification (p. 2253).

Art. 10 bis (*conditions d'exercice des mandats des délégués des conseils des communautés de communes*) (p. 2253) - Adopté.

Art. 11 (*compétences des communautés de communes*) (p. 2612) - Adopté après modification (le 4 mai 1999 p. 2636 ; précédemment réservé p. 2253) (p. 2636).

Art. 11 bis (*substitution à une commune d'une communauté de communes au sein de syndicats de communes*) (p. 2253) - Adopté.

Après l'art. 11 bis (p. 2254).

Art. additionnel (*assouplissement des conditions de retrait d'une commune d'un établissement public de coopération intercommunale lorsque ce retrait est motivé par sa volonté d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale*) (p. 2255) - Adopté (p. 2256).

Art. 12 (*dissolution de la communauté de communes*) (p. 2256) - Adopté (p. 2257).

Chapitre 4

Syndicat de communes et syndicat mixte

Art. 13 (*suppression de la commission de conciliation*) (p. 2257) - Adopté après modification (p. 2258).

Avant l'art. 13 bis (p. 2284).

Art. additionnel (*sort réservé aux biens meubles et immeubles mis à la disposition des syndicats de communes*) (p. 2284) - Adopté.

Art. 13 bis (*retrait d'un syndicat pour adhérer à une communauté de communes*) (p. 2284).

Art. 14 (*définition des syndicats mixtes "fermés"*) (p. 2286) - Adopté après modification.

Avant l'art. 14 bis (p. 2286).

Art. additionnel (*harmonisation des règles applicables aux syndicats mixtes avec celles qui régissent les établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 2286) - Adopté après modification (p. 2287).

Art. additionnel (*retrait d'un syndicat mixte*) (p. 2287) - Adopté.

Art. 14 bis (*retrait d'un syndicat mixte "ouvert" pour adhérer à une communauté de communes*) (p. 2288) - Adopté après modification.

Art. 14 ter (*répartition des sièges au sein d'un syndicat mixte "ouvert"*) (p. 2288) - Supprimé (p. 2289).

Art. 15 (*dissolution des syndicats*) (p. 2289) - Adopté après modification.

Art. 16 (*règles applicables aux syndicats mixtes "ouverts" en matière budgétaire*) (p. 2289) - Adopté.

Chapitre 5

Dispositions communes aux établissements publics de coopération intercommunale

Art. 17 (*absence de création d'une nouvelle personne morale en cas de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale*) (p. 2289) - Adopté (p. 2290).

Art. 18 (*interdiction faite à une commune d'appartenir à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 2290) - Adopté.

Art. 19 (*structure du chapitre du code général des collectivités territoriales consacré aux dispositions communes aux établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 2290) - Supprimé (p. 2291).

Art. 20 (*règles générales*) (p. 2291) - Adopté après modification (p. 2292).

Art. 21 (*création des établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 2292) - Adopté après modification (p. 2303).

Art. 22 (*organes et fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 2303) - Adopté après modification (p. 2315).

Art. 23 (*conditions d'exercice des mandats des membres des conseils ou comités intercommunaux*) (p. 2316) - Adopté après modification (p. 2318).

Art. 24 (*modifications statutaires*) (p. 2318) - Adopté après modification (p. 2325).

Art. 25 (*dispositions financières*) (p. 2325) - Adopté après modification (p. 2327).

Art. 26 (*démocratisation et transparence*) (p. 2327) - Adopté après modification (p. 2331).

Art. 27 (*transformation*) (p. 2331) - Adopté après modification (p. 2334).

Art. 28 (*commission départementale de la coopération intercommunale*) (p. 2334) - Adopté après modification (p. 2336).

Art. 29 (*information et participation des habitants*) (p. 2336) - Adopté après modification (p. 2339).

Art. 30 (*dispositions diverses*) (p. 2339) - Adopté après modification (p. 2342).

Art. 31 (*exonération d'impôt lors de la transformation*) (p. 2342) - Adopté.

Art. 32 (*affiliation des titulaires de mandats électoraux au régime général de la sécurité sociale*) (p. 2342) - Adopté après modification (p. 2343).

Art. 32 bis (*avis du conseil municipal sur la décision d'un établissement public de coopération intercommunale ne concernant qu'une seule commune membre*) (p. 2343) - Adopté après modification.

Après l'art. 32 bis (p. 2343).

Art. additionnel (*dispositif conventionnel créant une péréquation financière dégressive*) (p. 2343) - Adopté après modification (p. 2344).

Chapitre 5 bis

Syndicats d'agglomération nouvelle et communautés d'agglomération nouvelle

Art. 32 ter (*exercice par les syndicats d'agglomération nouvelle de compétences supplémentaires en vue de leur transformation en communautés d'agglomération*) (p. 2344) - Adopté après modification (p. 2345).

Art. 32 quater (*admission d'une commune dans un syndicat d'agglomération nouvelle*) (p. 2345) - Adopté après modification.

Chapitre 6

Transformation des districts, des communautés de villes, des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle

Section 1

Transformation des districts

Art. 33 (*suppression du régime juridique des districts*) (p. 2345) - Adopté.

Art. 34 (*transformation des districts en communautés de communes ou en syndicats de communes*) (p. 2345) - Adopté après modification (p. 2350).

Art. 35 (*transformation des districts en communautés d'agglomération ou en communautés urbaines*) (p. 2350) - Adopté après modification (p. 2352).

Art. 36 (*dispositions transitoires applicables aux districts*) (p. 2352) - Adopté (p. 2353).

Art. 37 (*retrait d'une commune membre d'une communauté de communes et d'un district se transformant en communauté de communes*) (p. 2353) - Adopté.

Art. 38 (*coordination et abrogation*) (p. 2353) - Adopté après modification (p. 2354).

Section 2

Transformation des communautés de villes

Art. 39 (*transformation des communautés de villes en communautés d'agglomération ou en communautés de communes*) (p. 2354) - Adopté après modification (p. 2358).

Art. 40 (*dispositions transitoires applicables aux communautés de villes*) (p. 2358) - Adopté après modification (p. 2360).

Art. 41 (*abrogation*) (p. 2360) - Adopté.

Section 3

Dispositions diverses

Suppression de la section (p. 2360).

Art. 41 bis (*dérogation aux conditions de création d'une communauté d'agglomération pour les districts et communautés de villes se transformant*) (p. 2360) - Supprimé.

Art. 41 ter (*procédure de transformation des syndicats d'agglomération nouvelle et des communautés d'agglomération nouvelle*) (p. 2360) - Adopté après modification (p. 2361).

Art. 41 quater (*extension de périmètre à l'occasion de la transformation d'un syndicat ou d'une communauté d'agglomération nouvelle*) (p. 2361) - Supprimé.

Chapitre 7

Dispositions diverses

Art. 42 (*conséquences patrimoniales du retrait de la compétence transférée à une collectivité, un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte*) (p. 2364) - Adopté après modification (p. 2365).

Art. 43 (*gestion directe des services publics*) (p. 2365) - Adopté après modification.

Art. 44 (*transfert de personnels*) (p. 2416) - Adopté après modification (p. 2418).

Après l'art. 44 (p. 2418).

Art. additionnel (*maintien des avantages acquis en cas de transfert des agents communaux dans les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI*) (p. 2418) - Adopté (p. 2419).

Art. 45 (*élus des communes*) (p. 2419) - Adopté.

Art. 46 (*coordination*) (p. 2419) - Adopté.

Art. 46 bis (*interdiction d'ériger une portion de commune en commune séparée*) (p. 2419) - Supprimé (p. 2420).

Après l'art. 46 bis (p. 2420).

Art. additionnel (*décision de fusionner à prendre dans l'année suivant le renouvellement du conseil municipal*) (p. 2420) - Adopté (p. 2422).

Art. additionnel (*suppression de l'article du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le préfet peut décider une consultation organisée dans les communes concernées*) (p. 2425) - Adopté.

Art. additionnel (*suppression de l'article du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le préfet tire les conséquences de la consultation organisée dans les communes concernées*) (p. 2425) - Adopté.

Art. 46 ter (*effectif du conseil municipal et cas de fusion de communes*) (p. 2426) - Adopté.

Art. 46 quater (*effectif du conseil municipal et cas de fusion de communes*) (p. 2426) - Adopté.

Après l'art. 46 quater (p. 2426).

Art. additionnel (*fusion réservée aux communes limitrophes*) (p. 2426) - Adopté (p. 2427).

Art. additionnel (*maintien des effectifs des conseils municipaux des communes fusionnées jusqu'à l'expiration du mandat municipal*) (p. 2426) - Adopté (p. 2427).

Art. 46 quinquies (*élection au suffrage universel du maire délégué de la commune associée*) (p. 2427) - Supprimé (p. 2428).

Art. 46 sexies (*appel à compétences inversé en matière de traitement des déchets*) (p. 2428) - Adopté après modification (p. 2432).

Art. 46 septies (*facturation de l'utilisation des équipements collectifs d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale*) (p. 2432) - Adopté après modification (p. 2434).

Art. 46 octies (*possibilité pour tout contribuable d'une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale d'exercer les actions en justice appartenant à cet établissement public de coopération intercommunale*) (p. 2434) - Adopté après modification.

Art. 46 nonies (*périmètre de transports urbains*) (p. 2434) - Adopté après modification (p. 2435).

Après l'art. 46 nonies (p. 2422).

Art. additionnel (*consultation obligatoire des électeurs avant toute décision de fusion de communes*) (p. 2422) - Adopté (p. 2425).

Art. additionnel (*extension des compétences du fonds de prévention des risques naturels majeurs*) (p. 2437) - Adopté (p. 2438).

TITRE II

DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES

Chapitre 1^{er}

Dispositions fiscales

Section 1

Régime fiscal des établissements publics de coopération intercommunale

Art. 47 (*régime fiscal des communautés urbaines*) (p. 2459) - Adopté après modification (p. 2462).

Art. 48 (*option des communautés urbaines existantes pour la taxe professionnelle unique*) (p. 2462) - Adopté après modification (p. 2463).

Art. 49 (*régime fiscal des districts*) (p. 2463) - Adopté après modification (p. 2465).

Art. 50 (*régime fiscal des communautés de communes*) (p. 2465) - Adopté après modification (p. 2468).

Art. 50 bis (*règles de perception de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères par les syndicats d'agglomération nouvelle*) (p. 2468) - Adopté après modification (p. 2470).

Après l'art. 50 bis (p. 2470).

Art. additionnel (*possibilité pour les communes, les établissements publics de coopération intercommunale des syndicats mixtes d'instituer une redevance d'enlèvement des ordures ménagères*) (p. 2470) - Adopté (p. 2472).

Art. 51 (*taxe professionnelle unique*) (p. 2439 (par priorité)) - Adopté après modification (p. 2459).

Art. 52 (*déclassement des taux*) (p. 2527) - Adopté après modification (p. 2531).

Art. 53 (*passage du régime de taxe professionnelle unique au régime de taxe professionnelle de zone*) (p. 2532) - Adopté.

Art. 54 (*coordination*) (p. 2532) - Adopté après modification (p. 2533).

Art. 55 (*taxe de séjour*) (p. 2533) - Adopté.

Section 2

Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle

Art. 56 (*fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 2533) - Adopté après modification (p. 2540).

Après l'art. 56 (p. 2540).

Art. additionnel (*réduction du potentiel fiscal des EPCI à taxe professionnelle unique, TPU, à hauteur du prélèvement versé au fonds départementale de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 2540) - Adopté (p. 2541).

Art. 56 bis (*communes sans base fiscale*) (p. 2541) - Adopté après modification.

Section 3

Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France

Art. 57 (*fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France*) (p. 2541) - Adopté après modification (p. 2552).

Art. 58 (*éligibilité au fonds de solidarité de la région d'Ile-de-France*) (p. 2601) - Adopté après modification.

Section 4

Modifications apportées à la loi 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale

Art. 59 (*dotations de solidarité des groupements*) (p. 2601) - Adopté après modification (p. 2603).

Section 5

Modifications apportées à la loi 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

Art. 60 (*régime fiscal des groupements bénéficiant d'implantations d'établissements de La Poste et de France Télécom*) (p. 2603) - Adopté (p. 2604).

Après l'art. 60 (p. 2604).

Art. additionnel (*exonération des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de l'impôt sur les sociétés*) (p. 2604) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions financières

Section 1

Dispositions générales

Art. 61 (*composition du comité des finances locales*) (p. 2604) - Adopté après modification (p. 2606).

Art. 62 (*potentiel fiscal des communes membres de groupements*) (p. 2606) - Adopté (p. 2607).

Art. 63 (*effort fiscal des communes membres des groupements*) (p. 2607) - Adopté après modification.

Art. 64 (*fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 2608) - Adopté après modification.

Art. 65 (*coordination*) (p. 2608) - Adopté après modification (p. 2609).

Après l'art. 65 (p. 2609).

Art. additionnel (*rétablissement de l'éligibilité à la dotation globale d'équipement pour les communes regroupées en établissement public de coopération intercommunale dépassant 20 000 habitants*) (p. 2609) - Adopté (p. 2611).

Section 2

Dispositions financières communes aux établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre

Art. 66 (*attribution de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 2640 ; précédemment réservé p. 2611).

Art. L. 5211-28 du code général des collectivités territoriales (*origine des crédits affectés au financement de la DGF des différentes catégories de groupements*) (p. 2641) - Adopté après modification (p. 2644).

Art. L. 5211-29 du code général des collectivités territoriales (*définition du nombre de catégories de groupements bénéficiant d'une DGF et établissement du montant moyen par habitant accordé à deux catégories de groupements*) (p. 2645) - Adopté après modification (p. 2650).

Art. L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales (*calcul des attributions de DGF à chacun des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 2650) - Adopté après modification (p. 2657).

Adoption de l'article 66 modifié (p. 2657).

Après l'art. 66 (p. 2657).

Art. additionnel (*répartition du solde de la dotation d'aménagement entre la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale après prélèvement de la part de la dotation d'intercommunalité prélevée sur la dotation d'aménagement dans les conditions fixées à l'article L. 5211-28 du code des collectivités territoriales*) (p. 2660) - Adopté.

Art. 67 (*garantie de la dotation des groupements*) (p. 2660) - Adopté après modification (p. 2663).

Après l'art. 67 (p. 2663).

Art. additionnel (*modification de la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale, dite de péréquation*) (p. 2663) - Adopté (p. 2664).

Art. 68 (*dotation de développement rural*) (p. 2664) - Adopté après modification (p. 2665).

Art. 69 (*période d'unification des taux en cas de fusion de communes*) (p. 2665) - Adopté après modification (p. 2666).

Après l'art. 69 (p. 2666).

Art. additionnel (*prise en compte de la situation des collaborateurs des élus et des groupes d'élus*) (p. 2666) - Adopté.

Art. additionnel (*situation des collaborateurs de cabinet*) (p. 2666) - Adopté.

Art. additionnel (*modification de l'article L. 5334-12 du code général des collectivités territoriales*) (p. 2667) - Adopté (p. 2668).

Art. additionnel (*assouplissement de l'organisation des concours de la fonction publique territoriale*) (p. 2668) - Adopté.

Art. additionnel (*modification des textes concernant les ordonnateurs secondaires*) (p. 2668) - Adopté (p. 2671).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2665, 2679) : MM. Robert Bret, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Yves Fréville, Jacques Larché, président de la commission des lois; Patrick Lassourd, Jean-Claude Peyronnet.

Adoption (4 mai 1999) (p. 2679).

Discussion (commission mixte paritaire)

(24 juin 1999) (p. 4377, 4423).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4377, 4382) : MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Thierry Foucaud, Daniel Hoeffel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4382, 4419) : MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Daniel Hoeffel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Chapitre 1

Communauté d'agglomération

Art. 1^{er} (p. 4382).

Art. 1^{er} bis (p. 4384).

Art. 2 et 2 bis (p. 4385).

Chapitre 2

Communauté urbaine

Art. 3 (p. 4385).

Art. 4 et 4 bis (p. 4386).

Art. 5, 7 et 8 (p. 4387).

Art. 8 bis (p. 4388).

Art. 8 ter (*application à tous les cas de retraits des règles de transfert patrimoniaux inspirés des lois de décentralisation*) (p. 4388).

Chapitre 3

Communauté de communes

Art. 9 (p. 4388).

Art. 9 bis A (*extension aux communautés de communes de la possibilité de se transformer en communautés d'agglomérations ou communautés urbaines sans avoir à se conformer au premier alinéa de l'article 9 de cette présente loi*) (p. 4388) - Supprimé par la CMP.

Art. 9 bis (p. 4388) - Supprimé par la CMP.

Art. 10 et 11 (p. 4388).

Art. 11 ter (*assouplissement des conditions de retrait d'une commune d'un établissement de coopération intercommunale lorsque ce retrait est motivé par sa volonté d'adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale*) (p. 4389).

Art. 12 (p. 4389).

Chapitre 4

Syndicat de communes et syndicat mixte

Art. 13 (p. 4389).

Art. 13 bis A (*sort réservé aux biens meubles et immeubles mis à la disposition des syndicats de communes*) (p. 4389).

Art. 13 bis et 14 (p. 4389).

Art. 14 bis A (*harmonisation des règles applicables aux syndicats mixtes avec celles qui régissent les établissements publics de coopération intercommunale*) (p. 4390).

Art. 14 bis B (*retrait d'un syndicat mixte*) (p. 4390).

Art. 14 bis et 14 ter (p. 4390).

Art. 15 (p. 4391).

Chapitre 5

Dispositions communes aux établissements publics de coopération intercommunale

Art. 19, 20 et 21 (p. 4391).

Art. 22 (p. 4392).

Art. 23 et 24 (p. 4393).

Art. 25 et 26 (p. 4395).

Art. 27 et 28 (p. 4396).

Art. 29, 30, 32, 32 bis (p. 4397).

Art. 32 bis-1 - Supprimé par la CMP.

Chapitre 5 bis

Syndicats d'agglomération nouvelle et communautés d'agglomération nouvelle

Art. 32 ter (p. 4397).

Art. 32 quater (p. 4398).

Chapitre 6

Transformation des districts, des communautés de villes, des syndicats et des communautés d'agglomération nouvelle

Section 1

Transformation des districts

Art. 34 et 35 (p. 4398).

Art. 38 (p. 4399).

Section 2

Transformation des communautés de villes

Art. 39 et 40 (p. 4399).

Section 3

Dispositions diverses

Art. 41 bis (p. 4401) - Supprimé par la CMP.

Section 4

Transformation des syndicats d'agglomération nouvelle et des communautés d'agglomération nouvelle

Art. 41 ter et 41 quater (p. 4401).

Chapitre 7

Dispositions diverses

Art. 42, 43, 44, 44 bis (p. 4402).

Art. 46 bis (p. 4402) - Supprimé par la CMP.

Art. 46 ter A (*décision de fusionner à prendre dans l'année suivant le renouvellement du conseil municipal*) (p. 4402).

Art. 46 ter B (*suppression de l'article du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le préfet peut décider d'une consultation organisée dans les communes concernées*) (p. 4402) - Supprimé par la CMP.

Art. 46 ter C (*suppression de l'article du code général des collectivités territoriales qui prévoit que le préfet tire des conséquences de la consultation organisée dans les communes concernées*) (p. 4402) - Supprimé par la CMP.

Art. 46 quinquies A (p. 4402).

Art. 46 quinquies B et 46 quinquies (p. 4402) - Supprimés par la CMP.

Art. 46 sexies (p. 4402).

Art. 46 septies, 46 octies et 46 nonies (p. 4403).

Art. 46 decies (p. 4403) - Supprimé par la CMP.

Art. 46 undecies, 46 duodecies, 46 terdecies, 46 quaterdecies, 46 quindecies (p. 4403).

TITRE II

DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES

Chapitre 1

Dispositions fiscales

Section 1

Régime fiscal des établissements publics de coopération intercommunale

Art. 47, 48 et 49 (p. 4404).

Art. 50 (p. 4405).

Art. 50 bis (p. 4406).

Art. 50 ter (*possibilité pour les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes d'instituer une redevance d'enlèvement des ordures ménagères*) (p. 4406).

Art. 51 (p. 4406).

Art. 52 et 54 (p. 4409).

Art. 55 bis (p. 4410).

Section 2

Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle

Art. 56 (p. 4410).

Art. 56 bis A et 56 bis (p. 4412).

Section 3

Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France

Art. 57 (p. 4412).

Art. 58 (p. 4413).

Section 4

Modifications apportées à la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale

Art. 59 (p. 4413).

Section 5

Modifications apportées à la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications

Chapitre 2

Dispositions financières

Section 1

Dispositions générales

Art. 61 et 63 (p. 4414).

Art. 64, 65 et 65 bis (p. 4415).

Section 2

Dispositions financières communes aux établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre

Art. 66 (p. 4415).

Art. 66 bis et 67 (p. 4417).

Art. 67 bis (*modification de la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale dite de péréquation*) (p. 4418) - Supprimé par la CMP.

Art. 68 et 69 (p. 4418).

Art. 70 (*prise en compte de la situation des collaborateurs, des élus et des groupes d'élus*) (p. 4418) - Supprimé par la CMP.

Art. 71 (*situation des collaborateurs de cabinet*) (p. 4418) - Supprimé par la CMP.

Art. 72 (*modification de l'article L. 5334-12 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4418).

Art. 73 (*assouplissement de l'organisation des concours de la fonction publique territoriale*) (p. 4418) - Supprimé par la CMP.

Art. 74 (*modification des textes concernant les ordonnateurs secondaires*) (p. 4418) - Supprimé par la CMP.

Après l'**art. 74** (p. 4418).

Art. additionnel (*insertion d'une division additionnelle : "Titre III - Dispositions transitoires"*) (p. 4418) - Adopté (p. 4419).

Art. additionnel (*maintien en vigueur des délégations accordées par les présidents des établissements publics de coopération intercommunale à leurs collaborateurs jusqu'au 1er janvier 2000*) (p. 4418) - Adopté (p. 4419).

Art. additionnel (*maintien en vigueur jusqu'au 1er janvier 2000 de la commission de conciliation et instauration d'un dispositif transitoire d'avis de la commission départementale de coopération intercommunale pour le retrait des syndicats mixtes de communautés de communes*) (p. 4419) - Adopté.

Art. additionnel (*maintien en vigueur du comité des finances locales jusqu'à son prochain renouvellement en juillet 2001*) (p. 4419) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4419, 4423) : Mme Janine Bardou, MM. Gérard Cornu, François Marc, Michel Mercier, Alain Vasselle.

Adoption (24 juin 1999) (p. 4423).

2. - Projet de loi modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (22 septembre 1999) [n° 1809 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (27 octobre 1999) [n° 1885 (1999-2000)] - Discussion (5 novembre 1999) - Adoption (5 novembre 1999) [n° 369].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 novembre 1999) [n° 56 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Michel MERCIER (2 décembre 1999) [n° 110 (1999-2000)] - Avis de M. Paul GIROD (2 décembre 1999) [n° 109 (1999-2000)] - Discussion (10 décembre 1999) - Adoption (10 décembre 1999) [n° 46].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (13 décembre 1999) [n° 2017 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. René DOSIERE (14 décembre 1999) [n° 2019 (1999-2000)] - Discussion (15 décembre 1999) - Adoption (15 décembre 1999) [n° 414].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Michel MERCIER (14 décembre 1999) [n° 130 (1999-2000)] - Discussion (21 décembre 1999) - Adoption (21 décembre 1999) [n° 56].

PROMULGATION : loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1999) (p. 7318, 7357).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7318, 7328) : MM. Jean-Claude Carle, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Thierry Foucaud, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois; Pierre Jarlier, Michel Mercier, rapporteur de la commission des finances; Jean-Claude Peyronnet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7328, 7356) : MM. Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Mmes Janine Bardou, Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Claude Carle, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Jean-Patrick Courtois, Claude Domeizel, Thierry Foucaud, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Jean-Claude Gaudin, Paul Girod, rapporteur pour avis de la commission des lois; Daniel Hoëffel, Pierre Jarlier, Serge Lagache, Alain Lambert, président de la commission des finances, Jean-François Le Grand, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, Michel Mercier, rapporteur de la commission des finances; Jean-Claude Peyronnet, Jacques Valade.

Art. 1^{er} (*conditions générales de prise en compte des résultats du recensement de 1999 sur les dotations de l'Etat aux collectivités locales et correction des effets secondaires de la réforme de la taxe professionnelle*) (p. 7328) - Adopté après modification (p. 7332).

Art. 2 (*conditions de prise en compte des résultats du recensement de 1999 pour la dotation globale de fonctionnement des départements*) (p. 7334) - Adopté.

Art. 2 bis (*définition du potentiel fiscal des départements*) (p. 7334) - Adopté.

Art. 3 (*conditions de prise en compte des résultats du recensement de 1999 pour le fonds de correction des déséquilibres régionaux*) (p. 7334) - Adopté.

Art. 4 (*conditions de prise en compte des résultats du recensement de 1999 pour la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre*) (p. 7334) - Adopté.

Après l'**art. 4** (p. 7334).

Art. additionnel (*indemnisation des présidents et vice-présidents des services départementaux d'incendie et de secours*) (p. 7334) - Adopté (p. 7335).

Art. additionnel (*dispositions budgétaires et comptables applicables en cas de changement de strate démographique*) (p. 7335) - Adopté.

Art. additionnel (*précisions concernant les règles de reprise du résultat d'un exercice au budget suivant pour tenir compte des nouvelles règles d'affectation des résultats excédentaires*) (p. 7335) - Adopté (p. 7336).

Art. additionnel (*calcul du potentiel fiscal des communes en taxe professionnelle unique, TPU*) (p. 3736) - Adopté.

Art. additionnel (*calcul du potentiel fiscal des communes ayant adopté le dispositif de partage volontaire de taxe professionnelle de la loi de 1980 préalablement à leur passage en taxe professionnelle unique*) (p. 7337) - Adopté.

Art. additionnel (*modification de la pondération des variables prises en considération dans la répartition de la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale, dite "péréquation"*) (p. 7338) - Adopté.

Art. additionnel (suppression de l'autorisation du ministre de l'intérieur pour procéder à des emprunts obligataires à l'étranger) (p. 7339) - Adopté.

Art. additionnel (imputation en section de fonctionnement des budgets des collectivités locales du produit de la taxe départementale pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, ainsi que de la taxe départementale d'espaces verts naturels sensibles) (p. 7339) - Adopté.

Art. additionnel (équité fiscale pour toutes les entreprises implantées sur un territoire ayant opté pour le régime de la taxe professionnelle unique) (p. 7339) - Adopté (p. 7340).

Art. additionnel (répartition du montant de la compensation de la part "salaires" de la taxe professionnelle entre les communes et les syndicats en tenant compte de la compensation de la part communale et non de la part syndicale, et possibilité pour une commune de faire remonter au niveau du syndicat la part de l'allocation de compensation correspondant au taux syndical) (p. 7341) - Adopté (p. 7342).

Art. additionnel (modulation du montant de l'attribution de compensation correspondant au montant de la contribution des communes à un syndicat, à due concurrence de l'évolution de ce montant) (p. 7342) - Adopté.

Art. additionnel (dispositif transitoire destiné à permettre aux collectivités locales de s'adapter à la réforme de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères instituée par la loi du 12 juillet 1999) (p. 7342) - Adopté (p. 7343).

Art. additionnel (maintien des délibérations prises en matière de taxe d'habitation et de taxes foncières par les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, à fiscalité additionnelle passant au régime de la taxe professionnelle unique, TPU) (p. 7343) - Adopté (p. 7344).

Art. additionnel (harmonisation du régime de la taxe professionnelle des communautés de communes issues de la transformation des districts existant avant 1992) (p. 7344) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité pour les districts à taxe professionnelle unique désireux de se transformer en communauté d'agglomération de déroger à l'obligation de continuité territoriale) (p. 7344) - Adopté (p. 7346).

Art. additionnel (possibilité pour une commune, pendant la période transitoire, de se retirer d'un district pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale, EPCI) (p. 7346) - Adopté (p. 7347).

Art. additionnel (compensation de l'abattement de 16 % sur les bases de la taxe professionnelle versée aux établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, qui percevaient une fiscalité propre en 1986) (p. 7347) - Adopté.

Art. additionnel (amendement rédactionnel) (p. 7347) - Adopté (p. 7348).

Art. additionnel (prise en compte de la compensation de la suppression de la part "salaires" de la taxe professionnelle dans les accords de partage de taxe professionnelle au titre de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale) (p. 7348) - Adopté.

Art. additionnel (majoration exceptionnelle de la dotation globale d'équipement pour les services départementaux d'incendie et de secours) (p. 7348) - Adopté (p. 7351).

Art. additionnel (modification du mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement, DGF, versée aux communautés urbaines) (p. 7351) - Adopté (p. 7354).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7356, 7357) : MM. Thierry Foucaud, Jean-Claude Peyronnet.

Adoption (10 décembre 1999) (p. 7357).

Discussion (commission mixte paritaire)

(21 décembre 1999) (p. 7915, 7922).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7915, 7917) : Mme Nicole Borvo, MM. Alain Lambert, président de la commission des finances; Michel Mercier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7917, 7922) : MM. Michel Mercier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

Art. 1^{er} (p. 7917) (p. 7918).

Art. 5 (indemnisation des présidents et vice-présidents des services départementaux d'incendie et de secours) (p. 7918).

Art. 6 (dispositions budgétaires et comptables applicables en cas de changement de strate démographique) (p. 7918).

Art. 7 (précisions concernant les règles de reprise du résultat d'un exercice au budget suivant pour tenir compte des nouvelles règles d'affectation des résultats excédentaires) (p. 7918).

Art. 8 (calcul du potentiel fiscal des communes en taxe professionnelle unique, TPU) (p. 7918) (p. 7919).

Art. 9 (calcul du potentiel fiscal des communes ayant adopté le dispositif de partage volontaire de taxe professionnelle de la loi de 1980 préalablement à leur passage en taxe professionnelle unique) (p. 7919).

Art. 10 (modification de la pondération des variables prises en considération dans la répartition de la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale, dite "péréquation") (p. 7919) - Supprimé par la CMP.

Art. 11 (suppression de l'autorisation du ministre de l'intérieur pour procéder à des emprunts obligataires à l'étranger) (p. 7919).

Art. 12 (imputation en section de fonctionnement des budgets des collectivités locales du produit de la taxe départementale pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement ainsi que de la taxe départementale d'espaces verts naturels sensibles) (p. 7919).

Art. 13 (équité fiscale pour toutes les entreprises implantées sur un territoire ayant opté pour le régime de la taxe professionnelle unique) (p. 7919).

Art. 14 (répartition du montant de la compensation de la part "salaires" de la taxe professionnelle entre les communes et les syndicats en tenant compte de la compensation de la part communale et non de la part syndicale, et possibilité pour une commune de faire remonter au niveau du syndicat la part de l'allocation de compensation correspondant au taux syndical) (p. 7919).

Art. 15 (modulation du montant de l'attribution de compensation correspondant au montant de la contribution des communes à un syndicat, à due concurrence de l'évolution de ce montant) (p. 7919).

Art. 16 (dispositif transitoire destiné à permettre aux collectivités locales de s'adapter à la réforme de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères instituée par la loi du 12 juillet 1999) (p. 7919) (p. 7920).

Art. 17 (maintien des délibérations prises en matière de taxe d'habitation et de taxes foncières par les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, à fiscalité additionnelle passant au régime de la taxe professionnelle unique, TPU) (p. 7920).

Art. 18 (harmonisation du régime de la taxe professionnelle des communautés de communes issues de la transformation des districts existant avant 1992) (p. 7920).

Art. 19 (possibilité pour les districts à taxe professionnelle unique désireux de se transformer en communauté d'agglomération de déroger à l'obligation de continuité territoriale) (p. 7920).

Art. 20 (possibilité pour une commune, pendant la période transitoire, de se retirer d'un district pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale, EPCI) (p. 7920).

Art. 21 (compensation de l'abattement de 16 % sur les bases de la taxe professionnelle versée aux établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, qui percevaient une fiscalité propre en 1986) (p. 7920) (p. 7921).

Art. 22 (amendement rédactionnel) (p. 7921).

Art. 23 (prise en compte de la compensation de la suppression de la part "salaires" de la taxe professionnelle dans les accords de partage de taxe professionnelle au titre de la loi du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale) (p. 7921).

Art. 24 (majoration exceptionnelle de la dotation globale d'équipement pour les services départementaux d'incendie et de secours) (p. 7921).

Art. 25 (modification du mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement, DGF, versée aux communautés urbaines) (p. 7921) - Adopté après modification avec l'ensemble du texte (p. 7922).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7922) : M. Michel Moreigne.

Adoption (21 décembre 1999) (p. 7922).

Colombie

Voir *Traités et conventions*, 30

Comités d'entreprise

Voir *Tourisme et loisirs*, 1

Commerce et artisanat

Voir *Lois de finances*

Commerce extérieur

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 4
Lois de finances

Commerce international

Voir *Traités et conventions*, 16
Vente aux enchères, 1

Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)

Voir *Administration*, 1

Commission des opérations de bourse (COB)

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 7

Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

Voir *Administration*, 1

Commissions parlementaires d'enquête

Voir *Rappels au règlement*

1. - Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la conduite de la politique de l'Etat en Corse, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean ARTHUIS, sénateur et plusieurs de ses collègues (6 mai 1999) [n° 342 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (11 mai 1999) [n° 345 (98-99)] - Discussion (19 mai 1999) - Adoption (19 mai 1999) [n° 124].

Discussion (première lecture)

(19 mai 1999) (p. 3163 ; 3170, 3184).

Demande de discussion immédiate (p. 3163, 3170, 3172) : MM. Guy Allouche, Jean Arthuis, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3172, 3181) : MM. Guy Allouche, Jean Arthuis, Robert Bret, Michel Charasse, Hubert Haenel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3181, 3184) : MM. Guy Allouche, Michel Charasse, Michel Duffour, Claude Estier, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Hélène Luc, MM. Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3184) : M. Guy Allouche, Mme Hélène Luc.

Adoption (19 mai 1999) (p. 3184).

Communautés d'agglomération

Voir *Collectivités territoriales*, 1

Communautés européennes

Voir *Traités et conventions*, 17; 18; 19; 20; 21

Communautés urbaines

Voir *Collectivités territoriales*, 1

Communes

Voir *Elections et référendums*, 1; 2

1. - Proposition de loi visant à permettre aux communes d'exiger des intéressés le remboursement des frais de secours qu'elles ont engagés à l'occasion d'accidents consécutifs à la pratique d'une activité sportive ou de loisir, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean FAURE, sénateur (17 mars 1999) [n° 267 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul AMOUDRY (27 octobre 1999) [n° 31 (1999-2000)] - Discussion (16 décembre 1999) - Adoption (16 décembre 1999) [n° 50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1999) [n° 2035 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1999) (p. 7672, 7683).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7672, 7681) : MM. Jean-Paul Amoudry, rapporteur de la commission des lois; Jean-Claude Carle, Jean Faure, Thierry Foucaud, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; Roger Rinchet.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 7681, 7682) : MM. Jean Faure, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi tendant à permettre une participation des pratiquants d'activités sportives ou de loisir aux frais de secours engagés par les communes*) (p. 7682) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7682, 7683) : MM. Nicolas About, Charles Descours, Jean Faure, Jean-François Picheral, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

Adoption (16 décembre 1999) (p. 7683).

Communication

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Lois de finances

Communications du Gouvernement

Communication du Gouvernement, en date du 2 mars 1999, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et l'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (3 mars 1999) (p. 1248)

Communication du Gouvernement relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de Wallis et Futuna sur le projet de loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes (1er octobre 1999) p. 4743) - M. Christian Poncelet, président du Sénat

Comptabilité

Voir *Rapports du Gouvernement*

Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances*

Concubinage

Voir *Droit civil*, 1

Concurrence

Voir *Energie*, 1
Vente aux enchères, 1

Confédération helvétique

Voir *Traités et conventions*, 4; 5; 36

Conflits armés

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre*, 2

Congrès du Parlement

Voir *In fine*
Allocutions et communications
Femmes, 1

Conseils d'administration

Voir *Recherche*, 1

Consommation

Voir *Rapports du Gouvernement*
Lois de finances

Constitution

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 3
Droit pénal, 1
Femmes, 1

Coopération

Voir *Code pénal*, 2

Coopération européenne

Voir *Traités et conventions*, 15
Union européenne, 1

Coopération intercommunale

Voir *Collectivités territoriales*, 1

Coopération judiciaire

Voir *Traités et conventions*, 15
Union européenne, 1

Corse

Voir *Commissions parlementaires d'enquête, 1*
Rappels au règlement
Rapports du Gouvernement

Cotisations sociales

Voir *Sécurité sociale, 1*

Cour de cassation

Voir *Droit civil, 1*

Cour de justice de la République

Voir *Rappels au règlement*

Démission d'un juge titulaire de la Cour de justice de la République (25 mars 1999) (p. 1860)

Remplacement d'un juge titulaire de la Cour de justice de la République (30 mars 1999) (p. 1860)

Scrutin pour l'élection d'un juge suppléant à la Cour de justice de la République (1er décembre 1999) (p. 6598)

Election et prestation de serment d'un juge suppléant de la Cour de justice de la République (1er décembre 1999) (p. 6622)

Cour des comptes

Voir *Rapports au Parlement*

Cour européenne des droits de l'homme

Voir *Chasse, 1*

Cour pénale internationale

Voir *Droit pénal, 1*

Cours et tribunaux

Voir *Code pénal, 1*
Justice, 1 ; 2 ; 3

Cuba

Voir *Allocutions et communications*

Culture

Voir *Lois de finances*

1. - Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Catherine TRAUTMANN, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement (10 septembre 1997) [n° 207 (96-97)] - Renvoi à la commission

des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Patrick BLOCHE (26 février 1998) [n° 736 (97-98)] - Discussion (5 mars 1998) - (voir Table Thématique 1998 - Culture) - Adoption (5 mars 1998) [n° 104].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 mars 1998) [n° 343 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe NACHBAR (22 avril 1998) [n° 397 (97-98)] - Discussion (29 avril 1998) - Adoption (29 avril 1998) [n° 121].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 avril 1998) [n° 865 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Patrick BLOCHE (10 juin 1998) [n° 973 (97-98)] - Discussion (17 juin 1998) - Adoption (17 juin 1998) [n° 162].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 juin 1998) [n° 512 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe NACHBAR (3 juillet 1998) [n° 543 (97-98)] - Discussion (9 février 1999) - Adoption (9 février 1999) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (10 février 1999) [n° 1376 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Patrick BLOCHE (3 mars 1999) [n° 1416 (98-99)] - Discussion (9 mars 1999) - Adoption (9 mars 1999) [n° 260].

PROMULGATION : loi n° 99-198 du 18 mars 1999 (J.O. Lois et décrets du 19 mars 1999).

Discussion (deuxième lecture)

(9 février 1999) (p. 824, 831).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 824, 828) : *MM. Guy Fischer, Philippe Nachbar, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mmes Danièle Pourtaud, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 828, 831) : *MM. Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Philippe Nachbar, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.*

Art. 2 (*définition des catégories d'entrepreneurs de spectacles vivants; conditions d'octroi de subventions publiques aux entreprises de spectacles vivants*) (p. 828) - Adopté.

Art. 4 (*conditions de délivrance et de retrait de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants*) (p. 828) - Adopté après modification (p. 830).

Art. 6 (*les spectacles occasionnels*) (p. 830) - Adopté (p. 831).

Art. 12 (*coordination*) (p. 831) - Adopté après modification.

Art. 12 bis (*régime d'incompatibilité entre les activités d'agent artistique et celles d'entrepreneur de spectacles vivants*) (p. 831) - Adopté.

Art. 13 (*non rétroactivité*) (p. 831) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 831) : *M. Philippe Arnaud.*

Adoption (9 février 1999) (p. 831).

D**Débats (organisation)**

Voir *Rappels au règlement*

Décentralisation

Voir *Lois de finances*

Déchets

Voir *Rapports du Gouvernement
Traités et conventions, 9*

Déclarations du Gouvernement

1. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Kosovo LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Lionel Jospin, Premier ministre (26 mars 1999) (p. 1865, 1879) [n° 286 (98-99)] : *MM. Denis Badré, Jacques Bimbenet, Claude Estier, Mme Hélène Luc, MM. Bernard Plasait, Christian Poncelet, Bernard Seillier, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon.*

2. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation au Kosovo LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par M. Alain Richard, ministre de la défense, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Lionel Jospin, Premier ministre (8 juin 1999) (p. 3718, 3733) [n° 406 (98-99)] : *MM. Jean Arthuis, Guy Cabanel, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Mme Hélène Luc, MM. Bernard Plasait, Alain Richard, ministre de la défense; Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon.*

3. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, d'orientation budgétaire PRONONCEE AU SENAT par M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (22 juin 1999) (p. 4216, 4264) [n° 446 (98-99)] : *M. Bernard Angels, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Marcel Deneux, Thierry Foucaud, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Alain Lambert, président de la commission des finances; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jacques Oudin, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; René Tréguët, André Vallet, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

4. - Déclaration du Gouvernement sur la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, suivie d'un débat PRONONCEE AU SENAT par M. François HUART, secrétaire d'Etat au commerce extérieur (23 novembre 1999) (p. 6148, 6186) [n° 86 (1999-2000)] : *MM. Jean-Michel Baylet, Jacques Bellanger, Jean Bizet, Gérard César, Philippe Darniche, Philippe François, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Adrien Gouteyron,*

Hubert Haenel, Jean Huchon, François HUWART, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Gérard Le Cam, François Marc, Aymeri de Montesquiou, Jean-Marc Pastor, Jacques Pelletier, Ladislas Poniatowski, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jean-Pierre Raffarin, Jack Ralite, Michel Souplet, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.

Défense

Voir *Lois de finances*

1. - Projet de loi portant organisation de la réserve militaire et du service de défense, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Alain RICHARD, ministre de la Défense (28 janvier 1999) [n° 171 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (12 mai 1999) [n° 355 (98-99)] - Discussion (20 mai 1999) - Adoption (20 mai 1999) [n° 125].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 mai 1999) [n° 1618 (98-99)] - Renvoi à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Michel DASSEUX (23 juin 1999) [n° 1736 (98-99)] - Discussion (30 juin 1999) - Adoption (30 juin 1999) [n° 359].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1er juillet 1999) [n° 477 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (28 septembre 1999) [n° 498 (98-99)] - Discussion (13 octobre 1999) - Adoption (13 octobre 1999) [n° 7].

PROMULGATION : loi n° 99-894 du 22 octobre 1999 (J.O. Lois et décrets du 23 octobre 1999).

Discussion (première lecture)

(20 mai 1999) (p. 3194, 3214 ; 3228, 3241).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3194, 3210) : *MM. Jean-Luc Bécart, Bertrand Delanoë, Hubert Haenel, Bernard Plasait, Alain Richard, ministre de la défense; André Rouvière, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3210, 3214 ; 3228, 3240) : *MM. André Maman, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; André Rouvière, Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

TITRE I^{er}**LA RESERVE MILITAIRE****Chapitre 1^{er}****Dispositions générales****Section 1****Dispositions communes**

Art. 1^{er} (principes généraux de la réserve) (p. 3210) - Adopté après modification (p. 3214).

Art. 2 (conditions d'admission dans la réserve) (p. 3214) - Adopté.

Art. 3 (modalités d'accès à la première réserve) (p. 3214) - Adopté.

Art. 4 (limites d'âge) (p. 3228) - Adopté après modification (p. 3229).

Art. 5 (reconnaissance de la qualité de militaire aux réservistes de la première réserve) (p. 3229) - Adopté.

Art. 6 (*participation bénévole à des activités dans la réserve*) (p. 3229) - Adopté après modification.

Section 2

Dispositions relatives aux volontaires pour servir dans la première réserve

Art. 7 (*durée et objet de l'engagement de service dans la première réserve*) (p. 3229) - Adopté après modification (p. 3230).

Art. 8 (*dispositions particulières relatives aux spécialistes*) (p. 3230) - Adopté.

Art. 9 (*droit d'absence du réserviste de son poste de travail dans la limite de cinq jours ouvrés par an*) (p. 3230) - Adopté après modification.

Art. 10 (*autorisation de l'employeur pour des activités dans la première réserve d'une durée supérieure à cinq jours*) (p. 3230) - Adopté après modification (p. 3231).

Art. 11 (*durée des activités à accomplir au titre de l'engagement de service dans la première réserve*) (p. 3231) - Adopté après modification (p. 3232).

Art. 12 (*modalités d'application*) (p. 3232) - Adopté.

Section 3

Dispositions relatives à la disponibilité

Art. 13 (*personnes soumises à l'obligation de disponibilité*) (p. 3232) - Adopté.

Art. 14 (*durée des périodes auxquelles peuvent être convoqués les anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité*) (p. 3232) - Adopté.

Art. 15 (*nature de l'obligation de disponibilité*) (p. 3232) - Adopté.

Art. 16 (*conditions de recours aux réservistes de la gendarmerie soumis à l'obligation de disponibilité*) (p. 3232) - Supprimé.

Art. 17 (*conditions de recours aux réservistes soumis à l'obligation de disponibilité*) (p. 3232) - Adopté.

Après l'art. 17 (p. 3233).

Art. additionnel (*réintroduction de l'article 16 supprimé précédemment*) (p. 3233) - Adopté.

Section 4

Dispositions relatives à la deuxième réserve

Avant l'art. 18 (p. 3233).

Art. additionnel (*objet de la réserve citoyenne*) (p. 3233) - Adopté.

Art. 18 (*composition de la deuxième réserve*) (p. 3233) - Adopté après modification (p. 3234).

Art. 19 (*possibilité d'affectation des volontaires de la deuxième réserve au sein de la première réserve*) (p. 3234) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions sociales et financières

Art. 20 (*rémunération des réservistes au titre de l'engagement dans la première réserve ou au titre de la disponibilité*) (p. 3234) - Adopté après modification (p. 3235).

Art. 21 (*couverture sociale pendant la période d'activité dans la première réserve*) (p. 3235) - Adopté.

Art. 22 (*maintien de la qualité militaire pour le réserviste en cas de force majeure*) (p. 3235) - Adopté.

Art. 23 (*protection du réserviste dans son contrat de travail*) (p. 3235) - Adopté.

Art. 24 (*suspension du contrat de travail du salarié pendant l'activité dans la première réserve*) (p. 3235) - Adopté.

Art. 25 (*position des fonctionnaires exerçant une activité dans la première réserve*) (p. 3235) - Adopté.

Art. 26 (*régime d'indemnisation du réserviste victime de dommages*) (p. 3235) - Adopté.

TITRE II

LE SERVICE DE DEFENSE

Art. 27 (*objet et procédure de mise en oeuvre du service de défense*) (p. 3235) - Adopté.

Art. 28 (*champ d'application des obligations du service de défense*) (p. 3235) - Adopté.

Art. 29 (*obligation d'information de l'employé placé sous le régime du service de défense*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 30 (*situation des affectés collectifs de défense*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 31 (*règles disciplinaires applicables aux affectés collectifs de défense*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 32 (*modalités d'application*) (p. 3236) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre I^{er}

Dispositions pénales

Art. 33 (*cas d'insoumission*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 34 (*cas de désertion*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 35 (*cas de refus d'obéissance*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 36 (*cas de l'abandon de poste*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 37 (*règles d'extinction et de prescription des peines*) (p. 3236) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions finales

Art. 38 (*possibilité pour les Français soumis aux obligations du service national de souscrire un engagement de service dans la première réserve*) (p. 3236) - Adopté.

Art. 39 (*modifications apportées au code du travail*) (p. 3236) - Adopté après modification (p. 3237).

Art. 40 (*modification de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion*) (p. 3237) - Adopté.

Art. 41 (*modification de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat*) (p. 3237) - Adopté.

Art. 42 (*dispositions destinées à compléter le statut de la fonction publique territoriale*) (p. 3238) - Adopté.

Art. 43 (*dispositions destinées à compléter le statut de la fonction publique hospitalière*) (p. 3238) - Adopté.

Art. 44 (*application du code de justice militaire aux personnes accomplissant une activité au titre de la première réserve*) (p. 3238) - Adopté.

Art. 45 (*application du code des pensions civiles et militaires de l'Etat aux militaires servant au titre d'un engagement de service dans la première réserve ou au titre de la disponibilité*) (p. 3238) - Adopté.

Art. 46 (*modification du code du service national*) (p. 3238) - Adopté après modification (p. 3239).

Art. 47 (*modifications relatives au statut général des militaires*) (p. 3239) - Adopté après modification (p. 3240).

Art. 48 (abrogation de l'article 5 de la loi n° 65-550 du 5 juillet 1965 et des articles du code du service national relatifs au service de défense) (p. 3240) - Adopté.

Après l'art. 48 (p. 3240).

Art. additionnel (institution d'une journée nationale du réserviste) (p. 3240) - Adopté.

Art. 49 (champ d'application de la loi) (p. 3240) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3240, 3241) : *MM. André Maman, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Mme Odette Terrade.*

Adoption (20 mai 1999) (p. 3241).

Discussion (deuxième lecture)

(13 octobre 1999) (p. 5131, 5142).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5131, 5135) : *MM. Paul Girod, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5135, 5141) : *MM. Paul Girod, Alain Richard, ministre de la défense; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Art. 1^{er} (principes généraux de la réserve) (p. 5135) - Adopté (p. 5136).

Art. 2 (conditions d'admission dans la réserve) (p. 5136) - Adopté.

Art. 2 bis (obligation d'un enseignement sur la réserve dans les établissements scolaires) (p. 5136) - Adopté.

Art. 3 (modalités d'accès à la réserve) (p. 5136) - Adopté.

Art. 5 (attribution de la qualité de militaire aux réservistes de la réserve opérationnelle) (p. 5136) - Adopté.

Art. 6 (participation bénévole à des activités dans la réserve) (p. 5136) - Adopté.

Art. 7 (durée et objet de l'engagement dans la réserve opérationnelle) (p. 5136) - Adopté.

Art. 8 (dispositions particulières aux spécialistes) (p. 5136) - Adopté.

Art. 9 (durée maximale des activités dans la réserve et droit d'absence du réserviste de son poste de travail) (p. 5137) - Adopté.

Art. 10 (autorisation de l'employeur pour des activités supérieures à cinq jours) (p. 5137) - Adopté.

Art. 11 (prolongements éventuels des activités à accomplir au titre de l'engagement dans la réserve opérationnelle) (p. 5137) - Adopté.

Art. 12 (modalités d'application) (p. 5137) - Adopté.

Art. 18 A (objet de la réserve citoyenne) (p. 5137) - Adopté.

Art. 19 (possibilité d'affectation des volontaires de la réserve citoyenne au sein de la réserve opérationnelle) (p. 5137) - Adopté.

Art. 20 (rémunération des réservistes au titre de l'engagement dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité) (p. 5137) - Adopté.

Art. 26 bis (institution du Conseil supérieur de la réserve militaire) (p. 5137) - Adopté.

Art. 26 ter (composition du Conseil supérieur de la réserve militaire) (p. 5137) - Adopté.

Art. 26 quater (modalités d'application) (p. 5138) - Adopté.

Art. 28 (champ d'application des obligations du service de défense) (p. 5138) - Adopté.

Art. 38 (possibilité pour les Français soumis aux obligations du service national de souscrire un engagement dans la réserve opérationnelle) (p. 5139) - Adopté.

Art. 38 bis (protection des étudiants ou stagiaires exerçant une activité au titre d'un engagement dans la réserve opérationnelle) (p. 5139) - Adopté.

Art. 39 (modifications apportées au code du travail) (p. 5139) - Adopté (p. 5140).

Art. 44 (application du code de justice militaire aux personnes accomplissant une activité au titre de la réserve opérationnelle) (p. 5140) - Adopté.

Art. 45 (application du code des pensions civiles et militaires aux personnes servant dans la réserve opérationnelle) (p. 5140) - Adopté.

Art. 46 (modification du code du service national) (p. 5140) - Adopté.

Art. 47 (modifications relatives au statut général des militaires) (p. 5140) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5141, 5142) : *MM. Jean-Luc Bécart, Emmanuel Hamel, Guy Penne, Alain Richard, ministre de la défense.*

Adoption (13 octobre 1999) (p. 5142).

Déficit budgétaire

Voir *Lois de règlement, 1*

Délégations parlementaires

Voir *Femmes, 2*

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)

Voir *Lois de finances*
Rapports du Gouvernement

1. - Projet de loi organique relatif à la Nouvelle-Calédonie, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (25 novembre 1998) [n° 1229 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. René DOSIERE avec celui du projet de loi n° 1128 (98-99) du 25 novembre 1998 - Territoires d'outre-mer (TOM) - (16 décembre 1999) [n° 1275 (98-99)] - Urgence - Discussion (21 décembre 1998) - Adoption (21 décembre 1998) [n° 233].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 146 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jean-Jacques HYEST avec celui du projet de loi n° 1228 (98-99) du 25 novembre 1998 - Territoires d'outre-mer (TOM) - (28 janvier 1999) [n° 180 (98-99)] - Discussion (3, 4 février 1999) - Adoption (4 février 1999) [n° 63].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 février 1999) [n° 1369 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. René DOSIERE (9 février 1999) [n° 1374 (98-99)] - Discussion (11 février 1999) - Adoption (11 février 1999) [n° 246].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (9 février 1999) [n° 202 (98-99)] - Discussion (16 février 1999) - Adoption (16 février 1999) [n° 69].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-410 DC du 15 mars 1999 (J.O. Lois et décrets du 21 mars 1999) qui déclare le 5ème alinéa du I de l'article 195 et le quatrième alinéa de l'article 217 de la loi organique, contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 99-209 du 19 mars 1999 (J.O. Lois et décrets du 21 mars 1999).

Discussion (première lecture)

(3 février 1999) (p. 638, 716) ; (4 février 1999) (p. 726, 764).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 638, 649) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 145 (98-99) - départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)) : MM. Michel Duffour, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Simon Loueckhote, Jean-Luc Mélenchon; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 649, 716 ; 726, 761) : M. Guy Allouche, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Robert Bret, Michel Duffour, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Robert Laufoaulu, Simon Loueckhote, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

Art. 1^{er} (communes, provinces et aires coutumières de la Nouvelle-Calédonie) (p. 649) - Adopté après modification (p. 650).

Art. 2 (institutions de la Nouvelle-Calédonie, haut-commissaire, représentation au Parlement et au Conseil économique et social de la République) (p. 650) - Adopté après modification.

Après l'art. 2 (p. 651).

Art. additionnel (suppression de la référence aux assemblées de province dans la liste des institutions de la Nouvelle-Calédonie) (p. 651) - Adopté.

Art. 3 (citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie) (p. 651) - Adopté.

Art. 4 (signes identitaires) (p. 651) - Adopté (p. 652).

Art. 5 (propriété foncière) (p. 652) - Adopté.

TITRE I^{er}

STATUT CIVIL COUTUMIER ET PROPRIÉTÉ COUTUMIÈRE

Art. 6 (reconnaissance du statut civil coutumier) (p. 652) - Adopté.

Art. 7 (inscription sur un registre d'état civil coutumier) (p. 652) - Adopté.

Art. 8 (règles applicables aux conflits entre statuts civils différents) (p. 652) - Adopté.

Art. 9 (acquisition du statut civil coutumier à la naissance) (p. 652) - Adopté.

Art. 10 (accès d'un mineur au statut civil coutumier sur demande faite au juge par la personne exerçant l'autorité parentale) (p. 652) - Adopté.

Art. 11 (statut civil coutumier pour les jeunes majeurs) (p. 652) - Adopté après modification (p. 653).

Art. 12 (renonciation au statut civil de droit commun au profit du statut civil coutumier - renoncement au statut coutumier au profit du droit commun) (p. 653) - Adopté après modification.

Après l'art. 12 (p. 653).

Art. additionnel (procédure de renonciation) (p. 653) - Adopté.

Art. 13 (compétence de la juridiction civile de droit commun) (p. 653) - Supprimé (p. 654).

Art. 14 (action en déclaration du statut) (p. 654) - Adopté.

Art. 15 (consultation de l'autorité coutumière par le juge) (p. 654) - Adopté après modification.

Art. 16 (effets à l'égard des tiers) (p. 654) - Adopté.

Art. 17 (les terres coutumières) (p. 654) - Adopté après modification (p. 655).

Après l'art. 17 (p. 655).

Art. additionnel (juridiction compétente) (p. 655) - Adopté.

TITRE I^{er} bis

DE LA JUSTICE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Art. 17 bis (généralisation de la présence d'assesseurs autres que coutumiers au sein de la juridiction de droit commun) (p. 655) - Supprimé.

Art. 17 ter (désignation d'un assesseur au sein de la juridiction d'appel) (p. 656) - Supprimé.

Art. 17 quater (limitation à cinq ans de la durée des fonctions de magistrat en Nouvelle-Calédonie) (p. 656) - Supprimé.

TITRE II

LES COMPÉTENCES

Chapitre 1^{er}

La répartition des compétences entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, les provinces et les communes

Art. 18 (compétence de droit commun des provinces) (p. 656) - Adopté.

Section 1

Compétences de l'Etat et de la Nouvelle-Calédonie

Art. 19 (compétences de l'Etat) (p. 656) - Adopté après modification (p. 657).

Art. 20 (principe de spécialité législative) (p. 657) - Supprimé.

Art. 21 (compétences de la Nouvelle-Calédonie) (p. 657) - Adopté après modification (p. 661).

Art. 22 (transfert d'établissements publics à la Nouvelle-Calédonie) (p. 661) - Adopté.

Art. 23 (protection du marché du travail local) (p. 661) - Adopté après modification (p. 662).

Art. 24 (entrée en vigueur des compétences nouvelles de la Nouvelle-Calédonie et des provinces) (p. 662) - Adopté.

Art. 25 (entrée en vigueur des compétences transférées dans une seconde étape) (p. 662) - Adopté après modification.

Art. 26 (transfert de compétences organisé par une loi organique ultérieure) (p. 662) - Adopté après modification (p. 663).

Section 2

Relations extérieures de la Nouvelle-Calédonie et association de la Nouvelle-Calédonie à des compétences de l'Etat

Art. 27 (pouvoirs du Gouvernement dans les domaines de compétence de l'Etat) (p. 663) - Adopté après modification.

Art. 28 (pouvoirs du Gouvernement dans le domaine de compétence de la Nouvelle-Calédonie) (p. 663) - Adopté après modification (p. 664).

Art. 29 (*relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie*) (p. 664) - Adopté après modification.

Art. 30 (*appartenance de la Nouvelle-Calédonie à des organisations internationales*) (p. 664) - Adopté après modification.

Art. 31 (*représentation de la Nouvelle-Calédonie dans la zone Pacifique*) (p. 664) - Adopté après modification (p. 665).

Art. 32 (*conventions de coopération décentralisée*) (p. 665) - Adopté après modification.

Art. 33 (*consultation du Gouvernement en matière d'entrée et de séjour des étrangers*) (p. 665) - Adopté.

Art. 34 (*maintien de l'ordre*) (p. 665) - Adopté.

Art. 35 (*jeux de hasard, casinos, cercles, loteries*) (p. 665) - Adopté après modification (p. 666).

Art. 36 (*communication audiovisuelle*) (p. 666) - Adopté.

Art. 37 (*enseignement supérieur, recherche, enseignement secondaire*) (p. 666) - Adopté après modification.

Section 3

Compétence minière

Art. 38 (*schéma de mise en valeur des richesses minières*) (p. 666) - Adopté.

Art. 39 (*répartition des compétences en matière de réglementation minière*) (p. 666) - Adopté.

Art. 40 (*comité consultatif des mines*) (p. 666) - Adopté après modification (p. 667).

Art. 41 (*conseil des mines et procédure applicable aux décisions en matière minière*) (p. 667) - Adopté après modification (p. 669).

Section 4

Domanialité

Art. 42 (*compétences domaniales*) (p. 669) - Adopté.

Art. 43 (*domaine de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 669) - Adopté après modification.

Art. 44 (*domaines publics maritimes des provinces et de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 669) - Adopté.

Art. 45 (*compétences domaniales des provinces*) (p. 669) - Adopté après modification (p. 670).

Section 5

Relations entre les collectivités publiques

Art. 46 (*délégation de compétences de la Nouvelle-Calédonie aux provinces ou aux communes*) (p. 670) - Adopté après modification (p. 671).

Art. 47 (*création du comité des finances locales*) (p. 671) - Adopté.

Art. 48 (*fonds intercommunaux de péréquation*) (p. 671) - Adopté après modification (p. 673).

Art. 49 (*approbation par la province des documents d'urbanisme communaux*) (p. 673) - Adopté.

Art. 50 (*autorisation des concessions de distribution électrique*) (p. 673) - Adopté.

Art. 51 (*assiette des impôts institués au bénéfice des provinces et des communes*) (p. 673) - Adopté.

Art. 52 (*société d'économie mixte et participation au capital de sociétés privées gérant un service public*) (p. 673) - Adopté après modification (p. 674).

Art. 53 (*syndicats mixtes*) (p. 674) - Adopté après modification (p. 675).

Chapitre 2

Les modalités des transferts de compétences

Art. 54 (*compensation par l'Etat des charges correspondant aux compétences transférées à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces*) (p. 675) - Adopté après modification (p. 676).

Art. 55 (*transfert de services de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces*) (p. 676) - Adopté après modification.

Art. 56 (*transfert à titre gratuit des biens de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie et aux provinces*) (p. 676) - Adopté (p. 677).

Après l'art. 56 (p. 677).

Art. additionnel (*détachement avec intégration éventuelle, des fonctionnaires du territoire vers la fonction publique de l'Etat*) (p. 677) - Adopté.

Art. 56 bis (*mise à disposition d'agents de l'Etat*) (p. 677) - Adopté après modification (p. 678).

Art. 56 ter (*fonctionnaires territoriaux de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 678) - Adopté après modification (p. 679).

Après l'art. 56 ter (p. 679).

Art. additionnel (*titularisation des agents de l'Etat en poste au haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie*) (p. 679) - Adopté (p. 680).

TITRE III

LES INSTITUTIONS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Chapitre 1^{er}

Le congrès

Section 1

Règles de fonctionnement

Art. 57 (*composition du congrès*) (p. 680) - Adopté.

Art. 58 (*bureau du congrès*) (p. 680) - Adopté (p. 681).

Art. 59 (*règles applicables au président du congrès*) (p. 681) - Adopté après modification.

Art. 60 et 61 (*régime des sessions ordinaires du congrès*) (p. 681) - Adoptés après modification (p. 682).

Art. 62 (*publicité des séances - police du congrès*) (p. 682) - Adopté.

Art. 63 (*personnel du congrès*) (p. 682) - Adopté.

Art. 64 (*représentation du congrès en justice*) (p. 682) - Adopté.

Art. 65 (*délégation de pouvoir du président du congrès et ordonnancement des dépenses*) (p. 682) - Adopté après modification.

Art. 66 (*conditions de validité des délibérations du congrès*) (p. 682) - Adopté après modification (p. 683).

Art. 67 (*démission d'un membre du congrès*) (p. 683) - Adopté après modification.

Art. 68 (*initiative des lois du pays et des délibérations*) (p. 683) - Adopté après modification (p. 684).

Art. 69 (*information des membres du congrès sur les affaires en discussion*) (p. 684) - Adopté.

Après l'art. 69 (p. 684).

Art. additionnel (*droit pour les membres du congrès d'exposer en séance des questions orales sur les affaires de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 684) - Adopté après modification.

Art. 70 (*fixation de l'ordre du jour*) (p. 684) - Adopté.

Art. 71 (*procès-verbal des séances*) (p. 684) - Adopté.

Art. 72 (*indemnités des membres du congrès*) (p. 684) - Adopté.

Art. 73 (*mode de constitution et moyens de fonctionnement des groupes d'élus du congrès*) (p. 684) - Adopté après modification.

Art. 74 (*désignation et compétences de la commission permanente*) (p. 685) - Adopté après modification.

Art. 75 (*fonctionnement de la commission permanente*) (p. 685) - Adopté après modification (p. 686).

Art. 76 (*audition du haut-commissaire*) (p. 686) - Adopté.

Section 2

Attributions du congrès

Art. 77 (*compétences du congrès*) (p. 686) - Adopté.

Art. 78 (*pouvoirs budgétaires du congrès*) (p. 686) - Adopté.

Art. 79 (*entrée en vigueur des dispositions fiscales*) (p. 686) - Adopté (p. 687).

Art. 80 (*sanctions pénales et administratives édictées par le congrès*) (p. 687) - Adopté.

Art. 81 (*peines d'emprisonnement édictées par le congrès*) (p. 687) - Adopté.

Art. 82 (*réglementation du droit de transaction*) (p. 687) - Adopté.

Art. 83 (*consultation du congrès sur les projets de loi autorisant la ratification de certains traités ou accords et certaines propositions d'actes communautaires*) (p. 687) - Adopté après modification.

Art. 84 (*consultation du congrès sur les textes législatifs concernant la Nouvelle-Calédonie*) (p. 687) - Adopté après modification.

Art. 85 (*résolutions du congrès*) (p. 687) - Adopté (p. 688).

Art. 86 (*régime des délégations de service public*) (p. 688) - Adopté.

Art. 87 (*représentation du congrès auprès de l'institut des missions d'outre-mer*) (p. 688) - Adopté.

Après l'art. 87 (p. 688).

Art. additionnel (*possibilité pour le congrès de la Nouvelle-Calédonie de créer des commissions d'enquête*) (p. 688) - Adopté.

Art. 88 (*responsabilité du Gouvernement devant le congrès*) (p. 688) - Adopté après modification.

Art. 89 (*conséquences de l'adoption d'une motion de censure*) (p. 688) - Adopté.

Art. 90 (*dissolution du congrès*) (p. 688) - Adopté (p. 689).

Art. 91 (*règlement intérieur du congrès*) (p. 689) - Adopté après modification.

Chapitre 2

Les lois du pays

Art. 92 (*domaine des lois du pays*) (p. 689) - Adopté après modification (p. 690).

Art. 93 (*avis préalable du tribunal administratif sur les projets et propositions de loi du pays*) (p. 690) - Adopté après modification (p. 691).

Art. 94 (*adoption des lois du pays*) (p. 691) - Adopté après modification.

Art. 94 bis (*publication d'un rapport écrit*) (p. 691) - Adopté.

Art. 95 (*nouvelle délibération*) (p. 691) - Adopté après modification (p. 692).

Art. 96 (*saisine du Conseil constitutionnel*) (p. 692) - Adopté après modification (p. 696).

Art. 97 (*décision du Conseil constitutionnel*) (p. 693) - Adopté.

Art. 98 (*promulgation des lois du pays*) (p. 693) - Adopté après modification.

Art. 99 (*nature juridique des lois du pays*) (p. 693) - Adopté (p. 694).

Chapitre 3

Le Gouvernement

Section 1

Composition et formation

Art. 100 (*l'exécutif de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 694) - Adopté.

Art. 101 (*nombre et élection des membres du Gouvernement*) (p. 694) - Adopté.

Art. 102 (*élection du Gouvernement au scrutin de liste à la proportionnelle*) (p. 694) - Adopté après modification (p. 695).

Art. 103 (*inéligibilité ou incapacité d'un membre du Gouvernement après son élection*) (p. 695) - Adopté après modification.

Art. 104 (*incompatibilités et droit d'option*) (p. 695) - Adopté après modification (p. 696).

Art. 105 (*contestation des arrêtés en matière d'inéligibilités, d'incapacités et d'incompatibilités*) (p. 696) - Adopté.

Art. 106 (*déclaration de situation patrimoniale*) (p. 696) - Adopté.

Art. 107 (*élection du président et du vice-président du Gouvernement*) (p. 696) - Adopté après modification (p. 697).

Art. 108 (*contentieux de l'élection des membres du Gouvernement*) (p. 697) - Adopté.

Art. 109 (*déclaration de politique générale*) (p. 697) - Adopté.

Avant l'art. 110 (p. 697).

Art. additionnel (*incompatibilité entre les fonctions Gouvernementales et un mandat électif*) (p. 697) - Adopté.

Art. 110 (*reprise du siège au congrès ou à une assemblée de province*) (p. 697) - Adopté après modification.

Art. 111 (*démission du Gouvernement*) (p. 697) - Adopté (p. 698).

Art. 112 (*remplacement d'un membre du Gouvernement*) (p. 698) - Adopté.

Section 2

Règles de fonctionnement

Art. 113 (*réunions du Gouvernement*) (p. 698) - Adopté.

Art. 114 (*ordre du jour des réunions du Gouvernement*) (p. 698) - Adopté.

Art. 115 (*secret des réunions*) (p. 698) - Adopté après modification (p. 699).

Art. 116 (*indemnités - dotation spécifique allouée au Gouvernement*) (p. 699) - Adopté après modification.

Section 3

Attributions du Gouvernement

Avant l'art. 117 (p. 699).

Art. additionnel (*préparation et exécution des délibérations du congrès par le Gouvernement avec possibilité de prendre les arrêtés réglementaires nécessaires, sur habilitation du congrès*) (p. 699) - Adopté (p. 700).

Art. 117 (*compétences du Gouvernement*) (p. 700) - Adopté après modification.

Art. 118 (*pouvoir réglementaire du Gouvernement pour l'exécution des actes du congrès*) (p. 700) - Supprimé.

Art. 119 (*décisions collégiales et solidaires du Gouvernement*) (p. 700) - Adopté après modification (p. 701).

Art. 120 (*seconde délibération d'un arrêté du Gouvernement*) (p. 701) - Adopté.

Art. 121 (*délégations aux membres du Gouvernement*) (p. 701) - Adopté après modification (p. 702).

Art. 122 (*délégations au président du Gouvernement*) (p. 702) - Adopté.

Art. 123 (*pouvoir de nomination*) (p. 702) - Adopté après modification.

Art. 124 (*consultation du Gouvernement*) (p. 702) - Adopté après modification.

Section 4

Attributions du président du Gouvernement

Art. 125 (*compétences du président du Gouvernement*) (p. 702) - Adopté après modification (p. 703).

Art. 126 (*délégations aux membres du Gouvernement*) (p. 703) - Adopté.

Art. 127 (*rapports présentés au congrès par le président du Gouvernement*) (p. 703) - Adopté après modification (p. 704).

Chapitre 4

Le sénat coutumier et les conseils coutumiers

Section 1

Le sénat coutumier

Art. 128 (*composition et mode de désignation du sénat coutumier*) (p. 704) - Adopté après modification.

Art. 129 (*durée du mandat du sénat coutumier*) (p. 704) - Adopté après modification (p. 705).

Art. 130 (*désignation du président*) (p. 705) - Adopté.

Art. 131 (*représentation dans les organes extérieurs et désignation des membres de l'académie des langues kanak*) (p. 705) - Adopté.

Art. 132 (*constat de la désignation des autorités coutumières*) (p. 705) - Adopté.

Art. 133 (*avis sur certaines lois du pays*) (p. 705) - Adopté après modification.

Art. 134 (*avis sur les délibérations intéressant l'identité kanak*) (p. 705) - Adopté.

Art. 135 (*consultation des conseils coutumiers par le sénat coutumier*) (p. 706) - Adopté après modification.

Art. 136 (*initiative des propositions intéressant l'identité kanak*) (p. 706) - Adopté après modification.

Art. 137 (*indemnisation des membres du sénat coutumier*) (p. 706) - Adopté.

Art. 138 (*moyens du sénat coutumier*) (p. 706) - Adopté après modification.

Art. 139 (*règlement intérieur du sénat coutumier*) (p. 706) - Adopté après modification (p. 707).

Section 2

Les conseils coutumiers

Art. 140 (*principes et mode de désignation des conseils coutumiers*) (p. 707) - Adopté après modification.

Art. 141 (*consultation du conseil coutumier - litiges sur l'interprétation d'un procès-verbal de palabre*) (p. 707) - Adopté.

Art. 142 (*indemnités et dotation des conseils coutumiers*) (p. 707) - Adopté après modification.

Art. 143 (*règlement intérieur des conseils coutumiers*) (p. 707) - Adopté après modification (p. 708).

Chapitre 5

Le conseil économique et social

Art. 144 (*composition du conseil économique et social*) (p. 708) - Adopté après modification.

Art. 145 (*durée du mandat, renouvellement et montant des indemnités des membres du conseil économique et social*) (p. 708) - Adopté après modification (p. 709).

Art. 146 (*consultation du conseil économique et social*) (p. 709) - Adopté après modification (p. 710).

Art. 147 (*dotation de fonctionnement du conseil économique et social*) (p. 710) - Adopté après modification.

TITRE IV

LES PROVINCES

Chapitre 1^{er}

Les assemblées de province

Art. 148 (*nature des provinces*) (p. 710) - Supprimé.

Art. 149 (*compétences de l'assemblée de province*) (p. 710) - Adopté.

Après l'art. 149 (p. 710).

Art. additionnel (*délégations de service public*) (p. 710) - Adopté.

Art. 150 (*siège de l'assemblée de province*) (p. 711) - Adopté.

Art. 151 (*séance constitutive - bureau d'âge*) (p. 711) - Adopté.

Art. 152 (*élection du président et du bureau*) (p. 711) - Adopté.

Art. 153 (*séances de l'assemblée de province et délégations de vote*) (p. 711) - Adopté après modification (p. 712).

Art. 154 (*régime indemnitaire des élus de l'assemblée de province*) (p. 712) - Adopté après modification (p. 713).

Art. 155 (*quorum*) (p. 713) - Adopté.

Après l'art. 155 (p. 713).

Art. additionnel (*démission d'un membre d'une assemblée de province*) (p. 713) - Adopté.

Art. additionnel (*information des membres des assemblées de province*) (p. 713) - Adopté.

Art. 156 (*règlement intérieur de l'assemblée de province*) (p. 713) - Adopté après modification (p. 714).

Art. 157 (*délégations au bureau*) (p. 714) - Adopté après modification.

Art. 158 (*ordre du jour de l'assemblée de province*) (p. 714) - Adopté après modification.

Art. 159 (*publicité des séances*) (p. 714) - Adopté.

Art. 160 (*audition du haut-commissaire - procès-verbal*) (p. 714) - Adopté après modification (p. 715).

Art. 161 (*dissolution*) (p. 715) - Adopté après modification.

Chapitre 2

Le président de l'assemblée de province

Art. 162 (*attributions du président de l'assemblée de province*) (p. 715) - Adopté après modification (p. 716).

Art. 163 (*attributions*) (p. 716) - Adopté.

Art. 164 (*politice de l'assemblée*) (p. 716) - Adopté.

Art. 165 (*documents annuels transmis par le président à l'assemblée de province*) (p. 716) - Adopté après modification.

Art. 166 (*remplacement du bureau ou d'un vice-président de l'assemblée de province*) (p. 726) - Adopté après modification (p. 727).

Chapitre 3

Le personnel de la province

Art. 167 (*concours de l'Etat ou de la Nouvelle-Calédonie au fonctionnement des services de la province*) (p. 727) - Adopté.

Art. 168 (*recours à des contractuels dans les assemblées de province*) (p. 727) - Adopté.

Chapitre 4

Les ressources et le budget de la province

Art. 169 (*ressources de la province*) (p. 727) - Adopté.

Art. 170 (*fixation du montant des dotations versées aux provinces*) (p. 727) - Adopté après modification (p. 729).

Art. 171 (*réglementation des garanties d'emprunts et des cautionnements accordés par les provinces*) (p. 729) - Adopté après modification.

Art. 172 (*compétences financières des assemblées de province*) (p. 730) - Adopté.

Art. 173 (*vote du budget de la province - motion de renvoi*) (p. 730) - Supprimé (p. 731).

TITRE V

LES ELECTIONS AU CONGRES ET AUX ASSEMBLEES DE PROVINCE

Chapitre 1^{er}

Composition des assemblées et durée du mandat

Art. 174 (*effectif des assemblées de province*) (p. 731) - Adopté après modification.

Art. 175 (*durée du mandat des membres du congrès et des assemblées de province*) (p. 731) - Adopté après modification.

Art. 176 (*organisation des élections*) (p. 731) - Adopté (p. 732).

Chapitre 2

Corps électoral et listes électorales

Art. 177 (*restriction du corps électoral pour les élections provinciales et au congrès*) (p. 732) - Adopté après modification.

Art. 178 (*établissement de la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province*) (p. 732) - Adopté après modification (p. 736).

Chapitre 3

Mode de scrutin et remplacement des membres des assemblées

Art. 179 (*circonscriptions provinciales*) (p. 736) - Adopté.

Art. 180 (*mode de scrutin*) (p. 736) - Adopté.

Art. 181 (*composition des listes et attribution des sièges pour les élections des membres du congrès et des assemblées de province*) (p. 736) - Adopté après modification (p. 737).

Art. 182 (*vacances de sièges au sein du congrès et des assemblées de province*) (p. 737) - Adopté après modification (p. 738).

Chapitre 4

Conditions d'éligibilité et incompatibilités

Art. 183 (*conditions d'éligibilité aux assemblées de province et au congrès*) (p. 738) - Adopté après modification (p. 739).

Art. 184 (*inéligibilités des membres du congrès et des assemblées de province*) (p. 739) - Adopté après modification (p. 740).

Art. 185 (*incompatibilités des membres des assemblées de province*) (p. 740) - Adopté après modification (p. 741).

Art. 186 (*déclaration d'option*) (p. 741) - Adopté.

Chapitre 5

Propagande

Art. 187 (*organisation de la campagne audiovisuelle pour les élections aux assemblées de province*) (p. 741) - Supprimé.

Art. 188 (*prise en charge des dépenses de propagande*) (p. 741) - Adopté.

Chapitre 6

Contentieux

Art. 189 (*contentieux des élections au congrès et aux assemblées de province*) (p. 741) - Adopté après modification (p. 742).

Chapitre 7

Dispositions diverses

Art. 190 (*conditions d'application des dispositions du code électoral*) (p. 742) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

TITRE VI

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE ET L'ACTION DE L'ETAT

Art. 191 (*nomination et attributions du haut-commissaire*) (p. 742) - Adopté.

Art. 192 (*publication par le haut-commissaire des actes de la Nouvelle-Calédonie et des provinces*) (p. 742) - Adopté.

Art. 193 (*conventions de mise à disposition de services, d'agents et de biens*) (p. 742) - Adopté après modification.

Art. 194 (*concours d'établissements publics nationaux*) (p. 742) - Adopté après modification (p. 743).

TITRE VII

LE CONTROLE JURIDICTIONNEL, FINANCIER ET BUDGETAIRE

Chapitre 1^{er}

Le contrôle de légalité et le tribunal administratif

Art. 195 (*contrôle de la légalité des actes des institutions et autorités de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 743) - Adopté après modification (p. 745).

Art. 196 (*saisine pour avis du Conseil d'Etat*) (p. 745) - Adopté après modification (p. 746).

Art. 197 (*saisine pour avis du tribunal administratif ou du Conseil d'Etat*) (p. 746) - Adopté après modification.

Chapitre 2

La chambre territoriale des comptes et le contrôle budgétaire

Avant l'**art. 198** (p. 746).

Art. additionnel (*institution de deux chambres territoriales des comptes distinctes pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française*) (p. 746) - Adopté (p. 747).

Art. 198 (*soumission des comptes au contrôle de la chambre territoriale des comptes*) (p. 747) - Adopté après modification (p. 748).

Art. 198 bis (*rapport annuel de la chambre territoriale des comptes*) (p. 748) - Supprimé.

Art. 198 ter (*rapport sur les comptes de gestion du comptable de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 748) - Supprimé.

Art. 199 (*contrôle par la chambre territoriale des comptes, des marchés publics et des délégations de service public*) (p. 748) - Adopté après modification (p. 749).

Art. 200 (*budgets de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de leurs établissements publics*) (p. 749) - Supprimé.

TITRE VIII

LE REEQUILIBRAGE ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Art. 201 (*contrats pluriannuels de développement - fonds d'équipement et de promotion pour la Nouvelle-Calédonie*) (p. 749) - Adopté (p. 750).

Après l'**art. 201** (p. 750).

Art. additionnel (*création d'un schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 750) - Adopté.

Art. 202 (*aides des provinces aux entreprises*) (p. 750) - Adopté.

Art. 203 (*création d'un comité consultatif de l'environnement*) (p. 750) - Adopté après modification.

Art. 204 (*comité consultatif du crédit*) (p. 751) - Adopté.

Art. 205 (*développement culturel de la Nouvelle-Calédonie et patrimoine culturel kanak*) (p. 751) - Adopté après modification.

TITRE IX

LA CONSULTATION SUR L'ACCESSION A LA PLEINE SOUVERAINETE

Art. 206 (*convocation à la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté*) (p. 751) - Adopté.

Art. 207 (*organisation et calendrier des consultations sur l'accession à la pleine souveraineté*) (p. 751) - Adopté après modification (p. 753).

Art. 208 (*restriction du corps électoral pour les consultations sur l'accession à la pleine souveraineté*) (p. 753) - Adopté après modification.

Art. 209 (*liste électorale - commission de contrôle - campagne audiovisuelle*) (p. 753) - Adopté après modification (p. 755).

Art. 210 (*recours*) (p. 755) - Adopté.

Art. 211 (*fixation des modalités d'application du présent titre par décret en Conseil des ministres*) (p. 755) - Adopté.

TITRE X

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 212 (*application des dispositions législatives et réglementaires*) (p. 755) - Adopté.

Art. 213 (*succession des droits et obligations entre la Nouvelle-Calédonie, territoire d'outre-mer, et la Nouvelle-Calédonie, collectivité sui generis*) (p. 755) - Adopté après modification.

Art. 213 bis (*protocole d'accord organisant l'échange de massifs miniers*) (p. 755) - Adopté.

Après l'**art. 213 bis** (p. 756).

Art. additionnel (*conclusion d'un accord particulier précisant les relations de la Nouvelle-Calédonie avec le territoire des îles Wallis-et-Futuna*) (p. 756) - Adopté.

Art. 214 (*modifications du code des juridictions financières*) (p. 756) - Adopté après modification (p. 757).

Art. 215 (*jeux de hasard*) (p. 757) - Supprimé.

Art. 216 (*détachement et intégration des fonctionnaires de Nouvelle-Calédonie*) (p. 757) - Supprimé.

Après l'**art. 216** (p. 758).

Art. additionnel (*actualisation des dispositions législatives relatives à la composition du Conseil économique et social*) (p. 758) - Adopté (p. 759).

Art. additionnel (*modification de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel*) (p. 758) - Adopté (p. 759).

Art. additionnel (*représentation de la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée nationale et au Sénat*) (p. 758) - Adopté (p. 759).

Art. 217 (*coordination et dispositions transitoires*) (p. 759) - Adopté après modification.

Art. 218 (*extension aux membres du Gouvernement et des assemblées de province des garanties applicables aux membres du congrès*) (p. 759) - Adopté après modification (p. 760).

Art. 219 (*calendrier de la mise en place des institutions de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 760) - Adopté après modification.

Art. 220 (*abrogations*) (p. 761) - Adopté après modification.

Art. 221 (*renvoi à des dispositions réglementaires*) (p. 761) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 761, 763) : MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Daniel Hoeffel, Simon Loueckhote, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; François Trucy.

Scrutin public n° 72 (p. 763).

Adoption (4 février 1999) (p. 763).

Discussion (commission mixte paritaire)

(16 février 1999) (p. 964, 994).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 964, 969) (discussion générale commune avec celle des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire n° 201 (98-99)) - Départements et territoires d'outre (DOM-TOM) : MM. Guy Allouche; Simon Loueckhote, en remplacement de M. Jean-Jacques Hyst, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 969, 994).

Art. 1^{er}, 2, 2 bis, 11, 12 et 12 bis (p. 969).

Art. 13 (p. 969) - Supprimé par la CMP.

Art. 15, 17, 17 bis A (p. 970).

Art. 17 bis à 17 quater (p. 970) - Supprimés par la CMP.

Art. 19 (p. 970).

Art. 20 (p. 970) - Supprimé par la CMP.

Art. 21, 23, 25 à 32, 35, 37, 40 et 41 (p. 970, 972).

Art. 43, 45, 46, 48, 52 à 55, et 56 bis A (p. 972) (p. 974).

Art. 56 bis, 56 ter, 56 quater, 59 à 61, 65 à 68, 69 bis et 73 (p. 975, 976).

Art. 74, 75, 83, 84, 87 bis, 88, 91, 92 à 96, 98 (p. 977, 978).

Art. 102 à 104, 107, 109 bis, 110, 115 à 117 (p. 978, 980).

Art. 118 (p. 980) - Supprimé par la CMP.

Art. 119, 121, 123 à 125, 127 à 129, 133, 135 et 136, 138 à 140, 142 à 147 (p. 980, 982).

Art. 148 (p. 982) - Supprimé par la CMP.

Art. 149 bis, 153, 154, 155 bis, 155 ter, 156 à 158, 160 à 162, 165 et 166 (p. 982, 983).

Art. 170, 171, 173 à 175, 177 et 178 (p. 983, 985).

Art. 181 à 185 (p. 986, 987).

Art. 187 (p. 987) - Supprimé par la CMP.

Art. 189, 193 à 198 (p. 987, 989).

Art. 198 bis, 198 ter et 200 (p. 989) - Supprimés par la CMP.

Art. 199, 201 bis, 203, 205, 207 à 209 (p. 989, 991).

Art. 213, 213 ter et 214 (p. 991, 992).

Art. 215 et 216 (p. 992) - Supprimés par la CMP.

Art. 216 bis à 220 (p. 992, 993).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 993, 994) : M. Emmanuel Hamel.

Adoption (16 février 1999) (p. 994 ; scrutin public n° 73).

2. - Projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (25 novembre 1998) [n° 1228 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. René DOSIERE avec celui du projet de loi n° 1129 (98-99) du 25 novembre 1998 - Territoires d'outre-mer (TOM) - (16 décembre 1998) [n° 1275 (98-99) - Urgence - Discussion (21 décembre 1998) - Adoption (21 décembre 1998) [n° 234].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (22 décembre 1998) [n° 145 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jean-Jacques HUEST avec celui du projet de loi organique n° 1229 (98-99) du 25 novembre 1998 - Territoires d'outre-mer (TOM) - (28 janvier 1999) [n° 180 (98-99)] - Discussion (3, 4 février 1999) - Adoption (4 février 1999) [n° 64].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 février 1999) [n° 1370 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. René DOSIERE (9 février 1999) [n° 1373 (98-99)] - Discussion (11 février 1999) - Adoption (11 février 1999) [n° 247].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Jacques HUEST (9 février 1999) [n° 201 (98-

99)] - Discussion (16 février 1999) - Adoption (16 février 1999) [n° 70].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-409 DC du 15 mars 1999 (J.O. Lois et décrets du 21 mars 1999) qui déclare l'article 10 de la loi, contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 99-210 du 19 mars 1999 (J.O. Lois et décrets du 21 mars 1999).

Discussion (première lecture)

(3 février 1999) (p. 638, 649) ; (4 février 1999) (p. 764, 783).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 638, 649) (Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 146 (98-99) - départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)) : MM. Michel Duffour, Jean-Jacques Huest, rapporteur de la commission des lois; Simon Loueckhote, Jean-Luc Mélenchon, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 764, 783) : MM. Jean-Jacques Huest, rapporteur de la commission des lois; Simon Loueckhote, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

TITRE I^{er}

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE ET L'ACTION DE L'ETAT

Chapitre 1^{er}

Le haut-commissaire de la République

Art. 1^{er} (compétences du haut-commissaire de la République) (p. 764) - Adopté après modification.

Art. 2 (publication des décisions ressortissant à la compétence de l'Etat) (p. 764) - Adopté.

Chapitre 2

L'action de l'Etat pour le rééquilibrage et le développement économique et social

Art. 3 (moyens juridiques à la disposition de l'Etat pour le développement économique) (p. 764) - Adopté après modification (p. 766).

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COMMUNES, SYNDICATS MIXTES ET SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE

Avant l'art. 4 (p. 766).

Art. additionnel (valeur législative conférée au code des communes de la Nouvelle-Calédonie) (p. 766) - Adopté.

Art. 4 (extension des compétences des communes en matière d'urbanisme) (p. 766) - Adopté après modification (p. 767).

Art. 5 (droits de préemption de la commune) (p. 767) - Adopté après modification.

Art. 6 (vente ou location de terrains communaux à des entreprises) (p. 767) - Adopté après modification.

Art. 7 (sociétés d'économie mixte) (p. 767) - Adopté après modification (p. 770).

Art. 8 (syndicats mixtes) (p. 770) - Adopté après modification (p. 771).

Après l'art. 8 (p. 771).

Art. additionnel (contrôle de légalité des actes des communes de Nouvelle-Calédonie) (p. 772) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMPTES

Art. 9 (*comptables des communes de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 773) - Adopté après modification.

Art. 10 (*jugement des comptes et examen de la gestion*) (p. 773) - Adopté après modification.

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NOUVELLE-CALÉDONIE

Art. 11 (*fonctionnement du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie*) (p. 773) - Adopté après modification (p. 774).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ELECTIONS, AU CONGRES ET AUX ASSEMBLEES DE PROVINCE

Art. 12 (*déclaration de candidature pour les élections au congrès et aux assemblées de province*) (p. 774) - Adopté après modification (p. 775).

Art. 13 (*enregistrement de la déclaration de candidature*) (p. 775) - Adopté après modification.

Après l'art. 13 (p. 775).

Art. additionnel (*retrait d'un candidat*) (p. 775) - Adopté.

Art. 14 (*contestation devant le tribunal administratif du refus d'enregistrement de la déclaration de candidature*) (p. 776) - Adopté après modification.

Après l'art. 14 (p. 776).

Art. additionnel (*durée légale de la campagne électorale*) (p. 776) - Adopté.

Art. additionnel (*commission de propagande*) (p. 776) - Adopté.

Art. 15 (*propagande audiovisuelle*) (p. 776) - Adopté après modification (p. 777).

Art. 16 (*remboursement des dépenses de campagne électorale*) (p. 777) - Adopté après modification.

Art. 17 (*plafond des dépenses électorales*) (p. 777) - Adopté.

Avant l'art. 18 (p. 777).

Art. additionnel (*recensement général des votes*) (p. 777) - Adopté.

Art. 18 (*bulletins non comptabilisés*) (p. 778) - Adopté.

Art. 19 (*extension de dispositions du code électoral aux élections au congrès et aux assemblées de province*) (p. 778) - Adopté après modification (p. 779).

Après l'art. 19 (p. 779).

Art. additionnel (*publication et diffusion de sondages d'opinion*) (p. 779) - Adopté.

Art. additionnel (*financement des activités politiques*) (p. 779) - Adopté.

Art. additionnel (*députés et sénateurs de la Nouvelle-Calédonie*) (p. 780) - Adopté.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 20 (*substitution de références*) (p. 780) - Adopté.

Art. 21 (*service public pénitentiaire*) (p. 780) - Adopté.

Art. 22 (*garantie de rapatriement*) (p. 780) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Après l'art. 22 (p. 781).

Art. additionnel (*droit d'asile*) (p. 781) - Adopté (p. 782).

Avant l'art. 23 (p. 782).

Art. additionnel (*jeux de hasard, casinos, cercles, loteries*) (p. 782) - Adopté.

Art. additionnel (*organisation de la campagne audiovisuelle pour l'élection du congrès et des assemblées de province*) (p. 782) - Adopté (p. 783).

Art. 23 (*décrets en Conseil d'Etat*) (p. 783) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 783) : M. Emmanuel Hamel.

Adoption (4 février 1999) (p. 783).

Discussion (commission mixte paritaire)

(16 février 1999) (p. 964, 969 ; 994, 1002).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 964, 969) (discussion générale commune avec celle des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire n° 202 (98-99)) - Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) : MM. Guy Allouche ; Simon Loueckhote, en remplacement de M. Jean-Jacques Hyst, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire ; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 994, 1002).

Art. 1^{er}, 3, 4 A, 4 à 7 (p. 994, 996).

Art. 8, 8 bis, 9 à 13 (p. 997, 999).

Art. 13 bis, 14, 14 bis, 14 ter, 15 et 16 (p. 999, 1000).

Art. 17 bis, 19, 19 bis, 19 ter et 19 quater (p. 1000).

Art. 22 bis, 22 ter et 22 quater (p. 1001, 1002).

Adoption (16 février 1999) (p. 1002).

3. - Projet de loi constitutionnelle relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (26 mai 1999) [n° 1624 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine TASCIA (2 juin 1999) [n° 1624 (98-99)] - Discussion (10 juin 1999) - Adoption (10 juin 1999) [n° 340].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1999) [n° 425 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (6 octobre 1999) [n° 2 (98-99)] - Discussion (12 octobre 1999) - Adoption (12 octobre 1999) [n° 3].

Discussion (première lecture)

(12 octobre 1999) (p. 5052, 5071).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5052, 5070) : MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Gaston Flosse, Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Simon Loueckhote, Georges Othily, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5070).

Art. 1^{er} (*définition du corps électoral pour les élections aux assemblées de province et au congrès de la Nouvelle-Calédonie - art. 77 de la Constitution*) (p. 5070) - Adopté.

Art. 2 et 3 (*renumérotation des titres XIV, XV et XVI de la Constitution et insertion d'un nouveau titre XIV*) (p. 5070) - Adoptés.

Art. 4 (*dispositions relatives à la Polynésie Française - art. 78 de la Constitution*) (p. 5070) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5070, 5071) : M. Patrice Gélard.

Scrutin public n° 7 (p. 5071).

Adoption (12 octobre 1999) (p. 5071).

4. - Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer (26 mai 1999) [n° 1623 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme LAMBERT (2 juin 1999) [n° 1666 (98-99)] - Discussion (10 juin 1999) - Adoption (10 juin 1999) [n° 339].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1999) [n° 424 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (6 octobre 1999) [n° 3 (98-99)] - Discussion (12 octobre 1999) - Adoption (12 octobre 1999) [n° 4].

PROMULGATION : loi n° 99-899 du 25 octobre 1999 (J.O. Lois et décrets du 26 octobre 1999).

Discussion (première lecture)

(12 octobre 1999) (p. 5071, 5078).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5071, 5076) : MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Robert Laufoa'ulu, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5076, 5078).

Art. 1^{er} (champ de l'habilitation) (p. 5076) - Adopté (p. 5077).

Art. 3 (délais d'adoption des ordonnances et de dépôt des projets de loi de ratification) (p. 5077) - Adopté.

Art. 4 (extension à la Nouvelle-Calédonie de la loi du 29 mars 1999 relative aux enquêtes techniques sur les accidents et les incidents de l'aviation civile) (p. 5077) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5077, 5078) : M. Claude Lise.

Adoption (12 octobre 1999) (p. 5078).

5. - Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (4 novembre 1998) [n° 1173 rect. (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Daniel MARSIN (3 juin 1999) [n° 1673 (98-99)] - Discussion (10 juin 1999) - Adoption (10 juin 1999) [n° 335].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1999) [n° 420 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (16 novembre 1999) [n° 72 (1999-2000)] - Discussion (24 novembre 1999) - Adoption (24 novembre 1999) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 novembre 1999) [n° 1967 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Daniel MARSIN (8 décembre 1999) [n° 2008 (1999-2000)] - Discussion (14 décembre 1999) - Adoption (14 décembre 1999) [n° 408].

PROMULGATION : loi n° 99-1123 du 28 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(24 novembre 1999) (p. 6232, 6244).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6232, 6241) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 421 (98-99), n° 422 (98-99) et n° 423 (98-99) - Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)) : MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; François Trucy, en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur de la commission des finances.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6241, 6244) : MM. Jean Delaneau, président de la commission des affaires sociales; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

Art. 1^{er} (ratification des ordonnances) (p. 6241) - Adopté.

Après l'art. 1^{er} (p. 6241).

Art. additionnel (prise en compte de l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6241) - Adopté.

Art. 2 (rectification d'une erreur matérielle) (p. 6241) - Adopté.

Art. 3 (rectification d'une erreur matérielle) (p. 6241) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 6241).

Art. additionnel (harmonisation rédactionnelle des dispositions relatives à la protection des femmes enceintes au travail) (p. 6241) - Adopté (p. 6242).

Art. 4 (rectification de deux erreurs matérielles) (p. 6242) - Adopté.

Art. 5 (rectification d'une erreur matérielle) (p. 6242) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 6242).

Art. additionnel (précision rédactionnelle) (p. 6242) - Adopté (p. 6243).

Art. additionnel (rectification d'une erreur matérielle) (p. 6243) - Adopté.

Art. additionnel (remboursement des médicaments nécessaires en prophylaxie et en thérapeutique palustres) (p. 6243) - Adopté (p. 6244).

Adoption (24 novembre 1999) (p. 6244).

6. - Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (4 novembre 1998) [n° 1174 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme LAMBERT (2 juin 1999) [n° 1666 (98-99)] - Discussion (10 juin 1999) - Adoption (10 juin 1999) [n° 336].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1999) [n° 421 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (16 novembre 1999) [n° 75 (1999-2000)] - Discussion (24 novembre 1999) - Adoption (24 novembre 1999) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 novembre 1999) [n° 1968 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme LAMBERT (8 décembre 1999) [n° 2003 (1999-2000)] - Discussion (14 décembre 1999) - Adoption (14 décembre 1999) [n° 410].

PROMULGATION : loi n° 99-1121 du 28 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(24 novembre 1999) (p. 6232, 6241 ; 6244, 6253).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6232, 6241) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 420 (98-99), n° 422 (98-99) et n° 423 (98-99) - Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)) : MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; François Trucy, en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur de la commission des finances.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6244, 6253) : MM. Gaston Flosse, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Joseph Ostermann, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.

Art. 1^{er} (ratification des ordonnances) (p. 6244) - Adopté.

Après l'art. 1^{er} (p. 6244).

Art. additionnel (prise en compte de l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6244) - Adopté.

Art. 2 (représentation territoriale au sein des conseils d'administration de l'université de la Nouvelle-Calédonie et de l'université de la Polynésie française) (p. 6244) - Adopté après modification (p. 6245).

Après l'art. 2 (p. 6245).

Art. additionnel (qualité d'officier de police judiciaire conférée aux officiers de la police territoriale de Mayotte mis à la disposition de l'Etat) (p. 6245) - Adopté.

Art. additionnel (application à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, aux îles Wallis-et-Futuna et à Mayotte des articles 13, 14, 15 et 16 de la loi du 15 avril 1999, relative aux polices municipales) (p. 6245) - Adopté (p. 6246).

Art. additionnel (alignement sur la métropole de la définition du délit relatif à la prise de paris sur les courses de chevaux applicable en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) (p. 6246) - Adopté.

Art. 3 (droits fixes de procédure applicables aux décisions des juridictions répressives dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) (p. 6246) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 6247).

Art. additionnel (application à Mayotte de la procédure de l'amende forfaitaire pour les contraventions des quatre premières classes) (p. 6247) - Adopté.

Art. additionnel (caractère dérogatoire de l'audience collégiale du tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre-et-Miquelon sous forme de visioconférence) (p. 6247) - Adopté.

Art. additionnel (correction d'une erreur de référence et intervention du président du tribunal de première instance de Saint-Pierre-et-Miquelon dans la fixation du nombre des audiences correctionnelles de son tribunal) (p. 6247) - Adopté.

Art. additionnel (intervention du président du tribunal de première instance de Mayotte dans la fixation du nombre

des audiences correctionnelles de son tribunal) (p. 6248) - Adopté.

Art. additionnel (compétence du juge administratif pour connaître du contentieux des élections à la chambre territoriale de discipline des chirurgiens-dentistes en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 6248) - Adopté.

Art. additionnel (suppression de la disposition donnant la personnalité morale à la chambre territoriale de discipline des chirurgiens-dentistes en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 6248) - Adopté.

Art. additionnel (renforcement de la publicité des sanctions disciplinaires au sein de l'ordre des chirurgiens-dentistes en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie) (p. 6248) - Adopté (p. 6249).

Art. additionnel (coordination rédactionnelle et rétablissement de la référence à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon à l'article 26 de la loi du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants du Parlement européen) (p. 6249) - Adopté.

Art. additionnel (abrogation d'une disposition devenue sans objet) (p. 6249) - Adopté.

Art. additionnel (correction d'une erreur matérielle) (p. 6249) - Adopté.

Art. additionnel (ajout à l'article 14 de l'ordonnance n° 98-730 d'une référence au code électoral) (p. 6249) - Adopté (p. 6250).

Art. 4 (alignement de la date du prochain renouvellement du conseil général de Mayotte sur le calendrier de renouvellement des conseils généraux en métropole) (p. 6250) - Adopté.

Après l'art. 4 (p. 6250).

Art. additionnel (possibilité pour le magistrat délégué dans les fonctions de commissaire du Gouvernement d'une chambre territoriale des comptes, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, d'exercer également ces fonctions dans l'autre chambre territoriale) (p. 6250) - Adopté.

Art. additionnel (suppression, en Nouvelle-Calédonie, de l'incompatibilité entre la signature d'un contrat Etat-communes et le bénéfice du fonds intercommunal de péréquation pour l'équipement des communes) (p. 6251) - Adopté.

Art. 5 (correction d'une erreur de référence) (p. 6251) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 6251).

Art. additionnel (modification de l'article L. 665-18 du code de la santé publique répartissant les compétences respectives de l'Etat et de l'exécutif de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, en matière d'importation, d'exportation, de distribution, de cession et d'utilisation d'éléments ou produits du corps humain) (p. 6251) - Adopté.

Art. additionnel (correction d'imprécisions rédactionnelles et d'erreurs de référence) (p. 6251) - Adopté (p. 6252).

Art. 6 (correction rédactionnelle) (p. 6252) - Adopté.

Après l'art. 6 (p. 6252).

Art. additionnel (création, en Polynésie française, d'un groupement d'intérêt public chargé de la gestion informatisée des données médicales) (p. 6252) - Adopté.

Art. additionnel (suppression de la saisine, par le représentant de l'Etat, du fonds de solidarité pour le logement dans certaines situations de défaut de paiement de loyer) (p. 6252) - Adopté (p. 6253).

Adoption (24 novembre 1999) (p. 6253).

7. - **Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998, n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (4 novembre 1998) [n° 1175 rect. (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Marie LE GUEN (9 juin 1999) [n° 1686 (98-99)] - Discussion (10 juin 1999) - Adoption (10 juin 1999) [n° 337].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1999) [n° 422 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Henri TORRE (17 novembre 1999) [n° 81 (1999-2000)] - Discussion (24 novembre 1999) - Adoption (24 novembre 1999) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 novembre 1999) [n° 1969 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Yves TAVERNIER (9 décembre 1999) [n° 2014 (1999-2000)] - Discussion (14 décembre 1999) - Adoption (14 décembre 1999) [n° 409].

PROMULGATION : loi n° 99-1122 du 28 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 29 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(24 novembre 1999) (p. 6232, 6241) ; (6253, 6256).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6232, 6241) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 420 (98-99), n° 421 (98-99) et n° 423 (98-99) - Départements et territoires d'outre-mer, DOM-TOM) : *MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; François Trucy, en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur de la commission des finances.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6253, 6256) : *MM. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; François Trucy, en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur de la commission des finances.*

Art. 1^{er} (ratification des ordonnances) (p. 6253) - Adopté.

Après l'art. 1^{er} (p. 6253).

Art. additionnel (prise en compte de l'évolution statutaire de la Nouvelle-Calédonie) (p. 6353) - Adopté.

Art. 2 (abrogation d'articles du code des douanes applicable en Polynésie française) (p. 6253) - Adopté.

Art. 3 (conversion en francs Pacifique du tarif d'amendes douanières) (p. 6253) - Supprimé (p. 6254).

Art. 4 (privilège du territoire de la Polynésie française) (p. 6254) - Adopté.

Après l'art. 4 (p. 6254).

Art. additionnel (recours devant le tribunal de première instance pour le contentieux du recouvrement de l'impôt en Polynésie française) (p. 6254) - Adopté.

Art. additionnel (transposition de la rédaction en vigueur de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 relative à la commission des opérations de bourse) (p. 6254) - Adopté (p. 6255).

Art. additionnel (clarification) (p. 6255) - Adopté.

Art. additionnel (transposition de la rédaction en vigueur de la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et relative à l'épargne) (p. 6255) - Adopté.

Art. additionnel (transposition de la rédaction en vigueur de la loi du 14 décembre 1985 sur les droits des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse) (p. 6255) - Adopté.

Art. additionnel (transposition de la rédaction en vigueur de la loi du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créance) (p. 6255) - Adopté (p. 6256).

Art. additionnel (transposition de la rédaction en vigueur de la loi du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières) (p. 6256) - Adopté.

Adoption (24 novembre 1999) (p. 6256).

8. - **Projet de loi portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer**, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Jack QUEYRANNE, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, ministre de l'intérieur par intérim (4 novembre 1998) [n° 1176 rect. (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Maxime BONO (2 juin 1999) [n° 1663 (98-99)] - Discussion (10 juin 1999) - Adoption (10 juin 1999) [n° 338].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 juin 1999) [n° 423 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean HUCHON (17 novembre 1999) [n° 77 (1999-2000)] - Discussion (24 novembre 1999) - Adoption (24 novembre 1999) [n° 42].

PROMULGATION : loi n° 99-1038 du 9 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 12 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(24 novembre 1999) (p. 6232, 6241 ; 6256).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6232, 6241) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 420 (98-99), n° 421 (98-99) et n° 422 (98-99) - Départements et territoires d'outre-mer, DOM-TOM) : *MM. Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; François Trucy, en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur de la commission des finances.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6256).

Art. 1^{er} (ratification des ordonnances) (p. 6256) - Adopté.

Art. 2 (abrogation de l'article 2 de l'ordonnance n° 98-520 du 24 juin 1998) (p. 6256) - Adopté.

Art. 3 (rectification d'une erreur matérielle et clarification de la rédaction de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 98-521 du 24 juin 1998) (p. 6256) - Adopté.

Adoption (24 novembre 1999) (p. 6256).

Discussion commune (procédure parlementaire)

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1; 2

Enfants, 2; 3
Traités et conventions, 1; 2; 4; 5; 7; 8; 22; 24;
 25; 33; 34; 38; 39; 40; 41

Discussion immédiate (procédure parlementaire)

Voir *Commissions parlementaires d'enquête*, 1

Dopage

Voir *Sports*, 1

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

Voir *Collectivités territoriales*, 1

Douanes

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*,
 7

Droit administratif

Voir *Juridictions administratives*, 1

Droit civil

Voir *Elections et référendums*, 11; 12

1. - Proposition de loi relative au pacte civil de solidarité, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Marc AYRAULT (13 octobre 1998) [n° 1119 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Pierre MICHEL (14 octobre 1998) [n° 1138 (98-99)] - Avis de M. Patrick BLOCHE (22 octobre 1998) [n° 1143 (98-99)] - Discussion (3, 7, 8 novembre, 1, 2, 8 et 9 décembre 1998) - Adoption (9 décembre 1998) [n° 207].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 décembre 1998) [n° 108 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Patrice GELARD (10 mars 1999) [n° 258 (98-99)] - Avis de M. Philippe MARINI [n° 261 (98-99)] - Discussion (17, 18 et 23 mars 1999) - Adoption (23 mars 1999) [n° 100].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi relative au mariage, au concubinage et aux liens de solidarité**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (23 mars 1999) [n° 1479 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Pierre MICHEL (24 mars 1999) [n° 1482 (98-99)] - Avis de M. Patrick BLOCHE (24 mars 1999) [n° 1483 (98-99)] - Discussion (30, 31 mars, 1er et 7 avril 1999) - Adoption (7 avril 1999) [n° 278].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi relative au pacte civil de solidarité**

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 avril 1999) [n° 310 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (5 mai 1999) [n° 335 (98-99)] - Discussion (11 mai 1999) - Rejet (11 mai 1999) [n° 116].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (11 mai 1999) [n° 1587 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Pierre MICHEL (18 mai 1999) [n° 1601 (98-99)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Patrice GELARD (18 mai 1999) [n° 361 (98-99)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (11 mai 1999) [n° 1587 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Pierre MICHEL (27 mai 1999) [n° 1639 (98-99)] - Avis de M. Patrick BLOCHE (3 juin 1999) [n° 1674 (98-99)] - Discussion (8, 9 et 15 juin 1999) - Adoption (15 juin 1999) [n° 341].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (15 juin 1999) [n° 429 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (23 juin 1999) [n° 450 (98-99)] - Discussion (30 juin 1999) - Rejet (30 juin 1999) [n° 165].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (30 juin 1999) [n° 1773 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre MICHEL (6 octobre 1999) [n° 1828 (1999-2000)] - Discussion (12 et 13 octobre 1999) - Adoption (13 octobre 1999) [n° 364].

PROMULGATION : loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 16 novembre 1999).

Discussion (première lecture)

(17 mars 1999) (p. 1511, 1544) ; (18 mars 1999) (p. 1551, 1580 ; 1590, 1632) ; (23 mars 1999) (p. 1643, 1654).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1511, 1544 ; 1551, 1569) : M. Jean-Pierre Bel, Mme Nicole Borvo, MM. Jean Boyer, Dominique Braye, Robert Bret, Louis de Broissia, Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Yvon Collin, Bertrand Delanoë, Mme Dinah Derycke, MM. Pierre Fauchon, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Hubert Haenel, Mme Anne Heinis, MM. Jean-Jacques Hyst, Alain Lambert, président de la commission des finances; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Luc Mélenchon, Aymeri de Montequiou, Bernard Seillier, Alain Vasselle.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1569, 1580 ; 1590, 1632) : MM. Nicolas About, Robert Badinter, Denis Badré, Jean-Pierre Bel, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Robert Bret, Michel Caldaguès, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, M. Jean Chérioux, Mme Dinah Derycke, MM. Claude Estier, Pierre Fauchon, Jean-Pierre Fourcade, Yann Gaillard, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Emmanuel Hamel, Jean-Jacques Hyst, Alain Lambert, Lucien Lanier, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Luc Mélenchon, Jacques Pelletier, Bernard Seillier.

Avant l'art. 1^{er} (p. 1569).

Art. additionnel (liberté de la vie personnelle - art. 9 du code civil) (p. 1569) - Adopté (p. 1570).

Art. additionnel (définition du mariage - art. 144 du code civil) (p. 1570) - Adopté (p. 1578).

Art. additionnel (définition du concubinage - art. 310-1 à 310-3 du code civil) (p. 1578) - Adopté (p. 1599).

Art. 1^{er} (création d'un pacte civil de solidarité - art. 515-1 à 515-8 du code civil) (p. 1599) - Supprimé (p. 1609).

Art. 2 (*imposition commune au titre de l'impôt sur le revenu et des impôts directs - art. 6 du code général des impôts*) (p. 1609) - Adopté après modification (p. 1615).

Après l'art. 2 (p. 1615).

Art. additionnel (*déduction des avantages consentis à des collatéraux disposant de faibles ressources*) (p. 1615) - Adopté (p. 1616).

Avant l'art. 3 (p. 1616).

Art. additionnel (*relèvement du montant et aménagement du régime de l'abattement accordé pour certaines personnes rattachées au foyer fiscal : enfants majeurs et personnes ayant de faibles ressources*) (p. 1616) - Adopté (p. 1617).

Art. 3 (*tarif et abattement applicables en matière de droits sur les successions et donations - art. 777 bis et 779 du code général des impôts*) (p. 1617) - Adopté après modification (p. 1621).

Après l'art. 3 (p. 1621).

Art. additionnel (*amélioration du régime successoral des frères et soeurs isolés domiciliés avec le défunt*) (p. 1621) - Adopté (p. 1622).

Art. 4 (*imposition commune au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune - art. 885 A, 885 W et 1723 ter-00 B du code général des impôts*) (p. 1622) - Supprimé.

Après l'art. 4 (p. 1622).

Art. additionnel (*assouplissement du régime de la "tontine"*) (p. 1622) - Adopté (p. 1623).

Art. additionnel (*suivi de l'application de la loi*) (p. 1623) - Adopté (p. 1624).

Art. 4 bis (*qualité d'ayant-droit pour la sécurité sociale - art. L. 161-14 du code de la sécurité sociale*) (p. 1625) - Supprimé (p. 1626).

Art. 5 (*droits à congé - art. L. 223-7, L. 226-1, L. 784-1 du code du travail*) (p. 1627) - Adopté après modification (p. 1628).

Art. 5 bis (*cessation du versement de l'allocation de soutien familial - art. L. 523-2 du code de la sécurité sociale*) (p. 1628) - Supprimé.

Art. 5 ter (*cessation du versement de l'allocation veuvage - art. L. 356-3 du code de la sécurité sociale*) (p. 1628) - Supprimé.

Art. 6 (*prise en compte du PACS pour l'attribution d'un titre de séjour*) (p. 1628) - Supprimé.

Art. 7 (*prise en compte du PACS dans l'examen d'une demande de naturalisation*) (p. 1629) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue par le Sénat.

Art. 8 (*priorité de mutation des fonctionnaires - art. 60 du titre II, art. 54 du titre III et art. 38 du titre IV du statut général des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales*) (p. 1629) - Supprimé.

Art. 9 (*continuation du contrat de location et droit de reprise du bailleur - art. 14 et 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989*) (p. 1629) - Supprimé (p. 1630).

Art. 10 (*dispositions applicables aux fratries*) (p. 1630) - Supprimé.

Art. 11 (*décret d'application*) (p. 1630) - Adopté après modification (p. 1631).

Art. 11 bis (*application outre-mer*) (p. 1631) - Supprimé.

Art. 12 (*compensation des pertes éventuelles de recettes*) (p. 1631) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi relative au mariage, au concubinage et aux liens de solidarité*) (p. 1631) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1643, 1654) : M. Robert Bret, Mme Dinah Derycke, MM. René Garrec, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Alain Gournac, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hiest, Bernard Joly, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jacques Legendre, Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bernard Seillier.

Scrutin public n° 87 (p. 1653).

Adoption (23 mars 1999) (p. 1653).

Discussion (deuxième lecture)

(11 mai 1999) (p. 2884, 2903).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2884, 2898) : M. Jean-Pierre Bel, Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Gérard César, Mme Dinah Derycke, M. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Mmes Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; Anne Heinis, MM. Jean-Jacques Hiest, Jacques Larché, président de la commission des lois, Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances.

Motion n°1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 2898).

Adoption de la motion et rejet de la proposition de loi (11 mai 1999) (p. 2903; scrutin public n° 94).

Discussion (nouvelle lecture)

(30 juin 1999) (p. 4669, 4707).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4669, 4705) : MM. Jean Boyer, Dominique Braye, Robert Bret, Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Gérard Cornu, Mme Dinah Derycke, M. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hiest, Alain Lambert, Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bernard Murat, Philippe Nogrix, Alain Vasselle.

Motion n°1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 4705).

Adoption de la motion et rejet de la proposition de loi (30 juin 1999) (p. 4707; scrutin public n° 105).

Droit pénal

Voir *Justice*, 1

Ordre public, 1

Traités et conventions, 16

1. - Projet de loi constitutionnelle insérant au titre VI de la Constitution un article 53-2 et relatif à la Cour pénale internationale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (11 mars 1999) [n° 1462 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain VIDALIES (31 mars 1999) [n° 1501 (98-99)] - Discussion (6 avril 1999) - Adoption (6 avril 1999) [n° 276].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (7 avril 1999) [n° 302 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Robert BADINTER (28 avril 1999) [n° 318 (98-99)] - Discussion (29 avril 1999) - Adoption (29 avril 1999) [n° 108].

PROMULGATION : loi n° 99-568 du 8 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 9 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(29 avril 1999) (p. 2563, 2581).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2563, 2581) : *MM. Guy Allouche, Robert Badinter, rapporteur de la commission des lois; Michel Duffour, André Dulait, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Georges Othily.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2581).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2581) : *M. Emmanuel Hamel.*

Scrutin public n° 90 (p. 2581).

Adoption (29 avril 1999) (p. 2581).

2. - Projet de loi relatif aux alternatives aux poursuites et renforçant l'efficacité de la procédure pénale, PRESENTÉ AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (14 mai 1998) [n° 434 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (10 juin 1998) [n° 486 (97-98)] - Discussion (17, 18 juin 1998) - voir Table Thématique 1998 - Procédure pénale - Adoption (18 juin 1998) [n° 155].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 juin 1998) [n° 998 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis MERMAZ (20 janvier 1999) [n° 1328 (98-99)] - Discussion (6 avril 1999) - Adoption (6 avril 1999) [n° 277].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi renforçant l'efficacité de la procédure pénale

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (7 avril 1999) [n° 306 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (5 mai 1999) [n° 336 (98-99)] - Discussion (11 mai 1999) - Adoption (11 mai 1999) [n° 117].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (12 mai 1999) [n° 1589 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis MERMAZ (19 mai 1999) [n° 1607 (98-99)] - Discussion (9 juin 1999) - Adoption (9 juin 1999) [n° 331].

PROMULGATION : loi n° 99-515 du 23 juin 1999 (J.O. Lois et décrets du 24 juin 1999).

Discussion (deuxième lecture)

(11 mai 1999) (p. 2904, 2919).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2904, 2911) : *M. Robert Bret, Mme Dinah Derycke, M. Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2911, 2919) : *MM. Robert Bret, Gérard César, Mme Dinah Derycke, MM. Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Guy Fischer, Gaston Flosse, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (alternatives aux poursuites et composition pénale) (p. 2911) - Adopté après modification (p. 2913).

Art. 2 (mesure de coordination avec l'article précédent) (p. 2913) - Adopté.

Après l'art. 2 (p. 2913).

Art. additionnel (amendement de conséquence) (p. 2913) - Adopté.

Art. 2 bis (coordination) (p. 2913) - Adopté.

Art. 2 ter (extension de l'aide juridique à la composition pénale) (p. 2913) - Adopté.

Après l'art. 2 ter (p. 2913).

Art. additionnel (application aux territoires d'outre-mer de la composition pénale en matière de conduite sous l'empire d'un état alcoolique ainsi qu'en matière de détention ou de port d'arme) (p. 2913) - Adopté.

Art. 3 (compétence du juge unique en matière correctionnelle) (p. 2913) - Adopté.

Art. 5 (procédure de l'amende forfaitaire) (p. 2914) - Adopté.

Art. 7 (examens techniques et scientifiques réalisés dans le cadre des enquêtes) (p. 2914) - Adopté.

Art. 9 (faits nouveaux en cours d'instruction) (p. 2914) - Adopté.

Art. 12 (constat des nullités des procédures par le tribunal correctionnel) (p. 2914) - Adopté.

Art. 15 (recevabilité du pourvoi formé par une personne jugée en son absence) (p. 2914) - Adopté.

Art. 16 (durée de conservation des scellés) (p. 2914) - Adopté.

Art. 16 bis (conservation des espèces ou valeurs saisies au cours de l'enquête) (p. 2914) - Adopté (p. 2915).

Art. 17 (destruction ou aliénation des biens meubles saisis) (p. 2915) - Adopté.

Art. 18 (destruction des substances stupéfiants saisis) (p. 2915) - Adopté après modification.

Art. 19 A (indemnisation des personnes condamnées et innocentées) (p. 2915) - Adopté.

Art. 19 B (indemnisation à raison d'une détention provisoire) (p. 2915) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 19 (simplification de la procédure de renvoi d'une juridiction à une autre) (p. 2915) - Adopté après modification (p. 2916).

Art. 20 (notification aux avocats par télécopie) (p. 2916) - Adopté.

Art. 20 bis (compétence d'agents des douanes pour effectuer des enquêtes judiciaires) (p. 2916) - Adopté après modification (p. 2917).

Art. 20 ter Emplois-jeunes (p. 2917) - Adopté.

Art. 21 (entraide judiciaire internationale) (p. 2918) - Adopté.

Après l'art. 21 (p. 2918).

Art. additionnel (constitution d'entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée ouverte aux professions libérales) (p. 2918) - Adopté.

Art. 22 (application en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) (p. 2919) - Adopté.

Adoption (11 mai 1999) (p. 2919).

E

Ecosse

Voir *Allocutions et communications*

Elections et référendums

Voir *Femmes, 1*

1. - Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (10 mars 1999) [n° 260 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Paul GIROD avec ceux des propositions de loi n° 230 (98-99) du 18 février 1999, 152 (97-98) du 3 décembre 1997, n° 209 (97-98) du 8 janvier 1998, n° 458 (97-98) du 27 mai 1998, n° 460 (97-98) du 27 mai 1998 - Elections sénatoriales - (15 juin 1999) [n° 427 (98-99)] - Discussion (23 et 24 juin 1999) - Adoption (24 juin 1999) [n° 161].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1999) [n° 1742 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marc DOLEZ (16 décembre 1999) [n° 2031 (1999-2000)].

Discussion (première lecture)

(23 juin 1999) (p. 4301, 4333) ; (24 juin 1999) (p. 4340, 4367).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4301, 4333) : MM. Philippe Adnot, Guy Allouche, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Gérard Delfau, Michel Duffour, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Gérard Larcher, Georges Mouly, Henri de Raincourt.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4340, 4367) : MM. Guy Allouche, Dominique Braye, Jean Chérioux, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Gérard Cornu, Michel Duffour, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Hélène Luc.

Art. 1^{er} (délégués des conseils municipaux dans les collèges électoraux sénatoriaux - art. L. 284 du code électoral) (p. 4340) - Adopté après modification (p. 4345).

Après l'art. 1^{er} (p. 4345).

Art. additionnel (mise en place de délégués supplémentaires des conseils municipaux dans les communes d'au moins 9000 habitants) (p. 4345) - Adopté (p. 4347).

Art. 2 (mode de scrutin pour l'élection des délégués des conseils municipaux dans les communes de moins de 1 000 habitants - art. L. 288 du code électoral) (p. 4347) - Adopté après modification.

Art. 3 (mode d'élection des délégués des conseils municipaux dans les communes d'au moins 1 000 habitants - art. L. 289 du code électoral) (p. 4347) - Adopté après modification.

Art. 4 (élection des délégués en cas de constitution d'une délégation spéciale - art. L. 290 du code électoral) (p. 4348) - Adopté.

Art. 5 (champ d'application du mode de scrutin majoritaire - art. L. 294 du code électoral) (p. 4348) - Adopté après modification (p. 4352).

Art. 6 (champ d'application du mode de scrutin proportionnel - art. L. 295 du code électoral) (p. 4352) - Adopté après modification.

Art. 7 (institution de suppléants dans les départements où les élections ont lieu au scrutin proportionnel - art. L. 300 du code électoral) (p. 4352) - Adopté (p. 4354).

Art. 8 (dépôt des candidatures au premier tour ou au tour unique - art. L. 301 du code électoral) (p. 4355) - Adopté.

Art. 9 (dépôt des candidatures pour le deuxième tour - art. L. 305 du code électoral) (p. 4355) - Adopté.

Art. 10 (réunions électorales - art. L. 306 du code électoral) (p. 4355) - Adopté.

Art. 11 (publication du décret de convocation des électeurs - art. L. 311 du code électoral) (p. 4355) - Adopté.

Art. 12 (signature par l'électeur sur la liste d'émargement - art. L. 314-1 du code électoral) (p. 4355) - Adopté.

Art. 13 (application de la loi dans les collectivités d'outre-mer) (p. 4355) - Adopté après modification.

Art. 14 (application de la loi dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon - art. L. 334-4 du code électoral) (p. 4355) - Adopté après modification.

Art. 15 (application de la loi dans la collectivité territoriale de Mayotte - art. L. 334-15-1 du code électoral) (p. 4356) - Adopté après modification.

Après l'art. 15 (p. 4356).

Art. additionnel (application dans les collectivités d'outre-mer des dispositions du code électoral sur l'élection des sénateurs) (p. 4356) - Adopté.

Art. 16 (application de la loi en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie - art. 16-1, 16-2 et 21 de la loi n° 85-691 du 10 juillet 1985) (p. 4356) - Adopté après modification (p. 4357).

Art. 17 (dispositions relatives à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France - art. 16, 22 et 27 de l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 relative à l'élection des sénateurs) (p. 4357) - Adopté.

Art. 18 (abrogations) (p. 4357) - Adopté après modification (p. 4358).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4358, 4367) : MM. Guy Allouche, Jean Arthuis, Christian Bonnet, Dominique Braye, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Gérard Cornu, Michel Duffour, François Gerbaud, Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Henri de Raincourt, Josselin de Rohan, Alain Vasselle.

Scrutin public n° 104 (p. 4367).

Adoption (24 juin 1999) (p. 4367).

2. - Proposition de loi visant à modifier l'article L. 255 du code électoral, PRESENTEE AU SENAT, par M. Jacques OUDIN et plusieurs de ses collègues (8 avril 1997) [n° 303 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (10 février 1999) [n° 208 (98-99)] - Discussion (11 mars 1999) - Adoption (11 mars 1999) [n° 96].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 mars 1999) [n° 1463 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(11 mars 1999) (p. 1444, 1447).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1444, 1446) : *Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Jean-Pierre Schosteck, en remplacement de M. Jean-Paul Delevoye, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1446).

Art. 1^{er} *Modification des conditions de sectionnement électoral* (p. 1446) - Adopté.

Art. 2 *Suppression du tableau annuel des révisions des sections électorales* (p. 1446) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 255 du code électoral*) (p. 1446) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1446, 1447) : *M. Jacques Oudin.*

Adoption (11 mars 1999) (p. 1447).

3. - Projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (8 avril 1998) [n° 828 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN (20 mai 1998) [n° 909 (97-98)] - Discussion (26, 27 et 28 mai 1998) - Adoption (28 mai 1998) [n° 139].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 juin 1998) [n° 464 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques LARCHE (21 octobre 1999) [n° 29 (98-99)] - Discussion (27, 28 et 29 octobre 1998) - (voir Table Thématique 1998 - Elections et référendums) - Adoption (29 octobre 1998) [n° 5].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 octobre 1998) [n° 1158 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN (17 février 1999) [n° 1400 (98-99)] - Discussion (3 et 4 mars 1999) - Adoption (4 mars 1999) [n° 259].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 mars 1999) [n° 256 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jacques LARCHE avec celui du projet de loi n° 827 (97-98) du (8 avril 1998) - Elections et référendums - (23 juin 1999) [n° 449 (98-99)] - Discussion (19 octobre 1999) - Adoption (19 octobre 1999) [n°11].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bernard ROMAN (9 décembre 1999) [n° 2016 (1999-2000)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jacques LARCHE (9 décembre 1999) [n° 126 (1999-2000)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (20 octobre 1999) [n° 1878 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (deuxième lecture)

(19 octobre 1999) (p. 5227, 5243 ; 5269, 5286).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5227, 5243) (discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 255 (98-99) - Elections et référendums) : *MM. Guy Allouche, Robert Bret, Gérard Delfau, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; Josselin de Rohan.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5269, 5285) : *MM. Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Dominique Larifla, Patrick Lassourd, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur.*

Art. 1^{er} A (*fixation à 18 ans de l'âge d'éligibilité - art. L. 44 du code électoral*) (p. 5269) - Supprimé (p. 5270).

Art. 1^{er} (*généralisation de la limitation à deux du nombre des mandats locaux exercés simultanément - art. L. 46-1 du code électoral*) (p. 5270) - Adopté après modification.

Art. 2 bis (*incompatibilité entre un mandat local et une fonction de membre du bureau d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture - art. L. 46-2 du code électoral*) (p. 5270) - Supprimé.

Art. 2 ter (*fixation à dix-huit ans de l'âge d'éligibilité des conseillers généraux - art. L. 194 du code électoral*) (p. 5270) - Supprimé (p. 5271).

Art. 2 quater (*inélégibilité au conseil municipal des directeurs de cabinet du président du conseil général, du conseil régional ou du conseil exécutif de Corse - art. L. 231 du code électoral*) (p. 5271) - Supprimé.

Art. 2 quinquies (*fixation à dix-huit ans de l'âge d'éligibilité des conseillers régionaux - art. L. 339 du code électoral*) (p. 5271) - Supprimé.

Art. 3 (*fixation à dix-huit ans de l'âge d'éligibilité du maire - fonctions incompatibles avec celles de maire - art. L. 2122-4 et L. 5211-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5271) - Adopté après modification (p. 5272).

Art. 3 bis A (*insaisissabilité d'une partie des indemnités de fonction des élus locaux - art. L. 1631 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5272) - Adopté après modification (p. 5275).

Art. 3 bis (*interdiction de donner une délégation au conseiller municipal ayant démissionné de ses fonctions de maire pour se conformer à la législation sur les incompatibilités - art. L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5275) - Supprimé.

Art. 3 ter (*benefice d'un crédit d'heures pour les conseillers municipaux des communes d'au moins 3500 habitants*) (p. 5275) - Adopté.

Art. 3 quater (*barème du crédit d'heures pour les conseillers municipaux des communes de moins de 100 000 habitants*) (p. 5275) - Adopté.

Art. 3 quinquies (*suspension du contrat de travail des élus municipaux - art. L. 2123-9 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5275) - Adopté après modification.

Art. 3 sexies (*revalorisation de l'indemnité maximale de fonction des maires - art. L. 2123-23, L. 2123-23-1 et L. 2511-34 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5275) - Adopté après modification (p. 5276).

Art. 4 (*fonctions incompatibles avec celles de président de conseil général - art. L. 3122-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5276) - Adopté après modification (p. 5277).

Art. 4 bis (*interdiction de donner une délégation au conseiller général ayant démissionné de ses fonctions de président du conseil général pour se conformer à la législation sur les incompatibilités - art. L. 3221-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5277) - Supprimé.

Art. 5 (*fonctions incompatibles avec celles de président de conseil régional - art. L. 4133-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5277) - Adopté après modification (p. 5278).

Art. 5 bis (*interdiction de donner une délégation au conseiller régional ayant démissionné de ses fonctions de président du conseil régional pour se conformer à la législation sur les incompatibilités - art. L. 4231-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 5278) - Supprimé.

Art. 7 A (*âge d'éligibilité des ressortissants de l'Union européenne pour l'élection des parlementaires européens - art. 5 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen*) (p. 5278) - Supprimé.

Art. 8 (*régime des incompatibilités applicables aux parlementaires européens - art. 6-1 à 6-4 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen*) (p. 5278) - Adopté après modification (p. 5279).

Après l'art. 8 (p. 5279).

Art. additionnel (*cessation de l'incompatibilité au plus tard trente jours après le prochain renouvellement du Parlement européen*) (p. 5279) - Adopté (p. 5280).

Art. 9 (*incompatibilités applicables au remplaçant du parlementaire européen - art. 24 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen*) (p. 5280) - Adopté après modification.

Art. 11 (*incompatibilités applicables aux maires de Polynésie française*) (p. 5280) - Adopté après modification (p. 5281).

Art. 11 bis A (*statut des élus locaux en Polynésie française*) (p. 5281) - Adopté après modification.

Art. 11 bis (*application de la loi en Nouvelle-Calédonie*) (p. 5281) - Adopté après modification (p. 5282).

Art. 12 (*incompatibilités applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 5282) - Adopté après modification (p. 5283).

Art. 12 bis (*statut des élus locaux à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 5283) - Adopté après modification (p. 5284).

Art. 13 bis (*application de la loi à Mayotte*) (p. 5284) - Adopté après modification (p. 5285).

Art. 13 ter (*indemnité de fonction des maires à Mayotte*) (p. 5285) - Adopté après modification.

Intitulé du projet de loi (*projet de loi relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux et fonctions électives*) (p. 5286) - Adopté.

Adoption (19 octobre 1999) (p. 5286).

4. - Projet de loi organique limitant le cumul des mandats électoraux et fonctions électives, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (8 avril 1998) [n° 827 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN (20 mai 1998) [n° 909 (97-98)] - Discussion (26 et 27 mai 1998) - Adoption (27 mai 1998) [n° 138].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (28 mai 1998) [n° 463 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques LARCHE (21 octobre 1998) [n° 29 (98-99)] - Discussion (27 et 28 octobre 1998) - (voir Table Thématique 1998 - Elections et référendums) - Adoption (28 octobre 1998) [n° 4].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 octobre 1998) [n° 1157 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard ROMAN (17 février 1999) [n° 1400 (98-99)] - Discussion (3 et 4 mars 1999) - Adoption (4 mars 1999) [n° 258].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique relatif à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 mars 1999) [n° 255 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Jacques LARCHE avec celui du projet de loi n° 828 (97-98) du (8 avril 1998) - Elections et référendums - (23 juin 1999) [n° 449 (98-99)] - Discussion (19 octobre 1999) - Adoption (19 octobre 1999) [n°10].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (20 octobre 1999) [n° 1877 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (deuxième lecture)

(19 octobre 1999) (p. 5227, 5269).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5227, 5243) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 256 (98-99) - Elections et référendums) : *MM. Guy Allouche, Robert Bret, Gérard Delfau, Paul Girod, Daniel Hoefel, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; Josselin de Rohan.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5246, 5269) : *MM. Guy Allouche, Dominique Braye, Jean-Claude Carle, Gérard Cornu, Gérard Delfau, Michel Duffour, Hilaire Flandre, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Patrice Gélard, Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, rapporteur de la commission des lois; Jacques Pelletier, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministère de l'intérieur; André Vallet, Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} (*incompatibilité entre un mandat de parlementaire national et le mandat de parlementaire européen - art. L.O. 137-1 du code électoral*) (p. 5246) - Adopté après modification (p. 5247).

Art. 1^{er} bis (*incompatibilité du mandat parlementaire avec la fonction de membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France - art. L.O. 139 du code électoral*) (p. 5247) - Supprimé.

Art. 1^{er} ter (*incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de juge des tribunaux de commerce - art. L.O. 140 du code électoral*) (p. 5247) - Supprimé.

Art. 2 (*incompatibilité d'un mandat parlementaire avec une fonction d'exécutif d'une collectivité territoriale ou avec plus d'un mandat local - art. L.O. 141 et L.O. 141-1 du code électoral*) (p. 5247) - Adopté après modification (p. 5259).

Art. 2 bis (*incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de membre du cabinet du président de la République ou d'un cabinet ministériel - art. L.O. 142-1 du code électoral*) (p. 5261) - Supprimé.

Art. 2 ter (incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de membre du directoire de la Banque centrale européenne et de membre de la Commission européenne - art. L.O. 143-1 du code électoral) (p. 5261) - Supprimé (p. 5262).

Art. 2 quater (missions confiées à un parlementaire - art. L.O. 144 du code électoral) (p. 5262) - Supprimé.

Art. 2 quinquies (incompatibilité du mandat parlementaire avec les fonctions de membre d'une chambre consulaire ou d'une chambre d'agriculture - art. L.O. 145 du code électoral) (p. 5262) - Supprimé (p. 5263).

Art. 2 sexies (incompatibilité du mandat parlementaire avec des fonctions de direction de sociétés ayant un objet financier et faisant appel à l'épargne - art. L.O. 146 du code électoral) (p. 5263) - Supprimé.

Art. 2 septies (interdiction pour un parlementaire d'exercer les droits attachés à la propriété de tout ou partie d'une société visée à l'article L.O. 146 du code électoral - art. L.O. 146 du code électoral) (p. 5263) - Supprimé.

Art. 2 octies (interdiction pour un parlementaire d'exercer une fonction de direction ou de conseil dans une société énumérée à l'article L.O. 146 du code électoral - art. L.O. 147 du code électoral) (p. 5263) - Supprimé.

Art. 2 decies (limitation pour les parlementaires du droit d'exercer la profession d'avocat - art. L.O. 149 du code électoral) (p. 5264) - Supprimé.

Art. 3 (publication au Journal Officiel des déclarations d'activité professionnelle et d'intérêt général - art. L.O. 151 du code électoral) (p. 5264) - Adopté après modification.

Art. 4 (règlement des incompatibilités survenant postérieurement à l'élection du parlementaire - art. L.O. 151-1 du code électoral) (p. 5264) - Adopté après modification (p. 5265).

Art. 4 bis (âge d'éligibilité des sénateurs - art. L.O. 296 du code électoral) (p. 5265) - Supprimé.

Art. 4 ter A (âge d'éligibilité aux mandats et fonctions dans les collectivités d'outre-mer) (p. 5265) - Supprimé (p. 5266).

Art. 6 (incompatibilités applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon - art. L.O. 328-2 du code électoral) (p. 5266) - Adopté après modification.

Art. 7 (incompatibilités applicables à Mayotte - art. L.O. 334-7-1 du code électoral) (p. 5266) - Adopté après modification.

Art. 8 (assimilation du mandat de conseiller territorial de la Polynésie française au mandat de conseiller général - art. 6-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952) (p. 5266) - Adopté après modification (p. 5267).

Art. 8 bis A (incompatibilité entre un mandat de conseiller territorial de Polynésie française avec un mandat ou une fonction en dehors de ce territoire - art. 11-1 de la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952) (p. 5267) - Adopté après modification.

Art. 8 bis (assimilation des fonctions de président ou de membre du Gouvernement de la Polynésie française avec les fonctions de président d'un conseil général - art. 13 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996) (p. 5267) - Adopté après modification.

Art. 8 ter (assimilation du mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna au mandat de conseiller général - art. 13-1-1 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961) (p. 5267) - Adopté après modification (p. 5268).

Art. 8 quater A (incompatibilité entre un mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna avec un mandat ou une fonction en dehors de ce

territoire - art. 13-16 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961) (p. 5268) - Adopté après modification.

Art. 8 quater (incompatibilités applicables en Nouvelle-Calédonie - art. 196 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999) (p. 5268) - Adopté après modification.

Art. 9 bis (incompatibilités applicables aux membres du Conseil économique et social) (p. 5268) - Adopté.

Art. 10 (dispositions transitoires) (p. 5268) - Adopté après modification (p. 5269).

Intitulé du projet de loi organique (projet de loi organique relatif aux incompatibilités entre mandats électoraux) (p. 5269) - Adopté.

Scrutin public n° 9 (p. 5269).

Adoption (19 octobre 1999) (p. 5269).

5. - Proposition de loi organique tendant à améliorer le régime électoral applicable à la formation de l'Assemblée de la Polynésie française, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Gaston FLOSSE et plusieurs de ses collègues (30 juin 1999) [n° 471 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (17 novembre 1999) [n° 76 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999) [n° 35].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi organique tendant à modifier la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 pour rééquilibrer la répartition des sièges à l'Assemblée de la Polynésie française

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1999) [n° 1947 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6186, 6195).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6186, 6193) : MM. Guy Allouche, Gaston Flosse, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 6193, 6195) : MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Gaston Flosse, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois.

Intitulé de la proposition de loi organique (proposition de loi organique tendant à modifier la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 pour rééquilibrer la répartition des sièges à l'Assemblée de la Polynésie française) (p. 6195) - Adopté.

Adoption (23 novembre 1999) (p. 6195).

6. - Proposition de loi visant à généraliser l'interdiction des candidatures multiples aux élections, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Bernard JOLY, sénateur (2 juin 1998) [n° 465 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Christian BONNET avec ceux des propositions de loi n° 482 (97-98) du 9 juin 1998, n° 493 (97-98) et n° 494 (97-98) du 11 juin 1998, n° 548 (97-98) du 8 juillet 1998 - Elections et référendums - (10 novembre 1999) [n° 62 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999).

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1999) [n° 1948 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6195, 6203).

Discussion conjointe avec celles des propositions de loi n° 482 (97-98), n° 493 (97-98), n° 494 (97-98) et n° 548 (97-98) - Elections et référendums.

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6195, 6199) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6199, 6203) : *MM. Philippe Adnot, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Louis de Broissia, Michel Dreyfus-Schmidt, Alain Joyandet, Michel Mercier, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

Art. 1^{er} (*interdiction des candidatures multiples aux élections cantonales*) (p. 6199) - Adopté.

Art. 2 (*représentation au conseil général d'un canton créé par la fusion de deux cantons n'appartenant pas à la même série de renouvellement*) (p. 6202) - Adopté (p. 6203).

Art. 3 (*application de la loi à Mayotte*) (p. 6203) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi interdisant les candidatures multiples aux élections cantonales*) (p. 6203) - Adopté.

Adoption (23 novembre 1999) (p. 6203).

7. - Proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux élections municipales, cantonales et législatives, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe MARINI, sénateur et plusieurs de ses collègues (9 juin 1998) [n° 482 (97-98) - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Christian BONNET avec ceux des propositions de loi n° 465 (97-98) du 2 juin 1998, n° 493 (97-98) et n° 494 (97-98) du 11 juin 1998, n° 548 (97-98) du 8 juillet 1998 - Elections et référendums - (10 novembre 1999) [n° 62 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999).

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6195, 6203).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 465 (97-98) - Elections et référendums.

8. - Proposition de loi tendant à interdire les candidatures multiples aux élections cantonales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel DREYFUS-SCHMIDT, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 juin 1998) [n° 493 (97-98) - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Christian BONNET avec ceux des propositions de loi n° 465 (97-98) du 2 juin 1998, n° 494 (97-98) du 11 juin 1998, n° 548 (97-98) du 8 juillet 1998 - Elections et référendums - (10 novembre 1999) [n° 62 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999).

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6195, 6203).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 465 (97-98) - Elections et référendums.

9. - Proposition de loi relative à l'élection des députés et à l'élection des conseillers généraux, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Michel DREYFUS-SCHMIDT, sénateur et plusieurs de ses collègues (11 juin 1998) [n° 494 (97-98) - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Christian BONNET avec ceux des propositions de loi n° 465 (97-98) du 2 juin 1998, n° 493 (97-98) du 11 juin 1998, n° 548 (97-98) du 8 juillet 1998 - Elections et référendums - (10 novembre 1999) [n° 62 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999).

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6195, 6203).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 465 (97-98) - Elections et référendums.

10. - Proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité des candidats aux élections cantonales et aux déclarations de candidatures au deuxième tour des élections cantonales et législatives, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Georges GRUILLOT, sénateur et plusieurs de ses collègues (8 juillet 1998) [n° 548 (97-98) - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Christian BONNET avec ceux des propositions de loi n° 465 (97-98) du 2 juin 1998, n° 482 (97-98) du 9 juin 1998, n° 493 (97-98) et n° 494 (97-98) du 11 juin 1998 - Elections et référendums - (10 novembre 1999) [n° 62 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999).

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6195, 6203).

Discussion conjointe avec celle de la proposition de loi n° 465 (97-98) - Elections et référendums.

11. - Proposition de loi permettant au juge des tutelles d'autoriser un majeur sous tutelle à être inscrit sur une liste électorale, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques PELLETIER (2 février 1999) [n° 185 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (10 novembre 1999) [n° 63 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1999) [n° 1949 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6203, 6207).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6203, 6206) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 186 (98-99) - Elections et référendums) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Jacques Pelletier, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6206, 6207).

Art. 1^{er} (*possibilité pour le juge des tutelles d'accorder le droit de vote à des majeurs en tutelle*) (p. 6206) - Adopté.

Art. 2 (*inélégibilité du majeur en tutelle aux élections cantonales, régionales et à celle des conseillers à l'Assemblée de Corse*) (p. 6206) - Adopté.

Art. 3 (*inélégibilité du majeur en tutelle aux élections municipales*) (p. 6206) - Adopté.

Art. 4 (*application de la loi à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans le territoire des îles Wallis-et-Futuna*) (p. 6206) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi permettant au juge des tutelles d'autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale*) (p. 6206) - Adopté (p. 6207).

Adoption (23 novembre 1999) (p. 6207).

12. - Proposition de loi organique relative à l'inéligibilité des majeurs sous tutelle, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques PELLETIER (2 février 1999) [n° 186 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (10 novembre 1999) [n° 67 (1999-2000)] - Discussion (23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1999) [n° 1950 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(23 novembre 1999) (p. 6203, 6207).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6203, 6206) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 185 (98-99) - Elections et référendums) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Jacques Pelletier, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6207).

Art. 1^{er} (inélégibilité du majeur en tutelle pour l'élection des parlementaires nationaux et européens) (p. 6207) - Adopté.

Art. 2 (inélégibilité du majeur en tutelle à la présidence de la République) (p. 6207) - Adopté.

Art. 3 (inélégibilité des majeurs sous tutelle dans les assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et de Wallis-et-Futuna) (p. 6207) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (proposition de loi organique relative à l'inélégibilité des majeurs en tutelle) (p. 6207) - Adopté.

Scrutin public de droit n° 17 (p. 6207).

Adoption (23 novembre 1999) (p. 6207).

Elections partielles

Voir *Allocutions et communications*

Electricité

Voir *Energie, 1*

Eloges funebres

Eloge funèbre de Jean-Paul Bataille, sénateur du Nord, par M. Christian Poncelet, président du Sénat, auquel s'associe Mme Dominique Gillot, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale (16 novembre 1999) (p. 5912, 5913)

Emploi

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*
Lois de finances

Emploi des jeunes

Voir *Rapports du Gouvernement*

Energie

1. - **Projet de loi relatif à la modernisation et au développement du service public de l'électricité**, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par MM. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et Christian PIERRET, secrétaire d'Etat à l'industrie (9 décembre 1998) [n° 1253 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Christian BATAILLE (4 février 1999) [n° 1371 (98-99)] - Avis de M. Jean-Louis DUMONT (10 février 1999) [n° 1383 (98-99)] - Urgence - Discussion (16, 17, 18 février, 2 mars 1999) - Adoption (2 mars 1999) [n° 253].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 mars 1999) [n° 243 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Henri REVOL (29 septembre 1999) [n° 502 (98-99)] - Discussion (5, 6, 7 octobre 1999) - Adoption (7 octobre 1999) [n° 2].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 octobre 1999) [n° 1840 (1999-2000)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Christian BATAILLE (18 novembre 1999) [n° 1939 (1999-2000)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Henri REVOL (18 novembre 1999) [n° 82 (1999-2000)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (9 octobre 1999) [n° 1840 (1999-2000)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Christian BATAILLE (8 décembre 1999) [n° 2004 (1999-2000)].

Discussion (première lecture)

(5 octobre 1999) (p. 4791, 4847); (6 octobre 1999) (p. 4857, 4920); (7 octobre 1999) (p. 4931, 4968; 4979, 5019).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4791, 4825) : *Mme Janine Bardou, MM. Jean Besson, André Bohl, Gérard Delfau, Pierre Hérisson, Gérard Larcher, Pierre Lefebvre, Michel Mercier, Bernard Murat, Jean-Marc Pastor, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Ladislav Poniatowski, Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jacques Valade, Henri Weber.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4825, 4847; 4857, 4920; 4931, 4968; 4979, 5014) : *M. Jean Arthuis, Mme Janine Bardou, MM. Jean-Luc Bécart, Jacques Bellanger, Jean Besson, André Bohl, Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Michel Duffour, Guy Fischer, Philippe François, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Alain Gérard, Pierre Hérisson, Rémi Herment, Gérard Le Cam, Pierre Lefebvre, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, Louis Mercier, Michel Moreigne, Jean-Marc Pastor, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Xavier Pintat, Ladislav Poniatowski, Ivan Renar, Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade, MM. Jacques Valade, Henri Weber.*

TITRE I^{er}

LE SERVICE PUBLIC DE L'ELECTRICITE

Art. 1^{er} (définition du service public de l'électricité) (p. 4825) - Adopté après modification (p. 4828).

Art. 2 (missions du service public de l'électricité) (p. 4828) - Adopté après modification (p. 4834).

Art. 3 (mise en oeuvre et contrôle des missions de service public) (p. 4834) - Adopté après modification (p. 4841).

Art. 4 (tarifs et plafonds de prix) (p. 4841) - Adopté après modification (p. 4847).

Art. 5 (mécanismes de compensation) (p. 4857) - Adopté après modification (p. 4869).

TITRE II

LA PRODUCTION D'ELECTRICITE

Art. 6 (programmation pluriannuelle des investissements) (p. 4869) - Adopté après modification (p. 4875).

Art. 7 (régime de l'autorisation d'exploiter) (p. 4875) - Adopté après modification (p. 4876).

Art. 8 (*appels d'offres pour la production d'électricité*) (p. 4876) - Adopté après modification (p. 4881).

Art. 9 (*critères d'attribution des autorisations et de choix des réponses aux appels d'offres tendant à la création d'une installation de production*) (p. 4881) - Adopté après modification (p. 4883).

Art. 10 (*obligation d'achat d'électricité incombant à EDF*) (p. 4883) - Adopté après modification (p. 4890).

Art. 11 (*régime juridique de l'exploitation d'installations par les collectivités locales et production d'électricité par les distributeurs non nationalisés, DNN, dans leur zone de desserte exclusive*) (p. 4890) - Adopté après modification (p. 4893).

Art. 12 (*conclusion de contrats d'approvisionnement par les producteurs afin de compléter leur offre*) (p. 4893) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE III

LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION D'ELECTRICITE

Chapitre 1^{er}

Le transport d'électricité

Art. 13 (*statut du service autonome gestionnaire du réseau de transport d'électricité*) (p. 4894) - Adopté après modification (p. 4901).

Après l'art. 13 (p. 4901).

Art. additionnel (*incompatibilité de certaines activités avec les fonctions précédentes d'agent du gestionnaire de réseau de transport, GRT ayant eu connaissance d'informations commercialement sensibles*) (p. 4901) - Adopté (p. 4902).

Art. additionnel (*consultation de la commission de régulation de l'électricité, CRE sur la compatibilité des activités nouvelles exercées par les agents du GRT avec leurs fonctions précédentes*) (p. 4902) - Adopté.

Art. additionnel (*régime disciplinaire spécifique des agents du GRT*) (p. 4903) - Adopté.

Art. 14 (*missions du service autonome gestionnaire du transport d'électricité*) (p. 4903) - Adopté après modification (p. 4904).

Art. 15 (*gestion des flux d'énergie par le GRT*) (p. 4904) - Adopté après modification (p. 4937 ; précédemment réservé le 6 octobre 1999 p. 4907).

Art. 16 (*protection de la confidentialité des informations communiquées au GRT*) (p. 4907) - Adopté après modification (p. 4908).

Chapitre 2

La distribution d'électricité

Art. 17 (*compétences des collectivités locales en matière de distribution*) (p. 4908) - Adopté après modification (p. 4913).

Art. 18 (*désignation des gestionnaires des réseaux publics de distribution*) (p. 4913) - Adopté après modification (p. 4914).

Art. 19 (*mission des gestionnaires de réseaux publics de distribution*) (p. 4914) - Adopté après modification.

Art. 20 (*protection de la confidentialité des informations communiquées aux gestionnaires de réseaux publics de distribution, GRD*) (p. 4914) - Adopté après modification (p. 4915).

Chapitre 3

Sécurité des réseaux

Nouvel intitulé (*Sécurité et sûreté des réseaux*) (p. 4915) - Adopté.

Art. 21 (*sécurité des réseaux*) (p. 4915) - Adopté après modification.

TITRE IV

L'ACCES AUX RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE

Art. 22 (*définition des clients éligibles et régime de l'achat d'électricité pour revente*) (p. 4915) - Adopté après modification (p. 4938).

Art. 23 (*droit d'accès au réseau de transport*) (p. 4938) - Adopté après modification (p. 4941).

Art. 24 (*construction de lignes directes*) (p. 4941) - Adopté après modification (p. 4945).

TITRE V

LA DISSOCIATION COMPTABLE ET LA TRANSPARENCE DE LA COMPTABILITE

Art. 25 (*transparence comptable d'EDF, des distributeurs non nationalisés, DNN, et de la Compagnie nationale du Rhône, CNR*) (p. 4945) - Adopté après modification (p. 4950).

Art. 26 (*obligation de dissociation comptable et juridique des autres entreprises du secteur de l'électricité*) (p. 4950) - Adopté après modification (p. 4953).

Art. 27 (*droit d'accès à la comptabilité et aux informations financières des entreprises du secteur de l'électricité*) (p. 4953) - Adopté après modification.

TITRE VI

LA REGULATION

Art. 28 (*commission de régulation de l'électricité, CRE - composition et statut des membres*) (p. 4953) - Adopté après modification (p. 4954).

Art. 29 (*commissaire du Gouvernement auprès de la CRE*) (p. 4954) - Adopté après modification (p. 4956).

Art. 30 (*services et budget de la CRE*) (p. 4956) - Adopté après modification (p. 4958).

Art. 31 (*consultation de la CRE sur les textes réglementaires et participation aux négociations internationales*) (p. 4958) - Adopté après modification.

Art. 32 (*relations de la CRE avec le Parlement et les acteurs du secteur - rapport annuel*) (p. 4959) - Adopté après modification (p. 4962).

Art. 33 (*pouvoir d'enquête des agents habilités par le ministre et par la CRE*) (p. 4962) - Adopté après modification (p. 4964).

Après l'art. 33 (p. 4964).

Art. additionnel (*pouvoir de perquisition des enquêteurs*) (p. 4964) - Adopté (p. 4965).

Art. 34 (*obligation de confidentialité des membres et agents de la CRE*) (p. 4965) - Adopté après modification (p. 4966).

Art. 34 bis (*récapitulatif des attributions de la CRE*) (p. 5010) - Adopté après modification (p. 5013 ; précédemment réservé p. 4966).

Art. 35 (*pouvoir réglementaire de la CRE*) (p. 4966) - Adopté après modification (p. 4968).

Art. 36 (*règlement des différends par la CRE pour l'accès aux réseaux publics*) (p. 4979) - Adopté après modification (p. 4982).

Après l'art. 36 (p. 4982).

Art. additionnel (*pouvoir de conciliation de la CRE*) (p. 4982) - Adopté après modification.

Art. 37 (*coordination des actions du Conseil de la concurrence et de la CRE ; information du procureur de la République en matière pénale*) (p. 4982) - Adopté après modification (p. 4983).

Art. 38 (*pouvoir de sanction de la CRE*) (p. 4983) - Adopté après modification (p. 4986).

Art. 39 (*pouvoirs de sanction du ministre chargé de l'énergie*) (p. 4986) - Adopté après modification.

Art. 40 (*sanctions pénales*) (p. 4986) - Adopté après modification (p. 4988).

Art. 41 (*personnes qualifiées pour constater les infractions à la loi*) (p. 4988) - Adopté après modification.

TITRE VII

L'OBJET D'ELECTRICITE DE FRANCE

Art. 42 (*étendue de l'objet d'Electricité de France*) (p. 4988) - Adopté après modification (p. 4993).

TITRE VIII

DISPOSITIONS SOCIALES

Art. 43 (*négociation collective dans les industries électriques et gazières - art. L. 713-1 et L. 713-2 du code du travail*) (p. 4995) - Adopté après modification (p. 4997).

Art. 44 (*séparation comptable des prestations invalidité, vieillesse et décès au sein d'EDF*) (p. 4997) - Adopté (p. 4999).

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES OU TRANSITOIRES

Art. 45 (*collecte et publication des données statistiques*) (p. 4999) - Adopté après modification (p. 5000).

Art. 46 (*coûts échoués*) (p. 5000) - Adopté après modification (p. 5001).

Art. 47 (*révision des contrats en cours entre EDF ou un distributeur non nationalisé, DNN, et un client éligible*) (p. 5002) - Adopté après modification (p. 5003).

Art. 48 (*révision des contrats conclus entre EDF et les producteurs d'électricité*) (p. 5003) - Adopté après modification (p. 5005).

Art. 49 (*révision des contrats de concession de distribution et des règlements de service des régies*) (p. 5006) - Adopté après modification.

Après l'art. 49 (p. 5006).

Art. additionnel (*relèvement des redevances perçues par les autorités concédantes de la distribution d'électricité*) (p. 5006) - Adopté (p. 5007).

Art. additionnel (*paiement annuel des redevances versées aux autorités concédantes de la distribution d'électricité*) (p. 5007) - Adopté.

Art. 50 (*mise en conformité de la loi du 8 avril 1946*) (p. 5007) - Adopté après modification (p. 5009).

Art. 51 (*abrogations législatives et réglementaires*) (p. 5010) - Adopté.

Art. 52 (*mise en cohérence des textes applicables aux départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 5010) - Adopté.

Seconde délibération ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat (p. 5013).

Art. 5 (p. 5013) - Adopté après modification (p. 5014).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5014, 5019) : *Mme Janine Bardou, MM. Jacques Bellanger, Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, Pierre Lefebvre, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de*

l'économie, des finances et de l'industrie; Henri Revol, rapporteur; Jacques Valade.

Scrutin public n° 5 (p. 5019).

Adoption (7 octobre 1999) (p. 5019).

Enfants

Voir *Faits personnels*
Rapport du Gouvernement

1. - Proposition de loi visant à interdire l'achat par des établissements scolaires et les collectivités locales des fournitures fabriquées par des enfants dans des pays où les droits de l'enfant ne sont pas respectés, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Raymonde LE TEXIER et plusieurs de ses collègues (17 juillet 1998) [n° 1069 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de Mme Raymonde LE TEXIER (17 novembre 1998) [n° 1201 (98-99)] - Discussion (19 novembre 1998) - Adoption (19 novembre 1998) [n° 199].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi visant à inciter au respect des droits de l'enfant dans le monde, notamment lors de l'achat des fournitures scolaires

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 novembre 1998) [n° 80 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe RICHERT (17 février 1999) [n° 224 (98-99)] - Discussion (9 mars 1999) - Adoption (9 mars 1999) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 mars 1999) [n° 1449 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de Mme Raymonde LE TEXIER (18 mars 1999) [n° 1478 (98-99)] - Discussion (27 mai 1999) - Adoption (27 mai 1999) [n° 323].

PROMULGATION : loi n° 99-478 du 9 juin 1999 (J.O. Lois et décrets du 10 juin 1999).

Discussion (première lecture)

(9 mars 1999) (p. 1368, 1375).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1368, 1373) : *MM. Serge Lagache, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mmes Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire; Odette Terrade.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1373, 1374) : *MM. Serge Lagache, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Mme Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire.*

Avant l'art. 1^{er} (p. 1373).

Art. additionnel (*combat et dénonciation de l'exploitation des enfants par le travail*) (p. 1373) - Adopté après modification (p. 1374).

Art. 1^{er} (*incitation à ne pas acheter des produits fabriqués par des enfants dans des conditions contraires aux conventions internationalement reconnues*) (p. 1374) - Adopté.

Art. 2 (*information des élèves pour leurs fournitures scolaires à la charge des familles*) (p. 1374) - Adopté.

Art. 3 (*enseignement spécifique sur les droits de l'enfant dans le cadre des cours d'instruction civique*) (p. 1374) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1374, 1375) : *MM. Daniel Eckenspieller, Jacques Machet.*

Adoption (9 mars 1999) (p. 1375).

2. - Proposition de loi instituant un médiateur des enfants, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent FABIUS (22 octobre 1998) [n° 1144 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de Mme Claudine LEDOUX avec celui de la proposition de loi organique n° 1145 (98-99) du 22 octobre 1998 - Enfants - (12 novembre 1998) [n° 1190 (98-99)] - Discussion (19 novembre 1998) - Adoption (19 novembre 1998) [n° 197].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 novembre 1998) [n° 76 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Christian BONNET avec celui de la proposition de loi organique n° 1145 (98-99) du 22 octobre 1998 - Enfants - (3 novembre 1999) [n° 43 (1999-2000)] - Discussion (9 novembre 1999) - Adoption (9 novembre 1999) [n° 17].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 novembre 1999) [n° 1915 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Claudine LEDOUX (24 novembre 1999) [n° 1960 (1999-2000)] - Discussion (25 novembre 1999) - Adoption (25 novembre 1999) [n° 398].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi instituant un défenseur des enfants.

Discussion (première lecture)

(9 novembre 1999) (p. 5819, 5842).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5819, 5830) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 77 (98-99) - Enfants) : M. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Mme Dinah Derycke, MM. Patrice Gélard, Jacques Pelletier, Mmes Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire; Odette Terrade.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5830, 5841) : MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Mme Dinah Derycke, M. Jacques Pelletier, Mmes Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire; Odette Terrade.

Art. 1^{er} (statut du médiateur des enfants - champ de compétences - saisine directe - autosaisine) (p. 5830) - Adopté après modification (p. 5833).

Art. 2 (nomination et mandat du médiateur des enfants) (p. 5833) - Adopté après modification (p. 5835).

Art. 3 (recommandations du médiateur des enfants) (p. 5833) - Adopté après modification (p. 5835).

Après l'art. 3 (p. 5835).

Art. additionnel (obligation pour le médiateur des enfants de saisir l'autorité judiciaire en cas de mesure d'assistance éducative - information du président du conseil général par le médiateur des enfants) (p. 5835) - Adopté.

Art. 4 (promotion des droits de l'enfant - rapport annuel du médiateur des enfants) (p. 5836) - Adopté après modification (p. 5837).

Après l'art. 4 (p. 5837).

Art. additionnel (bilan d'activité du médiateur des enfants dans le rapport public annuel du médiateur de la République) (p. 5837) - Adopté.

Art. 5 (transmission, par le médiateur des enfants, de réclamations au médiateur de la République) (p. 5838) - Supprimé.

Art. 6 (transmission, par le médiateur de la République, de réclamations au médiateur des enfants) (p. 5838) - Supprimé.

Art. 7 (délégués départementaux du médiateur des enfants) (p. 5838) - Supprimé par l'Assemblée nationale; suppression maintenue (p. 5839).

Art. 8 (computation des délais de recours contentieux) (p. 5839) - Adopté après modification.

Art. 9 (compatibilité partielle avec le mandat de conseiller général) (p. 5839) - Adopté.

Art. 10 (compatibilité partielle avec le mandat de conseiller municipal) (p. 5839) - Adopté.

Art. 11 (compatibilité partielle avec le mandat de conseiller régional) (p. 5839) - Adopté.

Art. 12 (application au médiateur des enfants de certaines dispositions relatives au médiateur de la République) (p. 5839) - Adopté après modification (p. 5840).

Art. 13 (évaluation de la loi) (p. 5840) - Supprimé.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5841, 5842) : M. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Mme Dinah Derycke, MM. Guy Fischer, Emmanuel Hamel, Jacques Machet, Jacques Pelletier, Mme Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire; M. Louis Souvet.

Adoption (9 novembre 1999) (p. 5842).

3. - Proposition de loi organique relative à l'inéligibilité du médiateur des enfants, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par MM. Laurent FABIUS et Jean-Paul BRET (22 octobre 1998) [n° 1145 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de Mme Claudine LEDOUX avec celui de la proposition de loi n° 1144 (98-99) du 22 octobre 1998 - Enfants - [n° 1190 (98-99)] - Discussion (19 novembre 1998) - Adoption (19 novembre 1998) [n° 198].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1998) [n° 77 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (3 novembre 1999) [n° 43 (1999-2000)] - Discussion (9 novembre 1999) - Adoption (9 novembre 1999) [n° 18].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-420 DC du 16 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 22 décembre 1999) qui déclare la loi non conforme à la Constitution.

Discussion (première lecture)

(9 novembre 1999) (p. 5819, 5830) ; (5842, 5843).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5819, 5830) (discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 76 (98-99) - Enfants) : M. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Mme Dinah Derycke, MM. Patrice Gélard, Jacques Pelletier, Mmes Ségolène Royal, ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire; Odette Terrade.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5842, 5843) : M. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois.

Scrutin public n° 13 (p. 5843).

Adoption (9 novembre 1999) (p. 5843).

Enseignement agricole

Voir *Agriculture*, 1

Enseignement primaire et secondaire

Voir *Lois de finances*

Enseignement supérieur

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom),
 6
Lois de finances
Recherche, 1

Enseignement technique et professionnel

Voir *Lois de finances*
Recherche, 1

Entreprises (aides aux)

Voir *Aménagement du territoire*, 1
Recherche, 1

Environnement

Voir *Lois de finances*
Traités et conventions, 10

1. - Projet de loi portant création de l'autorité de contrôle technique de l'environnement sonore aéroportuaire, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Claude GAYSSOT, ministre de l'équipement, des transports et du logement (8 octobre 1998) [n° 8 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (9 février 1999) [n° 204 (98-99)] - Discussion (16 février 1999) - Adoption (16 février 1999) [n° 71].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 février 1999) [n° 1399 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jean-Pierre BLAZY (31 mars 1999) [n° 1502 (98-99)] - Discussion (12 mai 1999) - Adoption (12 mai 1999) [n° 309].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant création de l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 mai 1999) [n° 358 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (16 juin 1999) [n° 430 (98-99)] - Discussion (22 juin 1999) - Adoption (22 juin 1999) [n° 156].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 juin 1999) [n° 1729 (98-99)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Jean-Pierre BLAZY (23 juin 1999) - Discussion (29 juin 1999) - Adoption (29 juin 1999) [n° 357].

PROMULGATION : loi n° 99-588 du 12 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(16 février 1999) (p. 1002, 1030).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1002, 1011) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gérard Cornu, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Plancade, Mme Odette Terrade.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1011, 1029) : *MM. Gérard Cornu, Guy Fischer, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Plancade, Mme Odette Terrade, M. Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} (*autorité de contrôle technique de l'environnement sonore aéroportuaire, ACTESA*) (p. 1011).

Art. L. 227-1 du code de l'aviation civile (*création et composition de l'autorité*) (p. 1013) - Adopté après modification (p. 1017).

Art. L. 227-2 du code de l'aviation civile (*régime d'incompatibilité des membres de l'autorité*) (p. 1017) - Adopté après modification (p. 1018).

Art. L. 227-3 du code de l'aviation civile (*compétences générales de l'autorité*) (p. 1018) - Adopté après modification (p. 1019).

Art. L. 227-4 du code de l'aviation civile (*compétences pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants*) (p. 1019) - Adopté après modification (p. 1022).

Art. L. 227-5 du code de l'aviation civile (*pouvoir d'investigation des agents de l'autorité*) (p. 1022) - Adopté après modification.

Art. L. 227-6 du code de l'aviation civile (*rapport annuel de l'autorité*) (p. 1022) - Adopté après modification (p. 1023).

Art. L. 227-7 du code de l'aviation civile (*ressources de l'autorité*) (p. 1023) - Adopté.

Art. L. 227-8 du code de l'aviation civile (*services de l'autorité*) (p. 1023) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 1023).

Art. 2 (*commissions consultatives de l'environnement*) (p. 1024) - Adopté après modification (p. 1025).

Art. 3 (*limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères*) (p. 1025) - Adopté après modification.

Art. 4 (*consultation de l'autorité indépendante pour le plan d'exposition au bruit - coordination*) (p. 1025) - Adopté après modification (p. 1026).

Après l'art. 4 (p. 1026).

Art. additionnel (*information des acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones de plan d'exposition au bruit*) (p. 1026) - Adopté (p. 1027).

Art. additionnel (*définition d'une zone supplémentaire incluant les territoires où sont relevés des indices psophiques supérieurs à 69*) (p. 1027) - Adopté.

Art. additionnel (*mesures conservatoires permettant d'étendre temporairement les prescriptions du plan d'exposition au bruit aux zones susceptibles d'être incluses au plan d'exposition au bruit, PEB, en cas d'expansion de ce plan*) (p. 1027) - Adopté après modification (p. 1028).

Intitulé du projet de loi (*projet de loi portant création de l'autorité de régulation et de contrôle de l'environnement sonore aéroportuaire*) (p. 1028) - Adopté (p. 1029).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1029, 1030) : *MM. Jean Bernard, Gérard Cornu, Emmanuel Hamel, Jean-Pierre Plancade.*

Adoption (16 février 1999) (p. 1030).

Discussion (deuxième lecture)

(22 juin 1999) (p. 4163, 4185).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4163, 4170) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jacques Peyrat, Jean-Pierre Plancade.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4170, 4184) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Alain Gournac, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Plancade.*

Art. 1^{er} (*autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires*) (p. 4170).

Art. L. 227-1 du code de l'aviation civile (*création et composition de l'autorité*) (p. 4172) - Adopté après modification (p. 4174).

Art. L. 227-2 du code de l'aviation civile (*régime d'incompatibilités des membres de l'autorité*) (p. 4174) - Adopté après modification.

Art. L. 227-3 du code de l'aviation civile (*compétences générales de l'autorité*) (p. 4174) - Adopté après modification (p. 4176).

Après l'art. L. 227-3 du code de l'aviation civile (p. 4176).

Art. additionnel (*pouvoir de sanction de l'autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires, ACNUSA, et définition des personnes susceptibles de se voir infliger des sanctions*) (p. 4176) - Adopté après modification (p. 4177).

Art. L. 227-4 du code de l'aviation civile (*compétences pour le contrôle du bruit au voisinage des neuf aéroports les plus importants*) (p. 4178) - Adopté après modification (p. 4179).

Art. L. 227-5 du code de l'aviation civile (*pouvoir d'investigation des agents de l'autorité*) (p. 4179) - Adopté après modification.

Art. L. 227-6 du code de l'aviation civile (*rapport annuel de l'autorité*) (p. 4179) - Adopté.

Art. L. 227-7 du code de l'aviation civile (*ressources de l'autorité*) (p. 4179) - Adopté.

Art. L. 227-8 du code de l'aviation civile (*services de l'autorité*) (p. 4179) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 4179).

Art. 2 (*commissions consultatives de l'environnement, CCE*) (p. 4179) - Adopté après modification (p. 4182).

Art. 3 (*limitation des nuisances sonores liées au trafic d'hélicoptères*) (p. 4182) - Adopté.

Art. 4 (*consultation de l'autorité indépendante pour le plan d'exposition au bruit - coordination*) (p. 4182) - Adopté.

Art. 4 bis (*extension des possibilités de construction dans la zone C des plans d'exposition au bruit*) (p. 4182) - Adopté après modification (p. 4183).

Art. 4 ter (*nouvelle zone D du plan d'exposition au bruit - art. L. 147-5 du code de l'urbanisme*) (p. 4183) - Adopté après modification (p. 4184).

Art. 4 quater (*application anticipée des dispositions d'un plan d'occupation au bruit - art. L. 147-7 et L. 147-8 nouveaux du code de l'urbanisme*) (p. 4184) - Adopté.

Art. 5 (*protection et information préalable des riverains potentiels des aéroports - art. L. 147-7 du code de l'urbanisme*) (p. 4184) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 (*protection et information préalable des riverains potentiels des aéroports les plus importants - art. L. 147-8 du code de l'urbanisme*) (p. 4184) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 (*extension des prescriptions urbanistiques dans les zones limitrophes d'un plan d'exposition au bruit et susceptibles d'y être incluses*) (p. 4184) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4184, 4185) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Alain Gournac, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Adoption (22 juin 1999) (p. 4185).

Epargne

Voir *Banques et établissements financiers, 1; 2*
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 7

Equipements sportifs

Voir *Aménagement du territoire, 1*

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure

Voir *Santé, 1*

Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Etat civil

1. - Proposition de loi modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Charles COVA, député et plusieurs de ses collègues (22 septembre 1999) [n° 1815 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Thierry MARIANI (24 novembre 1999) [n° 1961 (1999-2000)] - Discussion (30 novembre 1999) - Adoption (30 novembre 1999) [n° 399].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 novembre 1999) [n° 104 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de M. Alex TURK avec celui de la proposition de loi n° 74 (1999-2000) du 16 novembre 1999 - Nationalité - (14 décembre 1999) - [n° 132 (1999-2000)] - Discussion (16 décembre 1999) - Adoption (16 décembre 1999) [n° 51].

PROMULGATION : loi n° 99-1141 du 29 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1999).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 1999) (p. 7684, 7689).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 7684, 7688) : *MM. Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense; Jean-François Picheral, Alex Türk, rapporteur de la commission des lois; Serge Vinçon.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 7688, 7689).

Art. 1^{er} (*création d'une nouvelle procédure d'attribution de la nationalité française*) (p. 7688) - Adopté.

Art. 2 (*autre procédure par défaut*) (p. 7688) - Adopté.

Art. 3 (*rectifications rédactionnelles*) (p. 7688) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 7688, 7689) : *M. Hubert Durand-Chastel*.

Adoption (16 décembre 1999) (p. 7689).

Etats arabes

Voir *Traités et conventions*, 42

Ethique et déontologie médicales

Voir *Sports*, 1

Etrangers

Voir *Rapports du Gouvernement*

Europe

Voir *Energie*, 1

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Traités et conventions*, 14

F

Faits personnels

M. Marc Massion précise les propos qu'il a tenus sur le caractère « obligatoire » des fonds de retraite dans le cadre de l'entreprise ou de la branche professionnelle (14 octobre 1999) (p. 5218)

Mme Dinah Derycke réagit à sa mise en cause par M. Christian Bonnet lors du débat sur la proposition de loi instituant un médiateur des enfants (9 novembre 1999) (p. 5843)

Famille

Voir *Droit civil*, 1
Tourisme et loisirs, 1

1. - Proposition de loi relative à la famille, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean ARTHUIS et plusieurs de ses collègues (2 juin 1999) [n° 396 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (9 juin 1999) [n° 410 (98-99)] - Discussion (15 juin 1999) - Adoption (15 juin 1999) [n° 155].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (16 juin 1999) [n° 1697 (98-99)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion (première lecture)

(15 juin 1999) (p. 3955, 3989).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3955, 3978) : MM. Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Guy Fischer, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jacques Machet, Bernard Murat, Henri de Raincourt, Bernard Seillier, Alain Vasselle.

Motion n° 1 de M. Claude Estier, soutenue par Mme Marie-Madeleine Dieulangard tendant à opposer la question préalable (p. 3978).

Rejet de la motion (p. 3983).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3983, 3988) : MM. Alain Gournac, André Jourdain, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Michel Mercier.

TITRE PRELIMINAIRE

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1^{er} (rôle de la famille dans la société) (p. 3983) - Adopté.

TITRE I^{er}

AMELIORATION DE L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS

Chapitre 1^{er}

L'allocation universelle d'accueil de l'enfant

Art. 2 (création de l'allocation universelle d'accueil de l'enfant) (p. 3983) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 3984).

Chapitre 2

Allocation de garde d'enfant à domicile

Art. 3 (suppression de la condition de ressources pour l'attribution de l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED) (p. 3984) - Irrecevable (article 40 de la Constitution).

Art. 4 (prise en charge intégrale par l'AGED des cotisations sociales) (p. 3984) - Irrecevable (article 40 de la Constitution).

Art. 5 (disposition de coordination) (p. 3984) - Irrecevable (article 40 de la Constitution).

Chapitre 3

Majoration de la réduction d'impôt pour la garde d'enfant à domicile

Art. 6 (réduction d'impôt pour la garde d'enfant à domicile) (p. 3984) - Adopté (p. 3985).

TITRE II

CONCILIATION ENTRE VIE FAMILIALE ET VIE PROFESSIONNELLE

Chapitre 1^{er}

Congé de solidarité familiale

Art. 7 (modification de l'intitulé de la section V du chapitre II du titre Ier du code du travail) (p. 3985) - Adopté.

Art. 8 (création d'un congé de solidarité familiale) (p. 3985) - Adopté.

Chapitre 2

Extension du temps partiel choisi

Art. 9 (extension jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant du temps partiel) (p. 3985) - Adopté.

Chapitre 3

Valorisation du rôle des pères

Art. 10 (majoration des droits à congés) (p. 3985) - Adopté.

Art. 11 (majoration des droits à congé de solidarité familiale) (p. 3985) - Adopté (p. 3986).

Chapitre 4

Compensation de l'effort familial des entreprises

Art. 12 (exonération de charges sociales pour les recrutements destinés à remplacer les salariés en congé de solidarité familiale) (p. 3986) - Irrecevable (article 40 de la Constitution).

Art. 13 (dotation de l'Etat aux fonds d'action sociale des caisses d'allocations familiales) (p. 3986) - Irrecevable (article 40 de la Constitution).

TITRE III

RYTHMES SCOLAIRES

Art. 14 (généralisation de l'allègement et de l'enrichissement des rythmes scolaires dans les écoles primaires) (p. 3987) - Adopté.

TITRE IV

L'AIDE AUX JEUNES ADULTES

Chapitre 1^{er}

Prêt à taux zéro pour les jeunes adultes

Art. 15 (prêt à taux zéro pour les jeunes de 18 à 25 ans) (p. 3986) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 3987).

Chapitre 2

Accélération de la transmission anticipée du patrimoine

Art. 16 (*abattement de 200.000 francs sur la part de chacun des petits-enfants âgés de 16 à 30 ans en cas de donation des grands-parents*) (p. 3987) - Adopté.

TITRE V

LA COMPENSATION DE L'EFFORT FINANCIER DES FAMILLES

Chapitre 1^{er}**Amélioration du mécanisme du quotient familial**

Art. 17 (*relèvement du plafond du quotient familial*) (p. 3987) - Adopté.

Chapitre 2

Revalorisation des prestations familiales

Art. 18 (*revalorisation des prestations familiales en 1999*) (p. 3987) - Irrecevable (article 40 de la Constitution).

Art. 19 (*modalités de revalorisation des prestations familiales*) (p. 3987) - Irrecevable (article 40 de la Constitution).

TITRE VI

DISPOSITIONS FINANCIERES

Chapitre 1^{er}**Reconduction de la garantie de ressources de la branche famille**

Art. 20 (*garantie de ressources de la branche famille*) (p. 3987) - Irrecevable (article 40 de la Constitution) (p. 3988).

Chapitre 2

Financement de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire

Art. 21 (*prise en charge par le budget de l'Etat de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire*) (p. 3988) - Adopté.

Chapitre 3

Compensation financière

Art. 22 (*compensation financière de la proposition de loi*) (p. 3988) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3988, 3989) : *MM. Philippe Nogrix, Guy Vissac.*

Adoption (15 juin 1999) (p. 3989).

Fédérations sportives

Voir *Sports*, 1

Femmes

1. - Projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (18 juin 1998) [n° 985 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine TASCA (2 décembre 1999) [n° 1240 (98-99)] - Discussion (15 décembre 1998) - Adoption (15 décembre 1998) [n° 224].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 décembre 1998) [n° 130 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Guy CABANEL (20

janvier 1999) [n° 156 (98-99)] - Discussion (26 janvier 1999) - Adoption (26 janvier 1999) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 janvier 1999) [n° 1354 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine TASCA (10 février 1999) [n° 1377 (98-99)] - Discussion (16 février 1999) - Adoption (16 février 1999) [n° 250].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 février 1999) [n° 228 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Guy CABANEL (3 mars 1999) [n° 247 (98-99)] - Discussion (4 mars 1999) - Adoption (4 mars 1999) [n° 228].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (5 mars 1999) [n° 1436 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Catherine TASCA (10 mars 1999) [n° 1451 (98-99)] - Discussion (10 mars 1999) - Adoption (10 mars 1999) [n° 261].

PROMULGATION : loi n° 99-569 du 8 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 9 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(26 janvier 1999) (p. 241, 296).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 241, 282) : *M. Robert Badinter, Mme Janine Bardou, MM. Christian Bonnet, Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois; Mme Monique Cerisier-ben Guiga, M. Yvon Collin, Mmes Dinah Derycke, Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Duffour, Patrice Gélard, Mmes Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; Anne Heinis, M. Jacques Larché, président de la commission des lois; Mme Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Bernard Plasait, Mme Danièle Pourtaud, M. Philippe Richert, Mme Odette Terrade, MM. Alain Vasselle, Henri Weber.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 282, 295) : *MM. Philippe Adnot, Robert Badinter, Christian Bonnet, Robert Bré, Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois; Mme Monique Cerisier-ben Guiga, M. Michel Charasse, Mme Dinah Derycke, MM. Pierre Fauchon, Yann Gaillard, Patrice Gélard, Paul Girod, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Emmanuel Hamel, Charles Jolibois, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc, MM. Jean-Luc Mélenchon, Michel Pelchat, Alain Vasselle.*

Art. unique (*égal accès des hommes et des femmes aux mandats et fonctions*) (p. 282) - Adopté après modification (p. 295).

Scrutin public à la tribune n° 66 (p. 295).

Adoption (26 janvier 1999) (p. 295).

Discussion (deuxième lecture)

(4 mars 1999) (p. 1282, 1303 ; 1312, 1326).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1282, 1303 ; 1312, 1314) : *MM. Philippe Adnot, Jean-Michel Baylet, Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois; Mme Dinah Derycke, MM. Pierre Fauchon, Patrice Gélard, Paul Girod, Mmes Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Danièle Pourtaud, MM. Philippe Richert, Josselin de Rohan, Mme Odette Terrade.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1314) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Robert Bret, Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois; Jean Chérioux, Mme Dinah Derycke, MM. Jean-Pierre Fourcade, Paul Girod, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Emmanuel Hamel, Mme Hélène Luc, MM. Lucien Neuwirth, Alain Vasselle.*

Art. unique (égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions - Article 3 de la Constitution) (p. 1314) - Adopté après modification (p. 1318).

Après l'art. unique (p. 1318).

Art. additionnel (contribution du financement des partis politiques à l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions) (p. 1318) - Adopté après modification (p. 1320).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1320, 1326) : *M. Robert Badinter, Mmes Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, rapporteur de la commission des lois; Claude Estier, Pierre Fauchon, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Philippe Marini, Jean-Luc Mélenchon, Henri de Raincourt.*

Scrutin public de droit n° 78 (p. 1326).

Adoption (4 mars 1999) (p. 1326).

2. - Proposition de loi tendant à la création de délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Laurent FABIUS (14 décembre 1998) [n° 1261 (98-99) rect] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques FLOCH (3 février 1999) [n° 1363 (98-99)] - Discussion (11 février 1999) - Adoption (11 février 1999) [n° 245].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (16 février 1999) [n° 221 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport commun de Mme Dinah DERYCKE avec ceux des propositions de loi n° 39 (98-99) du 27 octobre 1998 et n° 119 (98-99) du 14 décembre 1998 - Femmes - (12 mai 1999) [n° 354 (98-99)] - Discussion (20 mai 1999) - Adoption (20 mai 1999) [n° 126].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 mai 1999) [n° 1617 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacques FLOCH (16 juin 1999) [n° 1696 (98-99)] - Discussion (29 juin 1999) - Adoption (29 juin 1999) [n° 353].

PROMULGATION : loi n° 99-585 du 12 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(20 mai 1999) (p. 3241, 3252).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3241, 3248) : *Mmes Dinah Derycke, rapporteur de la commission des lois; Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Danièle Pourtaud, Odette Terrade.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3248, 3250) : *Mmes Dinah Derycke, rapporteur de la commission des lois; Nicole Péry, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la formation professionnelle, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité; Danièle Pourtaud.*

Art. unique (délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - art. 6 sexies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires) (p. 3248) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3250, 3252) : *Mme Paulette Brisepierre, MM. Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel, Serge Lagache, Jacques Larché, président et rapporteur de la commission des lois; Mme Hélène Luc.*

Scrutin public n° 98 (p. 3252).

Adoption (20 mai 1999) (p. 3252).

Finances locales

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*

Finances publiques

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*
Lois de règlement, 1

Finlande

Voir *Traités et conventions, 38; 39*

Fiscalité

Voir *Collectivités territoriales, 1, 2*
Déclarations du Gouvernement, 3
Droit civil, 1

Fonctionnaires et agents publics

Voir *Recherche, 1*
Traités et conventions, 17; 18; 19; 20, 21

Forêts

Voir *Rapports du Gouvernement*

Formation professionnelle

Voir *Lois de finances*
Rapports du Gouvernement

G**Gabon (République du)**

Voir *Allocutions et communications*

Gendarmerie nationale

Voir *Défense, 1*
Rappels au règlement

Géorgie

Voir *Allocutions et communications*

Grèce

Voir *Allocutions et communications*

Grève (droit de)

Voir *Service public, 1*

Guatemala

Voir *Traités et conventions, 24*

Guyane

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom),*
6

H**Honduras**

Voir *Traités et conventions, 25*

Hongrie

Voir *Allocutions et communications*

I**Impôts et taxes**

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom),*
7
Rapports du Gouvernement

Industrie

Voir *Lois de finances*

Infractions

Voir *Justice, 1*

Italie

Voir *Traités et conventions, 33*

J

Jeunesse et sports

Voir *Lois de finances*

Jordanie

Voir *Allocutions et communications*

Juges d'instruction

Voir *Justice, 2*

Juridictions administratives

1. - Projet de loi relatif au référé devant les juridictions administratives, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (17 mars 1999) [n° 269 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René GARREC (26 mai 1999) [n° 380 (98-99)] - Discussion (8 juin 1999) - Adoption (8 juin 1999) [n° 149].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (9 juin 1999) [n° 1682 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François COLCOMBET (8 décembre 1999) [n° 2002 (1999-2000)] - Discussion (14 décembre 1999) - Adoption (14 décembre 1999) [n° 412].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 décembre 1999) [n° 136 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(8 juin 1999) (p. 3736, 3760).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3736, 3751) : MM. Robert Bret, Pierre Fauchon, René Garrec, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyest, Simon Sutour.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3751, 3760) : MM. Robert Bret, Jean-Paul Delevoye, Pierre Fauchon, René Garrec, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Hubert Haenel.

TITRE I^{er}

DU JUGE DES REFERES

Art. 1^{er} (définition du juge des référés) (p. 3751) - Adopté (p. 3752).

Art. 2 (magistrats statuant comme juges des référés) (p. 3752) - Adopté après modification.

TITRE II

DU JUGE DES REFERES STATUANT EN URGENCE

Art. 3 (référé-suspension de l'exécution d'une décision administrative) (p. 3752) - Adopté après modification (p. 3753).

Art. 4 ("référé-injonction") (p. 3753) - Adopté après modification (p. 3754).

Art. 5 ("référé conservatoire") (p. 3754) - Adopté.

Art. 6 (modification des mesures ordonnées en référé) (p. 3754) - Adopté après modification.

Art. 7 (procédure contradictoire, audience publique, juge unique décidant en dernier ressort) (p. 3754) - Adopté après modification (p. 3755).

Art. 8 (droit de timbre) (p. 3755) - Adopté.

Art. 9 (tri des requêtes selon leur degré d'urgence) (p. 3755) - Adopté après modification.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES A CERTAINS
CONTENTIEUX

Art. 10 (référés pré-contractuels - art. L. 22 et L. 23 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) (p. 3756) - Adopté après modification.

Art. 11 (suspension de l'exécution d'une décision en matière d'urbanisme - art. L. 421-9 du code de l'urbanisme) (p. 3756) - Adopté après modification.

Art. 12 (suspension de l'exécution des actes des collectivités territoriales dans le cadre du contrôle de légalité - art. L. 2131-6, L. 3132-1, L. 4142-1, L. 1111-7 et L. 2511-23 du code général des collectivités territoriales) (p. 3756) - Adopté après modification (p. 3757).

Art. 13 (suspension de l'exécution des actes des communes - art. L. 26 et L. 27 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) (p. 3757) - Adopté après modification.

Art. 14 (suspension de l'exécution des marchés des établissements publics de santé - art. L. 714-10 du code de la santé publique) (p. 3757) - Adopté.

Art. 15 (suspension des marchés des établissements publics locaux d'enseignement - art. 15-12 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983) (p. 3757) - Adopté après modification (p. 3758).

Art. 16 (suspensions de droit dans le domaine de la protection de l'environnement - art. 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 et art. 6 de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983) (p. 3758) - Adopté après modification.

Art. 17 (suspension des actes des fédérations sportives - art. 17-1 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984) (p. 3758) - Adopté après modification.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 18 (abrogations) (p. 3759) - Adopté.

Art. 19 (application en outre-mer) (p. 3759) - Adopté.

Après l'art. 19 (p. 3759).

Art. additionnel (application des nouvelles dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 du présent projet de loi à la Nouvelle-Calédonie) (p. 3759) - Adopté.

Art. additionnel (application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 du présent projet de loi à la Nouvelle-Calédonie) (p. 3759) - Adopté.

Art. additionnel (rétablissement du "déséré-défense nationale" en Nouvelle-Calédonie) (p. 3759) - Adopté (p. 3760).

Art. 20 (décret en Conseil d'Etat) (p. 3760) - Adopté.

Art. 21 (entrée en vigueur différée) (p. 3760) - Adopté.

Adoption (8 juin 1999) (p. 3760).

Justice

Voir *Code pénal*, 1
Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom),
 6
Droit pénal, 1; 2
Enfants, 2; 3
Professions libérales, 1
Rappels au règlement
Rapports du Gouvernement

1. - Projet de loi portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (4 février 1998) [n° 677 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Jean MICHEL (3 juin 1998) [n° 959 (97-98)] - Discussion (10 juin 1998) - Adoption (10 juin 1998) [n° 156].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 juin 1998) [n° 490 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René GARREC (17 février 1999) [n° 225 (98-99)] - Avis de M. Serge VINÇON (17 février 1999) [n° 226 (98-99)] - Discussion (2 mars 1999) - Adoption (2 mars 1999) [n° 75].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (2 mars 1999) [n° 1413 (98-99)] - Renvoi à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Jean MICHEL (22 juin 1999) [n° 1732 (98-99)] - Discussion (30 juin 1999) - Adoption (30 juin 1999) [n° 360].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1er juillet 1999) [n° 478 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René GARREC (20 octobre 1999) [n° 23 (1999-2000)] - Discussion (26 octobre 1999) - Adoption (26 octobre 1999) [n° 12].

PROMULGATION : loi n° 99-929 du 10 novembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 11 novembre 1999).

Discussion (première lecture)

(2 mars 1999) (p. 1187, 1211).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1187, 1194) : MM. Jean-Luc Bécart, René Garrec, rapporteur de la commission des lois; Alain Richard, ministre de la défense; Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1194, 1210) : MM. René Garrec, rapporteur de la commission des lois; Alain Richard, ministre de la défense; Serge Vinçon rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères.

TITRE I^{er}**DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE JUSTICE MILITAIRE**

Art. 1^{er} (organisation de la justice militaire - art. 1er du code de justice militaire) (p. 1194) - Adopté.

Art. 2 (droit applicable devant le tribunal aux armées de Paris - art. 2 du code de justice militaire) (p. 1194) - Adopté après modification.

Art. 2 bis (droit applicable en temps de guerre - art. 2-1 du code de justice militaire) (p. 1194) - Supprimé (p. 1195).

Art. 2 ter (coordination - chapitre 1er du livre 1er du code de justice militaire) (p. 1195) - Adopté.

Art. 2 quater (établissement du tribunal aux armées de Paris - art. 3 du code de justice militaire) (p. 1195) - Adopté.

Art. 3 (organisation du tribunal aux armées et cour d'appel compétente - art. 4 du code de justice militaire) (p. 1195) - Adopté après modification.

Art. 3 bis (sort du tribunal aux armées des forces stationnées en Allemagne - art. 4-1 du code de justice militaire) (p. 1195) - Supprimé (p. 1196).

Art. 4 (renvoi des infractions de la compétence des tribunaux aux armées au tribunal aux armées de Paris - art. 5 du code de justice militaire) (p. 1196) - Adopté après modification.

Art. 5 (composition du tribunal aux armées - art. 6 du code de justice militaire) (p. 1196) - Adopté après modification.

Art. 5 bis à 5 quater (coordinations) (p. 1196) - Adoptés.

Art. 5 quinquies (coordination) (p. 1196) - Adopté après modification (p. 1197).

Art. 5 sexies (coordination) (p. 1197) - Adopté.

Art. 5 septies (coordination) (p. 1197) - Adopté après modification.

Art. 5 octies et 5 nonies (coordinations) (p. 1197) - Adoptés.

Art. 5 decies (coordination) (p. 1197) - Adopté après modification (p. 1198).

Art. 5 undecies (coordination) (p. 1198) - Adopté.

Art. 6 (défense des personnes justiciables du tribunal aux armées - art. 23 du code de justice militaire) (p. 1198) - Adopté après modification.

Art. 6 bis (compétence du tribunal aux armées - art. 59 du code de justice militaire) (p. 1198) - Adopté.

Art. 6 ter (compétence du tribunal aux armées à l'égard des mineurs - art. 64 du code de justice militaire) (p. 1198) - Adopté.

Art. 7 (compétence territoriale des tribunaux aux armées - art. 67 du code de justice militaire) (p. 1198) - Adopté après modification.

Art. 8 (adaptation du code de justice militaire au code de procédure pénale en matière de renvoi d'une juridiction à une autre - art. 76 du code de justice militaire) (p. 1198) - Adopté.

Art. 9 (adaptation du code de justice militaire au code de procédure pénale - art. 80 du code de justice militaire) (p. 1198) - Adopté.

Art. 10 (officiers de police judiciaire des forces armées - art. 82 du code de justice militaire) (p. 1198) - Adopté après modification (p. 1199).

Art. 11 (présentation à l'autorité judiciaire des personnes appréhendées en raison d'un crime ou d'un délit flagrant - art. 88 du code de justice militaire) (p. 1199) - Adopté.

Art. 12 (dépôt dans un local disciplinaire des militaires appréhendés - art. 89 du code de justice militaire) (p. 1199) - Adopté.

Art. 13 (action civile et mise en mouvement de l'action publique - art. 91 du code de justice militaire) (p. 1199) - Adopté après modification.

Art. 14 (pouvoir de dénoncer l'infraction ou de donner un avis sur les poursuites éventuelles - art. 92 du code de justice militaire) (p. 1199) - Adopté.

Art. 15 (poursuites à l'encontre des maréchaux et amiraux de France, des officiers généraux ou assimilés et des membres du contrôle général des armées, ainsi que des magistrats du corps judiciaire détachés - art. 95 du code de justice militaire) (p. 1199) - Adopté.

Art. 16 (abrogation de dispositions du code de justice militaire - art. 96, 97, 98 et 100 du code de justice militaire) (p. 1199) - Adopté.

Art. 17 (*instruction des infractions relevant de la compétence du tribunal aux armées - art. 101 du code de justice militaire*) (p. 1199) - Adopté après modification (p. 1200).

Art. 18 (*abrogation de dispositions du code de justice militaire relatives à l'instruction - art. 102 à 108 du code de justice militaire*) (p. 1200) - Adopté.

Art. 19 (*personne recherchée trouvée à plus de 200 kilomètres du siège du juge d'instruction ayant délivré le mandat - art. 112 du code de justice militaire*) (p. 1200) - Adopté après modification.

Art. 20 (*abrogation de règles spécifiques à la justice militaire en matière d'instruction préparatoire - art. 113 à 130 du code de justice militaire*) (p. 1200) - Adopté.

Art. 21 (*règles relatives à la détention provisoire - art. 131 du code de justice militaire*) (p. 1200) - Adopté.

Art. 22 (*abrogation de dispositions particulières relatives à la détention provisoire - art. 132 à 134 du code de justice militaire*) (p. 1200) - Adopté.

Art. 23 (*détention séparée des militaires - art. 135 du code de justice militaire*) (p. 1201) - Adopté.

Art. 24 (*abrogation de dispositions spécifiques à la justice militaire en matière de détention provisoire - art. 136, 137, 138 à 150 du code de justice militaire*) (p. 1201) - Adopté après modification.

Art. 25 (*règles applicables à la chambre d'accusation - art. 151 du code de justice militaire*) (p. 1201) - Adopté après modification.

Art. 26 (*abrogation de règles spécifiques relatives à la chambre de contrôle de l'instruction - réouverture de l'information sur charges nouvelles - art. 152 à 164 du code de justice militaire*) (p. 1201) - Adopté.

Art. 27 (*procédure devant les juridictions de jugement - art. 202 à 204 du code de justice militaire*) (p. 1201) - Adopté après modification (p. 1202).

Après l'art. 27 (p. 1202).

Art. additionnel (*composition du tribunal aux armées pour le jugement des crimes*) (p. 1202) - Adopté (p. 1203).

Art. 28 (*abrogation de dispositions spécifiques à la justice militaire en ce qui concerne le jugement des affaires - art. 205 à 210 du code de justice militaire*) (p. 1203) - Adopté après modification.

Art. 29 (*pourvoi en cassation - art. 263 du code de justice militaire*) (p. 1203) - Adopté après modification (p. 1204).

Art. 30 (*abrogation des dispositions spécifiques à la justice militaire en ce qui concerne le pourvoi en cassation - art. 264 à 271 du code de justice militaire*) (p. 1204) - Adopté.

Art. 31 (*demande en révision - art. 273 du code de justice militaire*) (p. 1204) - Adopté après modification.

Art. 32 (*abrogation des dispositions spécifiques à la justice militaire en ce qui concerne les demandes en révision - art. 274 et 275 du code de justice militaire*) (p. 1204) - Adopté.

Art. 32 bis (*citations et significations*) (p. 1204) - Adopté après modification.

Art. 33 (*citations et significations - art. 277 du code de justice militaire*) (p. 1204) - Adopté.

Art. 34 (*abrogation des dispositions spécifiques à la justice militaire en ce qui concerne les citations et notifications - art. 278 à 282, 284 et 285 du code de justice militaire*) (p. 1204) - Adopté.

Art. 35 (*abrogation de dispositions du code de justice militaire - chapitre Ier à IV du titre V du livre II du code de justice militaire*) (p. 1204) - Adopté.

Art. 36 (*renvoi au code de procédure pénale pour l'exécution des jugements - art. 345 du code de justice militaire*) (p. 1204) - Adopté après modification (p. 1205).

Art. 37 (*abrogation des dispositions spécifiques à la justice militaire - art. 346 à 348, 350 à 355, 357, 365, 367, 378, 379, 382, 384, 387 et 394 du code de justice militaire*) (p. 1205) - Adopté après modification.

Art. 37 bis et 37 ter (*juridictions prévôtales - art. 479 et 482 du code de procédure pénale*) (p. 1205) - Adoptés.

Art. 38 (*procédure devant les juridictions prévôtales - art. 491 du code de justice militaire*) (p. 1205) - Supprimé.

Art. 39 (*procédure devant les juridictions prévôtales - art. 492 du code de justice militaire*) (p. 1205) - Supprimé (p. 1206).

Art. 40 (*procédure devant les juridictions prévôtales - art. 493 du code de justice militaire*) (p. 1206) - Supprimé.

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE PROCEDURE PENALE

Art. 41 (*mandat de dépôt ou d'arrêt contre un prévenu condamné à une peine au moins égale à une année d'emprisonnement - art. 465 du code de procédure pénale*) (p. 1206) - Adopté.

Art. 42 (*compétence des juridictions spécialisées - art. 697-1 du code de procédure pénale*) (p. 1206) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 43 (*compétence des juridictions spécialisées lorsqu'un tribunal aux armées n'a pas été établi auprès d'une force qui stationne hors du territoire - art. 697-2 du code de procédure pénale*) (p. 1206) - Adopté.

Art. 44 (*procédure applicable devant les juridictions spécialisées - art. 698 du code de procédure pénale*) (p. 1206) - Adopté.

Art. 45 (*restriction de la notion de flagrance au regard de l'avis du ministre de la défense - art. 698-1 du code de procédure pénale*) (p. 1206) - Supprimé (p. 1207).

Art. 45 bis (*mise en mouvement de l'action publique par la partie visée - avis du ministre de la défense - art. 698-2 du code de procédure pénale*) (p. 1207) - Adopté.

Art. 46 (*mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée - avis du ministre de la défense - art. 698-2 du code de procédure pénale*) (p. 1207) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 47 (*application de dispositions du code de justice militaire - art. 698-5 du code de procédure pénale*) (p. 1207) - Adopté.

Art. 48 (*débat à huis clos - art. 698-9 nouveau du code de procédure pénale*) (p. 1207) - Adopté après modification (p. 1208).

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 49 (*abrogation d'une disposition devenue sans objet - art. 229 de la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993*) (p. 1208) - Adopté.

Art. 50 (*recouvrement des droits fixes de procédure - art. 1018 A du code général des impôts*) (p. 1208) - Adopté.

Art. 51 (*abrogations de dispositions devenues inutiles - art. 8, 10 et 14 de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982*) (p. 1208) - Adopté après modification.

Après l'art. 51 (p. 1208).

Art. additionnel (*maintien à titre provisoire du tribunal aux armées des forces française stationnées en Allemagne et modalités de la transition entre le tribunal de Baden-Baden et le tribunal aux armées de Paris*) (p. 1208) - Adopté (p. 1209).

Art. 52 (*droit applicable en temps de guerre*) (p. 1209) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 52 bis (*refonte du code de justice militaire*) (p. 1209) - Adopté après modification.

Art. 53 (*application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 1209) - Adopté après modification (p. 1210).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1210) : MM. Jacques Machet, Guy Penne, Alain Richard, ministre de la défense.

Adoption (2 mars 1999) (p. 1210).

Discussion (deuxième lecture)

(26 octobre 1999) (p. 5428, 5433).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5428, 5431) : MM. René Garrec, rapporteur de la commission des lois; Alain Richard, ministre de la défense.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5431, 5432).

Art. 2 (*droit applicable devant le tribunal aux armées de Paris - art. 2 du code de justice militaire*) (p. 5431) - Adopté.

Art. 3 (*organisation du tribunal aux armées et cour d'appel compétente - art. 4 du code de justice militaire*) (p. 5431) - Adopté.

Art. 5 (*composition du tribunal aux armées - art. 6 du code de justice militaire*) (p. 5431) - Adopté.

Art. 27 bis (*composition du tribunal aux armées pour le jugement des crimes*) (p. 5431) - Adopté.

Art. 46 (*mise en mouvement de l'action publique par la partie lésée - avis du ministre de la défense - art. 698-2 du code de procédure pénale*) (p. 5432) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5432, 5433) : MM. Jean-Luc Bécart, Patrice Gélard, Emmanuel Hamel, Jean-Claude Peyronnet.

Adoption (26 octobre 1999) (p. 5433).

2. - Projet de loi renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (16 septembre 1998) [n° 1079 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Christine LAZERGES (12 mars 1999) [n° 1468 (98-99)] - Discussion (23, 24, 25 et 30 mars 1999) - Adoption (30 mars 1999) [n° 275].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (31 mars 1999) [n° 291 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport commun de M. Charles JOLIBOIS, avec ceux des propositions de loi n° 264 rect. (98-99) du 16 mars 1999 - Procédure pénale - et n° 577 (97-98) du 17 décembre 1999 - Justice - (10 juin 1999) [n° 419 (98-99)] - Avis de M. Louis de BROÏSSIA (9 juin 1999) [n° 412 (98-99)] - Discussion (15, 16, 17 et 25 juin 1999) - Adoption (25 juin 1999) [n° 163].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (28 juin 1999) [n° 1743 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(15 juin 1999) (p. 3924, 3954); (16 juin 1999) (p. 3998, 4061); (17 juin 1999) (p. 4070, 4157); (25 juin 1999) (p. 4432, 4515).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3924, 3954; 3998, 4000) : MM. Jean-Michel Baylet, Christian Bonnet, Robert Bret, Louis de Broissia, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Jean-Claude Gaudin, Patrice Gélard, Paul Girod, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Alain Peyrefitte, Bernard Plasait, Jacques Valade, Alain Vasselle.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4000, 4061; 4070, 4157; 4432, 4512) : MM. Robert Badinter, Christian Bonnet, Robert Bret, Louis de Broissia, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Michel Caldaguès, Charles Ceccaldi-Raynaud, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jacques-Richard Delong, Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Duffour, Pierre Fauchon, Thierry Foucaud, Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Marcel Lesbros, Jacques Peyrat, Alain Richard, ministre de la défense; Mme Odette Terrade, MM. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement; Jacques Valade, Alain Vasselle.

Art. 1^{er} (*principes généraux*) (p. 4000) - Adopté après modification (p. 4003).

Art. 1^{er} bis (*instruction à charge et décharge*) (p. 4004) - Adopté (p. 4005).

Art. 1^{er} ter (*contenu de l'ordonnance de règlement*) (p. 4006) - Supprimé.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RENFORCANT LA PROTECTION DE LA PRESOMPTION D'INNOCENCE

Chapitre 1^{er}

Dispositions renforçant les droits de la défense et le respect du contradictoire

Nouvel intitulé (*dispositions renforçant les droits de la défense et le respect du caractère contradictoire de la procédure*) (p. 4006) - Adopté.

Section 1

Dispositions relatives à la garde à vue

Art. 2 A (*contrôle des mesures de garde à vue par le procureur de la République*) (p. 4006) - Adopté après modification (p. 4008).

Art. 2 B (*harmonisation des règles de garde à vue en fonction de la nature de l'enquête - art. 62 et art. 153 du code de procédure pénale*) (p. 4008) - Adopté (p. 4009).

Art. 2 C (*harmonisation des règles de garde à vue en fonction de la nature de l'enquête*) (p. 4009) - Adopté (p. 4013).

Art. 2 D (*notification de ses droits à la personne gardée à vue*) (p. 4015) - Adopté après modification.

Art. 2 E (*notification à la personne gardée à vue de son droit de ne pas répondre aux questions*) (p. 4015) - Adopté (p. 4016).

Après l'art. 2 E (p. 4016).

Art. additionnel (*assistance d'un interprète pour les personnes gardées à vue atteintes de surdité*) (p. 4017) - Adopté.

Art. 2 F (*droit pour la personne gardée à vue de faire informer un membre de son entourage*) (p. 4018) - Adopté.

Art. 2 G (*régime de l'emprisonnement individuel pour les prévenus*) (p. 4018) - Adopté après modification (p. 4023).

Art. 2 (*demande d'entretien avec l'avocat dès le début de la garde à vue*) (p. 4024) - Adopté (p. 4038).

Art. 2 bis (*information du procureur dès le début de la garde à vue en cas d'enquête préliminaire*) (p. 4039) - Adopté.

Art. 2 ter (*enregistrement des interrogatoires de mineurs*) (p. 4039) - Supprimé (p. 4040).

Après l'**art. 2 ter** (p. 4040).

Art. additionnel (*création de l'inspection générale de la police judiciaire*) (p. 4040) - Adopté (p. 4043).

Section 2

Dispositions relatives à la désignation de l'avocat au cours de l'instruction

Art. 3 (*modalités de désignation de l'avocat*) (p. 4044) - Adopté.

Section 2 bis

Dispositions relatives aux modalités de mise en examen

Art. 3 bis (*caractère des indices permettant la mise en examen*) (p. 4045) - Adopté après modification (p. 4053).

Après l'**art. 3 bis** (p. 4045).

Art. additionnel (*information d'une personne par le juge par lettre recommandée de son intention de la mettre en examen*) (p. 4047) - Adopté (p. 4052).

Section 3

Dispositions étendant les droits des parties au cours de l'instruction

Art. 4 (*demandes d'actes par les parties*) (p. 4054) - Adopté (p. 4056).

Art. 4 bis (*constatation de la prescription de l'action publique au cours de l'instruction*) (p. 4056) - Adopté après modification.

Art. 4 ter (*première comparution*) (p. 4056) - Adopté (p. 4057).

Art. 4 quater (*organisation des interrogatoires et confrontations*) (p. 4058) - Adopté après modification.

Après l'**art. 4 quater** (p. 4058).

Art. additionnel (*recours à un interprète en cas de mise en examen d'une personne atteinte de surdité*) (p. 4059) - Adopté.

Art. 5 (*renforcement des droits des parties en matière d'expertise*) (p. 4059) - Adopté après modification (p. 4061).

Après l'**art. 5** (p. 4070).

Art. additionnel (*obligation d'un délai de six mois à compter de la notification de la mise en examen pour la demande d'annulation des actes accomplis avant ou pendant l'interrogatoire de première comparution*) (p. 4071) - Adopté.

Art. additionnel (*insertion d'une division additionnelle : section 3 bis : dispositions relatives à la responsabilité pénale des élus locaux*) (p. 4086) - Adopté.

Section 4

Dispositions relatives au témoin et au témoin assisté

Art. 6 (*témoins*) (p. 4091) - Adopté après modification (p. 4092).

Après l'**art. 6** (p. 4092).

Art. additionnel (*inscription dans le code pénal d'un délit de non-comparution devant le juge d'instruction d'une personne citée comme témoin*) (p. 4092) - Adopté.

Art. 7 (*témoin assisté*) (p. 4092).

Art. 113-1 du code de procédure pénale (*application de la procédure de témoin assisté aux personnes nommément visées par un réquisitoire introductif*) (p. 4093) - Adopté.

Art. 113-2 du code de procédure pénale (*personnes visées par la procédure du témoin assisté*) (p. 4093) - Adopté après modification (p. 4095).

Art. 113-3 du code de procédure pénale (*droits du témoin assisté*) (p. 4095) - Adopté après modification.

Art. 113-4 du code de procédure pénale (*conditions de la première audition du témoin assisté*) (p. 4095) - Adopté.

Art. 113-5 du code de procédure pénale (*non-placement du témoin assisté sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire*) (p. 4095) - Adopté.

Art. 113-6 du code de procédure pénale (*non-application des dispositions du 1er alinéa de l'article 105 à la personne entendue comme témoin assisté*) (p. 4095) - Supprimé (p. 4097).

Art. 113-7 du code de procédure pénale (*non-prestation de serment par le témoin assisté*) (p. 4097) - Adopté.

Art. 113-8 du code de procédure pénale (*mise en examen du témoin assisté*) (p. 4097) - Adopté.

Adoption de l'article 7 modifié (p. 4097).

Art. 8 (*observations du témoin assisté devant la chambre d'accusation en cas d'appel d'une ordonnance de non-lieu*) (p. 4097) - Adopté.

Section 5

Dispositions renforçant les droits des parties au cours de l'audience de jugement

Art. 9 A (*questions au cours d'un procès criminel*) (p. 4097) - Adopté après modification.

Art. 9 B (*accusé ou témoin atteint de surdité*) (p. 4097) - Adopté après modification (p. 4098).

Art. 9 C (*prévenu ou témoin atteint de surdité*) (p. 4098) - Adopté après modification.

Art. 9 (*questions au cours d'une audience correctionnelle*) (p. 4098) - Adopté.

Après l'**art. 9** (p. 4099).

Art. additionnel (*modification du serment prêté par les jurés de cour d'assises pour une prise en compte de l'intérêt des victimes et de la présomption d'innocence*) (p. 4102) - Adopté (p. 4104).

Art. additionnel (*délai d'appel fixé à un mois*) (p. 4111) - Adopté.

Art. additionnel (*ordre de parole des parties identique en première instance et en appel*) (p. 4112) - Adopté (p. 4114).

Art. additionnel (*impossibilité de faire comparaître des membres ou anciens membres du Gouvernement comme témoins sur des faits non détachables de leurs fonctions*) (p. 4114) - Adopté (p. 4115).

Art. additionnel (*droit pour toutes les parties de demander directement le dessaisissement d'une juridiction au profit d'une autre*) (p. 4115) - Adopté (p. 4117).

Art. additionnel (*rétablissement des articles 679 à 686 du code de procédure pénale abrogés par la loi du 4 janvier 1993 et relatifs aux privilèges de juridiction*) (p. 4117) - Adopté (p. 4121).

Dispositions renforçant les garanties judiciaires en matière de détention provisoire

Section 1 A

Dispositions générales

Suppression de cette section (p. 4129) (précédemment réservé p. 4121).

Art. 10 A (détention provisoire) (p. 4122) - Supprimé.

Art. 10 B (suppression de l'obligation de présence d'au moins un juge d'instruction dans chaque tribunal de grande instance) (p. 4127) - Supprimé (p. 4128).

Art. 10 C (révision de la carte judiciaire) (p. 4128) - Supprimé (p. 4129).

Section 1

Dispositions relatives au juge de la détention provisoire

Nouvel intitulé (Dispositions relatives au juge chargé de la détention provisoire) (p. 4129) - Adopté (p. 4130).

Art. 10 (création d'un juge de la détention provisoire) (p. 4130) - Adopté après modification (p. 4141).

Après l'art. 10 (p. 4141).

Art. additionnel (recours à des associations habilitées pour l'application du contrôle judiciaire) (p. 4142) - Adopté (p. 4143).

Art. 10 bis (cautionnement) (p. 4143) - Supprimé (p. 4144).

Art. 11 (prolongation de la détention provisoire) (p. 4145) - Adopté.

Art. 12 (conséquence d'une requalification en matière de détention provisoire) (p. 4145) - Adopté (p. 4146).

Art. 13 (mise en liberté d'office ou sur demande du procureur) (p. 4146) - Adopté.

Art. 14 (demande de mise en liberté par la personne ou son avocat) (p. 4146) - Adopté.

Section 2

Dispositions limitant les conditions ou la durée de la détention provisoire

Art. 15 (conditions de la détention provisoire) (p. 4146) - Adopté après modification (p. 4152).

Art. 16 (durée de la détention provisoire en matière correctionnelle) (p. 4153) - Adopté après modification (p. 4156).

Art. 17 (durée de la détention provisoire en matière criminelle) (p. 4432) - Adopté après modification (p. 4435).

Art. 18 (limite à la durée de la détention provisoire lorsqu'elle est ordonnée à la suite d'une révocation du contrôle judiciaire) (p. 4435) - Adopté après modification (p. 4436).

Après l'art. 18 (p. 4436).

Art. additionnel (limitation de la durée cumulée des détentions pour les mêmes faits pour un mineur ayant été placé sous contrôle judiciaire à la suite de la première période de détention provisoire) (p. 4436) - Adopté.

Art. additionnel (appel de la décision de placement en détention provisoire auprès de la chambre d'accusation) (p. 4436) - Adopté (p. 4438).

Section 3

Dispositions relatives à l'indemnisation des détentions provisoires

Art. 19 (indemnisation des détentions provisoires) (p. 4438) - Adopté après modification (p. 4446).

Après l'art. 19 (p. 4076).

Art. additionnel (saisine du Conseil d'Etat dans le cas de mise en cause pénale des exécutifs locaux et fonctionnaires pour désignation d'un tribunal administratif chargé de déterminer si cette personne a commis une faute détachable de l'exercice de ses fonctions) (p. 4076) - Adopté (p. 4086).

Art. additionnel (droit pour les maires agissant en qualité d'agents de l'Etat à la même protection de l'Etat que les fonctionnaires) (p. 4078) - Adopté (p. 4086).

Art. 19 bis (commission de suivi de la détention provisoire) (p. 4446) - Supprimé (p. 4447).

Chapitre 3

Dispositions renforçant le droit à être jugé dans un délai raisonnable

Art. 20 (possibilité d'interroger le procureur sur la suite donnée à une enquête) (p. 4447) - Adopté après modification (p. 4449).

Avant l'art. 21 (p. 4449).

Art. additionnel (saisine directe du président du tribunal par les parties en vue du dessaisissement d'un juge d'instruction au profit d'un autre) (p. 4449) - Adopté.

Art. 21 ("contrat de procédure" et "droit au cri") (p. 4449) - Adopté après modification (p. 4452).

Après l'art. 21 (p. 4452).

Art. additionnel (prescription par trois ans des délits d'abus de biens sociaux ou assimilés) (p. 4452) - Adopté (p. 4453).

Art. additionnel (dépenalisation des violations des dispositions du code des marchés publics non commises dans le but d'un enrichissement des auteurs et des bénéficiaires) (p. 4456) - Adopté.

Art. 21 bis (fixation des délais en matière de commission rogatoire et d'expertise) (p. 4456) - Supprimé (p. 4457).

Art. 21 ter (information de la partie civile sur l'avancement de l'instruction) (p. 4457) - Supprimé (p. 4458).

Art. 21 quater (délai pour qu'une affaire soit audenciée en matière correctionnelle) (p. 4458) - Adopté.

Après l'art. 21 quater (p. 4468).

Art. additionnel (suppression du double degré de juridiction en matière d'instruction, purge des nullités, incarcération des accusés et des personnes renvoyées pour délits connexes) (p. 4468) - Adopté (précédemment réservé p. 4458) (p. 4470).

Art. 21 quinquies (délai pour qu'une affaire soit audenciée en matière criminelle) (p. 4458) - Adopté.

Chapitre 3 bis

Dispositions relatives aux audiences

Suppression de ce chapitre (p. 4459).

Art. 21 sexies (audiencement) (p. 4459) - Supprimé.

Après l'art. 21 sexies (p. 4459).

Art. additionnel (inscription des questions posées sur le procès-verbal) (p. 4460) - Adopté (p. 4461).

Art. additionnel (insertion d'une division additionnelle "Chapitre 3 ter - Dispositions instaurant un recours en matière criminelle") (p. 4470) - Adopté (précédemment réservé p. 4462) (p. 4471).

Art. additionnel (création d'un recours en matière criminelle) (p. 4463) - Adopté après modification (p. 4468).

Art. additionnel (*droit pour la cour d'assises de décerner un mandat de dépôt contre une personne condamnée à une peine d'enfermement sans sursis*) (p. 4470) - Adopté (précédemment réservé p. 4458).

Art. additionnel (*insertion d'une division additionnelle rédigée "Chapitre 3 quater - Dispositions relatives aux conséquences d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement"*) (p. 4473) - Adopté (précédemment réservé p. 4471).

Art. additionnel (*possibilité pour le juge d'instruction, lorsqu'il rend une ordonnance de non-lieu, de prononcer une amende contre la partie civile et possibilité d'action en dommages et intérêts à l'initiative de la personne mise en examen*) (p. 4471) - Adopté (p. 4472).

Art. additionnel (*attribution d'une indemnité pour les personnes bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement*) (p. 4472) - Adopté (p. 4473).

Chapitre 4

Dispositions relatives à la communication

Art. 22 (*interdiction de la publication de l'image de personnes menottées - interdiction des sondages sur la culpabilité d'une personne*) (p. 4478) - Adopté après modification (p. 4482).

Art. 22 bis (*mesures destinées à éviter qu'une personne entravée soit photographiée*) (p. 4484) - Adopté.

Art. 23 (*délai d'exercice du droit de réponse - exercice du droit de réponse par le ministère public*) (p. 4484) - Adopté après modification (p. 4485).

Art. 24 (*arrêt de l'exécution provisoire d'une décision limitant la diffusion de l'information*) (p. 4485) - Adopté.

Après l'art. 24 (p. 4473).

Art. additionnel (*utilisation du référé fondée sur le respect de la présomption d'innocence par toute personne présentée publiquement comme coupable de faits faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire*) (p. 4473) - Adopté (p. 4478).

Art. 25 (*communiqués du parquet - fenêtres de communication*) (p. 4485) - Adopté après modification (p. 4491).

Après l'art. 25 (p. 4491).

Art. additionnel (*regroupement dans un même article de la loi sur la liberté de la presse des actions en diffamation qu'il s'agisse ou non d'une personne protégée*) (p. 4492) - Adopté (p. 4493).

Art. additionnel (*prescription de trois ans en matière de presse*) (p. 4493) - Adopté (p. 4494).

TITRE II

DISPOSITIONS RENFORCANT LES DROITS DES VICTIMES

Chapitre 1^{er}

Dispositions réprimant l'atteinte à la dignité d'une victime d'une infraction pénale

Art. 26 (*atteinte à la dignité d'une victime d'un crime ou d'un délit*) (p. 4494) - Adopté après modification (p. 4496).

Après l'art. 26 (p. 4496).

Art. additionnel (*droit pour la partie lésée de mettre en mouvement l'action publique en cas de diffusion des circonstances d'un crime ou d'un délit*) (p. 4496) - Adopté (p. 4497).

Art. 27 (*interdiction de la diffusion de renseignements concernant l'identité d'un mineur victime*) (p. 4497) - Adopté après modification.

Art. 27 bis (*dossier de personnalité de la victime*) (p. 4497) - Adopté.

Art. 27 ter (*diffusion d'informations sur les mineurs fugueurs ou s'étant suicidés*) (p. 4497) - Supprimé (p. 4498).

Chapitre 2

Dispositions relatives aux associations d'aide aux victimes et aux constitutions de partie civile

Section 1

Dispositions relatives aux associations d'aide aux victimes

Art. 28 (*recours par le procureur à des associations d'aide aux victimes*) (p. 4498) - Adopté.

Art. 28 bis (*conventionnement de droit pour les associations d'aide aux victimes reconnues d'utilité publique*) (p. 4498) - Adopté.

Art. 28 ter (*information des victimes par les officiers et agents de police judiciaire*) (p. 4498) - Adopté après modification (p. 4500).

Art. 28 quater (*exercice des droits reconnus à la partie civile par les associations de lutte contre les sectes*) (p. 4500) - Adopté.

Section 2

Dispositions relatives aux constitutions de partie civile

Art. 29 A (*information de la victime par le juge d'instruction*) (p. 4500) - Adopté après modification (p. 4501).

Après l'art. 29 A (p. 4501).

Art. additionnel (*droit à un interprète pour la partie civile*) (p. 4501) - Adopté.

Art. 29 (*modalités de constitution de partie civile*) (p. 4501) - Adopté après modification (p. 4502).

Art. 30 (*renvoi de la décision sur l'action civile à une audience ultérieure*) (p. 4502) - Adopté après modification.

Art. 31 (*remboursement des frais irrépétibles*) (p. 4503) - Adopté après modification.

Art. 31 bis (*"guichet unique" en matière de dépôt de plainte*) (p. 4503) - Adopté.

Art. 31 ter (*contrôle judiciaire des avocats*) (p. 4503) - Supprimé (p. 4504).

Art. 31 quater (*information de la victime sur la date de l'audience*) (p. 4504) - Adopté.

Art. 31 quinquies (*indemnisation des personnes bénéficiant d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement*) (p. 4504) - Supprimé.

Chapitre 3

Dispositions relatives à l'indemnisation des victimes

Art. 31 sexies (*information de la victime de son droit de saisir la commission d'indemnisation des victimes d'infraction*) (p. 4504) - Adopté après modification.

Art. 31 septies (*coordination avec l'article précédent*) (p. 4504) - Supprimé (p. 4505).

Art. 31 octies (*réductions de peines pour les personnes s'efforçant d'indemniser les victimes*) (p. 4505) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Nouvel intitulé (*Dispositions diverses et de coordination*) (p. 4505) - Adopté.

Art. 32 (*coordination - témoin assisté*) (p. 4505) - Adopté.

Art. 33 (*coordination - juge de la détention*) (p. 4505) - Adopté (p. 4506).

Après l'art. 33 (p. 4506).

Art. additionnel (*compétence du conseil de l'ordre pour interdire à un avocat l'exercice de sa profession lorsque le juge d'instruction l'estime nécessaire avec possibilité d'appel par l'avocat concerné et le procureur général*) (p. 4506) - Adopté (p. 4509).

Art. 34 (*coordination*) (p. 4509) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 35 (*coordination - constitution de partie civile par télécopie*) (p. 4509) - Adopté.

Art. 36 (*informations données à l'avocat au cours d'une garde à vue*) (p. 4509) - Adopté.

Art. 37 (*coordination - demandes d'actes*) (p. 4509) - Adopté.

Art. 38 (*garde à vue et détention provisoire des mineurs délinquants*) (p. 4509) - Adopté après modification.

Art. 39 (*délai d'entrée en vigueur de certaines dispositions*) (p. 4509) - Adopté après modification (p. 4510).

Art. 40 (*application en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 4510) - Adopté après modification.

Après l'art. 40 (p. 4510).

Art. additionnel (*réglementation des perquisitions dans des cabinets d'avocats*) (p. 4510) - Adopté (p. 4512).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4513, 4515) : *MM. Robert Badinter, Jean Clouet, Pierre Fauchon, Hubert Haenel, Jacques Larché, Mme Odette Terrade.*

Adoption (25 juin 1999) (p. 4515).

3. - Proposition de loi organique relative au statut de la magistrature, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par Mme Nicole FEIDT et plusieurs de ses collègues (24 mars 1999) [n° 1494 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Nicole FEIDT (2 juin 1999) [n° 1664 (98-99)] - Discussion (9 juin 1999) - Adoption (9 juin 1999) [n° 333].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 juin 1999) [n° 417 (98-99)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Henri de RICHEMONT (23 juin 1999) [n° 451 (98-99)] - Discussion (30 juin 1999) - Adoption (30 juin 1999) [n° 166].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-418 DC du 8 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1999) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 99-583 du 12 juillet 1999 (J.O. Lois et décrets du 13 juillet 1999).

Discussion (première lecture)

(30 juin 1999) (p. 4707, 4710).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4707, 4710) : *Mme Dinah Derycke, M. Michel Duffour, Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Larché, président de la commission des lois; Henri de Richemont, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4710) : *Mme Elisabeth Guigou, garde des Sceaux, ministre de la justice; M. Henri de Richemont.*

Art. 1^{er} (*maintien en activité - article 1er de la loi organique n° 88-23 du 7 janvier 1988 portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance*) (p. 4710) - Adopté.

Art. 2 (*emplois placés hors hiérarchie - art. 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature*) (p. 4710) - Adopté.

Scrutin public de droit n° 106 (p. 4710).

Adoption (30 juin 1999) (p. 4710).

K

Kazakhstan

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, 43; 48

Kosovo

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1; 2
Rappels au règlement

L**Langue française**

Voir *Rapports du Gouvernement*

Lettonie

Voir *Allocutions et communications*

Licenciements

Voir *Travail, 1*

Logement

Voir *Rapports du Gouvernement*

Lois de finances

Voir *Lois de règlement, 1*
Rapports au Parlement

1. - Projet de loi de finances pour 2000, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, par MM. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre des finances et Christian SAUTTER, secrétaire d'Etat au budget (15 septembre 1999) [n° 1805 (98-99)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires étrangères, de la défense nationale, des lois, de la production - Rapport général de M. Didier MIGAUD (14 octobre 1999) [n° 1861 (1999-2000)] - Discussion (19 octobre au 23 novembre 1999) - Adoption (23 novembre 1999) [n° 370].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 novembre 1999) [n° 88 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales, des lois - Rapport général de M. Philippe MARINI (25 novembre 1999) [n° 88 (1999-2000)] - Discussion (25 novembre au 14 décembre 1999) - Adoption (14 décembre 1999) [n° 47].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 décembre 1999) [n° 2020 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (15 décembre 1999) [n° 2021 (1999-2000)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (15 décembre 1999) [n° 134 (1999-2000)].

NOUVELLE LECTURE (ASSEMBLEE NATIONALE) (14 décembre 1999) [n° 2020 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (15 décembre 1999) [n° 2029 (1999-2000)] - Discussion (16 décembre 1999) - Adoption (16 décembre 1999) [n° 418].

NOUVELLE LECTURE (SENAT) (17 décembre 1999) [n° 145 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (17 décembre 1999) [n° 146 (1999-2000)] - Discussion (20 décembre 1999) - Adoption (20 décembre 1999) [n° 54].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 décembre 1999) [n° 2038 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (21 décembre 1999) [n° 2039 (1999-2000)] - Discussion (21 décembre 1999) - Adoption (21 décembre 1999) [n° 419].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 99-424 DC du 29 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1999) qui déclare les articles 96 et 113 de la loi de finances contraires à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1999).

SENAT**Rapporteur général**

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 89 (1999-2000)] fait, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 2000 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Philippe Marini, rapporteur général.

Tome I. - Le budget de 2000 et son contexte économique et financier.

Tome II. - Fascicule 1. - Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Fascicule 2. - Affaires européennes et article 35 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial : M. Denis Badré).

Tome III. - Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Tome IV. - Analyse synthétique des crédits et principales observations des rapporteurs spéciaux.

Rapporteurs spéciaux**I. - BUDGETS CIVILS****A - Budget général****Annexes**

Affaires étrangères :

- Affaires étrangères : M. Jacques Chaumont. 1

Prestations sociales agricoles : M. Joël Bourdin	42
--	----

II. - DEFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin	43
Dépenses ordinaires : M. François Trucy	44

III. - AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor : M. Paul Loridant	45
---	----

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 90 (1999-2000)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2000, adopté par l'Assemblée nationale :

Tomes

- I. - Culture : M. Philippe Nachbar
- II. - Cinéma - Théâtre dramatique : M. Marcel Vidal
- III. - Environnement : M. Ambroise Dupont
- IV. - Enseignement scolaire : M. Jean Bernadaux
- V. - Enseignement supérieur : M. Jacques Valade
- VI. - Enseignement technique : Mme Hélène Luc
- VII. - Enseignement agricole : M. Albert Vecten
- VIII. - Recherche scientifique et technique : M. Pierre Laffitte
- IX. - Jeunesse et sports : M. James Bordas
- X. - Communication audiovisuelle : M. Jean-Paul Hugot
- XI. - Presse écrite : M. Louis de Broissia
- XII. - Relations culturelles, scientifiques et techniques : Mme Danièle Pourtaud
- XIII. - Francophonie : M. Jacques Legendre

AVIS [n° 91 (1999-2000)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 2000, adopté par l'Assemblée nationale :

Tomes

- I. - Agriculture : M. Gérard César
- II. - Pêche : M. Alain Gérard
- III. - Développement rural : M. Henri Revol
- IV. - Industries agricoles et alimentaires : M. Bernard Dussaut
- V. - Industrie : M. Francis Grignon
- VI. - Energie : M. Jean Besson
- VII. - Recherche : M. Jean-Marie Rausch
- VIII. - PME - Commerce et artisanat : M. Jean-Jacques Robert
- IX. - Consommation et concurrence : Mme Odette Terrade
- X. - Commerce extérieur : M. Michel Souplet
- XI. - Aménagement du territoire : M. Jean Pépin
- XII. - Plan : Mme Janine Bardou
- XIII. - Routes et voies navigables : M. Georges Gruillot
- XIV. - Logement : M. Jean-Pierre Plancade
- XV. - Urbanisme : M. Jacques Bellanger
- XVI. - Tourisme : M. Charles Ginésy
- XVII. - Environnement : M. Jean Bizet
- XVIII. - Transports terrestres : M. Georges Berchet
- XIX. - Aviation civile : M. Jean-François Le Grand
- XX. - Mer : Mme Anne Heinis
- XXI. - Technologies de l'information et Poste : M. Pierre Hérisson
- XXII. - Outre-mer : M. Rodolphe Désiré
- XXIII. - Ville : M. Gérard Larcher

AVIS [n° 92 (1999-2000)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2000, adopté par l'Assemblée nationale :

Tomes

- I. - Affaires étrangères : M. André Dulait
- II. - Relations culturelles extérieures et francophonie : M. Guy Penne
- III. - Aide au développement : Mme Paulette Brisepierre
- IV. - Défense - Nucléaire, espace et services communs : M. Jean Faure
- V. - Défense - Gendarmerie : M. Paul Masson
- VI. - Défense - Forces terrestres : M. Serge Vinçon
- VII. - Défense - Air : M. Jean-Claude Gaudin
- VIII. - Défense - Marine : M. André Boyer

AVIS [n° 93 (1999-2000)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2000, adopté par l'Assemblée nationale :

Tomes

- I. - Solidarité : M. Jean Chérioux
- II. - Santé : M. Louis Boyer
- III. - Ville : M. Paul Blanc
- IV. - Travail, emploi et formation professionnelle : M. Louis Souvet et Mme Annick Bocandé
- V. - Budget annexe des prestations sociales agricoles : M. Louis Boyer
- VI. - Anciens combattants : M. Marcel Lesbros
- VII. - Outre-mer (aspects sociaux) : M. Jean-Louis Lorrain
- VIII. - Logement social : M. Jacques Bimbenet

AVIS [n° 94 (1999-2000)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 2000, adopté par l'Assemblée nationale :

Tomes

- I. - Intérieur - Décentralisation : M. Daniel Hoeffel
- II. - Intérieur - Police et sécurité : M. Jean-

Patrick Courtois

- III. - Intérieur- Sécurité civile : M. René-Georges Laurin
- IV. - Justice- Services généraux : Mme Dinah Derycke
- V. - Justice - Administration pénitentiaire : M. Georges Othily
- VI. - Justice - Protection judiciaire de la jeunesse : M. Patrice Gélard
- VII. - Départements d'outre-mer : M. José Balarello
- VIII. - Territoires d'outre-mer : M. Jean-Jacques Hyst

TABLEAU DE CONCORDANCE

des articles du **projet de loi de finances pour 2000** (AN n° 1805 et Sénat n° 89, 1999-2000) et
des articles de la **loi de finances pour 2000** (n° 99-1172 du 30 décembre 1999)

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et <i>seconde délibération</i>)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
PREMIÈRE PARTIE CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER TITRE PREMIER DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES I.- IMPÔTS ET REVENUS AUTORISÉS <i>A.- Dispositions antérieures</i>					
1		Autorisation de percevoir les impôts existants	29 novembre	6350	1
<i>B. - Mesures fiscales</i>					
	2 A <i>(Sénat 1^{re} lecture)</i>	<i>Présentation consolidée du projet de loi de finances pour 2001 et du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 et leur impact global en termes de prélèvements obligatoires et de dépenses publiques</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6350	-
2		Barème de l'impôt sur le revenu	29 novembre	6352	2
	2 bis A <i>(Sénat 1^{re} lecture)</i>	<i>Limite supérieure de la déduction du salaire du conjoint d'un exploitant</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6365	-
	2 bis B <i>(Sénat 1^{re} lecture)</i>	<i>Imposition commune de deux frères ou soeurs résidant ensemble</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6370	-
	2 bis C <i>(Sénat 1^{re} lecture)</i>	<i>Augmentation de 45.000 f à 60.000 f du plafond des dépenses pour la réduction d'impôt au titre des emplois à domicile</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6374	-
	2 bis D <i>(Sénat 1^{re} lecture)</i>	<i>Abaissement du taux d'imposition des plus-values de cession à 15%</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6377	-

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	2 bis E (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Extension du bénéfice des titres-restaurant aux agents de la fonction publique et réglementation des conditions de participation de leurs employeurs <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6381	-
	2 bis F (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Modification des règles de détermination du résultat fiscal de certaines sociétés civiles agricoles en cas de transmission ou de rachat des titres d'un associé <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6386	-
	2 bis G (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Aménagements de l'impôt sur le revenu favorables à la famille <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6391	-
	2 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Fixation des seuils d'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux salariés ou aux mandataires sociaux à l'occasion de la cessation de leurs fonctions	29 novembre	6393	3
	2 ter A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Doublement des plafonds des versements pris en compte pour la réduction d'impôt au titre de la souscription en numéraire au capital des sociétés non cotées <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6399	-
	2 ter (AN 1 ^{ère} lecture)	Simplification des réductions d'impôt sur le revenu au titre des dons et subventions versés par les particuliers	29 novembre	6400	4
	2 quater (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Réduction d'impôt sur le revenu au titre des contrats d'assurance « complémentaire de retraite » <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6402	-
	2 quinquies (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Réduction d'impôt sur le revenu au titre des dépenses de formation professionnelle <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6403	-
3		Application du taux réduit de 5,5% de la TVA aux travaux portant sur des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de 2 ans	29 novembre	6405	5
	3 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Application du taux réduit de 5,5% de la TVA aux prothèses auditives et aux lunettes correctrices de vue <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6428	-
	3 bis B (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Application du taux réduit de 5,5% de la TVA aux prestations de restauration <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6431	-

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	3 bis C (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Application du taux réduit de 5,5% de la TVA à certaines prestations d'apport volontaire des déchets ménagers <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6443	-
	3 bis D (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Application du taux réduit de 5,5% de la TVA aux prestations de services funéraires <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	29 novembre	6444	-
	3 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Modification du régime simplifié d'imposition	29 novembre	6445	6
4		Application du taux réduit de 5,5% de la TVA aux services d'aide à la personne	29 novembre	6445	7
	4 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Extension de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée à toutes les cessions réalisées par les SAFER	29 novembre	6446	8
5		Réduction des droits de mutation à titre onéreux	29 novembre	6446	9
	5 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Amélioration du régime successoral entre frères et soeurs isolés domiciliés avec le défunt <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6463	-
	5 bis B (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Assouplissement du régime de la « tontine » <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6466	-
	5 bis C (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Extension des modalités d'évaluation de la résidence principale en matière de droits de mutation à titre gratuit aux fratries <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6467	-
	5 bis D (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit pour les immeubles entrant dans le nouveau régime de conventionnement en faveur des logements locatifs anciens <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6468	-
	5 bis E (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Prolongation du régime instaurant une réduction de 30 % sur les donations sans limite d'âge	30 novembre	6469	10
	5 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Incitation à la constitution et au maintien à long terme d'un actionariat stratégique dans l'entreprise	30 novembre	6472	11
	5 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Exonération d'impôt de solidarité sur la fortune des titres inclus dans un pacte d'actionnaires <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6476	-

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
6		Suppression de la contribution annuelle représentative du droit de bail	30 novembre	6477	12
7		Extension du régime simplifié d'imposition des revenus fonciers	30 novembre	6486	13
	7 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Actualisation des abattements relatifs au régime d'imposition des plus-values prévus à l'article 150 Q du code général des impôts</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6494	-
	7 bis B (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Prise en compte de l'inflation pour la détermination des plus-values résultant de la cession d'un fonds de commerce</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6495	-
	7 bis C (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Relèvement du plafond d'exonération des plus-values des petites entreprises</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6497	-
	7 bis D (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Éligibilité au plan d'épargne en actions et aux contrats d'assurance-vie principalement investis en actions des titres de sociétés ayant leur siège dans un État membre de l'Union européenne</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6498	-
	7 bis E (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Extension de l'avantage fiscal pour l'investissement locatif intermédiaire aux locations aux ascendants ou descendants</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6503	-
	7 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Suppression de toute condition d'âge pour la réduction d'impôt au titre des frais d'hospitalisation et de cure	30 novembre	6504	14
8		Institution d'une exonération d'impôts commerciaux en faveur des associations, fondations et congrégations qui exercent des activités lucratives accessoires	30 novembre	6506	15
	8 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Doublement des seuils d'application de la décote et de la franchise en matière de taxe sur les salaires</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6510	-
	8 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Relèvement de l'abattement de taxe sur les salaires au profit des associations	30 novembre	6512	16
9		Mesures en faveur des versements effectués par les entreprises dans le cadre du mécénat	30 novembre	6512	17

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	9 bis (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Régime fiscal des acquisitions d'oeuvres d'art par les entreprises (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	30 novembre	6512	-
10		Mesures en faveur de la création d'entreprises	30 novembre	6514	18
	10 bis (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Déduction en cas de dons aux organismes ayant pour objet de participer à la reprise d'entreprises (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	30 novembre	6519	-
	10 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Assujettissement au droit d'enregistrement au taux de 1% des cessions de parts sociales de sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	30 novembre	6520	-
11		Suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F	30 novembre	6523	19
12		Augmentation du taux de la quote-part pour frais et charges égale à 5% du produit total des participations pour l'application du régime mère-fille	30 novembre	6526	20
	12 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Réduction du taux de l'avoir fiscal	30 novembre	6528	21
	12 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Suppression du précompte en cas de distribution sur les bénéficiaires d'exercices clos depuis plus de cinq ans (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	30 novembre	6530	-
13		Réduction du délai de conservation des titres prévus en cas d'opération d'apports partiels d'actif et de scissions et maintien du sursis d'imposition rattaché au régime de faveur des fusions	30 novembre	6532	22
	13 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Suppression du crédit d'impôt pour création d'emplois	30 novembre	6533	23
14		Modalités de plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée	30 novembre	6536	24
	14 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Exonération de la taxe professionnelle en faveur des porteurs de SICAV (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	30 novembre	6541	-
	14 bis B (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Simplification des conditions d'exonération de la taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	30 novembre	6542	-

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	14 bis C (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Diminution de l'assiette de taxe professionnelle pour les titulaires de bénéfices non commerciaux</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6543	-
	14 bis D (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Réduction des écarts de taux de taxe professionnelle dans les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique issus de la transformation d'un groupement à taxe professionnelle de zone</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6546	-
	14 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Réduction du montant maximal de la taxe d'habitation acquittée par les contribuables les plus modestes	30 novembre	6550	25
	14 ter (AN 1 ^{ère} lecture)	Indexation de la compensation accordée aux collectivités locales au titre de la réforme de la taxe professionnelle	30 novembre	6550	26
	14 quater A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Neutralisation de l'impact de la réforme de la taxe professionnelle sur l'écrêtement en faveur des fonds de péréquation de la taxe professionnelle	30 novembre	6551	27
	14 quater (AN 1 ^{ère} lecture)	Présentation d'un rapport sur la réforme de la taxe d'habitation	30 novembre	6554	28
	14 quinquies (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Réduction des frais d'assiette et de recouvrement perçus par l'État en matière d'impôts locaux</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6556	-
15		<i>Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture)</i>	30 novembre	6558	-
	15 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Extension de l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune aux biens ruraux donnés à bail à long terme à une société d'exploitation</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6560	-
	15 bis B (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Suppression de la limitation des effets du plafonnement de la cotisation de l'impôt de solidarité sur la fortune</i> <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6561	-
	15 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Extension de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des ayants droit des auteurs aux auteurs de la propriété littéraire artistique	30 novembre	6563	29
16		Suppression de diverses taxes	30 novembre	6563	30

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	16 bis (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Exonération de la taxe sur les achats de viande en faveur des entreprises artisanales <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6564	-
17		Suppression de certains droits de timbre et taxes assimilées à ces droits	30 novembre	6565	31
	17 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Exonération de droits de timbre pour la conversion en euros du capital des sociétés	30 novembre	6566	32
	17 ter (AN 1 ^{ère} lecture)	Dispense du droit de timbre pour les requêtes engagées contre une décision de refus de visa	30 novembre	6566	33
18		Suppression de l'impôt sur les spectacles applicable aux réunions sportives <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en première lecture)</i>	30 novembre	6566	-
19		Suppression de la majoration de 3% applicable aux contribuables ayant opté pour le paiement mensuel de la taxe d'habitation et des taxes foncières	30 novembre	6566	34
	19 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Exonération de taxe d'habitation au profit des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion ayant retrouvé un emploi	30 novembre	6567	35
	19 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des bénéficiaires du RMI ou de l'allocation de solidarité spécifique <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	30 novembre	6567	-
	19 quater (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Application du mécanisme du quotient pour le calcul du revenu de référence des personnes ayant perçu des revenus différés ou exceptionnels	30 novembre	6568	36
20		Suppression du droit d'inscription au baccalauréat	30 novembre	6569	37
21		Modifications de taxes afférentes à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications	30 novembre	6569	38
22		Modifications des tarifs et aménagement de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel	1 ^{er} décembre	6599	39
	22 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Relèvement de l'exonération de la taxe sur les véhicules de société pour les moteurs à bicarburation	1 ^{er} décembre	6601	40
	22 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Remboursement de TIPP et de TICGN au titre du G.P.L. et du GVN utilisés par les bennes de ramassage des déchets ménagers	1 ^{er} décembre	6603	41

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
23		Alignement à 4,5% du taux de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité	1 ^{er} décembre	6605	42
24		Taxe sur les installations nucléaires de base	1 ^{er} décembre	6606	43
	24 bis A (Sénat 1 ^{re} lecture)	<i>Diminution du taux de l'intérêt de retard</i> (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	1 ^{er} décembre	6608	-
	24 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Suppression de la déductibilité du résultat imposable des pénalités de recouvrement sanctionnant le versement tardif des impôts	1 ^{er} décembre	6611	44
	24 ter (AN 1 ^{ère} lecture)	Comptabilisation des stocks de spiritueux	1 ^{er} décembre	6612	45
	24 quater (AN 1 ^{ère} lecture)	Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons et legs faits aux associations de protection de l'environnement et des animaux	1 ^{er} décembre	6612	46
	24 quinquies (AN 1 ^{ère} lecture)	<i>Dépôt d'un rapport d'information</i> (Supprimé par le Sénat en première lecture)	1 ^{er} décembre	6623	-
	24 sexes (AN 1 ^{ère} lecture)	Relèvement de la taxe sur les véhicules de sociétés	1 ^{er} décembre	6626	47
	24 septies (Sénat 1 ^{re} lecture)	<i>Aménagement des conséquences de la cessation de la mise à disposition des immeubles pour les apports en sociétés d'exploitations agricoles réalisées avant le 1^{er} janvier 1996</i> (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	1 ^{er} décembre	6627	-
	24 octies (Sénat 1 ^{re} lecture)	<i>Crédit d'impôt imputé sur la contribution des institutions financières</i> (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	1 ^{er} décembre	6627	-
	24 nonies (Sénat 1 ^{re} lecture)	Augmentation des tarifs du droit de timbre de dimension	1 ^{er} décembre	6628	48
C. - Mesures diverses					
25		Recettes des missions d'ingénierie publique	1 ^{er} décembre	6628	49
26		Contribution des organismes collecteurs du 1% logement	1 ^{er} décembre	6629	50
II. - RESSOURCES AFFECTÉES					

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
27		Dispositions relatives aux affectations		6632	51
	27 bis (AN 1ère lecture)	Affectation de la taxe générale sur les activités polluantes	1 ^{er} décembre	6632	52
	27 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Demande de rapport sur les effets environnementaux de la TGAP</i> (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	1 ^{er} décembre	6638	-
28		Actualisation du taux sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles	1 ^{er} décembre	6640	53
	28 bis (AN 1ère lecture)	Financement de la revalorisation des petites retraites agricoles	1 ^{er} décembre	6640	54
	28 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Modification des règles de déductibilité du revenu imposable pour les cotisations versées par les exploitants agricoles à certains contrats d'assurance groupe</i> (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	1 ^{er} décembre	6641	-
29		Affectation du droit de consommation sur les tabacs manufacturés	1 ^{er} décembre	6641	55
	29 bis (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Augmentation des minima de perception sur le tabac	1 ^{er} décembre	6642	56
30		Modifications d'affectations et suppression de ressources liées à la clôture de compte d'affectation spéciale	1 ^{er} décembre	6643	57
31		Institution du prélèvement de solidarité pour l'eau et modifications du compte d'affectation spéciale 902-00	1 ^{er} décembre	6644	58
	31 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Augmentation des tarifs de la redevance sur les consommations d'eau affectée au FNDAE</i> (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	1 ^{er} décembre	6649	-
	31 bis (AN 1ère lecture)	Prélèvement sur les droits de retransmission télévisée des manifestations sportives	1 ^{er} décembre	6651	59
32		Modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile	1 ^{er} décembre	6657	60
33		Relèvement du taux de la taxe due par les concessionnaires d'autoroutes	1 ^{er} décembre	6657	61
	33 bis (Sénat 1 ^{ère} lecture)	<i>Éligibilité au FCTVA des travaux relatifs aux cales d'accès à la mer</i> (Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)	1 ^{er} décembre	6659	-

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
	33 ter (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Majoration de fraction du taux de croissance prise en compte dans le calcul de l'enveloppe normée <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	1 ^{er} décembre	6660	-
	33 quater (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Prise en compte des accords locaux dans les mécanismes de compensation de la suppression des contingents communaux d'aide sociale <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	1 ^{er} décembre	6662	-
	33 quinquies (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Conditions d'éligibilité à la dotation globale d'équipement des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20.000 habitants <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	1 ^{er} décembre	6664	-
34		Abondement de la dotation globale de fonctionnement	1 ^{er} décembre	6664	62
	34 bis A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Aménagement des modalités de la suppression des contingents communaux d'aide sociale en faveur des communes n'ayant pas acquitté leur obligation en 1999 <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	1 ^{er} décembre	6666	-
	34 bis (AN 1 ^{ère} lecture)	Reconduction du mécanisme compensant les diminutions de dotation de compensation de la taxe professionnelle subies par les collectivités défavorisées	1 ^{er} décembre	6668	63
	34 ter A (Sénat 1 ^{ère} lecture)	Vote des impositions locales par les services départementaux d'incendie et de secours <i>(Supprimé par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture)</i>	1 ^{er} décembre	6670	-
	34 ter (AN 1 ^{ère} lecture)	Majoration de 500 millions de francs de la dotation de solidarité urbaine	1 ^{er} décembre	6672	64
	34 quater (AN 1 ^{ère} lecture)	Majoration de la dotation de solidarité rurale	1 ^{er} décembre	6673	65
35		Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes	1 ^{er} décembre	6581	66
TITRE II					
DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES					
36		Équilibre général du budget	1 ^{er} décembre 14 décembre	6674 7611	67